



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

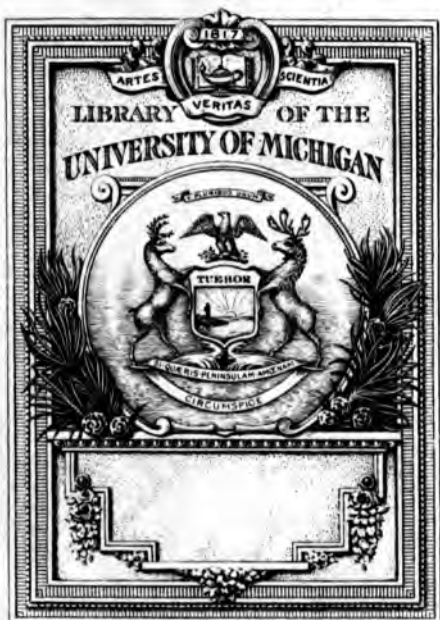
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

478717



HB

153

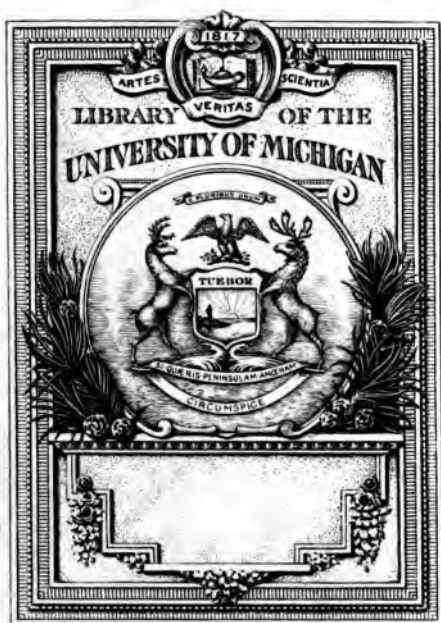
1116 7/8



1

L' A M I
DES HOMMES.

QUATRIÈME PARTIE.



HB

/53

1776-77



1

**L'AMI
DES HOMMES.**

QUATRIÈME PARTIE.

1870

1871

1872

1873

1874

1875

1876

PRÉCIS
DE
L'ORGANISATION,
OU
MÉMOIRE
SUR
LES ÉTATS
PROVINCIAUX.

traduction, Victor de Mauguin, 1849



A AVIGNON.

M. DCC. LIX.

HB
153
M67/a

153

AVIS DE L'ÉDITEUR.

O Mnes artes quæ ad humanitatem pertinent, habent quoddam commune viâculum, & quasi cognatione quâdam inter se continentur. Cic. pro Arch. Poëtâ.

„ Tout ce qui a trait à l'humanité, tient en-
„ semble par une chaîne commune & par une
„ sorte d'affinité.

C'est en vertu de cette pensée que l'Editeur a cru pouvoir donner à la suite & sous le titre de *l'Ami des Hommes*, un Ouvrage déjà connu du même Auteur, qui intéresse également la société, & auquel on n'a fait aucun changement, mais seulement quelques augmentations séparées du corps de l'Ouvrage.

Cette quatrième Partie, volume in-4^o. ou deux volumes in-12. se distribuera séparément pour compléter les Exemplaires des premières Editions.

T A B L E

*Des Pièces & Matières contenues dans
cet Ouvrage.*

I. V O L U M E.

DIALOGUE entre le Surintendant d'O
& L. D. H. page 1

MÉMOIRE SUR LES ÉTATS PRO-
VINCIAUX. *Introduction,* 19
Lettre à M. De S. C. 80

PREMIÈRE PARTIE DU MÉMOIRE.

<i>Utilité des Etats Provinciaux relativement au bonheur des Peuples,</i>	83
SECTION I. <i>Taille réelle,</i>	84
SECTION II. <i>Affouagement,</i>	86
SECTION III. <i>Cadastrés,</i>	88
SECTION IV. <i>Dépenses générales de la Pro- vince,</i>	90
SECTION V. <i>Dépenses particulières des Com- munautés,</i>	92
SECTION VI. <i>La liberté,</i>	96

SECONDE PARTIE DU MÉMOIRE.

<i>Avantages des Pays d'Etats relativement à l'Au- torité Royale,</i>	100
---	-----

T A B L E.

SECTION I. <i>Présence de l'Autorité,</i>	101
SECTION II. <i>Hierarchie de l'Autorité,</i>	105
SECTION III. <i>Pouvoir de l'Autorité,</i>	108
SECTION IV. <i>Les Finances,</i>	112
SECTION V. <i>Le Commerce,</i>	118
SECTION VI. <i>Le Crédit,</i>	124

TROISIÈME PARTIE DU MÉMOIRE.

<i>Façon d'établir des Etats Provinciaux dans tout le Royaume,</i>	131
SECTION I. <i>Inconvéniens des Corps,</i>	ibid.
SECTION II. <i>Précis de la forme de l'assemblée des Etats dans les quatre grandes Provinces,</i>	133
SECTION III. <i>Défectuosités de ces assemblées,</i>	145
SECTION IV. <i>Etablissement de nouveaux Etats,</i>	150
SECTION V. <i>Administration intérieure,</i>	155
SECTION VI. ET DERNIÈRE. <i>Réflexions générales,</i>	158

II. V O L U M E.

R ÉPONSE AUX OBJECTIONS <i>contre le Mémoire sur les Etats Provinciaux,</i>	page 3
<i>Résumé du Dialogue,</i>	141
<i>Précis de l'Introduction,</i>	142
<i>Des différentes parties du Mémoire,</i>	150
<i>De la Réponse aux Objections,</i>	158

T A B L E.

A la suite du Résumé.

QUESTIONS INTÉRESSANTES sur la Popu- lation, l'Agriculture & le Commerce, propo- sées aux Académies & autres Sociétés sava- ntes des Provinces,	173
Climat des Provinces,	179
Territoire,	182
Culture des Terres,	187
Population,	193
Grains,	203
Bestiaux,	207
Lins, Chanvres & Huiles,	212
Vignes,	214
Arbres fruitiers, Bois futaies & revenans,	219
Rivières,	221
Usages,	223
Commerce des denrées du cru,	225
Villes,	237
Richesses,	243

Fin de la Table.

DIALOGUE



DIALOGUE

ENTRE

LE SURINTENDANT D'O

ET L. D. H.

LE SURINTENDANT.

J'AI voulu vous voir, Mr. le Docteur. J'ai lu quelque chose de votre Livre, qui, à vous parler franchement, est l'ouvrage d'un fou ; mais vous me paraissez gaillard, & je m'amuserai à vous confondre.

L. D. H.

Prenez, croyez-moi, des amusemens plus faciles ; je n'ai point encore été confondu. Pourquoi cela ? C'est que ce que je dis n'est ni moi, ni de moi ; c'est la vérité simple, & la vérité n'est pas aisée à confondre.

LE SURINTENDANT.

Bon, *la vérité* ! Si vous aviez fait aussi long-
IV. Partie.

A

2 *Dialogue entre le Surintendant d'O*

tems que moi le métier où deux & deux ne font pas quatre, vous sauriez que la vérité est une chimère.

L. D. H.

Belle profession ! Mais, croyez-moi, ne cherchons point à nous confondre l'un l'autre, moins encore à nous apprendre quelque chose ; tâchons seulement de nous rapprocher. Je vous ai paru fou, vous m'avez jugé du bonnet : cela est tout simple pour qui a vécu dans les grandes places. Sur vos faits, j'en aurais jugé méchant, si j'eusse opiné de même ; ce qui est encore un privilège des hommes privés. Mais je suis L. D. H. & les gens en place sont hommes, tout au moins, autant que les autres ; ainsi j'aime mieux penser qu'à force d'explications, je vous trouverai bon homme, & que vous me trouverez sage.

LE SURINTENDANT.

Quant à moi, d'abord je vous avertis que je suis très-détaché de la préteption au titre que vous me cherchez, & je vous crois au fond la même philosophie sur l'autre. On me crut méchant ; cela m'étoit nécessaire. Si vous étiez chargé de tirer des hommes leur argent, vous me diriez s'il est aussi aisé de se concilier leur amitié dans cette fonction, qu'en faisant des Livres.

L. D. H.

Votre successeur immédiat à cet emploi, fut le plus rébarbatif des hommes de son tems, qui ne l'étoient pas mal. *Votre grand Financier,*

avec son front négatif... disoit Pimentel au Roi; cependant il passe aujourd'hui pour le modèle des grands & bons Ministres.

LE SURINTENDANT.

Autres tems, autres soins. Quand le Maître veut l'économie, le Ministre peut facilement l'établir. A dire vrai, je n'eusse pas été bon pour ces tems-là; j'aimois le plaisir & à économiser le tems du travail: en conséquence, les comptes en règle n'étoient pas mon fait. Un Prince généreux, & tel qu'étoit mon Maître, a sans cesse besoin de moyens extraordinaires: pour les trouver, il faut intéresser bien d'habiles gens à cette besogne difficile; & les habiles gens, on ne les intéresse qu'en laissant troubler le courant.

L. D. H.

Il ne m'appartient pas de raisonner du maniment des Finances; mais je m'appérçois qu'abandonnant tout-à-l'heure votre réputation en gros, vous la défendez maintenant dans les détails.

LE SURINTENDANT.

Vous avez raison; il me semble que je suis sur la défensive. A vous donc, s'il vous plaît, puisque votre modestie veut bien ne me pas pousser sur les affaires d'Etat. Parlons de vos principes qui toutefois prennent assez l'essor sur les matières que vous voulez maintenant proscrire vous prohiber. Mais n'importe: je suis

4 *Dialogue entre le Surintendant d'O*
las de parler d'affaires, & j'aime mieux parler
raison. Or, pour commencer, où avez-vous pris
que tous les hommes sont freres?

L. D. H.

Où? dans leur origine, & dans deux jours de
leur vie, le premier & le dernier.

LE SURINTENDANT.

J'entens; cela est bon pour un sermon; mais
politiquement parlant, je suis donc le frere de
mon cocher?

L. D. H.

Je l'ai cru, & il me semble que la différence
des fonctions ici-bas ne fait rien au fond per-
manent d'une ineffaçable fraternité. J'étois ma-
lade il y a quelque tems, mon frere de pere &
de mere m'e veilla, & me rendit des services
plus pénibles & plus bas que ceux que vous
exigiez de votre cocher. Deux incommodités
vous unissoient, votre cocher & vous. Vous
aviez une dignité qui vous défendoit d'user de
vos jambes, & cet homme une pauvreté qui
l'obligeoit à faire un métier qui y supplée. Je
vis l'autre jour un sourd & un aveugle qui s'é-
toient mis en société; le sourd conduisoit l'a-
veugle par une ficelle, & le tançoit rudement
quand il se faisoit tirer: un tiers survint, qui
demanda au guide de lui changer une pièce dont
il vouloit leur donner partie; le sourd n'enten-
doit pas, son compagnon alors reprit le dessus,
& trouva que son cocher étoit un sot: ils se-

& L. D. H.

5

raccommoderent ensuite, parce qu'ils étoient freres.

LE SURINTENDANT.

L'histoire est bonne; mais avec ces axiomes-là il faut aller prendre la robe de Cynique & rouler le tonneau de Diogène.

L. D. H.

Oh! point du tout : je ne prêche en rien la confusion, jamais le mélange des états, & toujours celui des sentimens.

LE SURINTENDANT.

Le sentiment est une belle chose; mais le monde ne se mène pas par-là. Je vous passe, si vous le voulez, que dans l'état d'enfance tous les hommes sont égaux; mais le génie, le caractère & les talens décident ensuite des distances : elles sont telles qu'il en faut revenir à l'axiome de César : *L'humanité entière est faite pour servir à un petit nombre.*

L. D. H.

Je vous l'ai dit : je ne suis ici ni ailleurs pour contredire; ce n'est pas la peine, & nous sommes d'accord. César étoit un réjoui, vous en fûtes un autre, & je le suis aussi dans mon genre. Les hommes de cette pâte-là ne furent jamais insolens ni cruels; mais l'audace de l'esprit qui ne va pas sans une sorte d'étourderie, jointe à l'engouement de la fortune, porte les audacieux

6 *Dialogue entre le Surintendant d'O*

heureux à un genre de jactance dédaigneuse, dont les axiomes passent aux yeux du vulgaire pour le fond de leur caractère, tandis que ce n'en est que l'accessoire & le délire. Je suppose que César ait avancé cet axiome par un sentiment de vanité : il sentoît bien plus souvent que les dominateurs sont plus asservis encore au grand nombre qu'ils ne l'assujettissent ; mais en le prenant dans le sens réel & rassis, je suis de son avis : *L'humanité entière est faite pour servir à un petit nombre*, & je ne fais rien qui soit plus fait pour se servir mutuellement que la fraternité.

LE SURINTENDANT.

Vous jouez sur le mot moëlleux Politique : *servir*, dans le sens où il faut l'entendre, implique *servitude*.

L. D. H.

Servitude, soit : je pourrois vous répondre que jamais les plus illustres d'entre ce petit nombre, ne sont venus à bout de dominer que par le moyen & le secours des hommes de courage qu'ils avoient à leurs ordres, & que les hommes de courage ne connurent jamais la servitude ; mais ne disputons pas pour si peu. *Servitude* donc. Qu'entendez-vous par-là ?

LE SURINTENDANT.

J'entens tout pour les Maîtres, & le reste pour les Esclaves.

& L. D. H.

7

L. D. H.

Comment donc ! la définition est ronflante, & vous auriez grande envie de rire de ma colère ; je ne vous donnerai pas cet avantage-là. Vous croyez avoir proféré un axiome du Code de Phalaris ; point du tout : le plus doux des Philosophes a dit la même chose ; il parle des deux tables mises ici-bas par Jupiter.

*Le fort, le vigilant & l'adroit sont assis
A la première, & les petits
Mangent leur reste à la seconde.*

LE SURINTENDANT.

Il ne croyoit donc pas que les uns & les autres fussent freres ?

L. D. H.

Il parloit du fait ; car, quant au droit, personne ne peut le contester.

LE SURINTENDANT.

Il me semble que dans ces sortes de choses le fait établit le droit.

L. D. H.

Oh ! point du tout, selon moi. Les freres de Joseph lui firent bien plus petite portion, & n'en étoient pour cela pas moins ses freres.

A 4

3 *Dialogue entre le Surintendant d'O*

LE SURINTENDANT.

Oh bien ! mes freres tant que vous voudrez ;
pourvu que mon droit d'aïnesse soit le com-
mandement absolu, je vous le passe.

L. D. H.

Je vous l'avois bien dit que nous serions d'ac-
cord. Mais, s'il vous plaît, qu'appellez-vous le
commandement absolu ?

LE SURINTENDANT.

Cela s'entend. Je veux dire par-là qu'il faut
que les freres, que de votre grace vous m'avez
octroyés, me soient soumis de sorte que toutes
leurs facultés quelconques puissent en un besoin,
& à ma volonté & fantaisie, être employées à
mon avantage ou à mon gré, soit de durée, soit
du moment.

L. D. H.

J'aime qu'on s'explique, & je ne trouve rien
de si raisonnable que votre projet de domina-
tion. Voyons maintenant quelles peuvent être
vos volontés & fantaisies, & je vous promets
satisfaction.

LE SURINTENDANT.

Fort bien. Mes volontés sont que tout flé-
chisse sous mes ordres ; d'avoir des honneurs
& des biens sans travail, des facilités & des
moyens sans remontrances, le meilleur vin, les

plus jolies femmes, &c. Mes fantaisies, d'enrichir celui-ci & d'appauvrir celui-là, d'accorder tout à mes amis & complaisans pour éviter importunités, & voir des faces joyeuses, de changer de maisons, de meubles, & le reste. Frere, avez-vous de tout cela en magasin?

L. D. H.

Précisément. Permettez-moi d'abord de ne pas trop appuyer sur les menuaillies, comme vin, femmes, meubles & maisons. On n'a pas besoin d'un si grand empire pour se procurer ces choses-là, ustenciles de finance; mais venons au fait. Il faut que tout fléchisse sous vos ordres? Rien de plus juste, puisque la Providence l'a voulu, & vous a mis dans une place qui fait bien se faire obéir; mais pour que cela soit, il faut que ces ordres soient connus; pour qu'ils soient connus, il faut qu'ils soient permanens & assis sur des règles fixes; sans quoi vous ne pourriez commander qu'autour de vous, ou il vous faudroit sans cesse dépêcher des courriers pour porter les ordres du moment; ce qui seroit un travail fâcheux; au moyen de cette notoriété tout vous obéira.

LE SURINTENDANT.

Et si je la refusois? Je veux déraisonner, & qu'on m'obéisse.

L. D. H.

Oh! ne faisons point l'enfant. La folie ne peut avoir d'empire que dans ses hurtes; vous

10 *Dialogue entre le Surintendant d'O*

le savez. Vous voulez encore des honneurs & des biens sans travail , c'est demander beaucoup ; mais il faut déférer à des goûts malades : la fortune vous a départi l'un & l'autre ; il ne s'agit que d'éloigner le travail : la plus grande partie en sera épargnée par le moyen des règles fixes dont je vous parlois tout-à-l'heure ; le reste n'est qu'un courant. Des facilités & des moyens sans remontrances ? C'est encore une suite de ce régime. Sur quoi peuvent porter les remontrances qui vous fatiguent ? *Monsieur, vous demandez telle chose , & cela n'est pas possible , &c.* Voulez-vous démêler le vrai ou le faux de ces allégations ? C'est une mer à boire....

LE SURINTENDANT.

Oh ! point du tout. C'étoit toujours besogne faite pour moi. Je mettois *néant* au bas de la Jérémade , & allois en avant.

L. D. H.

Pourquoi donc est-ce qu'aujourd'hui vous demandez la suppression des remontrances , si elles ne vous incommodoient pas ?

LE SURINTENDANT.

C'est qu'à la longue cela ennuie.

L. D. H.

Dites mieux ; car les faits ont parlé ; vous arrachiez avec violence , & donniez avec facilité : cependant les esprits s'aliénoient , les fac-

tions profitoient du mécontentement du Peuple, l'autorité du Maître se perdoit, & les finances étoient abîmées. Revenons. Au moyen d'un ordre permanent & des règles fixes, le tableau fait la répartition.

LE SURINTENDANT.

C'est bien dit; mais que deviendront les facilités & les moyens que vous m'avez promis?

L. D. H.

Je vous ai dit que la déraison ne pouvoit régner que dans les petites maisons. A cela près, les revenus de l'héritage que vous aviez à gouverner, sont assez beaux pour qu'on puisse trouver en dedans des facilités & des moyens. En tout état de régie, il s'agit, je crois, de voir clairement d'abord le revenu & la dépense pour se régler en conséquence, & le tableau en question est un très-bon moyen pour cela. Ensuite s'il survient des occasions extraordinaires, elles sont sans doute fondées en raisons selon le principe ci-dessus. Cette raison dite sommairement, présente à vos esclaves le motif de la demande, & le tableau qui leur marque le tarif de la répartition, vous assure des facilités & des moyens.

LE SURINTENDANT.

Venons aux fantaisies, mon Philosophe, prétendez-vous aussi les releguer aux petites-maisons?

L. D. H.

Point du tout : c'est la misère des grands ; il faut bien que chacun ici-bas ait la sienne. Vous voulez, dites-vous, enrichir l'un & appauvrir l'autre. Sans doute que pour ce dernier point, vous n'avez pas précisément tel ou tel autre individu en vue ; car vous n'êtes pas méchant. A cela près, cette faculté vous est accordée & va d'elle-même. Assurément dans le poste que vous occupez, on peut aisément enrichir qui l'on veut. Or, comme la somme des biens d'ici-bas est bornée & distribuée en totalité, il est impossible d'enrichir quelqu'un qu'on n'en appauvrisse un autre : ainsi voilà votre objet rempli. Vous voulez accorder tout à vos amis & complaisans, c'est tout un pour un homme en place ; mais le motif est pour éviter importunités & voir des faces joyeuses ; vous allez précisément au contraire de votre objet. Je dînois chez un de mes amis ; un chien couchant étoit autour de la table ; je voulus lui faire sa part. Ah ! me dit le Maître, ne lui donnez rien, il ne cesseroit de nous importuner. Leçon pour vous. Quant aux faces joyeuses, rappelez-vous l'histoire du Courtisan de Cambise, qui voyant percer le cœur de son fils par ce tyran qui voulut lui montrer qu'il avoit la main sûre dans le vin, s'écria sans montrer aucune altération : *Apollon n'eût pas tiré plus juste.*

LE SURINTENDANT.

Oh ! mais je n'aime pas les figures masquées.

L. D. H.

Eh bien ! appelez à votre table de bons convives, des gourmands joyeux & sans ambition, votre cuisinier leur suffira, sitôt que le peu de produit de votre familiarité aura banni les coupeurs de bourse. Qu'en dites-vous ? Votre projet de domination n'est-il pas rempli à votre satisfaction ?

LE SURINTENDANT.

Vous avez beau dire ; les freres que vous m'avez donnés là, me pésent infiniment. J'ai dit dans une grande assemblée, & je le soutiendrois, que le Peuple est une bête de somme, qui ne va bien que quand elle est bien chargée. Voilà sous quel point de vue il faut que le Gouvernement l'envisage, & tous les raisonnemens de vous autres beaux diseurs ne tendent qu'à remettre en question ce qui est en fait. Les Etats ne vont que par le fait, & non par des axiomes. A vous entendre, vous seriez tous capables de les mener, & Dieu sait en ce cas ce que deviendrait la voiture ; mais je veux que vous en eussiez le talent ; lequel ira le mieux de deux coches dont l'un auroit six chevaux & un seul cocher, & l'autre six cochers & un cheval ? Les Etats se mènent par la routine tant que le Peuple ne fait qu'obéir : fait-il raisonner ? il leur faudroit des Rhéteurs pour les conduire, & le tout aboutiroit en dispute.

L. D. H.

Vous m'en dites beaucoup ; j'aime à répon-

14 *Dialogue entre le Surintendant d'O*

dre à chaque chose. Reprenons le tout. Je vous accorderai aisément que les Rhéteurs, les beaux diseurs & moi-même, que tout cela, dis-je, seroit de mauvais Ministres. En second lieu, les Etats se ménent par la routine ; oui & non. Il faut de la routine en tant qu'elle porte sur des règles, & proscrire celle qui vient de l'engourdissement & tourne vers l'abus. Que les Peuples instruits soient plus difficiles à conduire que les Barbares, ce principe est démenti par le fait. Depuis cent ans, nous ne connoissons que l'obéissance, & c'est le siècle des lumières & des connoissances pour notre Nation. Quant à ce qui est de remettre en question ce qui fut en fait, vous ne m'avez, jusqu'à présent, accusé que d'avoir établi que tous les hommes étoient freres : je fais que c'est un fait ; mais c'est vous qui le remettez en question. Pour ce qui est enfin de l'expression qu'on vous a tant reprochée, que *le Peuple est une bête de somme qui ne va qu'autant qu'elle est bien chargée*, après une petite incurSION sur un principe vrai, à savoir, que c'est une maladresse indécente à l'autorité qui ne doit s'attacher qu'à la substance des choses, d'employer la dureté des termes, vile ressource de l'impuissance, je conviendrai d'ailleurs avec vous du principe.

LE SURINTENDANT.

Oh ! oh ! l'ami des hommes, nous vous civiliserons à la Cour.

L. D. H.

Sans doute, je n'y viens que pour cela : j'en

demeure donc d'accord, le Peuple est une bête de somme; il faut qu'il ait sa charge d'obéissance, de travail, de tout ce qu'il peut porter enfin; mais il faut aussi qu'il ait sa pitance; car il appartient à un bon Maître & qui nourrit bien ses chevaux: il faut encore que sa charge soit réglée sur un certain poids & mesure, sinon il succombera sous le faix: le voisin, alors semblable au cheval de la fable, sera obligé de porter sa charge & sa peau en sus; de voisin en voisin l'état de bête de somme changera d'objet, mais ne sauroit s'éteindre, & enfin tel ou son fils se trouvera du nombre des pauvres, qui jadis les regardoit comme des vers de terre.

LE SURINTENDANT.

Vous y voilà encore, ô l'Avocat des croquans! à confondre les ordres & les rangs, & à ne vouloir envisager qu'une espèce d'hommes sur la terre. Je suppose que tout un jour dût être misère, il y en aura toujours de deux sortes, l'une d'esclavage, l'autre de volonté. Quel est le paysan qui vit plus durement que nos Gendarmes en guerre? L'un obéit, l'autre sert, & ces deux choses n'auront jamais rien de commun.

L. D. H.

Vous n'aimez pas la dissertation, & vous m'y ramenez sans cesse: il me seroit aisé de vous faire voir que ces deux genres de misère que vous croyez appartenir à différens ordres d'hommes, appartiennent, en effet, à différens ordres de choses, & que loin de proscrire celle

16 *Dialogue entre le Surintendant d'O*

de volonté, je ne recommande, au contraire, autre chose; mais en vous passant le principe, revenons à vos intérêts. Ce n'est pas de vos Gendarmes que vous tirerez la subvention & les moyens que je vous ai promis tout-à-l'heure; ce ne peut être que de vos esclaves. Il suffit donc que je vous aie démontré que si vous ne les ménagez, les plus foibles succomberont d'abord, & que de proche en proche la misère les dévorera tous, pour que vous sentiez la nécessité de régler le poids & la distribution de leur charge. Vous qui occupez le haut de la pyramide de l'Etat, deux fléaux, divers de leur nature, mais qui se rapprochent dans leur objet définitif, attaquent également la solidité de l'édifice. L'un est la pauvreté, mousse foible, courte & rampante qui croît d'abord à la base, & qui gagne petit-à-petit le faite en desséchant tout sur sa route; l'autre est l'oppression, plante étrangère qui prend dans le haut, dont les racines s'insinuent dans tous les joints du bâtiment, en séparent les liens, en attirent la substance; plante qui devenant arbre, fera éclater tous les murs de l'édifice, malgré la solidité de sa construction, & bientôt les débris seront couverts de mousse. Arrosez celle-ci, une herbe douce & abondante naîtra à la place, & la détruira. Frappez l'arbre de la foudre, & le brûlez jusques dans ses racines; voilà tout le secret.

LE SURINTENDANT.

Oh! vous voilà dans le figuré, c'est votre fort; mais cela n'est bon qu'à prêcher aux inspirés.

L. D. H.

L. D. H.

Je dis donc, sans figure, qu'il est incontestable que la plus intéressée & la plus dure politique doit avoir soin des pauvres, parce que sans cela ils périront & résigneront la charge à leurs voisins, & que de proche en proche on ne sait où cela peut aller. Le successeur de votre Maître se plaint long-tems de ce que sa marmite étoit renversée, & ses pourpoints percés au coude.

LE SURINTENDANT.

Mais encore quel est ce soin qu'il faut avoir des pauvres ?

L. D. H.

Celui que je vous disois tout-à-l'heure, régler le poids & sur-tout la distribution de leur charge.

LE SURINTENDANT.

Et comment cela ?

L. D. H.

Vous me permettrez de vous l'écrire ; car je vous vois bâiller & je bâille aussi.... En ce moment je m'éveillai. Le Surintendant retourna d'où il étoit venu, & moi à ma besogne, qui fera peut-être sur mon Lecteur le même effet qu'avoit fait mon Dialogue sur le Ministre.



MÉMOIRE
S U R
LES ÉTATS
PROVINCIAUX.

B 2

100

100

100

100

100

100

100

100

100



INTRODUCTION.

LE Mémoire sur les Etats Provinciaux, qui fait la base & l'objet de cet Ouvrage, a déjà paru mot pour mot, tel qu'il est ici; mais une forte de critique, faite du plan qui y est présenté, m'ayant donné occasion d'étendre davantage cette idée, & d'en approfondir toutes les conséquences, j'ai cru que, pour rendre mon travail complet à cet égard, il falloit aussi établir les principes généraux de toute administration, pour m'assurer de n'avoir rien négligé de tout ce que la prudence exige avant que de proposer une nouveauté.

Tout se tient dans la machine politique : on n'en sauroit connoître le tissu & retrouver le fil, qu'en partant d'après les idées meres & prises dans la nature : tout alors s'enchaîne & marche de soi-même. Je crois donc que pour développer nettement un seul des ressorts politiques, il est bon de jeter un coup d'œil sur l'organisation entière, & c'est ce que je ferai dans ce discours le plus sommairement qu'il me sera possible, en remontant jusqu'à la formation des sociétés.

La convention tacite du travail de l'homme quelconque est l'espoir d'en recueillir les fruits. Ce désir éclairé par l'intellect, fut le premier lien de l'union entre deux hommes, & de ces

deux progressivement avec d'autres, en proportion de ce que l'intellect fournissoit de nouvelles vues d'utilité, & montrait, dans cette union, les moyens de remplir ces nouvelles vues.

C'est cette union que nous avons appelé depuis *société*, façon d'être à laquelle nous sommes portés par instinct, mais qui deviendrait bientôt incommode à nos passions, toujours ennemies de la nature, si le désir & l'avidité ne nous faisoient, par le moyen de l'intellect, une loi physique, pour ainsi dire, de la réunion.

L'intérêt est donc le premier lien de la société : d'où il suit que la société est plus ou moins affermie, en raison de ce que ceux qui la composent, y trouvent le plus leur intérêt, & qu'elle est d'autant plus assurée que l'intérêt particulier y est le plus à l'abri.

Cette notion nous conduit à la démonstration d'un principe qui paroît d'abord un paradoxe, à savoir, que l'intérêt général, loin de contraster, comme on le croit, avec l'intérêt particulier, n'a de base, au contraire, que celui-ci.

Mais cette réunion d'intérêts particuliers, tous dirigés vers le même objet, & en conséquence faits pour se croiser & se combattre, ne peut subsister si chacun d'eux n'est contenu l'un par l'autre, & comprimé par les poids environnans : c'est ainsi que toutes les pierres d'une voûte concourent à la solidité & à l'élévation du bâtiment en vertu de la force gravitante qui devoit, au contraire, les en détacher, & qui fait la solidité de l'édifice par le moyen de la pression & de l'ensemble des différentes parties.

Une assemblée d'hommes n'est société qu'en

tant que tous les individus qui la composent, ou le plus grand nombre qui en impose aux autres, se trouve intéressé au maintien de cette société. Une foire, par exemple, n'est qu'une assemblée momentanée, d'où chacun est prêt à s'éloigner, & qui ne subsiste qu'autant de tems que chacun des assistans a quelque intérêt ou de commerce, ou de curiosité, à s'y tenir. L'intérêt tombant ou cédant au plus fort intérêt de la retraite, l'assemblée se dissout d'elle-même. Pour faire une assemblée plus longue & plus durable, il faut un intérêt plus durable aussi: pour en faire une permanente, il faut un intérêt permanent. Cela posé, cherchons quel peut être l'intérêt le plus permanent, & nous aurons trouvé le plus fort lien de la société.

Je n'imagine pas d'intérêt plus permanent que la *propriété*. Tout ce que l'homme possède en propre, est à lui, au présent & au futur. Il est des propriétés que nous tenons de la nature, celle de notre personne, par exemple. L'horreur que nous inspirent les noms seulement de viol & d'esclavage, quoique la chose ne diffère que dans la volonté & nullement dans le fait, autres objets qui ne nous effraient point; cette horreur, dis-je, est une preuve de sentiment de cette vérité, que notre personne est à nous, & que tout attentat, contre cette propriété, est un sacrilège.

Puisque la propriété nous est si chère, il convient de l'étendre sur tout ce qu'il convient de nous rendre cher. Il faut que notre pere, que notre femme, que nos enfans soient à nous, parce que plus ils seront à nous, plus ils nous seront chers; & s'il convient de nous attacher

à un territoire, il faut qu'il nous devienne propre : ainsi du reste.

Ce désir de propriété est, on le fait, extensible à l'infini ; mais il est aussi malléable. Nous sommes susceptibles de bien des formes d'intérêts, tous résultans de la propriété, tous proportionnés au degré de propriété qu'on saurait attribuer à la chose. Ainsi, la Ville, la Province où je suis né, la Patrie, l'Etat entier, peuvent me devenir chers, en proportion de ce qu'on saura fonder dans ces objets plus ou moins de mon panchant à la propriété.

Que penser des Gouvernemens dont toutes les démarches, toutes les maximes sembleraient tendre à désintéresser le Citoyen, non-seulement de la chose publique, mais encore de la sienne particulière, en altérant & déconcertant chaque jour dans le fait la propriété ?

La propriété est donc le plus fort lien d'une société. Du goût pour la propriété, qui nous est naturel, suit le désir de la conserver & de l'étendre : mais conserver & étendre renferment souvent des intentions fort opposées. Celui qui fait des efforts illicites pour envahir, redoute l'ordre & les loix établies pour assurer les propriétés ; cependant il veut conserver ce qu'il envahit : ainsi la conservation est une prétention commune à l'usurpateur & au possesseur légitime. De là naît la discorde & les questions qui ne peuvent être décidées que par *la force* ou par *l'arbitrage*.

La force est la dissolution ou la rupture de la société, & il n'est pas dans l'ordre de notre raisonnement actuel de suivre cette partie. L'arbitrage est le moyen qu'il faut suppo-

ser comme établi de droit entre hommes égaux pour décider sur l'objet de leurs querelles. Les deux contendans résolus des'accommoder, s'en rapportent à un tiers, leur égal dans la société, leur supérieur en ce fait, attendu qu'il n'y met nulle passion. Cet homme est d'un commun accord reconnu pour juge : *commencement d'autorité.*

Sa décision porte sur des principes qu'il fait entendre aux parties, & ces principes deviennent règles pour d'autres cas semblables : *racine de loix.*

Mais attendu qu'en toute société qui profite au repos & perd aux contestations, il est plus opportun de prévenir les débats que de les appointer, ou les juger alors qu'ils sont mus & élevés; ce jugement & autres survenus & dictés selon l'exigence des cas, promulgués & connus dans la société, passent à l'avenir pour règles de droit, en vertu du consentement que l'homme ne peut refuser aux axiomes de l'équité : *commencement de loix.*

Ces loix sont désormais des juges muets qui préviennent les cas, ou qui les décident, sans avoir besoin de recourir au tribunal, & se trouvant par leur nature la sauve-garde de la propriété, elles deviennent le premier appui de ce lien général de la société.

Cet appui suffiroit, si les hommes étoient toujours dociles à la voix de la raison, ou connoissoient leurs véritables intérêts; mais la cupidité, mere des passions, est par-tout la plus forte. La cupidité a d'autant plus besoin de frein, qu'elle n'en connoit point de volontaire; mais au moyen de l'intervention d'une main habile,

ce frein lui sert d'appui, la place & la rend utile.

Ce frein est *le Gouvernement* préposé à l'exécution des loix & à leur interprétation & application, en tant que la subtilité humaine & la diversité des cas font trouver le texte trop concis & peu relatif aux questions du moment.

Le Gouvernement donc est ici l'appui second & nécessaire de la propriété?

Le Gouvernement a deux qualités substantielles, & sans lesquelles il cesse d'être; *l'équité* & *la force* : l'une persuade les hommes, l'autre les contraint.

Ici, comme dans tout Etre mélangé de morale & de physique, le premier doit commander, l'autre obéir. *L'équité* est un Etre moral, mais bien réel; elle n'est autre chose qu'un sentiment de respect pour tout droit, & par-là elle est exclusivement propre à l'énonciation & conservation des droits qui constatent la propriété de chacun.

La force dans les mains du Gouvernement doit venir à l'appui des arrêts de l'équité; c'est par le moyen de la force que le Gouvernement est la clef de la voûte qui en contient toutes les parties, & les comprime, non par sa propre action, mais par l'action réunie de chacune d'elles; c'est par la force que la société entière fait corps d'Etat.

Si, au contraire, *la force* agit en un sens opposé aux vues de *l'équité*, elle devient *tyrannie*. La fin de toute *tyrannie* est la destruction de ce sur quoi elle agit : le cabestan tourne alors au rebours de son objet; tous les fils de la société sont renversés & hors de place, & la société se dissout en vertu de règles méchan-

ques & invariables. Tel est l'effet de la tyrannie.

Le poids du Gouvernement n'est donc force qu'autant qu'il vient à l'appui des loix. Il est même impossible que le Gouvernement reçoive du pouvoir d'autre part que des loix. En effet, il est contre la nature qu'un homme, ou un petit nombre d'hommes en impose à un nombre infiniment plus grand, si ce n'est de leur consentement ou formel, ou implicite. Ce consentement suppose toujours que ceux qui l'ont donné, ont cherché leur avantage en le donnant. Cet avantage ne peut se trouver que dans les loix qui sont les arrêts de l'équité, rédigés & connus, & les loix ne sont les arrêts de l'équité qu'autant qu'elles tendent au maintien de la propriété, premier lien de la société.

On dira peut-être que je ne parois connoître qu'une sorte de loix, à savoir celles qui fixent & maintiennent les propriétés; mais il me semble que tout git en propriétés ici-bas, soit morales, ou physiques. Il est vrai que la société contient plus d'une sorte de propriétés : il en est de particulières; il est encore des propriétés publiques. Nous en observerons tout-à-l'heure les différences; mais tout se trouvera compris dans ce grand & unique principe, *la propriété*.

On pourroit former une objection spécieuse contre ce que j'ai dit, que le Gouvernement ne peut recevoir de force que des loix. Tant & tant d'abus, & d'excès d'abus du pouvoir, dont les exemples tiennent toute la place que l'Histoire & la tradition peuvent avoir dans notre mémoire, semblent démontrer le contraire de mon axiome.

Mais, je l'ai dit, je n'appelle force que l'au-

société avouée, & je nomme *tyrannie* celle qui est fondée sur la violence. Rien ne se ressemblé moins. *La force* est droite, haute & puissante; *la tyrannie* est vile, basse & impuissante. *La force* indique la supériorité; *la tyrannie* dénote l'usurpation; *la force* est honorée & chérie; *la tyrannie* est méprisée & odieuse. *La tyrannie* est de tous étages; vil enfant de la cupidité qui rampe dans toutes les âmes, elle n'a de moyens pour les Rois que les mêmes dont elle arme les fripiers & les agioteurs, c'est-à-dire, ligue entre part-prenans à la rapine; ligue soit d'astuce, ou de violence, pour faire tort au corps de la société.

Ce petit Ouvrage est trop sommaire pour que j'entreprenne d'étendre plus au long cette démonstration; mais qu'on examine d'après ce tableau, s'il n'est pas vrai que le Gouvernement ne peut recevoir de force véritable, c'est-à-dire, avouée, & à laquelle la pleine & entière société concourt que par les loix & l'équité.

Soit force ou tyrannie, dira-t-on, il est certain que la violence a détruit bien des sociétés, & en a fondé d'autres sur leurs ruines. Si le pouvoir conservateur est *force*, pour parler votre langage, à plus forte raison accorderez-vous ce titre au pouvoir créateur. Voilà donc la société qui naît de la force, & non la force qui résulte de la société. Expliquons-nous encore.

La violence a détruit bien des sociétés, je l'avoue; mais qu'elle en ait fondé aucune, je le nie. 1°. Une société ne sauroit être détruite qu'elle n'ait été ou mal construite en son institution, ou, ce qui est plus aisé, qu'elle n'ait fort avancé elle-même par ses propres excès

Ouvrage de sa destruction. En effet, quel est le poids qui accablera la voûte bien construite & bien cimentée? La surcharge même ne fait qu'en redoubler l'assiette & la force. La petite Grèce surchargée d'un million de soldats qui à peine pouvoient trouver place sur son territoire, sortir plus forte qu'auparavant de dessous ce flot d'ennemis. S'il est une force assez disproportionnée pour accabler la tortue des anciens, elle trouvera assez de trouées, & de sociétés moins condensées à détruire, sans s'opiniâtrer contre une telle résistance.

La tyrannie conquérante peut fouler aux pieds l'ordre ancien; mais il faut qu'elle passe sans s'arrêter: si elle veut jouir, il faut de deux choses l'une, ou qu'elle rétablisse l'ordre ancien en le dirigeant à son profit en qualité de Gouvernement, ou qu'elle en établisse elle-même un autre. Cet ordre sera ferme en raison de ce qu'il se conformera aux règles ci-dessus, & durable en proportion de ce qu'il s'y tiendra. Examinez les faits d'après ce principe, & voyez s'il est possible de se tirer delà. Examinons maintenant la marche & les gradations de la propriété publique.

La chose publique est un tissu de choses particulières réunies de façon qu'elles forment un tout. C'est en ceci qu'il est important de bien connoître à quel point notre passion pour la propriété est extensible & malléable. On croiroit d'abord que l'individu qui en est affecté, n'envisage comme propriété que ce qui est en son absolue possession: s'il en étoit ainsi, le penchant à la propriété seroit hétérogène à la subordination & à l'obéissance, & conséquen-

ment ennemi de la société qui ne sauroit agir & se tenir ensemble que par la subordination. Mais ce seroit méconnoître l'amour de la propriété que d'en concevoir cette idée.

On dit communément qu'un domestique nouveau dit, *la maison, la vache, le pré*; qu'en devenant ancien, c'est *notre*; vieux serviteur enfin, c'est *ma maison, ma vache, mon pré*. Nous sommes tous domestiques de la chose publique. La Religion & les Loix la constituent au moral; les attributs visibles de tout cela, tels que le Ministère, le Gouvernement, & tout ce qui est extérieurement attribué au Public, la composent au physique. Oh! je demande s'il est impossible, s'il est sans exemple de voir le Citoyen & le Sujet dire: *ma Religion, ma Paroisse, mon Roi*? Ce n'est point une façon de parler; tout cela m'appartient tant qu'il veut m'appartenir, & s'il ne me traite en ennemi, il est mon appanage & ma propriété.

Il est donc vrai que le panchant à la propriété peut être le lien de l'attachement du Citoyen à la chose publique: je dis plus, c'est qu'il est le seul. En effet, la chose publique est d'une part la force résultante de la réunion des propriétés, & de l'autre la force conservatrice des propriétés, & le domaine constitutif de cette force. Ce seul point de vue suffit pour la faire considérer & chérir de tout être à qui sa propriété particulière est précieuse.

La propriété est donc la base & le lien principal de la société. On dissertera, on disputera tant qu'on voudra sur la nature des Gouvernemens, je n'en connois que de deux sortes: l'un solide & prospère; c'est celui qui tend au res-

pect & au maintien de la propriété : l'autre périssable & malheureux ; c'est celui qui attaque & viole la propriété. Tel est le microscope que l'homme d'Etat doit appuyer sur tout Edit, toute Ordonnance, tout arrangement de justice, police, finance, commerce, &c. sur toute opération enfin d'administration ou de subministration qui se propose dans le conseil des Rois pour juger de leur nature & de leur possibilité. Vainement alleguera-t-on la nécessité & les circonstances : il n'est point d'extrémité à laquelle on ne puisse trouver remède par les forces mouvantes de l'équité, & s'il en étoit où elles ne pussent soulever le poids, les crans de l'iniquité seroient bien loin de pouvoir mordre dans ce vuide affreux.

Ce premier principe une fois posé, marchons aux différens points de l'organisation de la société.

Je la divise en deux branches toujours confondues & néanmoins fort diverses, à savoir, *administration & subministration.*

L'administration crée, la subministration régit & départit. Qu'on me pardonne la petitesse de mes comparaisons ; le principal en ce genre, c'est qu'elles soient justes & qu'elles expliquent. Un homme peut très-mal administrer son bien, & toutefois bien subministrer sa fortune. Ses terres ne seront point en valeur, peu de bestiaux, des bâtimens mal entretenus, des gens d'affaires paresseux, & cependant il fait se borner au revenu qu'il en tire, de façon qu'il vit bien à sa mode, ne doit rien à personne, & suffit à tout ce qu'il s'est prescrit de dépenses. Voilà, je crois, la différence établie.

Mais il faut observer que la bonne adminis-

tration entraîne d'ordinaire une subministration éclairée, au lieu que cette dernière seule ne donne aucunes lumières d'administration.

Tout ce qui résulte de ces deux parties est confié au Gouvernement. Il s'agit de savoir ce que c'est, & ce que ce doit être que le Gouvernement.

Nous avons dit que la voûte est de toutes les formes d'Architecture celle qui fait le plus d'effet, & l'effet le plus solide. Nous lui avons comparé la société, & dit que le Gouvernement en étoit la clef. Suivons cette comparaison. La clef ne fait point effort elle seule, elle ne pèse pas plus que les autres parties : c'est sa place seule qui fait sa force; elle est le point de réunion de toutes ces forces rapprochées; elle en est la consommation. L'effet en est d'ailleurs tellement distribué, que toutes les parties s'entraident, qu'aucune n'est plus pressée que les autres, & que la surcharge ne fait qu'aider à la solidité. Si, au contraire, le bâtiment, semblable à ceux des tems où l'art des voûtes étoit encore inconnu, étoit seulement couvert de grandes pierres plates, premièrement pour peu que les piles fussent placées à une certaine distance, les pierres ne pourroient atteindre aux deux bouts. D'ailleurs, tout l'effort porteroit sur ces masses livrées à elles-mêmes, & bientôt les briseroit; à leur chute les piles séparées & désormais sans aucune communication, ne présenteroient que des ruines.

Concluons, d'après cette comparaison, qu'il faut, pour qu'une société soit bien ordonnée, que toutes les parties y concourent à la force du Gouvernement. L'autorité suprême n'est qu'un point;

point ; mais ce point donne l'ame & la vie à tout le reste, distribue à chacune des parties du bâtiment politique, la portion de force motrice qui lui convient. En un mot, en proportion de ce que le Gouvernement se resserre sur un petit nombre de têtes, il perd de sa force, & le corps politique de sa solidité : en proportion de ce qu'il s'étend sur un plus grand nombre, le tout ensemble prospère & devient inébranlable dans son unité.

C'est en vertu de cette vérité que les ordres constitutifs de tout Etat quelconque, doivent être *immunes* dans leur ressort, & respectables dans leur essence aux yeux d'un Gouvernement éclairé ; c'est en vertu de cette vérité que, quelque étendue que puisse être la domination d'un Souverain, quelque redoutables que soient ses forces militaires & ses qualités personnelles, son Pays ne fera jamais corps d'Etat, & sa fortune ne fera jamais affermie & solide, si ses Peuples, en se reconnoissant Sujets d'un même Maître, ne se regardent encore comme membres d'un même corps ; ce qui ne se peut que par le moyen d'une organisation intérieure, égale, fixe, à peu près immuable, & dont les ressorts soient confiés à différens ordres d'hommes, tous intéressés au maintien de la chose publique, considérée comme le parois nécessaire de leur chose particulière. C'est enfin en vertu de cette vérité, que c'est faire office de Propriétaire, de Sujet & de Citoyen, que de s'efforcer à démontrer l'utilité & la nécessité de ceux de ces ordres qu'on verroit négligés ou déprimés dans sa Patrie.

S'il est un Gouvernement adapté à cette fa-
IV. Partie.

C

con d'envisager la société, c'est la Monarchie. Le Monarque est tout, & cependant n'est qu'un. La clef de la voûte n'a pas plus d'étendue physique que toutes les autres parties.

La Monarchie est le pouvoir d'un seul tempéré par l'obéissance. Cette définition cessera de paroître métaphysique, si l'on considère que sous la tyrannie on ne connoit que la terreur & l'oppression, & jamais la confiance, seule base de l'obéissance.

La tyrannie n'emploie la terreur que parce qu'elle n'a pas d'autre moyen de se procurer l'exécution de ses volontés ; les mandemens fixes lui manquent. Ces mandemens fixes dans la Monarchie sont les loix.

Les loix sont l'appui de la Monarchie : par elles le courant est toujours réglé ; la rotation politique a des principes assurés ; il ne s'agit plus que d'en confier l'action & le mouvement aux mains les plus propres à les conduire.

L'intérêt général & particulier de toutes les sociétés roule sur quatre grands pivots. Chacun d'eux a ses branches subdivisées. Le premier est la Religion, base des mœurs, sauve-garde universelle de la société. Le second, la défense de la Patrie, qui n'est jamais assurée qu'entre les mains de ses enfans, & de Citoyens imbus des principes qui constituent la véritable gloire. Le troisième, la justice au-dedans, qui n'est autre chose que la protection des propriétés. Le quatrième, la discipline intérieure qui appuie & protège les efforts de l'industrie publique & particulière, & qui les dirige au bien général par les voies de l'obéissance.

L'autorité du Prince a toutes ces choses à

gouverner; il faut nécessairement qu'il en confie le maniment à des préposés. En proportion de ce que ces préposés sont en petit nombre, les règles échappent, & la confiance publique, d'où dérive l'obéissance, fuit avec elles: la volonté prend la place, les ordres sont odieux & mal exécutés, l'autorité s'affoiblit. En proportion de ce que l'autorité est départie sur un plus grand nombre de têtes, les loix sont suivies ou réclamées, la confiance s'établit, l'obéissance s'offre d'elle-même, & l'autorité suprême n'a que l'impulsion à donner, c'est-à-dire, à manifester son désir.

On ne doit point inférer de ceci que je prétende détourner la Jurisdiction sur la multitude; mais, au contraire, je crois que les règles de la constitution politique demandent qu'on attribue à chaque ordre de choses, un ordre d'hommes choisis préposés à sa manutention.

En ce sens ces ordres d'hommes sont liés à la constitution, & l'on peut les considérer comme ordres constitutifs de la véritable Monarchie.

La Monarchie la plus stable & la plus assurée sera, celle où l'on regardera quatre ordres comme constitutifs. 1°. L'ordre Ecclésiastique, ou le Clergé, qui lie la société, la corrige, l'instruit, l'excite au bien, lui désigne le mal. 2°. L'ordre Militaire, ou la Noblesse, qui défend la société, la guide, lui en impose & lui prête son génie libre & dominant. 3°. L'ordre Civil, qui maintient le bon ordre. 4°. L'ordre Municipal, qui donne l'activité. Ces deux derniers, composés de gens choisis, tirés des deux premiers, comme aussi parmi les notables d'entre le Peuple.

Sur ces quatre ordres distinctifs & séparés, se répandent du haut de la souveraineté tous les différens ressorts d'administration & de subordination.

L'ordre Ecclésiastique, outre sa Jurisdiction spirituelle qu'il ne tient que de Dieu, a un district temporel, & même des portions de Jurisdiction temporelle plus ou moins étendues, selon les loix & usages de la Nation. Il a la première superintendance des mœurs comme conservateur & interprète de la première des loix ; mais tout ce qu'il a d'action & de Jurisdiction temporelle, fait partie de l'Etat, comme loi de titre dans l'Etat, & conséquemment relève de la souveraineté.

L'ordre Militaire, autrement la Noblesse, qu'il ne faut point confondre avec l'ordre légionnaire ou soldat à gages, a par sa naissance le droit exclusif de veiller à la défense de l'Etat, droit de prééminence sur le colon, droit de veiller au maintien des mœurs généreuses & désintéressées qui constituent la force morale de la Monarchie, droit de Jurisdiction subordonnée ; mais inhérente à ses fiefs, attendu que dans toute Monarchie féodale, (la seule qui puisse être solide) la justice est annexée au territoire ; droit de Jurisdiction absolue, selon la volonté du Prince sur tous Sujets de l'Etat dans les cas d'invasion, de peste, d'incendie & autres où tout doit céder au soin : *Ne quid detrimenti Respublica patiatur*, & où le salut public exige célérité de commandement, & aveugle obéissance : droit de port d'armes ; droit de trouver ses juges dans son propre corps, quant à ce qui pourroit intéresser son honneur, arti-

cle de la plus grande importance pour la Noblesse ; droit à la familiarité du Prince , aux grands emplois , &c.

Au reste , quand je parle ici d'honneur , je n'entens aucunement ce faux point d'honneur , reste de notre noble barbarie , qui garantit autrefois des Nations de la hideuse épidémie de la *Vendetta* ; mais qui nous feroit regarder aujourd'hui comme des brutaux. Tout honnête homme pense maintenant que l'affront est pour celui qui le fait ; que l'épée n'est aux mains d'un Gentilhomme que pour la défense de sa Patrie & pour la sienne propre , & que la meilleure vengeance à tirer de ses ennemis , est de valoir mieux qu'eux à la guerre , dans les emplois & dans la vie privée.

L'ordre Civil , composé d'assemblées de Sages choisis , autant qu'il se peut , parmi les plus notables d'entre les Sujets ; l'ordre Civil , dis-je , commis par le Prince à la subministration de la justice selon les loix , la départit aux Sujets de l'Etat. Cet ordre est distribué par tribunaux : leurs fonctions , dont la dignité est personnelle , & le pouvoir ne réside que dans l'ensemble , sont sacrées , inviolables & souveraines. Souveraines , parce qu'elles ne sont que le langage des loix souveraines par elles-mêmes. Ces tribunaux ont encore une fonction bien belle , bien grande , & qui les rend aussi respectables qu'utiles à la société : ils sont les dépositaires des loix de titre inviolables & inaltérables par elles-mêmes , sacrées pour tout ce qui entre dans la composition de l'Etat , depuis le plus grand jusqu'au plus petit ; ils sont examinateurs des loix de réglemeut , non comme inspecteurs

ni participans à la souveraineté dont elles émanent, mais comme devant les consigner dans les dépôts de l'autenticité, & prononcer en conséquence de ces loix. Conservateurs des anciennes règles si nécessaires, démontrées si utiles, puisqu'elles ont duré, ils ont droit à réclamer contre toute nouveauté; d'autant plus vertueux & recommandables qu'ils se montrent zélés défenseurs des formes, dont le but & l'objet le plus présent fut de restreindre le pouvoir du Juge pour maintenir celui de la Justice.

L'ordre Municipal enfin est proprement l'ordre citoyen. La Magistrature municipale est le pouvoir des notables en naissance, vertus, biens ou talens, notables avoués & choisis par leurs Concitoyens. Cet ordre de Magistrature a le district de la police journalière, jusqu'aux cas qui rentrent dans le ressort de la justice pour le contentieux ou le criminel, & jusqu'à ceux qui appartiennent au militaire dans le genre de l'ordre & du commandement. Il a le maniment des finances publiques, sous la direction du municipal général, qui ne les administre lui-même que sous l'inspection du Gouvernement & de ses préposés : il pourvoit à l'abondance, &, en un mot, à tout le détail de la chose publique.

Mais ses fonctions du municipal doivent s'étendre jusqu'à la source des productions; car sans les productions sa régie n'auroit point d'objet, parce qu'il n'y auroit ni hommes ni richesses; & s'il ne veille pas au renouvellement perpétuel de ces productions & à leur multiplication, ses fonctions bornées à la régie des subsides, ne suffiroient pas pour prévenir le déperis-

sement des revenus de la Nation & des revenus du Roi. Il n'y a que des hommes éclairés & résidens dans les Provinces qui puissent veiller à cette partie, examiner, & observer exactement & en détail sur les lieux, toutes les causes préjudiciables à l'agriculture & au commerce des denrées du cru, & qui puissent connoître & enseigner les moyens d'y remédier. Ces connoissances sont trop étendues & trop au delà de la portée des Particuliers qui seroient préposés par le Gouvernement pour remplir des fonctions si essentielles & si composées; & ce n'est pas par l'autorité ni par des injonctions que cette partie peut être dirigée. On ne peut encourager, exciter & soutenir le cultivateur que par la sûreté du profit & par la conservation des richesses nécessaires pour les avances & pour les fraix de la culture. Cette administration ne peut être ni coactive, ni arbitraire; c'est une direction éclairée, instructive, avouée & protégée, qui ne peut être conduite sûrement que par le concours des connoissances & par l'intérêt commun de Citoyens parfaitement instruits de la régie économique de leur Province, & secourus par le Gouvernement. La partie municipale, occupée à exécuter les ordres du Gouvernement, n'est qu'une subministration réglée & prescrite par ces ordres même: ainsi l'administration dans la régie municipale est bien plus intéressante pour l'Etat & exige beaucoup plus de connoissances, d'expérience, de sagesse & d'intelligence, que la subministration. De cet ordre municipal formé de Citoyens, se tirent les députés à l'assemblée générale du municipal de la Province. Celle-ci représente

le corps entier de la Province, & en conséquence est composée des représentans de tout ce qui a droit de propriété dans la Province. Les députés de l'ordre Ecclésiastique s'y trouvent & y ont le rang que mérite le respect dû à leur Etat. Ils y paroissent à deux titres; l'un de convenance & de nécessité, l'autre de droit. Le premier, en ce que les grands principes de mœurs & de décence, dont la Religion & son esprit sont le principal appui, doivent être l'ame des grandes affaires; le second, en ce que cet ordre est propriétaire temporel, & comme tel a droit à la manutention de la chose. L'ordre Militaire y paroît en son rang de prééminence pour y porter son esprit qui doit être l'ame de la Monarchie, pour l'intérêt de ses fiefs, de sa glebe & de son vassal. L'ordre Municipal enfin, pour l'intérêt des Cités & des Bourgs, des Citadins & des Bourgeois, & les trois ordres ensemble y décident de l'intérêt général de la Province, y dirigent les arrangemens relatifs à cet intérêt, revoient l'administration passée, ordonnent & autorisent au futur, rendent compte du tout au Souverain, qui le reçoit par l'intervention de ses préposés, & qui leur fait passer par le même canal ses ordres relatifs au bien général de l'Etat. Les trois ordres protestent & garantissent au Prince l'obéissance universelle, & en départissent les charges & les désavantages sur la totalité des Citoyens.

En ce sens le municipal général a dans son ressort l'agriculture, objet d'administration, & racine de tous autres biens physiques; le commerce, subalterne de l'agriculture, qui trans-

forme en richesses le superflu de la production ; l'industrie , qui reçoit brutes les fruits de la production & les approprie aux besoins du commerce ; la finance enfin , qui n'est autre chose que le tribut offert par les propriétés particulières à la propriété générale , a l'effet de pourvoir à leur propre maintien.

Ces quatre ordres ne relèvent que du Maître en ce qui est de leur ressort , & sont soumis les uns aux autres pour les cas qui ressortissent à chacun d'eux. Si le Clergé a un procès , il est décidé par les Arrêts émanés de l'ordre civil : celui-ci , quant aux impositions , est compris dans les taxes départies par l'ordre municipal. Il en est de même de la Noblesse. Par ce moyen tout le monde est subordonné ; mais personne n'est Sujet que du seul & unique Maître.

C'est ainsi que dans la véritable Monarchie , la souveraineté , seule clef de l'Etat , trouve moyen d'intéresser à son existence l'universalité des Sujets , & de former & assurer pour jamais la voûte politique dont nous parlions tout-à-l'heure.

Les loix d'après lesquelles marche l'administration courante , sont de deux sortes : les unes fondamentales & semblables aux étançons sur lesquels s'établit d'abord la voûte , constituent la forme dont on ne peut s'écarter sans ébranler tout l'édifice ; les autres sont de restauration & d'entretien ; celles-ci varient selon les cas & les dégradations.

C'est un grand mot & par fois abusif , que ce mot de loix fondamentales. Voici comment je les définis. Je divise les loix en deux sortes ; loix de titre , ou fondamentales ; loix de

règlement, ou loix de Gouvernement; & j'ose avancer que les loix de titre ne dépendent pas du Gouvernement.

Quelqu'un faisoit à un homme de génie cette question : *Où sont donc les loix fondamentales du Royaume?* Il lui répondit : *Dans la Coutume de Normandie*; mot d'un grand sens & d'une profonde sagesse. En effet, toute propriété quelconque dans l'Etat est sacrée, & tout arrangement qui constate la propriété quelconque, est loi de titre, loi fondamentale.

Cette religieuse immunité est l'appui le plus ferme de l'autorité & des hiérarchies, qui y gagnent plus que le foible & le pauvre, puisqu'elles ont plus à perdre de ces biens qui sont l'objet de la cupidité universelle. Le seul & unique Maître dans l'Etat est le Souverain, qui ne relève que de Dieu. Si la loi de titre étoit au pouvoir du Souverain, Charles VI. eût pu deshériter son fils.

Il est impossible que le Gouvernement ait nulle part précédé la propriété, puisque la propriété est nécessaire pour retenir les hommes ensemble & former la société, & que le Gouvernement ne sauroit être antécédent à la société. Le Gouvernement dérive donc de la propriété, & non la propriété du Gouvernement, & il est contre la nature que le principe dépende de son dérivé : ainsi les loix de titre ne peuvent dépendre du Gouvernement.

Le droit divin n'embrasse tout que parce que Dieu a tout précédé, tout créé. S'il étoit possible que quelque chose n'émanât pas de la toute-puissance, cette chose seroit indépendante de Dieu même.

Les loix de titre sont par leur essence indépendantes de la juste autorité du Gouvernement, qui n'a pas de droit à l'altération de la moindre d'elles, par la même raison qu'il n'a pas le droit d'ordonner à la société de se séparer. Dieu, qui nous voulut libres ici-bas, n'a pas même donné à la Religion le droit de nous contraindre. Elle est la loi des loix de notre existence, & cependant la désobéissance à cette loi n'implique de châtement-qu'aux lieux où doit cesser notre liberté.

Par la loi de titre notre conscience est à nous; aussi la liberté de conscience est-elle de droit primitif. Quand je dis liberté de conscience, je n'entens pas liberté de Religion. Le culte est une loi de l'Etat & doit être uniforme, sous peine de démembrement de l'Etat, s'il y a deux cultes, sous peine de contradiction & de ridicule répandu sur la Religion, sous peine en un mot de tomber dans les malheurs qu'entraîne l'irréligion, s'il y en a trente. Le culte doit être uniforme, & le Gouvernement, vengeur des attentats contre les loix de l'Etat, doit veiller soigneusement à le maintenir tel; mais à cet égard il faut distinguer : l'omission n'est que négligence, le délit est de commission.

Cela s'entend. En général, la loi n'a droit qu'à nous empêcher de commettre; l'omission n'est pas de son ressort. Toute inspection sur cet article, est trop voisine de la tyrannie. Par cette réserve, la liberté de conscience est respectée, & la paix de l'Etat est à l'abri : il s'ensuit encore de notre liberté, qu'il seroit tyrannique de nous empêcher d'aller vivre aux lieux où domine le culte auquel nous sommes atta-

chés, & d'y transporter notre propriété, parce que l'Etat ne doit plus vouloir de droit sur qui renonce à avoir droit à l'Etat. Mais ceci appartient à la liberté de la personne.

Notre propriété morale ne s'étend pas sur la validité ou invalidité du serment ~~du~~ au Souverain & à l'Etat, attendu qu'elle naît de l'obligation respective, contractée en naissant, entre l'Etat & nous, dont nous avons retiré les fruits avant que de pouvoir en payer le change; & que la balance est tellement en notre faveur, qu'il est bien difficile de pouvoir, sans ingratitude, se regarder comme au pair. Il nous falloit naître soumis à quelque chose, ou dépourvus de tout appui & secours; nous n'avons pu faire cette option, on n'a pu la faire pour nous, ni la présumer faisable à notre avantage. Nous sommes nés liges du Gouvernement, & par son appui, les maîtres de notre propriété. La liberté, en un mot, ne peut s'étendre à méconnoître son Roi, son pere, son frere, &c.

La propriété physique est d'abord celle de notre propre personne; on le sent: je l'ai dit, le viol & l'esclavage font horreur, tandis qu'un attrait naturel nous porte à l'union des sexes & à la domesticité, qui sont la même chose quant au fait. La violence fait toute la différence.

Nos droits & actions, en tout genre, sont la seconde portion de notre propriété: j'entens ceux qui sont pris dans la nature; car il y a des arrangemens subséquens à la société & résultats de la société, qui sont partie des droits du Citoyen, & qui rentrent dans les loix de règlement: mais, par exemple, on est pere, époux & fils par la nature; ce n'est point la so-

ciété qui donne un droit au pere sur son fils; au contraire, il est tout simple qu'elle lui en ôte; car la société est une réunion d'êtres qui consentent à sacrifier quelque chose de leurs droits solitaires, pour les échanger contre des avantages de réunion. Dans une famille seule le pere seroit le souverain de son fils; dans la société, personne ne peut l'être du Citoyen, si ce n'est l'Etat. Ce n'est point la société qui soumet l'épouse à son mari; c'est l'ordre de la nature, qui veut qu'en toute réunion de qualités diverses, l'autorité soit du côté de la force, la douceur & le conseil du côté de la reconnoissance & de l'attachement. Ce n'est point la société qui dévoue le fils à son pere; au contraire, elle partage ce devoir unique & sacré; mais tous ces droits du pere au fils, du mari à la femme, sont autant de portions inaltérables de la propriété.

On objectera à ceci que la société a fait partout des loix relatives à tous ces objets, & partout diverses. La société a fait des loix de titre, je-le fais; elle a fait les loix territoriales de ce genre, & c'est par-là qu'elle s'est formée; mais ce sont ces loix de formation que j'appelle, à bon droit, fondamentales, & que je soutiens n'être pas au pouvoir du Gouvernement, qui n'est point la société, mais seulement le régime conservateur de la société. La société a fait les loix de titre; elles sont plus ou moins bonnes, plus ou moins propres à la durée, selon qu'elles sont plus ou moins conformes à la nature; mais telles qu'elles soient, elles étoient propres à la société, puisqu'elles l'ont établie. Elle peut les corriger, les changer, les abroger, même en vertu du droit qui les fit, qui réside toujours

dans la société existante. Le plus sûr, sans doute, est de s'en tenir aux loix institutrices, démontrées bonnes par leur effet; & si l'on se croit obligé de changer, que ce soit pour se rapprocher des loix de la nature. Mais de ce que la société le peut, il n'en faut pas inférer que le Gouvernement, qui seul a droit d'agir avec autorité dans la société existante, la représente dans ce pouvoir; on se tromperoit fort. C'est la Nation seule, qui, au moyen d'une convention censée unanime par l'aveu de ses représentans, & autorisée par la voix du Maître, c'est la Nation seule qui peut toucher aux loix de titre.

Le troisième point de la propriété, c'est nos meubles, immeubles, & tout ce que les hommes sont convenus de se départir & transmettre, selon les usages établis dans la société. Tout cela, pris dans le détail, paroît méprisable aux yeux de l'orgueil; mais l'homme d'Etat sent que rien n'est petit devant la réflexion & l'équité, & que l'écuelle du pauvre est autant & plus respectable que les diamans du riche; je dirois que ceux de la Couronne, si ces derniers ne fortoient du rang de la propriété particulière. Quand je dis autant & plus respectable, ce n'est pas seulement au sentiment d'humanité, qui conçoit que le nécessaire est plus précieux que le superflu, c'est encore à la réflexion, qui sent que le plus grand mal qu'on puisse faire à la société, est de désintéresser le Citoyen; qu'il est plus aisé de désintéresser le pauvre que le riche, & bien plus dangereux, attendu que les pauvres sont le plus grand nombre & le plus utile.

Il ne faut pas aller chercher bien loin la racine des bonnes loix ; elle est dans le cœur de l'homme : en proportion de ce qu'une chose lui répugne ou l'effraie, elle est contraire au bien général & particulier de la société. Si l'analogie de ces principes avec les cas présens nous échappe, c'est faute de lumières & de réflexion. Ceci soit dit pour tous les hommes, & sur-tout pour les hommes d'Etat.

Le quatrième point de la propriété, c'est la propriété publique. Elle est par son essence la propriété commune, & l'on peut, comme je l'ai dit, la rendre particulière à chaque Citoyen par le sentiment.

La propriété publique consiste en deux points ; l'un de réalité, l'autre de reflet. Le premier est composé de tout ce qui doit être censé en commun dans la société, de tout ce qui est au Public, telles sont les terres appelées communaux, les rues, les places, les chemins, les Eglises, &c. L'autre, de tout ce qui constitue l'administration publique, comme la Religion, le Prince & sa famille, ses finances, ses forces de terre & de mer, la Magistrature, &c. Toutes ces choses sont extraites, pour ainsi dire, des propriétés particulières, & formées de la contribution de ces dernières. En les rendant utiles au Citoyen, on les lui rend propres, il s'y attache ; & de cet amour résulte, par une espèce de sentiment distinct, un respect pour les propriétés particulières, qui calme le ferment de la cupidité, & asséoit, plus que tout autre moyen, l'habitude intérieure & la paix de l'Etat.

Tels sont, en général, les divers points de vue sous lesquels il faut considérer la proprié-

té, ce lien respectable, essentiel de la société, & tout ce qui constitue ces différens objets, est compris sous la loi de titre.

La loi de réglemeut est autre chose ; elle comprend tout le régime intérieur ; elle n'a d'autre règle que la justice, l'ordre & la conservation : elle est dans les mains du Gouvernement, qui en distribue, à son gré, l'action sur toute l'étendue de la société par l'entremise de ses préposés.

Quand je dis à son gré, cela s'entend. Il est de vérité première, que l'utilité morale doit être le principe & le but de toute action physique. On sent aussi que la stabilité & l'uniformité de toute règle quelconque, est ce qui en assure le plus l'exécution, & en perpétue l'utilité.

Tout est loi de réglemeut sous les pieds de l'Etre souverain, & cependant il a daigné s'astreindre à l'uniformité de ces loix. Soyez mille ans derrière une batterie de canon, qui tirera sans cesse, jamais vous ne ferez atteint du coup. L'Eternel peut déranger l'ordre de la nature ; il l'a daigné quelquefois, puisqu'il a fait, mais rarement & pour notre utilité, ce que nous appellons des miracles. Les Rois de la terre doivent être aussi retenus que le Roi du Ciel, à faire des miracles & les opérer dans la même intention, lorsqu'ils s'y croient forcés.

On pourroit m'opposer qu'au moyen de tout ce que j'ai renfermé dans la propriété publique, la terre, la mer, les finances, &c. je retrains & dépouille la souveraineté. Cette imputation feroit aussi imprudente qu'affligeante pour moi, qui pense, au contraire, que le bonheur

heur d'un Etat ne peut se rencontrer que dans la pleine & entière autorité du Souverain, & dans la prompte & absolue obéissance des Peuples.

J'ai attribué l'administration & la subministration à l'autorité. Il seroit difficile de me montrer ce qui ne se trouve pas renfermé dans ces deux objets, à la réserve de l'injustice. Si le Prince, par exemple, seul juge des besoins courans de l'Etat, demande à ses Peuples accroissement de la subvention qui constitue les finances, personne n'est en droit de le lui refuser; & s'il configne le décret ou la loi de réglemant qui constitue la quotité & l'état de répartition de cette demande, dans les Registres de la Nation, c'est moins pour supposer le consentement, que parce qu'il faut, pour qu'une loi oblige, qu'elle soit notoire. C'est dans l'autre sens, qu'en demandant à des hommes, il est juste de leur manifester la raison de la demande; voilà tout. Mais si le Prince demande au Peuple les subventions de la nécessité pour les employer en dissipations, libéralités & fantaisies, je dis seulement qu'il viole la loi de titre; qu'il détourne l'objet de la subvention; qu'il démembre la propriété pour accroître l'ordre à gages; qu'il abuse, en un mot, de son pouvoir; ce qui s'appelle tyrannie & corrosion de la société.

Si, encore, un ordre de Sujets, une Province, un Pays, &c. ont le privilège de fournir & parfaire leur subvention en telle ou telle forme de levée, ce privilège est pour eux loi de titre, & le Gouvernement qui attaque le privilégié pour le réduire à la même forme d'administration qu'un tel autre, sous prétexte d'u-

niformité, d'égalité entre les Sujets d'un même Etat, ou autres raisons plausibles dont la cupidité & la légèreté humaine ne manqueront jamais pour autoriser l'invasion, je dis sans crainte que cette opération viole la loi de titre, à moins que la demande ou le consentement libre du corps entier ne l'autorise.

Autre exemple : tout est Citoyen dans l'Etat, & comme tel doit son service quelconque dans les cas pressans pour le salut de la République. Comme tels, les Ministres de la Religion sont sujets aux loix de Police comme les autres ; & si le respect dû à leur caractère qui doit réjaillir sur leur personne, leur a attribué des Jurisdictions particulières, & a fait prendre avec eux des mesures de détail, dont l'observation tient à des conséquences très-importantes, il n'en est pas moins vrai que, dans les cas majeurs, ces mesures peuvent & doivent cesser : on a droit, en conséquence, de les contraindre au service personnel, le cas y échéant, comme en cas de peste, d'incendie, &c. supposé qu'ils ne s'y offrirent pas d'eux-mêmes ; ce qui est bien rare. Pourquoi cela ? C'est que ces travaux n'ont d'objet que l'utilité générale à laquelle cet ordre est plus particulièrement dévoué. Mais en cas de guerre & d'assaut, qui les forceroit à prendre les armes, violeroit en eux la loi de titre. Pourquoi cela ? C'est que par état avoué & reconnu de la société, ils se sont voués à la fraternité universelle, que leur ministère abhorre le sang, & ne peut être contraint à le verser.

Autre exemple : le Prince peut augmenter ou diminuer le corps légionnaire de son Etat, soit

de terre ou de mer, lui donner telles loix de discipline qu'il jugera bon être; tout cela est loi de régleme^{nt}. Mais contraindre tel ou tel autre de ses Sujets de prendre parti dans ce corps légionnaire, c'est ce qu'il ne peut, sans violer la propriété personnelle, c'est-à-dire, la portion la plus sacrée de la loi de titre. Le devoir de tout Sujet d'accourir au secours de la société, quand la nécessité le requiert, est autre chose. C'est un devoir universel dont personne n'est excepté, mais dont le tribut cesse au moment où cesse le péril. Le Prince peut encore admettre dans l'ordre Militaire, c'est-à-dire, au corps de la Noblesse, ceux d'entre les hommes nouveaux qui se sont distingués par des services du genre constitutif de cet ordre, c'est-à-dire, par des services militaires; attribuer à des grades militaires, qui, de leur nature, supposent ces services, le privilège d'impliquer ce genre d'adoption; mais s'il prétend que sa patente puisse accorder cette distinction pour services rendus dans un autre ordre de choses, & attribuer à cette patente autre effet que d'enregistrer les adeptes comme notables en telle ou telle profession; s'il prétend attribuer ce privilège à des charges dont les fonctions n'ont rien de commun avec le Militaire, & qui pise^{nt} le vendre à prix d'argent, il entreprend sur la loi de titre.

Autre exemple : la Justice & Police sont pleinement dans la main du Souverain, qui donne cette portion d'autorité à départir aux Tribunaux avec pleine souveraineté. C'est la plus belle portion du territoire des loix de régleme^{nt}, attendu que la variété & la multiplicité des cas, la découverte de nouvelles sources de richesses

dans l'Etat, & autres besoins qui, ne purent être prévus lors de l'établissement des loix principales concernant les cas majeurs, demandent sans cesse le secours & la décision de l'autorité. Mais si l'habitude de pourvoir à l'entretien & réintégration de la chose publique, venoit à induire à erreur jusqu'à confondre les principes & persuader que le pouvoir est universel, parce qu'il est immense; si, par exemple, il étoit question de changer les loix de propriété, de les altérer en quelque point, sous des prétextes d'uniformité, d'avantage du commerce, &c. alors la volonté du Souverain, aidée de l'accession de tous les Tribunaux de l'Etat, ne serviroit qu'à violer la loi de titre. Celle-ci est au-dessus du pouvoir des Tribunaux, qui ne sont faits que pour la faire observer; c'est l'accession seule de la partie de la société que ce changement intéresse, qui le peut légitimer.

Je serois long, si je voulois citer tous les exemples qui se présentent en foule, & cet examen excéderoit les bornes de ce discours. En voilà seulement quelques-uns de divers genres qui suffisent pour désigner la barrière entre les loix de titre & les loix de règlement.

On m'objectera que des Gouvernemens qui sont en possession d'ordonner & de changer les loix de titre selon ma définition, loin d'altérer la société & son état, l'ont, au contraire, depuis ce tems fort embellie, décorée & réunie. Je répons à cela que la première goutte d'eau ne fait pas d'effet sur le rocher; mais qu'il faut bien que chacune d'elles ait son effet, puisqu'à la fin le rocher est percé, & que la dernière goutte n'a pas plus de force que la première:

ainsi il n'est point d'attentat contre la propriété qui n'ait son effet imperceptible à notre vue égarée. Mais la comparaison cloche en ce que chaque goutte est pareille à la précédente & à celle qui la suit ; au lieu que les gouttes d'eau politiques sont bien diverses : les unes sont des gouttes, les autres des torrens ; mais il n'est aucun attentat à la propriété qui ne soit un germe de destruction, & qui ne porte son fruit de ruine. Il s'ensuit delà que je nie très-absolument le prétendu embellissement attribué à ces entreprises.

Telle chose parut décoration en un tems, qui fut dépérissement dans le fait & altération des principes, d'où résultent dans la suite des malheurs qu'on attribue aux erreurs du moment ; tandis qu'ils sont une suite indispensable des méprises passées. Les hommes ne trouvent tant de choses étranges alors qu'elles arrivent, que faute d'avoir prévu les conséquences des antécédens. Les événemens les plus subits & les plus frappans n'ont rien d'étrange, que l'étonnement de ceux qui en sont les témoins, & qui au moyen d'un peu de réflexion, en auroient pu être les Prophètes. Dieu cependant n'a point créé, & ne créera point d'homme dont le génie soit assez étendu, & les vues assez sûres pour prévoir toutes les conséquences souvent destructives, résultantes du bien apparent. Où est la législation dont nous ne connoissons pas aujourd'hui le vice frappant ? L'idée & la persuasion de nos bornes inevitables devroient faire trembler tout régénérateur politique sur les conséquences de ses opérations. Heureusement l'Etre suprême, en nous bornant par le génie, nous a donné

l'étendue du sentiment. Celui-ci suffit pour nous montrer à tous l'équité, sitôt que les brouillards des passions n'offusquent pas notre entendement à cet égard. C'est dans l'équité saine, entière & inébranlable, que l'homme d'Etat est certain de trouver tous les bons principes d'institution, de restauration & de conservation : tout ce qui part de l'équité ne sauroit nous tromper ; tout ce qui s'en écarte n'offre que des avantages decevans.

Disons mieux, & tranchons à cet égard tous débats politiques, dont le résultat est souvent d'égarer des esprits faits pour aller ensemble, d'aliéner des cœurs faits pour être unis. Les Rois tiennent leur pouvoir de Dieu, & ils n'en sont comptables qu'à Dieu. La soumission qui fait tendre le cou à des Barbares sous le cordon envoyé par le Souverain, est la sublime vertu si elle est raisonnée ; mais cette soumission est dans l'ordre du devoir, puisqu'il n'y a point de loi dans l'Etat qui assure la vie du Citoyen. Cependant ce n'en est pas moins une injustice dans le Prince. Nabot est été criminel de défendre sa vigne par la révolte ; mais Dieu n'en fut pas moins irrité de la voir envahir. Les Souverains le savent ; il ne s'agit, à cet égard, que de ne pas confondre les objets. Cette vigne est la propriété.

Après cette énumération distincte des loix de titre & de celles de règlement, parcourons les différens objets d'administration ainsi que ceux de subministration.

Les mœurs, ayant leur principe dans la nature, sembleroient n'offrir qu'une carrière de subministration, puisqu'il est impossible de rien

créer en ce genre. A le prendre en ce sens-là, tout seroit dans cette classe, puisque nous ne pouvons être créateurs. Mais créer se peut entendre, pour nous autres hommes, de tout ce qui est extension par-delà nos propriétés usagères & connues soit au moral, soit au physique. En ce sens il n'y a rien dont le Gouvernement soit plus créateur que des mœurs. Qu'on allégué tant qu'on voudra, les influences physiques, les nécessités du climat, &c. le Gouvernement peut beaucoup sur les plantes, il peut tout sur les hommes. Le Czar Pierre peut faire en Moscovie, ce que fit Sésostris en Egypte. Les premiers Romains furent des brigands: par le moyen des loix leurs enfans firent honneur à l'homme; par les défauts du Gouvernement les fils de ceux-ci furent des monstres d'orgueil, de bassesse, d'avarice & de cruauté.

Sans les mœurs une légion d'Ange ne gouverneroit pas un Etat. Sans les mœurs les efforts de l'administration la mieux combinée fléchissent & demeurent sans effet dans les mains qui veulent les faire agir; mais les bons principes font les bonnes institutions, & celles-ci les bonnes mœurs. Quand une société s'abatardit, ne cherchez pas le vice dans les raisons physiques; il est dans le Gouvernement. Toute la vertu du Gouvernement consiste à tenir toutes les parties de la voûte bien ensemble par les mœurs; tout le vice, à les désunir. Malheur aux Gouvernemens qui regardent l'union intérieure comme suspecte, qui regardent comme mouvement & vivification le jeu des parties qui se détachent, & qui trouvent de l'harmonie dans le bruit qu'on appelleroit mieux *craquer*.

La Politique est l'art de rendre les hommes heureux, second objet d'administration. Il rentre dans le premier, en ce que c'est l'art de les rendre sages. La Politique au-dedans est la base de celle du dehors. Quelle dignité peut avoir sur le Tribunal le Juge que sa conduite rend méprisable dans sa maison ?

Le Militaire, troisième objet, rentre encore dans la partie des mœurs. La nécessité dont est l'esprit militaire à la conservation de tout Etat, est peut-être le plus fort argument en faveur de la Monarchie contre la République. L'esprit militaire, qui ne peut subsister sans la présence, devient nuisible s'il n'est contenu & dominé ; il ne peut être l'un & l'autre si ce n'est par un chef ; & le chef du premier ordre de l'Etat, & d'un ordre armé, est un Souverain. L'esprit légionnaire est toute autre chose, corps précaire & à gages qui n'est que subsidiaire à l'Etat, & qui doit nécessairement tyranniser ou s'avilir, s'il subsiste plus long-tems que la nécessité momentanée, & s'il n'est nourri de l'esprit militaire au-dedans.

L'agriculture, quatrième objet d'administration, est l'ame de la production, & la production l'aliment de la société. Sans agriculture, société de Silphes, ou d'autres êtres élémentaires. C'est la profession mere, la seule véritablement approuvée & chérie de la nature, puisque c'est la seule pour laquelle elle daigne travailler les mois entiers, en récompense de quelques jours de labeur de sa part ; la seule qui puisse porter le fardeau de toutes les autres, le fardeau de la société, le fardeau de l'Etat entier, pourvu que des rejettons ingrats & desti-

nés à ombrager cette racine dont ils tirent tout le suc, ne prétendent pas la gêner & l'assujettir au gré de leur aveugle cupidité. L'agriculture est au physique ce que les mœurs sont au moral, c'est-à-dire, le plus vaste & le plus utile appanage de l'administration. Heureux le Gouvernement qui fait de ces deux objets tout celui de ses spéculations, de ses travaux, de son pouvoir! Heureux celui dont toute l'action est dirigée vers la protection des mœurs & de l'agriculture, dont tout le poids est déterminé vers leur défense!

Les arts sont encore objets d'administration. J'entens par-là les arts primitifs dont l'industrie tire ensuite ses miracles de détail. Sous un Gouvernement éclairé qui doit veiller à tout relever de l'abjection, à tout préserver d'orgueil, les arts doivent tenir leur rang de leur rapport avec nos besoins. Les arts de nécessité d'abord, les arts d'utilité ensuite, les arts de décoration enfin. Ainsi les arts les plus voisins de l'agriculture sont les premiers de tous; car ils ne subsistent tous que par les revenus que produit l'agriculture; ils n'ont besoin d'autre protection que de celle qui favorise cette source de richesses; ils n'exigent du Gouvernement que la police qui y maintient l'ordre, & qui régle & assure leurs droits réciproques. Jusques à quand confondrons-nous la simplicité & la bassesse? Rien n'est bas dans la nature, ni près de la nature. Rien n'est vil que la cupidité, qui tend sans cesse avec effort à s'éloigner de la simplicité. Cherchons le noble dans la nature. Quelles traces de candeur ne retrouvons-nous pas dans les mœurs des Anciens, toutes mêlées des

travaux que notre gloire fantastique livre aujourd'hui à l'avilissement ! Ils défirent les inventeurs de l'agriculture & des arts de nécessité ; ils honorèrent seulement les maîtres des beaux Arts. Hommes aveugles & foibles, le Dieu que vous adorez daigna naître dans l'atelier d'un artisan. Hommes superbes & tremblans, cet homme qui, n'eût-il été qu'un homme (rêve impie) fut soumettre les autres hommes & leur postérité au point de vous porter enfans dans son temple pour y prêter le serment contre lequel vous prétendez en vain réclamer aujourd'hui, ne fut que le fils d'un Artisan.

L'industrie, telle que je l'entens ; (car j'avertis que je croirois deshonoré un regard jetté sur la subtilité) l'industrie, dis-je, paroît rentrer d'une part dans les arts, de l'autre dans le commerce ; mais, selon ma façon de l'envisager, ce n'est précisément ni l'un ni l'autre. Appelons-la, *fabrication*, s'il le faut. On doit ranger cette partie dans la classe des points d'administration, puisque toute manufacture nouvelle dans l'Etat, est une sorte de création ; mais la création en ce genre peut être plus nuisible qu'utile, si elle n'est vue d'un œil toujours attentif à la racine. Il est une Nation à laquelle on présenta jadis l'établissement des manufactures de soie, comme une source de richesses nouvelles & inépuisables. Le plus solide & le plus grand homme d'Etat qui ait jamais paru, s'y opposa fortement, disant que l'introduction des soies feroit tomber les laines, celles-ci les bestiaux ; qu'avec les bestiaux on perdrait les engrais, & avec les engrais la production, véritable & inépuisable richesse. L'a-

vis passa au principe contraire, & depuis on a toujours appuyé sur cette corde-là. Aujourd'hui l'agriculture de cette Nation ne rend qu'un huitième de ce qu'elle rendoit dans ce tems-là, comme je le démontrerai ailleurs; perte immense, incroyable autant que réelle, que tous les profits du commerce peuvent remplacer comme un grain de sable peut relever toutes les ruines de Lisbonne, & qui n'est dûe qu'à l'espoir du mieux. Il faut appuyer les manufactures, les provigner, les perfectionner; mais prendre garde, sur toute chose, de leur donner le premier rang dans l'attention du Gouvernement. Tout déplacement d'êtres est un désordre, & tout désordre politique a des conséquences dont l'étendue ne peut être prévue; car la science du bien & celle du mal nous furent également refusées. La méprise en ce genre entraîne de plus fâcheuses conséquences peut-être que toute autre. La fabrication est un être subsidiaire de la production. L'industrie regardée dans ce sens-là, est l'agent le plus utile de la production, par le prix qu'elle donne à ses fruits & le débit qu'elle leur procure: c'est l'ame du commerce favorable; elle diminue le volume de sa charge, & accroit en proportion ses profits.

Tels sont les objets de l'administration, les mœurs, la politique, le militaire, l'agriculture & les arts. Passons aux objets de subministration, qui sont, le culte de la Religion, la justice & police, la finance & le commerce.

On ne me soupçonnera pas d'avoir voulu regarder la subministration comme étant du second ordre, puisque j'y renferme la Religion,

l'ame morale de la société, la seule base des mœurs qui sans elle tendront toujours à se perdre ou dans l'austérité, ou dans le relâchement. Mais la Religion est un point fixe donné à l'homme, comme la lumière, dans toute son étendue à la fois. Elle forme un tout indivisible de sa nature. Qui n'en voudroit recevoir qu'une partie, ne recevroit rien. L'esprit est tout de Dieu, & n'a de ressort que sa grace; le culte seulement est humain, & ne peut être objet que de subministration.

Les hommes dévoués au culte, tiennent d'en haut leur mission & leur autorité; mais ils tiennent de l'Etat leur action & leur juridiction temporelles dans l'Etat. Le droit de la société n'en seroit pas moins sacré & inviolable, & conséquemment celui de l'autorité qui la représente, ne seroit pas moins entier, quand la Religion n'auroit pas été reçue dans l'Etat: y étant admise, elle est devenue loi de titre dans l'Etat. Comme telle, sa protection & son intégrité sont un devoir de subministration du Gouvernement; pouvoir délicat à exercer, dangereux à étendre: mais il est une règle sûre pour éviter cet inconvénient; c'est de s'en tenir à la loi de titre. J'entens par ce mot les loix de dogme & les règles de culte qui constituerent l'essence de cette Religion dans le tems où elle devint la Religion de l'Etat.

La morale fut toujours le territoire le plus exposé aux invasions de la subtilité. La plus parfaite morale est le champ en bute aux plus dangereuses subtilités. Malheur au Gouvernement qui s'amuse à les vouloir démêler, surtout en matière de Religion. La dispute est l'a-

griculture des subtilités , & l'intervention de l'autorité est , en ce genre , l'engrais de cette plante-là. La loi de titre , uniquement la loi de titre , c'est la seule recette.

La justice & la police sont encore des objets de subministration , quoiqu'elles soient le lien de chaque partie , & le ciment qui tient ensemble le tout. Les loix de titre , qui sont la base de la subministration en ce genre , sont établies , & doivent être immuables. Que les Magistrats se rendent ce point de vue bien présent , il les garantira de l'injustice qu'il y auroit à juger selon les cas & non selon les règles , à prononcer leur propre opinion plutôt que la loi.

La police , comme plus subordonnée , moins guidée dans ses démarches , plus subite , plus tranchante & plus fréquente , doit être plus attentive encore à ne jamais blesser les loix de titre , sous peine de scandale & de tyrannie. Le remède à cela est de ne connoître de moyens que les loix de réglemeⁿt. Qu'on se souvienne que le pire des abus est la violation de ces loix ; que les abus de détail sont une défec^tuosité inséparable de tout ce qui est humain ; mais que le Gouvernement se poigne^rde lui-même quand , pour parer aux détails , il abuse en grand , & attente sur la loi de titre. Si la loi ne fait pas les exceptions de personne , de quel droit l'instrument de la loi peut-il s'arroger plus de pouvoir , se livrer à plus de prévoyance ? On veut sauver la honte , & l'on ouvre la porte au désordre , principe de toutes actions honteuses ; on veut y voir plus clair que la justice , & l'on se livre à tous les prestiges de la déception ; on veut un frein plus prompt , plus assuré que les

loix , & l'on met une arme dangereuse aux mains de l'orgueil & de l'injustice ; on veut faire respecter & redouter la police , on la rend odieuse par une inquisition absolue , ou , pour mieux dire , par des jugemens qui ont précédé l'inquisition ; enfin , on la fait paroître ridicule en avilissant les coups d'autorité par leur multitude , leur déplacement & leur infirmité. La société ne pouvant porter que sur des règles , il ne sauroit rien exister d'utile ou de nuisible qui n'ait à côté sa règle protectrice ou reprimante. Tout a donc été prévu par des règles , & elles offrent un remède à tout. Tout peut donc se faire par des règles qui ne gênent que les déréglés & les ignorans , également indignes de la confiance & de l'autorité.

- Différence essentielle , & qui seule démontre que la justice & la police ne peuvent appartenir aux mêmes fonctions. La justice a été peinte avec un bandeau sur les yeux , parce qu'elle ne doit rien voir , mais seulement avoir l'oreille ouverte aux dénonciations. La police , au contraire , doit veiller à tout & tout prévenir ; mais il est de la plus grande importance que ses moyens résultent des règles , & qu'elle regarde comme prohibé tout ce qui rentre dans le territoire sacré de la justice.

La finance , objet puissant de subministration , puisqu'elle est l'aliment de la Souveraineté , est tout par ses effets , rien par elle-même. La finance n'est autre chose , comme je l'ai dit , que le tribut offert par les propriétés particulières à la propriété générale , à l'effet de pourvoir à leur propre maintien. Il ne faut à cela que des receveurs appartenans au Public. Mal-

heur à toute société où la finance séduit & domine le Gouvernement ou l'administration économique, & fait un Etat à part. Trois fois malheur à celle où l'on peut dire, *la haute Finance*. Je n'ose présenter ici les synonymes de cela. Si les intéressés à la finance sont grands par leur essence dans l'Etat, c'est une oligarchie fourde, affreuse & nourrie de sang. S'ils sont petits par nature, c'est une loupe qui grossit & devient monstrueuse aux dépens de la substance du corps.

La richesse tiendra toujours un rang de supériorité dans toute société, attendu qu'elle remédie à tous nos besoins, & que tous tant que nous sommes, nous naissons nus, & conséquemment serfs de la richesse. La richesse privée n'est qu'une violation des droits de la confraternité; en conséquence, la richesse seule marque les rangs avec le crayon de l'injustice. D'après cette observation simple, un Gouvernement sage balance ce vice naturel de toute constitution civile, & impossible à déraciner; le balance, dis-je, par les principes d'administration, d'où dérivent les préjugés & les mœurs.

Affermer les revenus publics, devrait être à jamais prohibé dans toute société bien réglée. On a toujours vu les Fermiers du Public influer sur les délibérations, & en devenir, enfin, les maîtres; & ce météore a toujours été un présage funeste de la chute des Etats. Si, dans la Monarchie, le Prince n'étoit pas le maître, on pourroit dire qu'il est seul digne d'être l'entrepreneur des revenus publics, se chargeant, au moyen de tant, de la défense, de la police & de la décoration de l'Etat. Il est des Etats

où l'on a prétendu démontrer par le fait, qu'il est impossible de régir les revenus du Fisc. On fait comment la démonstration de cette supposition fut opérée, & il en existe encore de sombres & honteux monumens.

On évitera tout inconvénient, en remettant la levée des deniers du Fisc dans chaque partie à la municipalité générale de chaque canton, laissant à celle-ci le soin d'affermir ou régir ses revenus, & observant qu'en tout état de choses, les Receveurs aient à répondre à ce Tribunal. En un mot, la méthode d'affermir les revenus publics est pernicieuse au moral : comment pourroit-elle être utile au physique ? Petit à petit tout prendra part à cet infame profit, ou par soi, ou par les siens, ou par ses sous-ordres ; & le pauvre Peuple, dans sa misère, ne trouvera pas même un seul Juge : tout sera partie contre lui.

Jettons ici un coup d'œil sur les objets qu'embrasse la Finance, en les rapportant au principe sacré de la propriété, qui est la vraie pierre de touche à tous égards en cette matière.

Impôts sur les terres n'attaquent point la propriété : c'est un tant pour la sauve-garde. Les terres peuvent porter des charges à l'infini, pourvu qu'elles rapportent à l'infini. L'impôt direct sur la glebe est le plus utile à la glebe, attendu que ni plus ni moins, elle supporte tous les autres ; mais la différence est grande de porter d'à plomb ou de côté. Il n'y a d'absolument accablant que les charges indirectes, & de meurtrier, en ce genre, que les contre-coups. Seulement est-il d'absolue nécessité que la répartition de l'impôt sur les terres soit juste, autant

autant qu'il est possible, égale, & fixée par un tarif permanent.

Impôts sur les consommations; s'ils ne diminuent pas les consommations, le débit & les productions, & s'ils ne multiplient pas les frais de perception, les gains des traitans, & les procédés litigieux sont, de tous les genres d'impôts, ceux qui attaquent le moins la propriété. Ils portent sur les terres, attendu que tout ce qu'on consomme, vient de la terre. Cela suffit pour désigner quelles sortes de consommations il faut charger, & quelles il faut soulager; & sur-tout, si l'on ne veut tout perdre, on doit sentir que l'impôt sur les consommations ne peut subsister avec les douanes & prohibitions de denrées étrangères.

Impôts sur les têtes, ou plutôt sur les corps & Communautés, & répartis par les Communautés même, peuvent être d'une ressource admirable dans un cas pressant, étant bien amenés & bien ménagés. Si c'est un appel que fait le souverain Berger de ses brebis chéries, chacune déposera volontairement sa toison. Le pauvre tiendra à honneur d'être compris dans cet appel, & de faire partie du contingent de la société. Si, au contraire, cet impôt devient un tribut permanent, tarifié, ou, qui pis est, menaçant, à cause de la movibilité du tarif, je laisse à penser s'il attaque la propriété, & à juger de la fatalité de ses effets, en raison de ce qu'on décidera de sa nature.

Droits de sortie & d'entrée dans les Etats d'un Souverain, sont un droit d'enregistrement au tableau de la protection universelle du Pays, ou de reconnaissance de cette protection re-

que ; mais ce droit devenu abusif par son étendue, sa rigueur & la forme de son exaction , est un attentat contre la propriété de l'air, des chemins & des rivières, un terrible impôt sur la production & sur toutes les branches qui en dépendent. A plus forte raison, pareils droits, au passage d'une Province à l'autre de l'Etat, sont-ils injustes, comme attaquant la propriété même du Souverain.

Impôts sur les hérédités ; délire de la loi de réglemant, qui emploie le fer & le feu contre la loi de titre & contre la propriété.

Impôts sur les effets qui ne rapportent rien ; usure.

Impôts sur les dépenses somptuaires, & non sur ce qui en est l'objet ; violation de la propriété, quoique souvent applaudie des petits, qui ne se corrigeront jamais de croire que l'oppression des forts les sauve de quelque chose.

Impôts sur l'autenticité des actes, au delà des fraix de droit & naturels ; simonie, & vente du Saint-Esprit d'ici-bas.

Profits sur les monnoies ; maigre & dangereux grivelinage.

Création de Charges, Offices, &c. embarras de tous les viscères, de toutes les veines, & des moindres vaisseaux capillaires du corps politique, qui bientôt en intercepte toute la substance, & la jette dans une hydropisie d'autant plus mortelle, que déformais les obstructions se soutiennent réciproquement, & qu'il devient impossible de les briser.

Emprunts ; engagement de la partie laborieuse de l'Etat à la partie oisive, &, qui pis est, aux étrangers. Ils chargent l'argent d'une

redevance onéreuse à la Nation. Ils le détournent de son emploi productif de l'amélioration & de la culture des terres, & ils portent, dans le commerce, une augmentation de prix sur les denrées, préjudiciable à la société.

On sent aisément que la plupart de ces moyens sont autant d'ennemis ou déclarés, ou couverts, de la propriété; & je n'en dirai pas davantage, croyant que ces notions principales sur la finance, suffisent pour faire voir qu'elle peut & doit être confiée, quant à la recette, à l'ordre citoyen, à la municipalité. J'ai cru nécessaire de m'arrêter un moment sur cet objet, & je vais finir, par l'article du commerce, la courte analyse de tous les points attribués à la subministration.

Le commerce est en général l'objet de la société quant à l'intérieur, en ce qu'il est l'échange du superflu contre le nécessaire. Il en est le truchement quant à l'extérieur, en ce qu'il est presque le seul lien qui puisse unir les Nations entre elles à demeure; mais il n'est tout cela qu'en tant qu'il ne s'écarte pas de sa propre nature, c'est-à-dire, qu'il nous débarrasse seulement de notre superflu, pour en favoriser ceux qui en ont besoin, & qu'il nous apporte en échange le superflu des autres, devenu besoin pour nous. C'est sur ce double pivot, libre dans son jeu, & ferme dans sa base, que roulent le commerce, son utilité & sa durée. C'est en dedans de ces deux points qu'il doit trouver ses profits également avoués des deux parts, lorsqu'ils sont en équilibre avec la peine, & francs de tout monopole, de toute gêne & de toute partialité. La recherche de ce lucre est

l'affaire du commerce, sans que le Gouvernement s'en mêle, si ce n'est pour le contenir; & le meilleur moyen de le contenir, est la liberté & la concurrence.

Le commerce est subordonné à la production de qui il tient toutes les matières de ses échanges. C'est un être second, même au physique, dans la société. Malheur aux Nations qui errent assez sur les principes pour faire prédominer chez elles l'esprit du commerce.

L'esprit du commerce prédominant dans une Nation, n'est propre qu'à lui faire perdre tout son lustre, toute sa dignité, toute sa force, & à la livrer à la cupidité, au monopole, au mépris de la vertu militaire, à l'impatience de la sage gravité du régime des loix, à l'avilissement de la politique, à l'oppression de l'agriculture. L'esprit du commerce dominant ne connoît que perte ou gain à la place de juste ou injuste. Aveugle sur l'intérêt public, il se perd & s'égaré lui-même dans ses projets particuliers, souvent vagues dans leur principe, & toujours ruineux par les conséquences. De toutes les Puissances qui ont régné par le commerce, une seule achemina en grand le plan de sa politique; elle conquéroit pour avilir, & demeurer seule. La chute de son commerce fut en proportion de la grandeur de ses projets: le revers fut tel, qu'il ne lui resta pas un Sujet, un Citoyen affectionné même dans ses propres murailles, ni une pierre sur une autre pierre. Si les autres Puissances commerçantes ont déchu plus doucement, qu'elles rendent grâces à la concurrence. L'esprit de commerce prédominant est, en un mot, la gangrène de tous

les liens de la société. Toutes ont péri en ouvrant les vues de l'esprit de commerce.

On m'entendrait très-mal toutefois, si l'on prenoit ce que je dis pour un anathème sur le commerce & sur l'état de commerçant. Un homme d'un génie admirable a dit avec une justesse qui lui est propre : " L'esprit de commerce produit dans les hommes un certain sentiment de justice exacte, opposé d'un côté au brigandage, & de l'autre aux vertus morales, qui font qu'on ne discute pas toujours ses intérêts avec rigidité, & qu'on peut les négliger pour ceux des autres. „ A tout prendre, quoique ce ne soit pas là la vertu, c'est du moins la privation des vices les plus dangereux. Je hausserois de beaucoup le cran de cette définition générale, si j'avois en vue les commerçans plutôt que le commerce. Les plus utiles & les plus généreux amis que j'aie trouvés, sont commerçans : aussi n'est-ce aucunement cet état en soi que j'envisage, mais son déplacement. J'honore l'agriculture à l'excès, s'il est possible, &, par conséquent, je suis bien éloigné de trouver l'agriculteur ridicule. Le paysan le fera néanmoins si on l'appelle *Seigneur*. Le déplacement fait tout : c'en est un du premier ordre que de faire regner l'esprit de commerce. Le commerce dominant est une sorte de fisc imposé sur les Nations avec lesquelles on commerce. L'esprit de commerce devient alors esprit de finance, en adopte les principes, & entraîne les mêmes effets.

Après cette espèce d'analyse des différens objets d'administration & de subministration, repassons maintenant la distribution de ces points

divers dans les mains des différens ordres à qui le régime politique doit être confié.

L'ordre Ecclésiastique préside au culte, sans lequel la Religion, ce souffle universel & vivifiant de la vie politique, n'est qu'un être de raison.

L'ordre Militaire, dont l'esprit doit prédominer dans tout Etat qui aspire à la durée, dont les Membres doivent par nature avoir une Jurisdiction de fief, ne fût-ce que pour habituer les Peuples à connoître & révéler la girouette du ralliement; l'ordre Militaire, dis-je, a par sa propre délicatesse la haute Jurisdiction sur soi-même en ce qui concerne son honneur, & par son essence sur les Citoyens dans les cas où le salut de la Patrie est en péril.

L'ordre Civil, distributeur du régime des loix, & sans lequel il ne reste au Souverain manuteneur de l'ordre, que le meurtre pour faire justice des méchans, a dans son ressort toute la justice civile & criminelle, toute la police contentieuse : par-delà il usurpe sur le municipal, ou le remplace.

L'ordre Municipal enfin, cet ordre citoyen & combiné de la réunion de tous les autres ordres, a sous la souveraine direction du Prince, & sous l'inspection de ses préposés, le soin de toutes les autres parties que j'ai détaillées ci-dessus; à savoir, la police de détail, la production, l'industrie, le commerce & la finance.

Je fais tout ce qu'on peut objecter contre l'administration municipale. Le danger des partialités bourgeoises & civiles, exprimé proverbialement par ces mots, *tout va par compere & par commere*, est & sera toujours frappant.

On sent soi-même qu'il est presque impossible de ne pas se laisser entraîner à des prédilections de Cantons, de Cités, de Quartier même : mais des administrateurs tirés de la Capitale, en forment-ils donc munis d'un antidote contre ce mal-là ? Je ne puis nier qu'on voit par-tout la tyrannie des villes sur les campagnes de leur banlieue, qu'elles étendent même, autant qu'elles le peuvent, sur des Provinces entières ; privilèges & vexations au-dehors, partialités & connivences au-dedans ; je fais tout cela. Mais qu'on examine si ces malheureux usages qui subsistent encore en partie, ne sont pas des restes des tems où la police étoit presque nulle au-dedans du Royaume. Voyons ensuite si la ruine & la cessation presque entière des assemblées générales du municipal, ne sont pas en grande partie la cause de ces désordres. Dans ces assemblées les Magistrats des Villes ne sont que pour un tiers & au dernier rang. Le corps entier a pour objet principal de veiller à ce que l'intérêt particulier ne nuise pas à l'intérêt général. La campagne y a des représentans au moins égaux & souvent supérieurs à ceux des Villes, & tout par ce moyen peut être justement balancé. Au lieu de cela, le peu qu'il reste de municipalité n'a nulle liberté ; pas même pour les élections, & n'a de pouvoir que pour opprimer. Posons enfin que dans tout ce qui est humain, il faut qu'il y ait nécessairement de l'homme. En supposant impossible de déraciner entièrement les abus de la partialité, il vaut mieux encore que ces abus tournent au profit des Villes dépendantes des campagnes qu'elles tyrannissent, puisqu'elles en tirent leur subsistan-

ce, que si ces fruits de honte & de rigueur étoient transportés au loin *in speluncam latronum*. D'ailleurs, les habitans des Villes ont du moins intérêt de ne pas abuser de leurs fonctions municipales dans l'administration de la régie économique.

Mais, à cet égard, il s'en faut bien que je ne veuille abandonner au hazard tout ce qu'un ordre constant & une vigilance absolue peuvent empêcher. On verra par le plan ci-dessous, que je n'attribue aux assemblées municipales aucune autorité, qu'émanée de la pleine puissance du Souverain, aucun détail que sous l'inspection de ses préposés, aucune juridiction qu'en vertu de l'autorisation du Gouvernement.

Qu'on prenne garde toutefois que si l'ordre municipal doit être surveillé par le Gouvernement, c'est seulement alors qu'il statue. Quand il régit, quoiqu'il puisse faire quelques fautes de détail, il en fera toujours de moindres & moins dangereuses pour la constitution que ne feroient les préposés du Gouvernement.

Ceux-ci doivent être respectables par leurs qualités propres & acquises, je veux dire, par leur naissance & notabilité, comme aussi par leurs vertus & pèritie. Qu'on se souviennne d'un grand principe dont l'oubli entraîne les murmures, les discussions & la désobéissance, & dissout à la longue l'entier tissu d'une société. Ce principe pris dans notre nature, consiste en ce que l'homme supportera plutôt d'être maltraité par son supérieur naturel, que gratifié par autorité des mains de celui qu'il croit son inférieur.

Mais de quelque nature que puissent être les

préposés, que leur influence cesse avec les actes de statuation. Qu'ils président d'ailleurs à la révision & à l'examen de l'administration, & non à la régie; sinon de leur poids ils intervertiront l'ordre municipal, plus foible de sa nature & par ses fonctions. Leur action en ce cas seroit semblable à celle d'une nouvelle pierre qu'on voudroit introduire dans la voûte : ou elle seroit inutile & sans ressort, ne servant qu'à écailler l'endroit où elle voudroit trouver place, ou si elle se faisoit jour enfin, ce ne seroit qu'en écartant la voûte & ébranlant à jamais tout l'ensemble.

Et quelle autre organisation quelconque pourra dignement & utilement remplacer l'ordre municipal? Quel nouveau Briarée peut se flatter d'embrasser tous les objets compris dans les détails que j'ai désignés ci-dessus, en réunir le soin, en diriger les rapports, & en vivifier l'ensemble, je ne dis pas relativement à la prospérité publique, mais même relativement à la nécessité? Je fais ce que la Patrie doit en ce genre aux soins & à l'attention de plusieurs d'entre ces Magistrats qui ont remplacé dans presque toutes les Provinces le municipal; mais ils succombent sous le faix, ne peuvent voir la moitié du bien qu'ils pourroient faire, & ne peuvent faire la moitié de celui qu'ils voient. Qu'on consulte ceux qui sont placés dans les Provinces des Pays d'Etats; qu'on examine si leurs places sont moins belles, moins autorisées, quoique moins despotiques. Ils vous diront qu'ils ont bien encore assez d'affaires, s'ils ne sont du petit nombre de ceux qui voudroient toujours empiéter. Qu'ils soient inspecteurs, il le faut; mais ils ne sauroient en même-tems être acteurs.

Combien immense pourroit & devoit être le détail du soin des assemblées municipales sur chacune des parties qui de droit entrent dans leur ressort ? Je renvoie, seulement pour en juger, à un détail de questions qu'on trouvera à la fin de ce Mémoire. C'est l'ouvrage d'un Citoyen zélé, qui vouloit s'instruire sur les matières de véritable utilité, ou peut-être désigner aux administrateurs publics les vrais objets de leur attention. Ce ne seroit encore qu'une partie des soins départis aux différens bureaux des Etats Provinciaux pendant leur tenue, & par eux à leurs sous-ordres dans chaque canton, correspondans à l'administration subsistante pendant les intervalles des assemblées.

Il est peu de Provinces en France qui n'aient eu autrefois leurs Etats ; mais presque toutes ces branches du bon ordre, séchées dans l'anarchie des tems de trouble, n'ont pu refleurir depuis, & il n'en reste de traces que dans les Provinces nouvellement réunies à la Couronne, si l'on en excepte le Languedoc.

Il est même arrivé quelquefois que des vues nébuleuses ont fait regarder ces assemblées comme des barrières fâcheuses & embarrassantes pour l'autorité. Ce n'étoit point ainsi qu'en jugeoit un des Princes les plus éclairés qui aient illustré la Maison Royale, le digne pere de notre auguste Monarque. Ce grand Prince, l'amour de la Nation, dont le souvenir est consacré dans tous les cœurs, avoit résolu de rétablir l'ordre municipal, & les Pays d'Etats dans tout le Royaume.

C'est ce projet qui fait l'objet de cet Ouvrage, & dans lequel je vais me renfermer. On

ne doit pas me reprocher de m'en être écarté dans ce discours, qui en effet embrasse toute la masse politique, & la matière de bien des volumes étrangers à mon sujet. J'ai cru nécessaire de fixer préliminairement les idées sur les points principaux de l'administration, pour faire voir que ce projet, loin de pouvoir arrêter aucunement la circulation & le jeu politique, est, au contraire, le seul moyen de lui donner toute l'activité nécessaire, sans craindre la corrosion des ressorts. J'ai cru convenable aussi & relatif au bien de la chose, de montrer que j'avois tout considéré en ce genre, avant que de proposer une nouveauté apparente.

Les principes se trouvent dans ce discours, les détails dans le Mémoire suivant & dans la dernière Partie, sous le prétexte de répondre à des objections très-foibles en elles-mêmes; mais les seules que je sache avoir été faites contre ce projet. Je me fais à moi-même toutes celles que j'ai pu imaginer dans l'intention de ne rien négliger pour m'instruire des conséquences, & pour rassurer mes Lecteurs sur cet article.

O vous! qui tenez ici-bas le rang & l'autorité, vous qu'on appelle heureux de la terre, (par dérision sans doute, puisque le bonheur n'est autre chose que l'équilibre de la fortune & des desirs, de la jouissance & du sentiment, que le calme & l'approbation de sa propre conscience) hommes puissans ici-bas, si vous n'êtes heureux, vous pouvez l'être du moins en comparant votre sort à celui de vos semblables. Loin de connoître la privation du nécessaire,

vous ne craignez pas même qu'on vienne vous arracher votre superflu; vous ne craignez pas qu'on vous traine languissans & manquans de pain aux travaux publics, qu'on enlève vos enfans pour les dévouer au sort de la guerre, aux rigueurs des saisons, aux vapeurs de la terre, aux vagues de la mer. Vous êtes heureux enfin, si vous voulez vous apprécier & vous comparer, vous êtes heureux; mais je vous demande si vous avez jamais sérieusement pensé que ce que vous possédez fût à vous & vint de vous. Quel que puisse être l'accroissement que vos soins ont donné à votre fortune, vous êtes partis d'un point qui vous fut aquis sans peine, que vous trouvatés sous vos pieds avant de savoir même ce que c'étoit que mériter. Depuis, si vos soins ont prospéré, combien d'autres soins avez-vous vu se perdre dans l'air volage que vous respirez, dans le sable mouvant qui semble fixé sous vos pas? Quelque chose donc, qui n'est point vous, a présidé à vos succès. Si c'est le hazard, enfans du hazard, craignez de vous enorgueillir de ses caprices. Reconnoissez la foiblesse de l'appui qui vous porta, qui vous soutient encore; craignez les jeux de cet être fantastique & cruel, qui peut placer sur votre tête celui qui rampoit n'a guères à vos pieds. Si c'est la Providence, je vous le demande, rentrez un instant en vous-même; sondez vos flancs, pesez votre savoir-faire, & me dites s'il vous semble que ce soit votre génie seul qui contient, qui foumet cette multitude d'hommes, tous ou la plupart vos égaux en vues, vos supérieurs en force, & libres de toutes les chaînes qui constituent votre superflu. Si ce

pouvoir ne vient pas de vous, il vous vient sans doute de votre Maître, je le fais. Mais de qui le tient-il lui-même ? De celui qui institue les Rois, & qui seul les fait obéir. Si c'est lui, tremblez, hommes de marbre, hommes durs & polis, tremblez. S'il vous permet d'être les tyrans de la terre, songez qu'il est le fléau de ses fléaux ; votre vie agitée de soins & de craintes, ne sera qu'une tempête passagère jusqu'au moment où il vous demandera compte du pouvoir remis en vos mains, des denis de justice, des sueurs de vos frères, des pleurs des malheureux. Je veux un moment qu'il ne vous donne de juges que votre propre conscience ; j'en appelle à ce tribunal muet si long-tems ; mais alors isolé de tous les suppôts de son assoupissement volontaire, j'y présente tant de malheureux, nourris dans des jours de sueur & de larmes, vos égaux en tout, & conséquemment destinés à la même portion de bien & de mal que vous. Je pèse ce qu'ils devoient & ce que vous pouviez, ce qu'ils pouvoient & ce que vous deviez, & je vous laisse à prononcer. Je veux encore qu'il n'existe ni providence ni conscience, & que ce soient des mots vuides de sens, êtres fictifs, inventés pour servir de points d'appui aux imaginations altérées ; affreux blasphème démenti par tout ce qui est sentiment, mais plus terrible anathème sur les hommes durs & cruels. Car, s'il est une Providence, elle nous voit de si haut, qu'elle daigne nous prendre en pitié : un retour de justice sur soi-même, un désir actif de faire mieux, mérite & obtient sa grace, & l'homme passé n'est qu'une ombre qui fuit pour faire place à l'homme présent. S'il est une conscien-

ce, c'est un Juge qui pèse en moi le bien & le mal : je tâche d'accroître la somme du premier, & je prépare ainsi moi-même mon arrêt ; mais s'il n'est ni l'un ni l'autre, je suis l'être le plus élevé, l'être suprême, l'être fixe & permanent. Où donc me cacher de l'horreur que je me fais à moi-même ? Comment ce que je suis oseroit-il lutter contre ce que je fus ? Je n'ai de refuge que dans le désespoir, que dans la rage de persister : & si je continue d'être ce que je fus, que suis-je qu'un sépulchre blanchi, qu'une haute pyramide qui renferme un cadavre infect ; qu'un être condamné à errer toujours au dehors de soi-même, & à redouter son propre intérieur comme un cachot affreux ? Tel est l'arrêt que prononce contre soi-même la dureté, qu'exécute sur soi-même le suicisme.

Mais, au contraire, heureux & trois fois heureux, vous que le ciel éleva pour le bonheur des hommes qu'il soumit à votre pouvoir : ils lisent dans vos cœurs le désir de leur soulagement, le regret que vous cause l'impuissance où vous jettent les embarras du courant, l'empire des usages, les nécessités urgentes, la mollesse ou la corruption des sous-ordres. Bravez, hommes dignes du nom d'homme, bravez le découragement où pourroit vous jeter l'aspect riant du possible physique, durement contrasté par l'aride tableau de l'impossible moral ; veuillez d'abord ; commencez ensuite courageusement, & la route effrayante de la régénération s'applanira devant vous, les âpres rochers de la prévarication crouleront sous vos pas, les halliers épais d'une administration sourde & injuste s'éclairciront à votre aspect. Veuillez, & com-

mencez avec l'applaudissement & l'accession d'un Peuple toujours prompt aux nouveautés, toujours fidèle à la voix de l'encouragement, sous la protection d'un Maître éclairé, d'un Pere tendre de ses Sujets ; franchissez la barrière, sans craindre les cris impuissans d'une foule obscure, semblable à ce Peuple hideux qui blasphème contre le soleil à son passage ; & marchez autant élevés au-dessus de leurs traits, que cet astre l'est au-dessus de la fange qu'il dessèche sous les pas de ses ennemis. Osez, hommes divins, sous les auspices de votre Maître.

Nil desperandum Teucro duce & auspice Teucro.

AVIS DE L'ÉDITEUR.

Le Mémoire ci-joint est absolument tel qu'il parut dans le tems : l'Auteur eût pu & peut-être dû lui donner plus d'extension ; mais il s'est fait une règle de ne rien changer à ce qu'il a une fois donné au public, pour ne pas rendre vaines les Editions précédentes.

LETTRE A M. DE S. C.

C'Est purement en votre considération, Monsieur, & sous vos auspices que j'entreprends de retoucher un petit Ouvrage qui n'a de mérite que son objet.

Vous savez seul que je suis l'Auteur du Mémoire sur l'Utilité des Etats Provinciaux, qui courut en 1750; mais l'*incognito* que j'ai gardé à cet égard, m'a mis à portée d'apprendre ce qu'on en pensoit alors, & j'entendis assez généralement désirer ce que vous souhaitez de moi, c'est-à-dire, plus d'étendue au plan qui ne parut pas défectueux, & plus de clarté dans les idées ou du moins dans leur exposition.

Ce petit morceau m'échappa dans des circonstances absolument différentes de celles où nous sommes aujourd'hui : j'entendois chaque jour proscrire la forme d'administration des Pays d'Etats comme contraire à l'autorité, à la justice dans la répartition des charges, au bien même des finances : l'ignorance absolue où l'on étoit de nos loix municipales & de nos usages, m'étoit connue; je crus qu'un Ouvrage propre à détruire ces préventions, ne feroit qu'ouvrir la carrière à d'autres bien plus étendus & mieux nourris de faits & de détails, dont je me sentoisois incapable : le tems d'ailleurs me pressoit ; il n'est à Paris qu'une saison pour chaque chose, & cette saison est bien passagère : je voulois le bien enfin, sans aucun intérêt particulier ; c'en est assez pour vouloir
foi-

foiblement, & pour exécuter de même. Vous avez la bonté de me demander aujourd'hui de revoir ce petit Ouvrage, & de lui donner plus d'étendue. Quelque flatteur que soit pour moi ce désir de votre part, je m'y serois difficilement déterminé, si vous ne m'aviez promis en même-tems votre secours : personne ne sait mieux que moi combien il me peut être utile, & combien il m'est nécessaire pour la forme ou pour le fond de l'Ouvrage; mais s'il y a quelque force & quelque solidité, tout le monde vous devinera pour le guide, & personne ne me connoitra pour l'Auteur.

Comptant donc sur votre parole, j'ai repris mon manuscrit oublié, qu'une impression furtive avoit bien défiguré; mais je ne l'ai revu qu'avec la sorte de dégoût que donne une ébauche qu'on a prétendu désavouer, quand après coup il est question de la légitimer, pour ainsi dire, & de lui donner une forme digne d'être adoptée. Les circonstances ont changé. Le Lecteur, l'interlocuteur même est tout autre : je parlois à des gens dont les raisonnemens m'avoient choqué, & je m'étois laissé aller à une sorte de chaleur qui ne m'est que trop naturelle; aujourd'hui j'écris sous les yeux d'un Sage, à qui toute vivacité, toute prévention est suspecte; en un mot, je n'ai presque aucun usage à faire de mon premier Ouvrage : c'est une esquisse dont je ne me rappellerai que le plan; je suivrai les mêmes traces à peu près, mais d'un pas plus mesuré sans doute & plus égal, & je tâcherai de rendre les détails assez concis, pour que cet Ouvrage, où j'approfondirai la matière, n'ait pas beaucoup plus d'é-

tendue que l'autre, où je n'ai fait que l'effleurer.

Venons à l'objet principal que vous voulez que je présente aujourd'hui; savoir, l'avantage que le Roi & l'Etat trouveroient à ce que les Pays d'Election fussent Provinces d'Etats. Je n'ai pour cela qu'à reprendre ma première division avec quelques changemens. Elle étoit en trois Parties: *Utilité des États Provinciaux relativement à l'autorité royale, relativement aux finances, & relativement au bonheur des Peuples.* De ces trois Parties je n'en conserverai que deux, la première & la dernière. Ce qui concerne le crédit & les Finances, leur est relatif. Je les transposerai d'ailleurs, & parlerai du bonheur des Peuples avant tout, parce que les matières qui ont trait au maintien de l'autorité, naissent naturellement de celles qui sont relatives au bonheur public; mais j'ajouterai une troisième Partie, où je traiterai de la facilité & des moyens de donner cette forme d'administration à toutes les Provinces du Royaume.

Voilà mon plan, Monsieur, daignez le diriger, le pourrir, l'embellir enfin. C'est un soin digne d'un Citoyen, & je n'en connois pas de meilleur que vous.





UTILITÉ

DES

ÉTATS PROVINCIAUX,

Relativement au bonheur des Peuples.

C'Est ici la Partie que je traitois avec le plus de chaleur dans mon premier Ouvrage : j'appuyois sur les défec-
tuoſités de l'adminiſtration reçue dans les Pays d'Election, ſans pen-
ſer que démonſtrer l'avantage de celle des Pays d'Etats, c'eſt remplir cet objet avec plus de prudence. Je faiſois rouler tous les avantages que j'accordoſis aux Pays d'Etats ſur trois points, l'exaſtitude & la juſteſſe des répartitions dans la perception des impôts, leur permanence, l'économie, enfin, & la douceur dans les détails de l'adminiſtration domeſtique. Je puis reprendre le même plan, en le détaillant davantage; & pour me donner à moi-même, une méthode, je ſubdiviſerai ceci en différentes Sections : nous avancerons de la ſorte par gradations.

SECTION I.

Taille-réelle.

IL a paru de tous les tems aux vrais hommes d'Etat, que la méthode la plus parfaite pour la perception des impôts sur les terres, étoit la taille réelle. Les Nobles & le Clergé y sont sujets quand ils possèdent des biens roturiers, & les Roturiers ne le sont point quand ils possèdent des terres nobles. Cette forme égale de répartition empêche les vexations, & conséquemment les plaintes & les divisions, qui désoient les autres Provinces à l'occasion des tailles : elle ne donne lieu à aucune sorte de contestation, si ce n'est sur la nature des biens pour connoître s'ils sont nobles ou roturiers; ce qui, étant une fois décidé, n'est plus sujet à aucun changement.

On a si bien reconnu l'avantage de la taille réelle dans ces derniers tems, qu'on a tenté de l'établir dans différens Pays d'Élection; mais toujours vainement & sans succès, parce qu'on a manqué dans deux points essentiels & indispensables, je veux dire, le consentement des Peuples, & l'autorité des Experts & Répartiteurs. Dans certaines Généralités, des Commissaires obscurs alloient dans les Paroisses recevoir les déclarations des Payfans; ceux-ci, dans l'espérance d'être foulagés en faisant charger leurs voisins, s'accusent les uns les autres, se taxent de faux, &c. S'il y a dans la Paroisse quelque notable malfaisant, personne n'ose blâmer sa déclaration; tout ce bruit & cette iné-

galité embrouillent l'opération du Commissaire; il ne peut rien statuer de fixe; ou s'il établit quelque chose, quand le tems vient de faire la levée en conséquence, chacun recule, les privilégiés de la Paroisse fomentent les plaintes, & ajoutent aux difficultés; & pour que la perception ne cesse pas entièrement, il en faut revenir à la taxe arbitraire, aux Collecteurs. En tout, il sera toujours impossible de prendre une notion, même générale & fautive, de la qualité des biens & de la nature des revenus par le moyen des déclarations.

Ailleurs, on tâche d'établir ce qu'on appelle la taille tarifée : l'on évalue les biens de chaque Particulier d'après le nombre de charrues, sans songer que les meilleurs biens, les prés, les bois, les maisons, les jardins, les étangs ou marchais, &c. ne vont point à la charrue; on tarife ensuite le nombre de bestiaux que chacun nourrit, sans savoir si ces bestiaux appartiennent en entier à celui qui les nourrit, ou sont seulement à cheptel; sans jamais rien statuer de fixe, puisque la mort du moindre de ces bestiaux change quelque chose au tarif de la Paroisse; sans prévoir, enfin, qu'on tombe dans le système d'administration le plus destructeur de tous, qui ose taxer l'industrie, le travail, & le nourrissage des bestiaux, objets qu'il faudroit encourager par des gratifications, bien loin de les flétrir par des taxes.

Mais la défectuosité de tous ces arrangemens de détail sera plus réellement démontrée par la seule exposition de la façon dont on établit la taille réelle dans les Pays d'Etats.

SECTION II.

Affouagement.

ON compte en France quatre grandes Provinces & quelques petites, administrées par les Etats. Les quatre grandes sont, le Languedoc, la Bretagne, la Bourgogne & la Provence. L'administration de tous ces Pays s'accorde en un point, qui est, que le Roi fixe annuellement les sommes qu'il désire qu'on lève dans la Province pour son service. L'imposition en est ordonnée par les Etats, qui en font faire la levée dans la forme usitée dans la Province.

Le fouage de la Bretagne & les centièmes de l'Artois sont une espèce de taille réelle, fixée sur une ancienne estimation des biens. Les tailles sont réelles en Languedoc & en Provence. L'estimation des biens qui y sont sujets, est faite avec la dernière exactitude, conservée dans des registres qu'on appelle Cadastres, & divisée en portions, sous le nom idéal de livres, onces, deniers & pites.

En Languedoc, l'affouagement ou tarif général n'a pas été renouvelé depuis près de deux cens ans; en Provence, on le renouvelle tous les trente ans ou environ. On a cru que dans cet intervalle de tems, tous les biens pouvoient changer de nature, & être améliorés ou détériorés.

Comme mon objet est de montrer l'exacte authenticité avec laquelle ces sortes d'estimations sont faites, & de donner un exemple de ce qu'on pourroit pratiquer dans le reste du Royaume, je vais m'étendre sur ce détail.

L'affouagement n'est autre chose, en Provence, que le Cadastre général de la Province. Tous les trente ans ou environ, l'assemblée des Etats choisit un nombre de Commissaires parmi les trois Ordres, Clergé, Noblesse & Tiers-Etat : la nomination des Commissaires affouageurs, & la forme de leur commission, est autorisée par un Arrêt du Conseil : on leur partage la Province par Départemens ; ils vont dans les Communautés qui composent le leur, suivis d'Experts habiles & irréprochables pour l'estimation des biens ; ils visitent le terroir, examinent les Cadastres, la quantité de biens nobles, les fraix d'entretien selon la situation, le voisinage des rivières & la qualité du sol. Sur tous ces rapports, ils font une estimation générale de la valeur des biens de la Communauté. Cinquante mille livres de fonds portent un feu ; de façon, par exemple, qu'une Communauté, dont le terroir est estimé cent cinquante mille livres, est affouagée trois feux. Le travail des Commissaires fini, rapporté & approuvé dans l'assemblée générale des Etats, il l'est encore par un nouvel Arrêt du Conseil ; de sorte que la Cour sait toujours de quelle façon l'on a opéré, & quel est le produit de l'opération.

L'affouagement est donc le tableau fixe & général de la valeur de la Province, & de chaque Communauté en particulier. Chaque année on joint à la somme demandée pour le service du Roi, celle qui est nécessaire pour les dépenses particulières de la Province. Je suppose que la somme totale, divisée en autant de portions qu'il y a de feux, revienne à 700 liv. par feu,

la Communauté que nous venons de citer, qui est affouagée trois feux, fait tout-à-coup qu'elle doit 2100 liv. à la Province, & qu'elle a cette somme à s'imposer indépendamment de ses dépenses particulières.

SECTION III.

Cadaſtres.

CE qu'est l'affouagement au général de la Province, le Cadaſtre l'est à chaque Communauté en particulier. On les renouvelle de même & par la même raison.

Quand une Communauté doit renouveler ſon Cadaſtre, elle s'adreſſe aux Procureurs des Gens des Trois-Etats de la Province, qui commettent deux Eſtimateurs & un Arpenteur, ils les choiſſent dans les lieux circonvoisins & non ſuſpects. Ceux-ci prêtent ſerment devant la Cour des Aides, qui autoriſe leur commiſſion, & vont enſuite procéder judiciairement à l'eſtimation demandée. Leur rapport fait, il eſt remis dans l'Hôtel-de-Ville de la Communauté, & expoſé pendant un an à la critique de tous les intéreſſés. Un Particulier ſe croit-il lésé dans l'eſtimation? Il eſt reçu à en déclarer recours, en donnant, en comparaiſon, les biens de tel autre Particulier qu'il croit proportionnellement moins eſtimés que les ſiens : la plainte eſt vérifiée ſur le champ par de nouveaux Experts; ſi elle eſt fondée, l'erreur eſt corrigée aux dépens de la Communauté; ſi elle ne l'eſt point, le plaignant en porte la peine par le payement qu'il eſt obligé de faire du ſa-

laire des nouveaux Experts. Quand l'année est révolue, on assemble un Conseil, où tout chef de maison est appelé; l'on y vérifie s'il ne reste plus de plaintes, pour qu'on puisse y faire droit dans un court délai: cette vérification faite, le Cadastre est accepté par le Conseil, & de ce jour il devient la règle de toutes les impositions.

Dans ce Cadastre on subdivise ce nom général de feux, en livres, onces, pites, comme j'ai dit ci-dessus. Les biens des Particuliers, divisés en trois qualités, bons, médiocres & mauvais, sont alivrés relativement à leur qualité; chacun fait combien il supporte de livres cadastrales; &, par conséquent, au moment où l'on fait, dans la Province, à combien sont les feux cette année, chaque Particulier peut faire lui-même son compte, sans qu'il soit besoin d'aucune nouvelle répartition ni assiette particulière. S'il a vendu une portion de son bien, l'imposition suit le fonds; une note à la marge du Cadastre, met le nom de l'Aquéreur à la place du sien, sans que, pour obtenir sa décharge, il soit asservi aux formalités qui écrasent ailleurs les misérables. S'il bâtit, s'il consomme davantage, s'il a plus de bestiaux, de meubles, &c. s'il fait un commerce avantageux, il ne craint pas de voir la jalousie le taxer comme aisé, (coutume qui borne ailleurs la consommation si utile, & étouffe l'émulation :) son bien constate ses charges, & tout ce qu'il peut gagner d'ailleurs est à son profit comme à celui du Public.

Telle est la façon dont les tailles sont imposées & réparties; telle est la forme de redressement des tarifs dans la seule Province où ce

soin ait paru nécessaire : j'y ramènerai le Lecteur dans ma troisième Partie. Revenons maintenant sur les objets généraux & communs à toutes les Provinces ou Pays d'Etats.

SECTION IV.

Dépenses générales de la Province.

J'AI parlé ci-dessus des sommes que la Province est obligée de s'imposer pour ses dépenses particulières. De ces dépenses, les unes sont au profit du Roi & de l'Etat, comme payemens des Gouverneurs & Lieutenans-Généraux, Maréchaussée, taillon, fouage, étapes, &c. J'en parlerai dans la seconde Partie de cet Ouvrage. Les autres sont relatives à l'avantage du Pays ; je ne parle maintenant que de celles-ci.

Ces dernières paroissent abusives à quelques gens, comme n'entrant point dans le trésor royal ; mais je crois qu'ils sortiront de leur erreur, si je démontre qu'elles sont toutes utiles au Public, ou à la décharge du trésor. Il faut pour cela les examiner toutes en détail.

Une portion de ces levées particulières est pour remplir les engagemens de la Province, payemens de dettes ou d'intérêts. Les Provinces ne peuvent emprunter que par permission du Roi dans les cas pressans, & presque toujours par ordre exprès de la Cour. Leur attention à remplir leurs engagemens, fait tout le fondement de leur crédit : ce n'est donc point à cette sorte de dépense qu'on peut trouver à redire.

Les fraix de l'assemblée des Etats, les honoraires des Commissaires du Roi & de ceux

de la Province sont encore indispensables; c'est la garde du troupeau qu'on entretient. Cet argent se consomme sur les lieux, & en épargne infiniment davantage qui seroit enlevé par les vexations & le désordre : ce n'est même presque rien en comparaison des nonvaleurs si communes dans les Pays d'Election, & presque toujours en pure perte pour les coffres du Roi. Les plus fastueuses de ces assemblées le sont plus aux dépens de ceux qui y président & qui les composent, qu'à ceux du Public; & quand on y donneroit quelque chose au lustre & à la considération d'une Province en Corps, un homme sensé blâma-t-il jamais, je ne dis pas le luxe du Prince, mais la pompe qui l'environne? L'immense superflu qu'il tire de la substance des Peuples, est à bon droit réputé nécessaire à la majesté du Trône : les hommes ne sont frappés que de l'extérieur; c'est ce qui fait une douce violence à l'obéissance & au respect. Les Etats assemblés représentent l'autorité souveraine; ils en imposent au Peuple & tremblent devant le Monarque. Quelle plus noble hiérarchie que celle qui est ensemble agissante & décorée; qui pèse en même-tems les moindres détails, & offre les plus puissans secours; qui maintient l'ordre & la police, & montre avec avantage aux Etrangers & à la Nation les forces & le brillant d'une Province? Le trésor d'ailleurs ne paie point les fraix de cette assemblée. En supposant qu'elle fût à la charge du Peuple, c'est un poids qu'il aime à porter.

Les autres fraix consistent en détails de police intérieure & paternelle. Ceux des chemins en sont le principal objet. Je me suis étendu

dans mon premier Ouvrage sur les maux que font les corvées : le nom seul en fait frémir les malheureux habitans de la campagne : ici la Province en fait les fraix, paie les Ingénieurs, les Entrepreneurs, les Pionniers, le terrain & les édifices qu'on est obligé d'abattre, établit des fonds pour l'entretien de ces chemins, pour leur réparation, &c. De ces fraix une portion soulage le Peuple, une autre les Particuliers, la troisième le trésor royal. Les indemnités dans les Paroisses ravagées, les secours dans les calamités publiques, sont enfin le dernier objet de ces dépenses : le Prince les fait à ses fraix dans les Pays d'Election ; mais la dispensation en est commise à des étrangers au Pays, qui sont bien plus les maîtres de donner à la faveur qu'on ne l'est dans les Pays d'Etats, où chacun se connoit & a des mesures à garder, où tout le monde enfin est Citoyen dans ce qui regarde la manutention intérieure.

SECTION V.

Dépenses particulières des Communautés.

JE n'ai rien prétendu déguiser ; j'ai dit que les Communautés faisoient encore des dépenses particulières. Examinons en détail si elles concourent à l'utilité publique.

Dans les Pays d'Etats chaque Paroisse ou chaque lieu fait Communauté, comme les grandes Villes le font ailleurs. Il y a des Consuls ou Maires, un Hôtel-de-Ville ; on assemble le Conseil dans les affaires de la Communauté, elle paie un Trésorier qui tient lieu de Collec-

teur, un Maître d'école, un Chirurgien, un Maréchal, une Sage-femme, &c. selon sa force & ses besoins.

Le Languedoc est séparé en Evêchés, & la Provence en Vigueries, comme les Généralités le sont en Elections. La première de ces Provinces, différente en cela des trois autres que j'ai citées, a dans chacun de ses Evêchés une municipalité générale pour tout son ressort, qui ne répond aux Etats-Généraux que quand ils sont assemblés. La Provence, au contraire, a des Officiers municipaux de la Province, dans lesquels réside toute l'autorité des Etats pendant l'intervalle des assemblées : ils font passer leurs ordres au chef-lieu de la Viguerie, d'où ces ordres sont envoyés dans les différentes Communautés ; les Consuls sont chargés de l'exécution. C'est par cette harmonie qu'on a vu ces Provinces, dans des tems calamiteux, faire des avances extraordinaires pour le bien de l'Etat, sans que les impôts ordinaires cessassent d'être payés ; mais pour faire toutes ces fournitures, il faut que toutes ces Communautés empruntent. Ce crédit de détail ainsi attribué à chaque clocher, multiplie à l'infini le crédit public, & les malheurs des tems en ont quelquefois poussé l'abus & l'excès (toujours pour le service de l'Etat) jusqu'à obliger les habitans des Communautés à faire un département général, c'est-à-dire, un abandon de tous leurs biens aux créanciers de la Communauté, & à devenir fermiers à pension, de propriétaires qu'ils étoient. Malheur au Prince que son ambition ou de fâcheuses circonstances obligent à forcer, jusqu'à l'épuisement, les ressources que lui fournit le

crédit public & particulier; mais dans le tems ce n'en est pas moins un secours utile & quelquefois décisif, quand ces dettes sont contractées : cependant il en faut payer l'intérêt jusqu'au remboursement, & c'est le plus fort objet des dépenses particulières des Communautés.

Elles peuvent encore soutenir & intenter des procès, & les députations & fraix nécessaires sont aux dépens du Public : mais à l'égard de ce dernier article, qui pourroit être préjudiciable, attendu qu'une commune aveugle peut se laisser mener par un chicaneur intéressé, entreprendre trop légèrement un procès & le soutenir de même, on a prévu cet inconvénient, & les Communautés, avant de commencer une affaire, sont obligées d'en demander la permission à l'Intendant, & ne l'obtiennent qu'en rapportant des consultations de trois célèbres Avocats qui leur soient favorables.

Tous les ans on règle les comptes du Trésorier; le Conseil de la Communauté assemblé nomme pour cela deux ou trois Auditeurs, selon que l'objet est considérable; tout autre Particulier peut assister à cette révision de compte, & est admis à requérir droit, s'il trouve quelque article défectueux. Le Trésorier, qui ne peut rien payer que sur un mandat des Consuls, produit son compte, dont les articles reçus sont mis sur le compte de la Communauté; & les Consuls sont obligés de restituer ce qui n'est pas alloué comme juste, nécessaire & conforme aux réglemens généraux: le compte examiné & approuvé par les Auditeurs, est porté au Conseil assemblé de la Communauté, reçu après un examen général; le montant en est

ajouté à la taille, & la somme en est répartie sur le plan que nous avons dit ci-dessus.

Il est à remarquer qu'ainsi que les Commissaires du Roi ont droit d'assistance dans les assemblées des Etats, mais sans voix délibérative quand il s'agit des affaires particulières de la Province, & seulement pour empêcher qu'il ne s'y passe rien de contraire au service du Roi; de même les Officiers Royaux dans les lieux où la Justice est Royale, & ceux du Seigneur dans les Justices subalternes, assistent au Conseil de la Communauté pour veiller à l'ordre & à la justice. D'ailleurs, ces comptes particuliers des Communautés sont sujets, comme tous autres, à la vérification & révision pardevant la Chambre des Comptes; & l'autorité royale, exercée par les Cours souveraines & même par les Intendans, a l'œil & la suprématie, comme de droit, sur toute cette harmonie de détail.

Mais ceci appartient à la seconde Partie de cet Ouvrage; il suffit maintenant d'avoir analysé tout ce prétendu mystère d'administration intérieure, & prouvé, je crois, que tout y ressortit au bon ordre, au maintien des hiérarchies, & en même-tems à cette égalité de charges & de bénéfices si naturelle à établir entre des hommes également libres & dépendans, dans une Nation policée, & sous le gouvernement de Princes d'une race toujours chérie depuis près de mille ans, & toujours respectable.



affaires de la Communauté sont plus ou moins en ordre, mais toujours très-modiques : le Trésorier fait les deniers bons, & acquitte le courant ; il ne lui est permis de faire d'autres fraix qu'une assignation, pour que les intérêts de la somme dûe courent : cette assignation est taxée douze sols, & dès lors le fonds lui répond de la somme dûe & des intérêts. Je ne présente ici que les faits tels qu'ils sont, & laisse au Lecteur à faire la comparaison.

Avant que de passer cependant à la seconde Partie de cet Ouvrage, je veux répondre à une objection qui paroît fondée contre la taille réelle. Cette forme, dit-on, fait supporter tout le poids des impositions aux seuls possesseurs de biens-fonds, qui sont de tous les propriétaires les plus exposés aux fraix & aux nonvaleurs, tandis que les possesseurs des biens fictifs, de leur nature, mais réels par le crédit public, sont à l'abri de toute taxe : ceux qui ont des revenus viagers ; ceux dont le bien est en contrats ou dans leur porte-feuille ; ceux enfin qui vivent d'un commerce lucratif, sont assurément les Particuliers les plus aisés, & par mon système ils semblent ne concourir en rien aux charges publiques.

Les grandes Villes, qui sont par-tout l'habitation des gens aisés, ont dans les Pays d'Etats la permission de payer leurs subsides sur leurs entrées : par ce moyen les gens aisés portent une portion des charges relatives à leur consommation, qui est ordinairement la plus forte, tandis que les fonds deviennent libres, & que les laboureurs ne paient que sur leur subsistance qu'ils sont obligés de tirer de la Ville : cette

réponse générale renferme toute l'objection. Mais reprenons chaque classe de ces prétendus exempts, & voyons s'ils n'ont pas acquis quelque droit, ou de dégradation, ou d'utilité au prétendu soulagement que je leur procure.

Je crois qu'on peut déclarer exempts certains viagers, comme les histrions & les filles de joie, dans un Etat où l'on a quelque vergogne. Un homme qui, pour se procurer une aisance passagère, doubleourdement sur sa tête le fruit des travaux de ses peres, & frustre ses héritiers naturels de ce dont il n'avoit que l'usufruit, à consulter le droit primitif; cet homme renonce au droit de Citoyen & à ses prérogatives; &, selon moi, c'en est une que je voudrois qu'on regardât ainsi, que de concourir à la défense, au lustre & au maintien de sa Patrie. Celui dont le bien est en contracts, échange les profits de son industrie & ceux du laps du tems contre un peu de tranquillité souvent mal assurée, & toujours moins solide que les biens-fonds; que rien n'emporte, & dont la possession donne seule une sorte de lustre indépendant des dignités & de l'autorité. Ceux qui ont leur bien dans leur porte-feuille, sont des espèces d'agioteurs aussi difficiles à démêler dans des Pays d'Election que dans les Pays d'Etats: leur indépendance est bien achetée par le péril des accidens & des voleurs, & leur manie fournit des fonds au commerce. Les commerçans enfin sont l'ame & le ressort d'un Etat: ils renoncent aux dignités & à la considération: une aisance bien achetée par l'économie & le travail continu, est le seul fruit de leurs peines, & la liberté est leur seul élément. Toutes ces classes

d'aisés concourent d'ailleurs à faire valoir l'industrie & le travail du laboureur, & à faire hausser le prix des fonds : les Villes & les Villages se peuplent & vivent, sans crainte d'être chargés par la jalousie des voisins ; chacun fait parade de son bien, tout consume, tout veut acquérir.

Je me suis prescrit des bornes qui me défendent de tout dire : heureux, si je pouvois seulement tout désigner ! C'est ici tout ce que j'annoncerai touchant l'avantage des Pays d'Etats relativement au bonheur des Peuples ; ma seconde Partie doit comprendre ce qui est relatif à l'autorité royale.

SECONDE PARTIE.

Avantages des Pays d'Etats , relativement à l'Autorité Royale.

J'ai dit dans mon premier Ouvrage, que le pouvoir des Etats Provinciaux étant purement civil, & ne s'étendant que sur les détails de la Police intérieure, ne pouvoit être suspect à l'autorité royale par son étendue ; que ces assemblées convoquées par l'ordre du Roi, où ses Commissaires tiennent le premier rang, qui ne peuvent refuser de se séparer au premier ordre, toutes composées de membres notables & non suspects, répondent même bien plus sûrement au Prince de l'obéissance de leur Province. J'ai dit que cette forme d'administration élevait des Sujets propres à servir le Prince,

soit dans ses Conseils, soit dans les Cours étrangères. J'ai dit enfin que, pour le crédit de l'Etat & pour la simplification de l'économie dans le maniement des finances, les mêmes avantages & de plus grands encore s'y rencontroient. C'est ce que je vais reprendre en détail, & subdiviser comme la première Partie de cet Ouvrage.

SECTION I.

Présence de l'Autorité.

DANS la troisième Partie, où je veux traiter de la façon de réduire toutes les Provinces du Royaume en Pays d'Etats, j'entrerai dans les détails de la forme actuelle de ces assemblées, & je n'en dirai ici que ce qui se rapporte à mon sujet présent.

Quelle que soit leur forme particulière, elles s'accordent toutes en un point, qui est que, des trois Corps qui les composent, l'un qui est le Clergé, est au choix du Roi, puisqu'il nomme aux Evêchés & autres bénéfices qui y ont entrée dans les Pays où il y en a, & que les deux autres sont toujours censés y être, puisqu'un ordre de la Cour peut empêcher tel membre qu'il lui plaît d'y assister, sans que pour cela il soit besoin de l'exiler ni de lui faire son procès. La convocation des Etats ne se fait que par un ordre du Roi; l'exercice de leur fonction commence par un renouvellement de serment de fidélité dû au Prince & à la Patrie. Quoique les Etats aient leur Président pour la Province, le Gouverneur ou Commandant, le Commissaire du Roi d'épée enfin tient les Etats

& y préside. Les premières séances sont employées à prendre les engagements que le Prince exige pour son service; l'on travaille ensuite aux moyens de les remplir : ces deux objets principaux une fois établis, on passe aux détails de la police intérieure, à la vérification des comptes, &c. Les Commissaires du Roi de robe ont droit d'entrée tant dans les assemblées générales que dans les bureaux particuliers qui traitent ces sortes de détails : ils ont l'œil à ce qu'il ne s'y passe rien de contraire au service du Roi, & à la justice & police intérieure; par eux le Ministre peut voir & éclairer jusques aux moindres détails de l'administration municipale : on y connoit la disposition générale des esprits dans toute une Province, les sentimens & les intérêts de chaque notable en particulier; le Prince en cas de négligence ou de malversation intérieure, sait à qui s'en prendre. Les principaux en corps & en particulier, lui répondent de l'obéissance des Peuples, de la célérité dans l'exécution de ses ordres, de l'extinction de ces cabales sourdes, qui, dans des tems d'anarchie, corrompent peu à peu tout le Corps de l'Etat, de l'opposition enfin à l'établissement des nouveautés & à la destruction insensible de l'ancien ordre, toujours préférable aux changemens, surtout dans un Etat où la nature des esprits est si sujette à donner dans les extrémités, que la solidité seule de ces fondemens l'a préservé jusques ici de révolution totale, & qu'on ne peut en perpétuer la durée qu'en en ramenant toujours l'administration à ses premiers principes.

Je ne pense pas qu'on veuille me citer le droit de représentation, comme contraire à l'auto-

rité : nous vivons sous une race de Princes toujours justes & toujours bons ; c'est à ce titre que la Providence les fait regner depuis tant de siècles sur un grand Etat (exemple inouï par-tout ailleurs.) C'est par cette raison que les causes naturelles y ont concouru ; c'est avec l'aide de leur Peuple que ces braves Princes ont cent fois défendu leur patrimoine : leurs bienfaits l'ont soutenu, l'ont décoré ; mais l'amour des Sujets a toujours prévenu les bienfaits du Prince. Cet amour l'a mille fois suivi, enfant, de ses acclamations ; a plié sous son nom, qui par-tout ailleurs n'eût été qu'une ombre ; adolescent, le déclare homme avant le tems, digne de tout vouloir, & de tout pouvoir ; homme enfin, dément ses statues qui le représentent menaçant, l'antique expression de ses Edits qui le peignent dur & absolu, pour en croire, au fond des Provinces les plus reculées, ceux sur qui il a laissé tomber quelques regards, pour apprendre par les détails de son intérieur domestique, qu'il est bon, simple, compatissant, occupé du sort de son Peuple, aimant la vérité & la probité : car tel est le caractère de tous les Princes de cette race auguste, que tous, sans exception, de quelqu'humeur qu'ils aient été, ceux même que des tems de cabale & de fanatisme auroient dû le plus aigrir, ceux aussi sous le nom desquels on a le plus fait verser de larmes ; ont tous eu pour ceux qui les entourent, ce caractère de bonté si rare même chez les plus petits Particuliers. Leurs Sujets s'en sont plus ou moins ressentis selon les circonstances ; mais ils n'en ont jamais douté : c'est là le principe de cet amour des François pour leur Roi, poussé, s'il

est possible, jusques au fanatisme, & dont on parle avec admiration dans le monde entier. Au milieu des murmures quelquefois trop communs parmi ce Peuple léger, mais toujours compatibles avec le zèle & l'obéissance, on entend de la bouche des plus malheureux habitants de la campagne : *Ha ! si le Roi le savoit* : accablés d'impôts on les entend dire : *Si du moins cela entroit dans les coffres du Roi, nous payerions de bon cœur ; mais il n'y en va pas le tiers*. La Noblesse, l'ancienne Bourgeoisie, se piquent de surpasser le Peuple en amour pour le Prince plus qu'en toute autre chose ; chacun, selon son état, veut être quelque chose *de par le Roi*, & s'estime plus en cette qualité qu'en ce qu'il est de par la nature : je n'exagère rien, je peins les choses telles qu'elles sont. Est-ce d'un tel Peuple que les représentations sont à éviter ? Est-ce à de tels Princes qu'on doit craindre d'en faire ? Malheur aux Ministres qui veulent séparer l'intérêt du Prince de celui de ses Sujets ; rien n'est plus inséparable de sa nature. Il est vrai que le Peuple borné dans ses vues, connoit rarement ses véritables intérêts ; il est vrai que le Prince qui ne voit pas tout, peut très-souvent s'y méprendre : mais rien ne peut mieux éclaircir la vérité & la faire percer jusques au Trône que ce rapport, cette relation intérieure des Sujets au Souverain, toujours portée à l'obéissance, & qui peut toujours être forcée à la soumission.



SECTION II.

Hierarchie de l'Autorité.

LA tyrannie égale tout, en tout opprimant ; état forcé, qui passe en un clin d'œil & fait place à l'anarchie. L'autorité légitime, au contraire, organise ses ressorts de façon que semblable à l'action de l'électricité, l'impulsion du pouvoir souverain se communique avec force & rapidité du premier degré au dernier, toujours passant par toutes les classes.

Soit que le pouvoir soit bienfaisant, soit aussi qu'il exige, tout a droit à l'un, tout doit à l'autre, chacun proportionnellement à son état & à ses facultés. La police & la justice ne sont autre chose que l'établissement des droits d'un chacun, & leur maintien tant à l'actif qu'au passif. Telle est la définition du premier devoir de la Souveraineté ; mais à qui peut-elle mieux en donner les détails à remplir qu'aux notables de chaque Province ?

Deux choses attirent le respect chez les hommes, la naissance & les emplois ; on y pourroit joindre les richesses, mais en tems d'anarchie seulement : dans tout Etat bien policé, les richesses n'auront d'avantage, qu'une possession tranquille, l'aisance & les agrémens de la vie ; mais jamais de considération qu'en un seul cas trop rare, pour tirer à conséquence : je désigne l'utilité à la Patrie & aux Particuliers tant par le bon emploi, que par l'exemple. Des deux distinctions établies ci-dessus, l'une paroît moins dépendante de l'autorité que l'autre ; elle l'est

cependant beaucoup. La disgrâce du Souverain jette bientôt dans l'obscurité la plus haute naissance ; l'appui du Prince lui est toujours nécessaire pour ne pas déchoir, tandis que l'homme vil, que le pauvre, (faut-il que ces deux mots soient presque synonymes!) ne veut du Prince que son appui contre l'oppression. La haute naissance est donc dépendante du Prince par l'intérêt de sa subsistance; elle l'est aussi par celui de son maintien.

Quelques Princes ont, dit-on, pensé que tous leurs Sujets étoient égaux devant eux : j'ai peine à croire qu'un Etat policé ait jamais été gouverné par un Souverain assez aveugle & pusillanime pour cela : il est vrai que tous les ordres de Sujets doivent un respect & une obéissance égale au Souverain comme tel & revêtu d'un pouvoir sacré selon les loix divines & humaines; mais le pere de famille, le Maître, le Seigneur ont aussi des droits fondés dans la nature & le droit divin : l'autorité souveraine est faite pour maintenir tous ces droits : si le Prince traite le pere comme le fils, le maître comme le valet, le Seigneur comme le vassal, ainsi du reste, je ne dis pas dans les détails rélatifs à la justice où tout le monde a le même droit, mais comme homme ; si tout est égal en prérogatives, en autorité auprès de lui, il sera le moteur de l'anarchie, loin d'être le soutien du bon ordre.

Les Princes savent donc que les distinctions sont nécessaires dans leur Etat; ils aiment naturellement & considèrent celle de la naissance, parce que presque tous héréditaires & fiers de leur sang, les avantages d'autrui en ce genre re-

lèvent encore la prééminence des leurs. Il en est tout autrement dans les Républiques où la Noblesse est, ou détruite, ou forcée à se maintenir par des précautions tyranniques. La Noblesse a donc intérêt au maintien de l'autorité, indépendamment du panchant qui nous porte vers les objets dont nous tirons notre lustre & notre subsistance.

Les rapports d'intérêt & d'inclination, établis de la Noblesse au Prince, sont à peu près les mêmes du Peuple à la Noblesse. De même que la mémoire des services & de la fidélité des peres porte les enfans à tâcher de les imiter, celle de leur lustre & de leur prééminence concilie le respect & l'affection du Peuple à leur postérité; & l'on vit de tout tems & chez toutes les Nations, l'autorité confiée à des gens de peu, être bien plus sujette à exciter la contradiction & les murmures, que celle dont le représentant a les avantages d'un nom auquel l'habitude a attaché des idées de respect & de déférence.

Les soins du Gouvernement en grand demandent une éducation tournée aux affaires, & des talens rares : l'éducation uniquement militaire qu'on donnoit autrefois à la Noblesse, a établi le préjugé de son incapacité : je ne fais s'il est bien fondé; mais je fais que peu de gens sont incapables de prendre part à l'administration municipale de leur canton, & c'est ce dont il est ici seulement question. D'ailleurs, la Noblesse dans les Pays d'Etats n'en est point l'arbitre; elle y concourt seulement. Le Clergé qui tient tout du Roi, qui en espère tout, qui par état recommande & enseigne chaque jour l'o-

béissance, y tient le premier rang; le Tiers-Etat, destiné à porter le poids principal des charges, éclairé par la nécessité, retenu par la médiocrité, y a tout autant de droit que les deux autres Corps : quelle égalité d'harmonie ! quel arrangement plus capable de soulager le Souverain du poids immense de la justice distributive tant dans les bienfaits que dans les charges ! tandis que par la simplicité de sa composition, il offre un tableau distinct de l'état intérieur d'une Province, qui facilite à l'autorité les moyens de veiller au maintien de ses droits.

Plus les Sujets sont gouvernés par des règles invariables d'équité, plus ils reconnoissent le pouvoir qui veille à leurs intérêts. Les effets les ramènent toujours à la cause. Ailleurs ils sont opprimés, & le mieux que suppose leur obéissance, c'est l'ignorance du Prince. Le Peuple appelle les impositions reçues & ordonnées par les assemblées d'Etats, *don gratuit*, & les autres des *voleries*.

SECTION III.

Pouvoir de l'Autorité.

J'Ai dit que l'autorité étoit plus présente dans les Pays d'Etats que par-tout ailleurs ; j'ai dit aussi qu'elle y étoit mieux organisée ; j'établis maintenant qu'elle y est plus puissante & mieux obéie.

C'est une vérité de fait, que ce qui coute le plus à l'obéissance des Peuples, c'est le paiement des impôts. J'ai démontré dans la première

Partie de cet Ouvrage, que quoique la levée s'en fasse sans exaction dans les Pays d'Etats, elle s'y fait avec exactitude & célérité. L'autorité n'aime point la violence; elle cesseroit sans cela d'être légitime; elle ne veut que l'obéissance. Puisqu'elle la trouve dans le payement des impôts qu'on fait être la partie la plus sensible, qu'elle la trouve, dis-je, de façon que le Prince n'a qu'à demander sans être chargé des soins de la levée; à plus forte raison l'obéissance sera-t-elle prompte & exacte dans les autres détails.

Les Officiers municipaux jaloux, comme tout Citoyen, des privilèges de leur Patrie, & des occasions de témoigner leur zèle & de mériter l'affection du Souverain, ne trouvent rien de difficile. En 1744. Mr. de Richelieu demanda dix-huit cens mulets, tous harnachés, au Languedoc pour le service de l'armée du Roi qui étoit en Provence; dans huit jours l'ordre envoyé aux Communautés, fut exécuté, ainsi qu'un autre de même espèce qui arriva quinze jours après.

Chacun fait les fournitures immenses que la Provence a faites pendant le cours de la dernière guerre, où les armées tant nationales qu'étrangères, ont séjourné pendant près de six ans dans la plus aride des Provinces du Royaume. Ces fournitures évaluées par les Commissaires du Roi, d'après les reçus des Officiers & des munitionnaires, montent presque à la septième partie de la valeur réelle du fonds de la Province entière. Il est impossible cependant de tout évaluer. Le pillage des magasins, les nonvaleurs d'une infinité de fournitures, les corvées des

Payfans, le service des Bourgeois & des Officiers municipaux, & tant d'autres détails qui n'ont rien coûté à l'Etat, étoient cependant d'une importance réelle.

Ce fut au milieu de tant de raisons d'épuisement que, lorsque les ennemis pénétrèrent dans le Royaume, la Province & les différens corps qui la composent, offrirent au Roi de lever des troupes à leurs dépens. La vigilance & la forge du Prince le mirent au-dessus de semblables secours; mais l'offre n'en étoit pas moins réelle; & si par malheur un tems venoit où elle pût être nécessaire, je demande qui pourroit la faire dans les Pays d'Election.

Je démontrerai dans son tems que les impôts ordinaires sont au moins aussi forts dans les Pays d'Etats que dans ceux-ci. Comment, sans en interrompre la perception, tireroit-on du même Pays des avances telles que celles que je viens d'énoncer? Le remboursement en est ensuite sollicité comme une grace; les détails en sont discutés, comme ils le pourroient être avec des entrepreneurs qui gagnent deux cens pour cent sur leur entreprise, & en attendant ce remboursement, la Province & les Communautés supportent l'intérêt des sommes empruntées pour subvenir à tant de fraix, sans qu'il en coûte rien au Roi. Ce détail semble plus relatif à l'article des finances qu'à mon sujet actuel: cependant plus un Etat a de forces, & plus son Maître a de puissance. Je viens de mettre volontairement la septième partie des fonds d'une Province dans la main du Roi en un besoin, sans interrompre pour cela la perception des impôts ordinaires: qu'un autre en fasse autant dans un

Pays d'Election, où l'on est obligé, pour la moindre disette, d'accorder un surfis, il dévastera la campagne & ne fera rien.

Je crois avoir démontré que l'autorité agissante, telle qu'elle est nécessaire pour établir entre le Prince & les Peuples cette harmonie inséparable de la prospérité d'un Etat, est plus puissante & mieux établie dans les Pays d'Etats que par-tout ailleurs. Montrons les moyens qu'elle a de punir & de se faire craindre.

Je crois que des Bourgeois privilégiés sont plus en prise & plus soumis à la police, que la lie du Peuple & des gens sans aveu. Les premiers ont un intérêt au bon ordre, qui leur rend l'obéissance nécessaire : dans des tems d'émeute ils sont tous portés à fournir eux-mêmes des armes à l'autorité, ou si le fanatisme les gagne, on sait par où les prendre, les punir & les ramener. Une Populace informe, au contraire, échappe au pouvoir par sa propre obscurité, n'a rien à perdre au désordre, & peut y gagner, ne peut être châtiée en corps, & ne s'intéresse à aucun de ses membres. Qu'on fasse l'application de cette comparaison, il seroit inutile d'en désigner les objets.

Sans entrer dans une discussion qui ne me convient pas, je suppose que la disette, ou des esprits mal intentionnés eussent inspiré en Auvergne la résistance aux volontés du Roi qu'on a imputée au Languedoc ; elle n'eût pu s'annoncer que par les émeutes & le désordre, dont les *Tartarissas* donnerent l'exemple ; il n'y a pas encore bien long-tems. Quels remèdes ? Faire marcher des troupes, prendre quelques misérables, en fourrager d'autres, écarter les payfans,

& interrompre la perception des revenus de l'Etat ? Cela coute au Prince, & de l'argent, & des regrets, puisqu'il sait que, devant le grand Maître, le dernier des misérables est un homme comme lui, & que, vis-à-vis de la police, ce n'est obvier à rien, & seulement écraser une insecte ; que ce pauvre, peut-être séduit, peut avoir été opprimé, tandis que sa petiteffe le déroboit à la vigilante protection du Souverain. Au lieu de cela, un Courier apporte sous une enveloppe, toute la révolte du Languedoc ; son retour anéantit l'opposition & les opposans ; tout se croit perdu, tout pleure à la fois, & le malheur d'avoir encouru l'indignation du plus doux des Princes, & la perte de ses privilèges, tout est puni proportionnellement à ses facultés & à son rang. Cependant qu'en coute-t-il au Prince ? Un mot, & aux Sujets d'avoir le même sort que leurs voisins.

Chaque Section de cet Ouvrage pourroit devenir un livre à part. Ce n'est pas à moi à dogmatiser. Passons aux avantages physiques de cette forme d'administration pour l'Etat & pour le Roi.

SECTION IV.

Les Finances.

C'est un préjugé presque général que les Pays d'Etats rendent moins au Roi, que les autres Provinces. Je ne crois pas difficile de démontrer que cette opinion est fautive de toute fausseté. Je crois qu'un des meilleurs argumens pour cela est de produire un état des revenus & des charges relatives au trésor royal d'une

d'une des Provinces de cette espèce que j'ai plusieurs fois citée dans le cours de cet Ouvrage, parce que son administration intérieure m'a paru la plus économique de toutes, & que dans ces derniers tems, sa situation l'a obligée à faire de plus grands efforts que toute autre.

Tous les biens-fonds de la Provence sont, comme j'ai dit, exactement évalués par une estimation intérieure, & dont les inégalités peuvent être redressées par le moindre de ses habitans; chaque portion de bien, estimée cinquante mille francs, est chargée d'un feu. Il y a dans la Province trois mille trente-sept feux; ce qui fait cent cinquante & un million huit cens mille livres de fonds. Je ne pense pas que dans une Province aride, dont le climat passe, sans cesse, d'un excès à l'autre, où les eaux manquent, ou sont des torrens, où toutes les récoltes sont, ou fautives, ou de pure industrie, vignes, oliviers, vers à soie, amandes, noix, figues, prunes, fleurs d'orange, &c. je ne crois pas, dis-je, qu'on m'accuse de diminuer les objets, quand je mettrai le revenu de ces fonds à cinq pour cent, sans prélever ni entretiens ni réparations. Je doute qu'aucun des habitans voulût les prendre à ce prix; cependant, en dirigeant ainsi notre calcul, cent cinquante & un million huit cens mille livres de fonds, font *sept millions cinq cens quatre-vingt-dix mille livres* de revenu. Mettons maintenant sous les yeux l'état de ce que cette Province paie en gros.

Don gratuit, - - - - -	700000	£.
Capitation & 4 sols pour livre,	589765	
Vingtième des biens roturiers, à		

IV. Partie.

H

le prendre sur l'évaluation ci-	
dessus, - - - - -	320000
Taillons & fouage, - - - -	115497
Vieux droits du Domaine, - -	32306
Abonnement des huiles, - - -	42000
Milices, - - - - -	24931

Le sel étoit libre en Provence : le Roi Louis XIV. par un Edit de 1661. établit un droit de 15 livres par minot, pesant 100 liv. poids de marc, & au moyen de cette nouvelle imposition, il déchargea la Province du don gratuit, de la subsistance des troupes en quartier d'hiver, du payement des troupes dans les Places, de tous arrérages passés, de l'ustensile des vieilles & nouvelles garnisons, du logement des Etats-Majors & Commandans, & de celui des troupes, & généralement de tout Edit ancien & nouveau, donnant de cela sa foi & parole royale pour lui & ses successeurs Rois : il est à noter que cette grace n'étoit point à charge alors au trésor, attendu que la Province ne payoit d'autres impôts que cent mille écus de don gratuit, & que tout-à-coup le sel valut au Roi & vaut encore, - - - - - 700000

Charges de la Province, à savoir, intérêts des créanciers, payement des Gouverneurs, Lieutenans-Généraux, Maréchaussée &

autres fraix à la décharge du tré-
sor, comme fraix des chemins, &c. 1425200

Total des sommes ci-dessus, 3999699 *£*.

Je ne comprends point dans cet Etat les charges particulières de chacune des Communautés qui excèdent 600000 liv. par an en total, parce que l'on pourroit m'objecter que ce sont des fraix volontaires. Je les ai cependant mis sous les yeux pour démontrer qu'ils sont tous de police & d'utilité publique : mais si je pouvois dépouiller le total des dettes contractées pour le besoin de l'Etat par chacune des Communautés dont le Roi feroit chargé à leur place ; si la Province n'étoit pas Pays d'Etats, cela feroit encore un bloc immense, & l'on verroit que les possesseurs des biens n'en sont propriétaires qu'à titre onéreux. Mais ce n'est point ici la question. Il est de fait que sur sept millions cinq cens mille livres de revenu, il en entre quatre dans les coffres du Roi, ou à la décharge du trésor. Il faut encore observer que les nouveaux droits, dont on connoit l'immensité, le contrôle, l'insinuation, les douanes, &c. ne sont point compris dans l'Etat ci-dessus. Qu'on fasse maintenant la même opération sur le plus riche Pays d'Election, sur la fertile & industrieuse Normandie, & je défie tous les calculateurs. Ce n'est pas ici un préjugé ; ce sont des calculs de fait aisés à vérifier, & que je n'exagère en rien.

On fait que l'intention du Roi n'est pas que ses Sujets demeurent chargés de la sorte ; que son objet principal, ainsi que celui de ses Mi-

nistres, est d'amortir les dettes de l'Etat : il fait que comme l'or est parmi les hommes, le représentatif des nécessités de la vie, la bonne foi est celui de leur sûreté; trop juste & trop éclairé pour vouloir libérer l'Etat par les moyens courts, mais injustes & ruineux, dont les malheurs passés nous ont laissé des exemples; ceux de l'économie & de la vivification intérieure sont les seuls qu'il veuille employer : examinons si l'administration des Pays d'Etats n'est pas plus propre que toute autre à les faire réussir.

On cherche depuis long-tems à simplifier les opérations & le maniement des finances, & à diminuer les tailles. Il est aisé de sentir que la même proportion que j'ai démontrée juste dans les charges, le seroit aussi dans la répartition des soulagemens. D'ailleurs, si tous les Pays d'Election étoient Provinces d'Etats, le Roi pourroit se dispenser d'avoir des Fermiers généraux ou particuliers; on pourroit abonner les Fermes aux Provinces; elles seroient bien heureuses de s'en charger : on en trouve la preuve dans toutes les difficultés qu'on eut à surmonter, quand on voulut établir les Aides & Gabelles.

Les Provinces y gagneroient les fraix de manutention, qu'elles laisseroient à la disposition & au profit des Villes, en diminution de leurs charges; & pour tout le Royaume, c'est un objet de plus de sept millions. Le Roi y trouveroit d'abord un profit particulier, qui est l'assistance ou présence des Fermiers-Généraux, leurs fraix de voyage, l'intérêt de leur argent au denier dix, & plusieurs autres droits de cette nature qui leur sont attribués & qui excèdent

six millions. Il n'y a point à mettre en question si le Roi doit avantager la généralité de ses Sujets de sept millions, qui sont répartis à vingt mille employés, & s'il doit profiter lui-même de six millions, ou les laisser à quarante autres de ses Sujets qui les partagent. Je m'explique : on suppose que la totalité du produit des Fermes générales soit de cent vingt millions ; sur quoi les Fermiers-Généraux, obligés de donner leur compte devant le Ministre, portent, en déduction pour les fraix de manutention, sept millions, & pour leurs attributions six millions ; le reste qu'ils donnent en net, produit cent sept millions. Le Roi, en ce cas, pourroit faire répartir proportionnellement sur les Provinces cent treize millions, en ne défalquant, à leurs profits, que les fraix de manutention, & réservant pour lui le profit des Fermiers-Généraux.

Si, d'ailleurs, quelque urgente nécessité ou une plus grande consommation, suite naturelle de la population & de la prospérité d'un Etat, faisoient juger nécessaire de hausser le prix & le bail des Fermes, quelle plus puissante & plus solide compagnie que des Provinces en corps, qui, sans jamais enrichir un des Sujets du Roi, que tous, jusqu'au dernier, ne s'enrichissent à proportion, seroient toujours prêtes, à la moindre menace de leur ôter les Fermes, à faire l'impossible pour éviter de retomber dans les mains des Exakteurs arbitraires & indépendans ?

Autre objet important d'économie ; c'est la simplification des canaux de circulation de l'argent des Sujets au trésor, & du trésor aux différents objets de dépense qui l'épuisent.

Un Intendant d'une haute réputation & d'un

grand mérite, démontra par un petit Mémoire, à Mr. Orry, que les fonds destinés, dans sa Généralité, à l'entretien des Maréchaussées venant à Paris, ne retournoient dans la Province qu'un an après, & diminués de sept sols pour livre par les droits attribués aux différentes caisses par où ils avoient passé : au lieu que passant directement de la levée à leur destination, l'exactitude du payement eût accéléré le service, & leur somme eût demeuré entière. Douze Trésoriers-Généraux, dans douze grands Pays d'Etats, reverseroient sans profits aux lieux ordonnés par la Cour, qui n'auroit de Financiers que ceux qui sont indispensables à la garde de son trésor.

Ces deux objets principaux d'économie en peuvent comprendre ou déterminer beaucoup d'autres. Passons à ce qui concerne la vivification.

SECTION V.

Le Commerce.

LE Commerce n'est primitivement autre chose que l'art de troquer avec avantage. Presque tous les avantages du Commerce sont arbitraires. En Chine on veut de l'argent, dans le Levant des draps & des peleteries, dans certaines régions de l'Europe du travail, ailleurs des assortimens du luxe & des commodités : il n'est qu'une richesse réelle & effective en tous lieux, sans laquelle toutes les autres ne sont rien ; c'est la population.

Pour acquérir cette richesse, & pour se la rendre utile, il faut deux moyens dans lesquels se

renferment tous les autres, *police & vivification*. Par l'une, la sûreté publique est établie, grand moyen d'attirer les hommes; par l'autre, leur subsistance est assurée, sans laquelle on ne les peut conserver. L'autorité & la justice distributive tant à l'actif qu'au passif, sont les ressorts du premier de ces moyens. J'établis ci-dessus qu'ils sont infiniment plus en vigueur dans les Provinces d'Etats que dans les Pays d'Election. La liberté, la protection & les occasions de travail sont les ressorts de la vivification; examinons s'ils ne s'y rencontrent pas avec le même avantage.

J'ai fait, dans ma première Partie, article à part de la liberté. Je pourrois, sans me répéter, en faire un plus long encore; mais j'évite de disserter, & j'aime mieux qu'on me reproche le même défaut qu'on trouvoit à mon premier essai, que si je paroissais long: je ne noterai donc à cet égard qu'un point essentiel & relatif à l'article précédent.

J'ai dit qu'on pourroit abonner les Fermes aux Provinces, & j'ai noté dans cet arrangement plusieurs avantages d'économie & de sûreté. Le Royaume y en trouveroit encore un inestimable dans la facilité du commerce d'une Province à l'autre. L'expérience & la visibilité seule peuvent faire tomber sous les sens que les Sujets d'un même Prince, vivant sous les mêmes loix, & réunis irrévocablement en un Corps d'Etat, portant leur superflu dans une Province d'où ils rapportent ce qui leur est nécessaire, soient obligés de payer des droits d'entrée & de sortie, & exposés au retardement du commerce par toutes les longueurs, & trop souvent

par les vexations des Commis des Bureaux qui font acheter l'expédition. Ces droits, abonnés comme les autres, seroient incontinent supprimés; & quel avantage pour la liberté! Passons à la protection.

Celle-ci s'étend sur tous les Arts libéraux & mécaniques. Le commerce, les manufactures, &c. tout est du ressort de la vigilance; celle du Prince en est l'ame en grand. C'est son pavillon, & non celui des Provinces; qui protège nos bâtimens; c'est son nom respectable; ce sont les talens & le pouvoir de ses Ministres qui font sortir de la terre des monumens tels que l'Hôtel des Invalides, l'Ecole militaire, &c. qui enlèvent à la Flandre ses tapisseries, à Venise ses glaces, à la Saxe ses porcelaines; mais ces objets principaux étant une fois ramenés & protégés sous les yeux du Souverain, ne feroit-il pas à souhaiter que les Provinces qui doivent une balance si énorme à la Capitale, eussent aussi dans leur sein des arts & des manufactures propres à y ramener le suc alimentaire qui s'écoule nécessairement par tant d'endroits?

C'étoit du moins le système du Ministre des finances, qui a porté le plus haut les revenus de l'Etat, & sous lequel la perception s'en est faite avec le plus de facilité. Mr. Colbert établit des manufactures dans les lieux les plus reculés du Royaume. Ce grand homme d'Etat trouva par-tout des moyens de consommation, & par-tout y proportionna les établissemens. C'est un examen désolant pour un Citoyen, que la comparaison de la vivification intérieure de ce tems-là à celle de celui-ci. Les manu-

factures; sous les yeux du Souverain, se sont perfectionnées; les arts du superflu, de nulle décoration & de presque aucune utilité réelle, enchérissent en recherche, & passent presque le but; mais tandis que tout roule dans cette Capitale, que tout y représente la prospérité qui naît des regards d'un Prince attentif & bienfaisant, le sang de l'Etat qui se porte tout à la tête, en fait presque un corps apoplectique; les Provinces éloignées se couvrent de landes; toutes les manufactures d'arts grossiers & faits pour la consommation du Peuple, que Mr. Colbert avoit répandues avec soin dans les moindres villages, ne sont plus que dans le Dictionnaire du Commerce; les campagnes ne portent plus que des denrées que personne ne consomme, & qui ne sauroient ramener l'argent que le trésor & le séjour des grands propriétaires attirent ici; les villages se dépeuplent, & les hommes se rapprochent de la source des bienfaits.

D'où vient donc que des établissemens si utiles, & toujours reconnus pour tels, ont été si passagers? Les guerres continuelles, sans doute, en ont été la première cause; mais le Royaume a joui depuis d'une paix très-longue, sans les voir renaitre, & l'on ne peut en accuser que le défaut d'organisation intérieure.

Il n'appartient qu'au cabinet d'imaginer & d'ordonner en grand; mais les moyens de conservation peuvent être confiés à l'autorité municipale. Toujours résidente & éclairée sur ses propres intérêts, elle est plus propre qu'aucune autre à seconder les vues du Prince & du Ministre pour l'établissement & la conservation. Car le trésor du Prince, quelque puissant qu'il

soit, ne peut suffire à tout, & son attention ne peut être égale en tous lieux. Je ne fais point un *Traité du Commerce*, je désigne seulement les objets à gens plus éclairés que moi. Il en est cependant un de protection sur lequel je ne puis m'empêcher de m'étendre, tant il me paroît important; c'est l'agriculture.

Le Gouvernement protège, avec une attention particulière, le moindre des Arts mécaniques. Un Etat florissant a besoin de tout ce superflu-là, qui fait un fonds de richesse pour lui. Mais le véritable métier de l'homme est l'agriculture; les autres sont tous plus aisés & moins pénibles à exercer; ils se multiplient & la terre se dépeuple. Ce qui y demeure, épuisé & hors d'état d'en tirer les véritables ressources, vit & meurt misérable. Mais, dit-on, l'agriculture va d'elle-même; c'est un art qui se transmet par tradition, que la nature enseigne, & auquel elle a attaché une sorte de douceur, au lieu qu'il n'en est pas de même des autres Professions. C'est avoir bien peu étudié cette partie intéressante, que de raisonner ainsi. L'agriculture, telle que l'exercent nos paysans, est une véritable galère: il est aussi mal-aisé à un de ces pauvres gens d'être bon agriculteur, qu'à un forçat d'être bon Amiral. Si l'agriculture n'est encouragée; si elle n'est animée avec un soin & des attentions continuelles, elle languira toujours, & après elle tous ces Arts & Métiers estimés si nécessaires. De l'aisance du laboureur, au contraire, viendra la nombreuse population. Le superflu des campagnes se répandra dans les Villes & dans les armées; au lieu que des Villes & des armées il ne revient rien à la campa-

gne. Je dis une protection continuelle, parce qu'aucune Profession n'est sujette à d'aussi fréquens & d'aussi accablans accidens que celle-là. Les maladies épidémiques d'hommes & de bestiaux, la malice des gens de ville & de chicane, la dureté des maîtres, leur éloignement, & la friponnerie de leurs agens, mille autres inconvéniens dignes d'être cités si je détaillais; tout, dis-je, détourne & dérange les gens de la campagne. Un horloger laisse une roue imparfaite, il l'achève quinze jours après; mais un jour manqué fait souvent tout perdre au laboureur. Or, cette protection démontrée si nécessaire, le paysan ne peut l'attendre que de ses Officiers municipaux. Le Prince veut toujours faire des heureux; mais trop de gens se pressent autour du trône pour laisser tomber ses bienfaits jusques sur les dernières classes. La tranquillité & l'égalité dans les charges sont presque tout ce qu'elles osent désirer. Nous avons, dans la première Partie, tâché de prouver que ces avantages se rencontrent dans l'administration des Pays d'Etats. Passons au dernier moyen de vivification établi ci-dessus.

Il faut que tout le monde vive: c'est l'axiome le plus fixe & le plus certain du Droit public & particulier. C'est un principe reçu par tous ceux qui connoissent le Commerce, que l'attention du Gouvernement doit être de replonger sans cesse l'argent dans les basses classes des Sujets, d'où il remonte, avec la plus grande rapidité, vers les premières; c'est ce qu'on appelle la circulation. La Capitale est à l'égard des Provinces dans la même position où sont les riches à l'égard des pauvres. On se plaint généralement

qu'elle attire tout, que les notables des Provinces les quittent pour se transplanter à la Capitale, que rien n'y demeure enfin. Du moins les Etats ramènent-ils chaque année dans le sein de leurs Provinces, les Commissaires du Roi, les Evêques, les Notables, &c. Ces assemblées occasionnent des dépenses qui excitent le commerce & l'industrie. Il en est de même de presque toutes les dépenses particulières à la Province, qui montent à des sommes considérables : tout cet argent ne doit rien à la Capitale ; il vivifie l'intérieur domestique & accélère d'autant la population. On voit d'ici tout ce que cet article comprend d'objets particuliers : je me suis déjà fort étendu ; passons à ce qui concerne le crédit.

SECTION VI.

Le Crédit.

CE seroit faire un Ouvrage pour prouver que le soleil donne la vie à toutes les productions de la nature, que de m'étendre ici sur les avantages du crédit. Ses effets & sa nécessité se font trop visiblement sentir à toute l'Europe, pour que cette analyse soit nécessaire. Il n'est donc question que d'examiner ce qui peut le mieux l'attirer dans un Etat, & pour cela il faut en revenir à son principe.

Le vrai principe du crédit est dans la confiance. La confiance a deux branches dans l'opinion des hommes, l'opinion des richesses, & celle de la probité & sûreté. La première paroît plus solide & plus réelle ; elle est cepen-

dant moins puissante que la seconde. En effet, il est difficile de démêler la vraie richesse, qui peut être soumise à des engagemens cachés, gênée dans la possession par des loix antérieures, & qui, loin d'être incompatible avec la mauvaise foi, nous apprivoise à son jargon & à ses détours, & en facilite l'impunité. La probité, au contraire, se démontre par ses effets, sert de sûreté & de caution, abrège toutes les formalités ennemies de la confiance, attire le cœur & par conséquent la bourse.

De ces deux principes de confiance, l'un est au pouvoir du Prince plus que de tout autre, puisqu'indépendamment de ses richesses particulières, les revenus de l'Etat & les fonds même des Particuliers sont sous sa main. Mais aussi tous les inconvéniens que j'ai cités ci-dessus, sont plus faits pour lui que pour tout autre. 1°. Son domaine est inaliénable, les revenus publics sont dévolus aux dépenses publiques & soumis aux arrangemens politiques d'une toute autre nature que le Commerce. Le pouvoir enfin nuit plus à la confiance qu'il n'y sert : indépendamment de l'abus qui est à craindre, les hommes aiment naturellement mieux traiter les affaires d'intérêts avec leurs égaux qu'avec leurs supérieurs. Un domestique prête son argent à un autre domestique sans intérêt, sans sûreté, & ne le prêteroit pas sur bonne caution à son maître ; ainsi des autres. Voilà donc le premier principe de confiance bien rétréci pour le Prince ; j'ose dire que le second l'est encore davantage.

Les Princes se piquent souvent de probité comme hommes. Comme Souverains, c'est as-

surément le plus grand trésor qu'ils puissent acquérir que cette réputation; mais elle ne peut jamais s'étendre à tout. L'exécution de leurs engagemens, qui sont ceux de l'Etat, est relative à tant d'objets importans, qu'il seroit impossible d'astreindre la parole des Souverains à la même immutabilité que celle des Particuliers. D'ailleurs, le Prince est passager¹, & les loix même devant se taire devant les volontés de son successeur, comme elles ont fait devant les siennes, ses engagemens deviendront dépendans de la probité d'un autre. En un mot, si le Prince empruntoit comme homme, à l'exemple de Cyrus, quand il voulut prouver que les richesses de ses Sujets étoient les siennes, (action à jamais mémorable & digne d'amour & de respect,) je crois qu'il amasseroit de grandes sommes. Ce ne seroit cependant que relativement aux ressources de l'amitié & de la considération, ressources toujours fort inférieures à celles de l'intérêt; mais il emprunte comme Souverain, & comme tel, on voit de trop loin son créancier pour y prendre grande confiance. Il est de fait, en un mot, que les Souverains sont, proportion gardée, ceux de tous les hommes dont le crédit est le plus borné.

Mr. Davaux a répondu en son nom à Ham-bourg d'emprunts faits pour la Couronne, & qu'on n'eût pas trouvés sans cette caution, dont toute la solidité n'étoit fondée que sur la haute opinion qu'on avoit de la probité de ce Ministre. En 1707. lors du siège de Toulon, Mr. Le Bret, Intendant de Provence alors, Magistrat d'une haute réputation & d'un rare mérite, se rendit à Marseille pour emprunter du

commerce cinq cens mille francs, qui étoient d'une nécessité indispensable pour la conservation de cette Place : c'étoit un tems d'épuisement ; rien ne s'offrit qu'à condition qu'il en feroit sa propre affaire, & sur son billet la somme fut comptée sur le champ. La générosité d'un Particulier qui se sacrifie pour l'Etat, augmente l'estime qu'on a pour lui, &, par conséquent, la confiance ; mais dans des tems moins fâcheux, ce Particulier rentré dans la classe ordinaire, n'a qu'un crédit proportionné à ses forces, & conséquemment presque nul.

Il est d'autres hommes véritablement accrédités en tems calme ; ce sont les Banquiers fameux & les gros Négocians. Ces hommes estimables & laborieux sont propres à faire un corps de finance au Prince, même chez les ennemis ; mais leur crédit toujours à peu près proportionné à leur fortune, ne fait en bloc qu'un petit objet pour un Etat : il diminue dans les tems orageux, où le commerce se resserre, ou fait de grandes pertes, & ne peut attirer des sommes considérables d'argent étranger dans l'Etat, sans se perdre entièrement. Il est vrai que la banque de la Cour peut tirer du pair un Particulier, & en faire en ce genre un colosse de richesse & de considération ; mais son crédit n'est nullement proportionné aux affaires immenses qu'il fait : on sent que l'autorité est déformais engagée à le soutenir ; on traite avec lui, parce que tout l'or passe par ses mains ; mais sans s'engager & y mettre du sien. La confiance naît de la liberté, & l'autorité est son ennemie.

Au défaut d'autres secours, le Prince s'adresse à ses Financiers ; mais leur crédit ne s'étend

pas au delà du superflu d'une seule place : il est même très-médiocre ; proportion gardée avec les richesses immenses de ce groupe de Particuliers opulens : la foiblesse de ce crédit se démontre d'elle-même , puisqu'il coute double intérêt au Roi dans les tems du moins où son secours devient indispensable.

Au défaut du crédit particulier, je ne pense pas qu'on soit désormais tenté en France de recourir à des banques nationales. Indépendamment de leur inconvénient relativement à nous , s'il étoit question ici de traiter des banques , je me flatterois de démontrer que les banques publiques, utiles dans un petit Etat , & où l'argent est un peu rare, le sont peu pour un grand Royaume , & peuvent y être sujettes à de terribles inconvénients. D'ailleurs, aucun des deux principes de confiance que j'ai établis, ne peut se rencontrer dans une banque chez nous. Qui fondera ses richesses ? Seront-ce des concessions du Souverain, des privilèges ? &c. tout cela est dans la main de la Cour : *Varium & mutabile semper*. Sera-ce la richesse & le crédit des intérêts ? & où les prendre ? L'épithète de *ruiné* suit en France le nom de grand Seigneur : les Financiers comme comptables n'ont jamais de richesse assurée aux yeux du Public ; nos gros Négocians sont en petit nombre, & eu égard à ceux d'Angleterre & de Hollande, ne peuvent être appelés que des Facteurs : nul fondement à l'opinion des richesses ; nos révolutions n'ont que trop appris qu'il n'y en avoit point à faire sur la solidité ; une banque ne sera jamais en France qu'un leurre pour nourrir des Directeurs & des Agens de change.

Les

Les Corps comme les Pays d'Etats, ont un crédit solide. Cela n'est que trop démontré par l'immensité de leurs engagemens actuels; mais ce qui paroît un mal aujourd'hui, a dans le tems sauvé l'Etat. C'est là que se rencontrent les deux principes de confiance : les richesses, puisque toute une Province est solidaire depuis le premier jusqu'au dernier des Particuliers : la sûreté, puisqu'on n'y meurt jamais. Le Corps est toujours subsistant, toujours majeur, guidé par les mêmes maximes, soumis aux mêmes loix. Ouvre-t-il des souscriptions, tout le monde y porte son argent, heureux d'en avoir l'intérêt courant, parce que le placement est solide. Est-il question de faire un effort ensuite pour amortir des dettes & faire un remboursement, la terre fait le fossé, l'imposition augmente pour amortir; mais elle diminue de l'intérêt des dettes amorties, & les remboursemens de la première année ne font qu'un cercle pour venir resservir à ceux de la seconde.

Non-seulement ce crédit attire l'argent du Pays & celui des Provinces voisines, mais il s'étend encore sur l'argent des étrangers. Les registres des dettes des Pays d'Etats en feront foi. Dans le courant de la dernière guerre, les Génois voulurent la caution du Languedoc pour prêter une somme considérable au Roi. On a vu dans la première Partie de cet Ouvrage, qu'indépendamment du crédit de la Province, chaque Communauté a le sien particulier dont elle ne peut abuser, & qui revient en un besoin au profit de l'Etat. Cette facilité d'emprunter est un mal, dit-on; en ce cas faisons tomber tout crédit : mais si l'on veut bien jeter les yeux

sur ce que fait faire la nécessité, quand il est question de sauver l'Etat & la Couronne, sur tant de charges créées avec des droits étonnans pour la plus modique finance, tant de domaines engagés pour rien, tant de taxes monstrueuses & presque de nul rapport; si l'on veut repasser ensuite sur l'horreur des moyens par lesquels il a fallu tout-à-coup engloutir les dettes de l'Etat; on verra que celles qui subsistent sur les corps, sont un monument de la solidité de leur contexture & de la sagesse de leur administration. En un mot, je l'ai dit dans mon premier Ouvrage, & je le répète ici; les fonds dans les Pays d'Etats, quoique répondans de dettes très-considérables, sont estimés dans l'évaluation publique au double de ceux qui sont libres de dettes, mais accablés par l'administration arbitraire.

Il est tems de mettre des bornes à cet Ouvrage: je ne prétens ni dogmatiser ni me faire valoir; j'ai voulu seulement mettre sous les yeux des objets trop éloignés pour être parfaitement connus. Je crois avoir, autant qu'il m'est possible, rempli mon objet. J'ai dévoilé les détails de l'administration intérieure des Pays d'Etats, montré l'objet de leurs dépenses, & prouvé qu'elles sont toutes relatives à la justice & au bon ordre. J'ai démontré ensuite que les avantages politiques & physiques du Souverain s'y rencontroient; il est tems de passer à ma troisième Partie, dont l'objet est de donner quelques idées sur la façon dont on pourroit s'y prendre pour mettre en Pays d'Etats toutes les Provinces du Royaume.

TROISIÈME PARTIE.

Façon d'établir des Etats Provinciaux dans tout le Royaume.

CE projet, tout idéal qu'il paroît aujourd'hui, n'est pas nouveau. Un grand Prince né pour le bonheur des Peuples dont il s'occupoit uniquement, en avoit formé le plan. Il avoit pris toutes les instructions nécessaires pour le faire réussir à son gré & à celui de la Nation, & pensoit sérieusement à l'exécuter, quand la mort l'enleva au Royaume qui lui étoit destiné, & priva les Peuples des avantages qu'ils devoient se promettre de son Gouvernement. Privé des lumières & des secours qu'auroient eu ceux qu'il auroit employés à ce grand Ouvrage, je ne donnerai qu'une esquisse de mes idées à cet égard : il ne me convient ni de faire l'homme d'Etat, ni de m'établir homme à projets. Je suis Citoyen, & voudrois rendre mon loisir utile ; c'est tout mon objet. Cependant avant que d'entrer dans les détails, il faut que je réponde à une objection que j'ai entendu faire à cet égard par gens sensés, & qui ne savoient pas que j'y prisse intérêt.

SECTION I.

Inconvéniens des Corps.

Indépendamment, disoient-ils, des intérêts particuliers qui empêcheront que jamais ce plan ne réussisse, le Gouvernement même le

croira opposé au sien. Les Corps ont toujours fait ombrage aux plus puissans Ministres, & l'attention de ceux qui ont porté le plus haut l'autorité royale, a sans cesse été de les abaisser. Veut-on qu'ils aillent aujourd'hui contre toutes les maximes passées, & qu'ils multiplient les Corps puissans, pour se voir dans d'autres tems & sous des Princes foibles, barrés dans tous leurs arrangemens, & donner les moyens de faire par la seule ligue de douze personnes, une révolte générale & par-tout organisée?

Je ne fais si par des vues d'intérêt public ou particulier, les Ministres ont autrefois cherché à abaisser les Corps; j'ignore s'ils ont eu des raisons de le faire. Tous les raisonneurs en France sont trop loin du cabinet pour pouvoir démêler les ressorts de ses desseins & de ses actions. Mais ce qui est visible à tout le monde, c'est que tous nos mouvemens sont venus de la Cour qui ne fait point corps. Le parti Huguenot a été excité par des chefs animés par des cabales de Cour; il n'a fait corps que long-tems après toutes les calamités des guerres civiles, & une fois corps avoué du Prince, il n'a plus rien pu contre lui. Quand un parti eut des chefs également grands & ambitieux, n'imaginèrent-ils pas bientôt la ligue? Les Pays d'Etats furent-ils jamais tentés d'y entrer en corps? Et au moment où l'anarchie générale donnoit jour à toutes les prétentions, les Etats n'empêcherent-ils pas les établissemens particuliers? Il seroit inutile de rappeler que les troubles de la régence de Marie de Médicis, du regne de Louis XIII. & de la minorité de Louis XIV. furent tous excités par les Grands, qui trouvoient l'impu-

rité & la fortune dans la désobéissance. Quels troubles sont venus des Provinces? Quelques malheureuses émeutes de paysans surchargés & mis au désespoir, émeutes étouffées au même instant, & toujours sévèrement punies.

Que les Princes soient toujours en garde contre leur Cour, & jamais contre leurs Peuples. Le Pauvre ne demande qu'à labourer en paix, le Bourgeois qu'à faire son commerce, le Noble qu'à élever sa famille & la soutenir au service : ce sont là les gens que je veux gratifier en assurant la police & l'égalité proportionnelle des charges, en protégeant le commerce, en augmentant les finances du Roi, son crédit & sa puissance : je ne crois pas qu'un bon Ministre ait jamais voulu le contraire de cela.

SECTION II.

Précis de la forme de l'assemblée des Etats dans les quatre grandes Provinces.

POUR mieux établir la vraisemblance de mes idées, il est nécessaire de montrer des exemples actuels de ce que je propose. Je vais mettre sous les yeux un précis de la forme de l'assemblée des Etats dans les quatre grandes Provinces que j'ai citées. Je n'entrerais point à cet égard dans les détails dont tout le monde peut s'instruire aisément, & qui demanderoient trop d'étendue ; mais en montrant seulement le tableau de ces assemblées, & disant ensuite ce que je trouve de défectueux à chacune d'elles, mon plan se trouvera rempli avec le moins d'étalage qu'il est possible en semblable sujet.

La convocation des Etats du Languedoc se

fait tous les ans par une lettre de cachet adressée à chacun de ceux qui les doivent composer, & aux Maires des Villes qui y ont droit d'entrée. Ces lettres sont adressées par le Secrétaire d'Etat qui a le département de la Province, au Gouverneur qui les envoie à leur destination, en les accompagnant d'une lettre de sa part. L'ordre du Clergé y est composé de trois Archevêques & de vingt Evêques : ils peuvent se faire représenter par leurs Grands-Vicaires. L'ordre de la Noblesse est composé d'un Comte, d'un Vicomte, & de vingt & un Baron : ils peuvent pareillement charger de leur procuration d'autres Gentilshommes pour y assister à leur place. Le Tiers-Etat est composé des Maires, Consuls & Députés, 1°. des Villes Episcopales, 2°. des Villes Diocésaines, c'est-à-dire, d'une des Villes principales de chaque Diocèse. L'Archevêque de Narbonne, &, à son défaut, celui de Toulouse, a la Présidence des Etats. Les Commissaires du Roi, dans les tems de splendeur, sont le Gouverneur, le Lieutenant-Général de la Province, trois Lieutenans de Roi, l'Intendant, & deux Trésoriers de France, l'un pour le Bureau de Toulouse, & l'autre pour celui de Montpellier. La coutume ordinaire est qu'ils n'entrent aux Etats que le jour de l'ouverture pour accorder la permission de tenir l'assemblée & en exposer le sujet, le jour de la demande du don gratuit, le jour de l'adjudication de l'équivalent, & dans quelque occasion importante où il s'agit de communiquer aux Etats les ordres du Roi. Leur fonction d'ailleurs pendant la tenue des Etats se réduit, 1°. à recevoir les remontrances qui leur

sont adressées de la part des Etats, 2°. à tenir deux commissions.

La première est la vérification des dettes, & dans celle-ci ils sont seuls. Elle consiste à vérifier si les emprunts faits par les Communautés depuis les états derniers, sont dans les circonstances & avec les formalités requises par les Réglemens du Conseil ; à faute de quoi ils déclarent les emprunts nuls, & en chargent les Administrateurs. La seconde commission est appelée le rapport des impositions. Dans celle-ci les Commissaires sont assistés des Députés des Etats, & l'on y vérifie sur les rôles des tailles, si l'on n'a point imposé au delà des Réglemens de dépense arrêtés au Conseil, dont on représente un état exact, & au delà duquel on ne passe rien.

Les affaires qui sont traitées aux Etats, se rapportent toutes à l'intérêt général de la Province, ou à celui des Corps qui la composent. Les Députés à la Cour, commencent par rendre compte de ce qu'ils ont fait, & des réponses reçues aux cahiers de la Province. Le Trésorier y rend ses comptes, & en général on y règle toutes les recettes & dépenses depuis la dernière assemblée. On règle ensuite les impositions pour le courant, qui sont réparties sur les vingt-trois Diocèses de la Province, sur le pied d'un ancien Tarif, qui fait la règle constante. Les Etats sont, sur-tout, attentifs au principe fondamental, qu'il ne soit rien levé dans la Province sans leur consentement ; comme réciproquement les Commissaires du Roi veillent à ce qu'il ne soit rien levé que de son autorité.

La répartition totale étant faite, elle est portée, au jour de la clôture des Etats, pour recevoir sa dernière forme & son autorité par la signature des Commissaires, qui donnent, en conséquence, les mandemens nécessaires pour faire l'imposition par Diocèse. Les Etats en corps, vont ensuite porter aux Commissaires du Roi l'octroi qui lui a été fait par la Province, c'est-à-dire, leur vont offrir une somme certaine que la Province accorde gratuitement, après néanmoins qu'elle leur a été demandée.

Un mois après la clôture des Etats, on doit, suivant les Réglemens du Conseil, tenir les assiettes ou assemblées particulières des Diocèses. Tout s'y réduit à asséoir, sur les Communautés, les sommes que le Diocèse doit porter.

Les assiettes sont composées de l'Evêque, d'un Baron & des Députés des Villes & lieux principaux du Diocèse, avec un Commissaire choisi par le Gouverneur pour autoriser l'assemblée au nom du Roi. Toutes ces assemblées sont formées sur le même modèle, à la réserve du Vivarais, du Velay & du Gevaudan, dont les assemblées prennent le nom d'Etats & ont des formes particulières; mais tout y revient au même point & est également soumis à l'autorité des Commissaires du Roi, & à leur révision lors de l'assemblée prochaine des Etats généraux de la Province. Il est à noter que ce que j'ai dit de la permanence du Tarif, ne regarde que celui de chaque Diocèse en général, & que les Cadastres particuliers des Communautés, tels que je les ai détaillés dans ma première Partie, se font en Languedoc aussi fréquemment & avec la même règle qu'en Provence,

Les Etats de Bretagne se tenoient autrefois tous les ans ; mais depuis l'année 1630. on ne les assemble plus que de deux en deux ans , à moins de cas extraordinaires. La convocation s'en fait par lettres de cachet du Roi , adressées premièrement aux Evêques, Abbés & Chapitres de la Province, & ensuite aux Barons & à une certaine quantité de Gentilshommes, enfin , à toutes les Communautés de Bretagne. Les lettres du Roi sont accompagnées de celles du Gouverneur ou Commandant, devant de tenir les Etats. Le corps du Clergé est composé de neuf Evêques de la Province, des Députés de neuf Chapitres des Cathédrales, & de vingt-quatre Abbés. C'est l'Evêque, dans le Diocèse duquel se tiennent les Etats, qui préside, mais seulement le corps du Clergé ; car le Président des Etats, ainsi que de la Noblesse, c'est le Baron de Léon & celui de Vitré alternativement. Le corps de la Noblesse est composé de neuf Barons & de tous les Gentilshommes de la Province, ou qui y possèdent des biens. Celui du Tiers-Etat est composé des Députés des quarante Communautés de la Province, dont quelques-unes ont droit d'y en envoyer deux, & les autres un-seulement. La Cour, de son côté, proportionne le nombre de ses Commissaires à celui de cette respectable cohue : le Gouverneur, les Lieutenans-Généraux, trois Lieutenans de Roi de la Province, deux Commissaires du Conseil, le premier, second & troisième Président du Parlement, les premier & second Présidens de la Chambre des Comptes, les deux Présidens & le Procureur du Roi du Bureau des Finances, le Grand-Maitre des Eaux

& Forêts, le Receveur-Général du Domaine, & les Contrôleurs-Généraux des Finances de la Province.

Le Gouverneur fait proclamer l'ouverture des Etats, qui s'assemblent le lendemain. Dans la première séance, on fait lecture de la commission générale du Roi. Ensuite on lit les commissions particulières, qu'on examine avant que de les enrégistrer, pour voir si elles sont conformes à celles de l'année 1626. qui servent de règle. Ces examens & les discours d'ouverture remplissent cette journée. Le lendemain le Gouverneur remet au Greffier les commissions des deux Commissaires du Conseil, & après qu'elles ont été lues, le premier d'entre eux fait, au nom du Roi, la demande du don gratuit. Le Procureur-Général de la Province répond à son discours, en représentant l'état où se trouve la Province, & le besoin qu'elle a des bontés du Roi. Après cela, les Commissaires se retirent pour laisser la liberté des délibérations. Autrefois on disputoit & on marchandoit beaucoup; c'étoit un traité & une négociation; maintenant on accorde unanimement, & six Députés de chaque Ordre, à la tête desquels sont toujours le Président du Clergé & de la Noblesse, vont l'annoncer aux Commissaires. Le Gouverneur en donne aussi-tôt avis à la Cour. Le troisième jour, les Etats commencent à donner les commissions pour vider les différentes affaires qui se présentent; mais quoiqu'elles ne regardent que les intérêts des Etats, il est d'usage d'en informer les Commissaires du Roi, ainsi que des résolutions qui sont prises, qui n'ont de force qu'au moyen de leur approbation &

signature. Il en est néanmoins de telle nature, qu'elles ne peuvent être vidées sans des conférences avec les mêmes Commissaires; & telle est particulièrement celle des contraventions & griefs, qui est ordinairement la plus importante & la plus longue à décider.

Il y a une députation particulière des Etats, à la tête de laquelle est toujours un Evêque, & qui est commise pour s'instruire des atteintes données aux privilèges de la Province, & des contraventions faites aux contrats précédens, passés avec les Commissaires du Roi & en son nom. Après une exacte recherche, cette députation fait son rapport public, sur lequel chaque Ordre délibère séparément; après quoi l'on arrête les articles publiquement, & ayant demandé audience aux Commissaires du Roi, la même députation se rend au lieu & à l'heure marquée pour ouvrir la conférence. Alors l'Evêque prend la parole & remontre les griefs; & cette affaire se traite en détail, & quelquefois pendant plusieurs jours. Après qu'elle est terminée, les Etats demandent d'ordinaire deux autres conférences; l'une pour régler les conditions des baux futurs, & l'autre pour convenir de celles du contrat à faire avec le Roi; ce qui est le terme & le résultat de toutes les délibérations. Toutes ces choses étant réglées, on dresse le contrat, lequel est ensuite envoyé au Conseil pour obtenir les Lettres patentes nécessaires à l'enregistrement. Cette affaire étant consommée, & le contrat signé par les Commissaires du Roi & par les Députés des Etats, les Commissaires se transportent dans l'assemblée des Etats pour y voir faire l'adjudication

des baux. Après l'adjudication, les Députés nommés pour le règlement des fonds, qui est l'état de dépense, font leur rapport public, l'arêtent, & le portent ensuite au Gouverneur & aux Commissaires du Roi pour le signer. C'est la dernière opération, après laquelle les Commissaires viennent terminer l'assemblée, dont le Gouverneur fait la clôture par un discours, auquel le Syndic de la Province répond.

Les Etats de Bourgogne ne s'assemblent que tous les trois ans. La convocation s'en fait par celui qui doit les tenir, soit le Gouverneur ou autre. Le corps du Clergé est composé de quatre Evêques de la Province, & des Abbés, Doyens & Prieurs au nombre de soixante & dix. L'Evêque d'Autun y préside ; tous les Gentilshommes, reconnus tels par les Commissaires des Etats, & ayant Seigneurie ou Fief dans le Duché de Bourgogne ou dans les Comtés qui en dépendent, ont droit de séance dans la chambre de la Noblesse. A cet effet, le corps commet expressément deux Gentilshommes pour examiner les preuves de ceux qui s'y présentent nouvellement. L'élus, actuellement en charge, a la présidence de ce Corps. Le Tiers-Etat est composé des Députés des Villes qui ont droit d'assister aux Etats. Tous ces Députés, au nombre de soixante & onze, sont élus dans une assemblée générale des habitans de chaque endroit, & pris ordinairement dans la Magistrature. Les Commissaires du Roi sont, le Gouverneur, les Lieutenans-Généraux, le premier Président, l'Intendant & deux Trésoriers de France.

L'assemblée étant formée, l'ancien des Tré-

foriers de France présente les lettres de convocation. Après les discours du Gouverneur & du premier Président, l'Intendant présente la commission du Roi, & fait les réquisitions conformes à ses ordres. Le Président Ecclesiastique des Etats y répond. Les Corps se séparent ensuite pour délibérer chacun dans sa chambre particulière sur les demandes de l'Intendant. Les deux Secrétaires des Etats rédigent les délibérations des chambres du Clergé & de la Noblesse, & un Commis du Greffier des Etats, celle du Tiers-Etat. Chaque chambre député respectivement aux autres pour leur communiquer les opérations qui s'y font, & les délibérations que lesdites chambres ont formées. Les différentes requêtes qui leur sont présentées, sont rapportées en chacune par des Commissaires choisis entre les membres de la chambre par chaque Président, & quand les affaires y sont résolues, les trois Corps prennent un jour de conférence avant la clôture des Etats. Cette conférence se tient dans une chambre destinée à cet usage, où l'on rapporte en public les délibérations particulières; & quand il se rencontre que deux Corps sont du même avis, on en dresse aussi-tôt le décret dont l'exécution est commise aux élus.

Ces élus sont un de chaque Corps. Ils sont électifs dans la forme, mais au fond à l'entière disposition du Gouverneur. Leurs fonctions commencent après la conférence générale. Ils portent au Roi le cahier des Etats immédiatement après leur clôture. Ils forment une chambre d'Élection, composée des trois élus des trois Ordres, d'un élu du Roi, de deux Dé-

putés de la Chambre des Comptes, & du Maire de Dijon. Les Députés de la Chambre des Comptes n'ont à eux deux qu'une voix; l'élu du Tiers-Etat & le Maire de Dijon à eux deux une autre voix, tandis que l'élu du Roi, & celui des deux autres Corps ont chacun leur voix; ce qui fait en tout cinq voix. Les deux Greffiers des Etats servent alternativement, année par année, dans cette chambre avec un Receveur des Etats; cette chambre est chargée de toutes les affaires générales de la Province pendant l'intervalle des Etats.

L'examen de la gestion des élus pendant leur triennialité, est confié à des Commissaires ou Alcades nommés par les chambres des Etats assemblées. Il y en a deux pour le Clergé, deux pour la Noblesse, & trois pour le Tiers-Etat. Ils s'assemblent ordinairement dans le mois de Décembre qui précède l'assemblée des Etats. Les élus sont tenus de leur représenter leurs comptes, & ils y font leurs observations rédigées en forme de mémoire, qui sont portées aux Etats.

La Provence, considérée comme Pays, mérite la place que nous lui avons donnée parmi les grandes Provinces d'Etats; mais ses assemblées ne sont point dignes de son importance; & il y a dans le Royaume plusieurs Etats dont je ne ferai pas mention, desquels l'assemblée est bien plus considérable. Cette Province avoit autrefois ses Etats aussi nombreux que ceux que nous venons d'exposer en détail. Elle avoit aussi des assemblées lorsqu'il étoit besoin d'une prompte résolution sur quelques affaires imprévues. On n'a conservé que les assemblées, &

l'on y garde la même forme qui étoit pratiquée en ce tems-là, excepté qu'il n'est plus permis de les convoquer que par un ordre exprès du Roi. Cet ordre est adressé au Gouverneur de la Province, ou à celui qui y tient sa place, & par lui donné aux Procureurs du Pays, qui écrivent en conséquence les lettres circulaires pour la convocation. L'Archevêque d'Aix est chef de l'assemblée comme premier Procureur du Pays. Après lui sont les deux Evêques Procureurs, joints du Clergé, ensuite les deux Gentilshommes Procureurs, joints de la Noblesse, puis les Consuls d'Aix, Procureurs nés du Pays, ensuite les Procureurs Syndics des trente Communautés qui ont droit de présence aux assemblées, le reste des trois Ordres en étant exclu. Les terres adjacentes, qui sont Arles & Marseille, & quelques autres lieux bien moins considérables, reconnoissoient autrefois l'empire, & n'ont point de place à ces assemblées, comme ne contribuant point aux charges de la Province. Seulement les deux Villes ont droit d'avoir alternativement leurs Députés aux assemblées; savoir, Marseille, dans les années de nombre pair, & Arles dans celles de nombre impair; mais ces Députés n'y ont aucune voix délibérative, si ce n'est à l'égard des choses qui leur sont communes avec le Pays, comme le quartier d'hyver, la garde-côte, &c. C'est par la même raison qu'aucun des Gentilshommes habitués dans l'une ou dans l'autre de ces Villes, n'est reçu à être Procureur du Pays, ni Consul de la ville d'Aix, si d'ailleurs il n'a des fiefs ou des terres dans l'étendue affouagée, qui le soumettent aux contributions qui s'y paient. Après les Procureurs

Syndics des Communautés, sont le Trésorier-Général du Pays, les deux Greffiers & l'Ingénieur. L'Intendant y est le seul Commissaire du Roi.

L'ouverture de l'assemblée se fait par un petit discours du Gouverneur ou Lieutenant-Général, suivi d'un autre de l'Intendant, auquel le Président & le premier Procureur d'épée du Pays, ou, en sa place, le Procureur de robe, nommé assesseur, répondent. Après la cérémonie de l'ouverture, le Gouverneur ou Commandant se retire de l'assemblée; mais on lui rend compte de toutes les délibérations. Les délibérations se font toujours à la pluralité des voix, qui se donnent publiquement. S'il y a partage, on revient aux opinions, hors dans le cas où le Roi est intéressé, où le partage est en sa faveur; mais ces cas n'arrivent point, & un tel partage est sans exemple. On fait ensuite un total de recouvrement tant du don gratuit que des autres charges. On publie enfin le procès verbal de tout ce qui s'est passé dans l'assemblée, contenant les propositions, délibérations & résolutions, le tout signé du Président, des Procureurs du Pays, & des Procureurs joints; & c'est en vertu de ce titre que le Trésorier-Général fait ses recouvrements.

Comme les assemblées générales durent peu, quand il arrive des affaires imprévues auxquelles il faut pourvoir par une autorité suffisante, l'Archevêque & les Consuls d'Aix, Procureurs nés du Pays, s'assemblent extraordinairement dans le Palais de l'Archevêque, & forment leurs délibérations pour terminer l'affaire qui se présente. Si elle est trop importante, ils la renvoient

voient à une autre assemblée des Procureurs joints , qui est convoquée par les premiers ; mais à l'égard des Députés des Communautés, comme ils seroient en trop grand nombre, on se contente d'en avertir deux à tour de rôle, lesquels conjointement, avec les uns & les autres, délibèrent sur ce qui se présente : à l'exception néanmoins qu'ils ne peuvent jamais conférer les charges vacantes , ni ordonner aucune sorte d'imposition, cette autorité étant réservée aux assemblées générales.

Tel est le précis des assemblées d'Etats dans les quatre grandes Provinces en France, qui ont conservé cette forme d'administration. Quelque long que ceci ait pu paroître, j'ai fait ce que j'ai pu pour l'abrégér; j'avertis que j'ai pris mes mémoires sur tout ce détail dans *l'Etat de la France, de Mr. De Boulainvilliers*; je n'ai fait que débrouiller & élaguer la matière, & copier ce que j'en ai cru nécessaire. Les Intendants dont il a extrait les mémoires, les ont fournis à la fin du siècle passé, tems de splendeur & de dignité pour le Royaume : je ne répons pas des changemens arrivés depuis, qui ne sont pas sans doute de grande conséquence.

SECTION III.

Défectuosités de ces Assemblées.

JE dois prévenir d'abord, que si je remarque des défauts dans celles de ces assemblées qui sont établies, ce n'est point pour m'ériger en réformateur. Je fais le respect qu'on doit aux usages reçus, & dont les Peuples se con-

IV. Partie. K

tendent. Je n'ignore pas que, pour remédier à un inconvénient, on tombe dans plusieurs autres qui ramènent nécessairement les hommes sages à l'ancien ordre; mais ce que je note ici n'a de rapport qu'à de nouveaux établissemens dans lesquels on pourroit éviter les défauts des premiers, (car où n'y en a-t-il pas ?) sans pour cela craindre les inconvéniens des innovations. Car innover, c'est changer les choses établies pour y substituer des usages nouveaux; mais établir un ordre où il n'y en a point, c'est régler & non innover.

De toutes les assemblées d'Etats que j'ai mises sous les yeux, je crois que tout le monde pensera comme moi, que la plus belle est celle du Languedoc. La dignité des représentans, l'ordre des séances, celui des opinions, la subdivision juste & claire qui en résulte, l'active autorité des Commissaires du Roi, tout contribue à donner à ces Etats le point de perfection où l'on peut porter ces sortes d'assemblées.

Quelques-uns ont prétendu que cette forme d'administration donnoit trop d'autorité aux Evêques. Il seroit difficile de démontrer en quoi. Est-ce dans l'assemblée ? le Corps de la Noblesse y est aussi nombreux, & celui du Tiers-Etat y est au double, comme de droit, puisque c'est lui qui porte le poids principal des charges. Est-ce dans les assiettes ? il est naturel qu'un Evêque ait plus d'autorité dans son Diocèse que des Particuliers, il est vrai; mais ces assiettes sont, en petit, balancées avec la même égalité que l'assemblée des Etats. Il ne s'y agit que d'une répartition particulière faite sur un tarif qu'il n'est point permis de changer, & d'ailleurs

toutes ces opérations de détail sont sujettes à la révision des grands Commissaires du Roi pendant la tenue des Etats suivans, & non-seulement à leur révision, mais, en cas de contradiction aux réglemens du Conseil, à leur décision entière & sans appel. Supposons néanmoins (comme il est vrai) que l'autorité des Evêques soit considérable dans l'administration intérieure; de qui la Cour & les Peuples doivent-ils moins se défier? De deux choses l'une, un Evêque est homme ou Prêtre: dans le premier cas, il tient tout de la Cour, il en espère, ou les plus hautes dignités, ou la translation à de plus grands sièges, ou des Abbayes, &c. Dans le second, il est attaché à ses devoirs qui sont la justice & la charité. Dans tous les deux, il ne peut que perdre au désordre & au trouble. Je n'en dirai pas davantage sur cette objection, que je crois très-foible.

Il y en auroit une autre à faire, selon moi, sur la facilité de se faire représenter par Procureur. Cela nuit à la splendeur des Etats, que j'ai démontrée nécessaire. Je crois d'ailleurs qu'on ne sauroit trop accoutumer les principaux d'une Province à être Citoyens, à ne point dédaigner les moindres détails qui peuvent servir à l'utilité de leur Patrie, à s'instruire des loix civiles & municipales, à apprendre à traiter avec les hommes, à les ramener à son avis, à savoir céder quand il le faut, à se rendre enfin propres aux affaires. Cette habitude les éloigneroit également, & de cette Philosophie molle qui suit tous les devoirs d'Etat pour se livrer au plaisir ou à des occupations à soi, & de cette ambition d'intrigue & d'avancement qui n'ima-

gine rien de digne & d'honorable entre l'inaction & le ministère, manie qui peuple la Ville & la Cour d'intrigans affamés qui ne sont bons qu'à écarter les bons Sujets, tandis qu'ils eussent pu être très-utiles & considérés dans leur Patrie. Tel homme autrefois avec un nom, de grands talens & une habileté acquise, se borroit à être considéré dans l'Hôtel-de-Ville de son canton, dont le Secrétaire aujourd'hui se croiroit trop d'esprit pour la Province, & voudroit venir à Paris. Quant à ceux que le Prince juge dignes d'être ramenés près de sa personne, cette école d'affaires ne peut que leur être très-utile. Louis XIV. demandoit au Cardinal de Janson, aussi bon Négociateur qu'habile Courtisan, où il en avoit tant appris. *Sire*, dit-il, *c'est en courant la nuit avec une lanterne sourde, tandis que j'étois Evêque de Digne, pour faire les Consuls d'Aix*. Nota que, comme j'ai dit, ces Consuls d'Aix sont premiers Procureurs du Pays, & premiers Officiers municipaux de la Province. Je crois donc qu'il faudroit que les Barons ne pussent être représentés par Procureurs, si ce n'est par leurs propres enfans en un âge compétent, & qu'il y eût certaines Baronies nommées pour remplacer les absens pour affaires ou volontairement, le tout selon leur rang & avec un ordre particulier & aisé à prescrire. Je n'excepterois de cette règle générale que les Princes du sang.

En Bretagne, je trouve que la duennalité des assemblées est un défaut. On ne sauroit donner trop de vie à une semblable administration, & obvier au trop d'autorité que peuvent prendre ceux qui gouvernent dans l'intervalle. On ob-

jecte à cela qu'il n'y a pas souvent des affaires pour occuper les Etats tous les ans ; cela peut être pour les petits Pays ; mais de grandes Provinces auroient, selon mon plan, tant de différens détails, qu'elles seroient bien garanties de cette inaction. Les fraix des Etats sont encore une raison. J'ai démontré que c'étoit un argent qui circuloit dans la Province & y animoit l'industrie : si cependant ces fraix sont trop forts, on peut les modérer ; mais je ne vois pas que cela épuise le Languedoc. Sur la vie ordinaire de l'homme, il est environ pendant trente ans propre aux affaires ; il me semble qu'il vaut mieux qu'elles lui repassent sous les yeux trente fois que quinze. Plus souvent un pere de famille règle ses comptes, mieux il arrange ses affaires.

Un autre inconvénient, selon moi, c'est la multiplicité des Députés de la Noblesse. Je répète encore que je ne parle que pour ce qu'on voudroit établir. Tant de têtes, ou ne font qu'une voix, ou dégénèrent en cohue. L'un & l'autre de ces excès est également à craindre : les gens de poids & d'autorité dominant parmi un certain nombre de gens choisis ; mais dès qu'une assemblée, quoique très-noble, devient Peuple, la force de poitrine & la chaleur de tête sont les qualités principales de ceux qui s'y font remarquer.

En Bourgogne, la triennialité est établie, & l'entrée des Etats ouverte à toute la Noblesse. Je ne fais d'ailleurs si cette Election n'est pas un représentant un peu foible d'une si nombreuse assemblée & pour une telle Province. Je ne suis point instruit de l'administration

intérieure, & si je m'en instruisois, ce ne feroit pas pour la blâmer. Mais je dis que dans une Province où l'on établiroit des Etats, surtout qui ne devroient être tenus que tous les trois ans, je voudrois que l'autorité de l'inter-regne résidât dans un Conseil plus nombreux.

Ce n'est qu'un Conseil primitivement destiné à cet usage qui gouverne aujourd'hui le municipal de la Provence. Cette Province, la plus économe de toutes, & celle qui est le plus forcée à l'être par son aridité, sa situation & ses charges, se trouve bien de cette administration peu couteuse; mais il est aisé de voir qu'elle ne conviendrait point par-tout ailleurs. Elle n'est ni solide ni égale, peu en état de se soutenir contre les entreprises des Commissaires du Roi, supposé qu'il y en eût qui voulussent anéantir ses privilèges, & de rien disputer à l'Archevêque d'Aix, Diocésain de la Ville principale, Président des Etats, & chef encore de l'autorité permanente pendant l'intervalle.

Cette Section, & ce que j'ai dit dans ma première Partie développe assez quelle seroit mon idée sur de semblables établissemens qu'on voudroit faire. Tâchons par un exemple de la faire mieux concevoir encore.

S E C T I O N IV.

Etablissement de nouveaux Etats.

JE suppose qu'on voulût réduire la Guienne en Pays d'Etats, en y faisant entrer tout ce qui en compose le Gouvernement, la Gascogne proprement dite, le Quercy, le Rouergue, le

Périgord, l'Agénois, le Condomois, & tous les petits Pays d'Etats qui bordent les Pyrénées depuis le Languedoc jusqu'à l'Océan, de la même sorte que ceux du Velay, du Vivarais & du Gévaudan, sont joints aux Etats du Languedoc ; on y trouveroit deux Archevêques & dix-huit Evêques, un pareil nombre de Barons, & le double de Députés du Tiers-Etat composeroient une assemblée très-respectable, dont les différentes parties ne seroient pas plus étrangères l'une à l'autre, que ne le sont celles du Languedoc, dont les frontières sont à plus de quatre-vingt lieues les unes des autres en certains endroits. Cette assemblée toute brillante qu'elle seroit, ne seroit pas assez nombreuse pour être à charge par ses fraix. Soit que le Roi voulût ne faire qu'une Généralité de toute l'étendue de cette vaste Province, &c. soit aussi qu'il voulût laisser subsister les trois Généralités telles qu'elles sont, les trois Intendans pourroient être également Commissaires du Roi, & avoir avec leurs adjoints la même inspection sur les affaires générales & sur celles de détail, qu'en Languedoc.

Je suppose que suivant le projet entier, le Ministre des Finances, après un calcul fait de ce que rapportent les fermes au Roi dans cette étendue, & du montant des impositions ordinaires & extraordinaires qui s'y lèvent, laissent la disposition du premier objet aux Etats dans la forme qu'il lui plairoit prescrire, & ordonnât que les sommes provenantes du second de ces objets, seroient imposées sur les terres en forme de taille réelle dans les Pays où elle n'est pas établie, & dans ceux où il n'y a pas quelque

priviège particulier qui donne une autre forme d'imposition relative à la qualité du Pays & du commerce : alors la première opération de cette nouvelle assemblée, formée & dirigée par les ordres du Roi, & selon les vues du Ministre, seroit de nommer des Commissaires affouageurs selon les réglemens du Conseil, & dans la forme que j'ai expliquée dans ma première Partie, & qui se pratique pour le Pays de Provence. Ces Commissaires feroient chacun de leur côté un rapport du produit de chaque Evêché. Ce rapport examiné, avec soin, dans une nouvelle assemblée des Etats, une fois reçu & confirmé par un Règlement & Arrêt du Conseil, pourroit servir de tarif général & perpétuel pour la répartition des impositions dans toute l'étendue de la Province. Il ne seroit plus question alors que d'établir des Cadastres pour la subdivision particulière de chaque Evêché. J'en ai encore donné le modèle dans ma première Partie, modèle très-aisé à suivre. Car je remédie ici aux deux inconvéniens que j'ai notés dans les vains essais qu'on a fait pour établir la taille tarifée, à favoir, défaut du consentement des Peuples, & d'autorité dans les répartiteurs.

Il faut supposer comme préalablement faite une opération délicate, mais qui n'est pas à beaucoup près impossible. C'est d'établir quels biens doivent être regardés comme nobles, & quels autres comme roturiers dans les Pays où cette distinction n'a point été faite, & où le Clergé & la Noblesse ne paient point de taille. Cette opération devroit précéder celle du tarif général, parce qu'il se trouveroit dans tels Evêchés bien plus de biens dans le cas de la nobilité.

que dans d'autres. Pour y parvenir, sans que les Propriétaires privilégiés eussent à se plaindre, il y auroit deux partis à prendre : l'un seroit de laisser dans chaque terre & bénéfice la contenance de quatre *charrues* affranchies de toutes tailles, sur le choix qu'en feroient d'aujourd'hui les possesseurs. Le choix une fois fait, le surplus seroit compris dans les Cadastres ou livres terriers lors de leur confection, & soumis au paiement de la taille. Par-là toute exemption accordée aux charges cesseroit; il n'y auroit que le vrai Propriétaire du fief ou bénéfice qui en jouiroit pour la portion déterminée. L'autre moyen seroit de regarder comme nobles tous les biens unis aux fiefs ou aux bénéfices avant l'année 1555. tems où le Roi Henri II. établit définitivement que la taille ou taillon seroit levée sur tous les contribuables à la taille, pour tenir lieu de vivres & d'ustenciles aux compagnies d'hommes d'armes érigées par le Roi Charles VII. pour faire le service que les possesseurs de fiefs & de bénéfices étoient obligés de faire personnellement auparavant.

Je n'ignore pas que bien des Seigneurs qui peut-être donnent une extension un peu forte au privilège, que plusieurs pauvres Gentilshommes dont le domaine n'est point fief, qu'un nombre enfin presque infini de privilégiés par charges soit financées, soit chez le Roi, soit dans les troupes, que bien d'autres encore se trouveront lésés par cet arrangement; mais je cherche ici le bien général, & quand on fait où l'on va, les petits sentiers ou buissons ne détournent pas. D'ailleurs, ils voient tous que leurs paysans accablés se retirent, & que la campagne se dé-

peuple. Que leur vaudra-t-elle quand elle le fera tout-à-fait ? L'exemple enfin des Pays où cela se pratique, & où l'on seroit au désespoir d'acquérir leurs prétendues franchises, est trop frappant pour qu'ils ne se rendent pas à de tels objets. Enfin, quand les Peuples verroient qu'il est question tout de bon d'établir l'égalité des charges & le Gouvernement municipal, de retrancher totalement les contraintes, tout applaudiroit à cette entreprise; les registres publics seroient exhibés; & tout le monde seroit charmé de concourir à cet établissement. Tout aideroit à faire connoître aux Commissaires la valeur réelle des fonds de chaque lieu, la manière dont les hommes y vivent, trafiquent, & paient les impôts, & la possibilité effective où ils sont & peuvent demeurer fixement de les payer à l'avenir.

Le détail dont il s'agit, n'est pas aussi difficile qu'on peut le croire. Trois hommes laborieux, intelligens & bien intentionnés peuvent évaluer exactement une élection dans l'espace de trois mois, & connoître, avec la dernière exactitude, la proportion d'un lieu à un autre. A plus forte raison, les Commissaires des Cadastres particuliers connoitroient ensuite facilement ce que chaque tenement doit payer à la décharge de sa Paroisse, sans que les changemens qui peuvent arriver à l'égard des détenteurs des fonds, en apportent aucun au tarif général ni particulier. Les grandes affaires où l'on prévoit beaucoup de difficultés, se rendent faciles dans l'exécution, pourvu qu'elles soient entreprises avec courage dans la vue d'une utilité sensible & générale, & que les moyens pour

l'exécution, soient simples & préparés avant toute chose. On auroit d'ailleurs des modèles pour cette opération, & l'on trouveroit tous les mémoires nécessaires dans les Pays où l'on tarife de la sorte, ainsi que des hommes propres à aider les Commissaires & à les mettre en état de travailler avec la dernière justesse.

SECTION V.

Administration intérieure.

ON m'a assuré que dans certains Pays d'Etats les Evêques ou le Président de cet ordre s'arrogeoient le droit exclusif de proposer. Comme il n'en est point fait mention dans la relation de ces assemblées que j'ai extraite, je n'ai pu remarquer cette prétention ou cet usage comme une défectuosité. Mais c'en est une assurément, & je ne vois pas pourquoi les Présidens des trois Etats n'auroient pas le même droit comme ils ont également celui d'exclusion, puisque l'intérêt est général. Sans contredit, dans l'établissement de la Monarchie, les deux premiers ordres ont été égaux, & ils le sont encore, quoique le respect & la reconnaissance aient fait donner le pas au Clergé. Ils ont depuis admis le Tiers-Etat aux assemblées, sans doute par des considérations de justice. Une des premières dès lors est que les distinctions n'y soient que de déférence, & nullement d'autorité absolue.

C'est sur ce plan que je voudrois diriger tous les arrangemens de détail, soit dans l'assemblée générale des Etats, soit dans l'administration de

l'interregne , soit aussi dans le Gouvernement des différens cantons de la Province.

Les Maires, Consuls ou Députés des Villes principales sont ce qui compose le Tiers-Etat. Il faudroit pour donner plus de relief à ce municipal & plus d'émulation dans leur administration, que la première place d'administrateur, sous quelque nom qu'on puisse la désigner, fût donnée à un Gentilhomme, ou possédant fief, ou Officier retiré, dans les lieux où on peut en trouver, par préférence aux gradués ou autres Bourgeois des Villes. Les sentimens que la naissance inspire, l'aisance, la meilleure éducation, toutes ces choses donnent une sorte d'élevation qui rejaillit sur l'emploi. La vanité fait éviter au moins autant de bassesses que la délicatesse, & toutes ces choses concourent au bien général; les monopoles diminuent, & le bon ordre s'établit.

Il faudroit de plus que les Officiers municipaux fussent élus tous les ans; mais que les anciens servissent encore une année avec les nouveaux, qu'ils mettroient d'abord au fait des affaires. Par-là le bon esprit de l'administration se perpétueroit. Lors de la tenue des Etats, ce seroit un de ces administrateurs anciens qui y seroit député. Il y porteroit une idée exacte de l'administration particulière de la Ville dont il seroit l'organe, & de tous les lieux de l'arrondissement; il seroit en état de donner des idées pour l'accroissement & pour la protection du commerce de son canton, & par une conséquence nécessaire pour l'augmentation des revenus de la Province & des Communautés qui la composent.

Il faudroit qu'il en fût de même des Syndics-généraux de la Province, doublés de la sorte, renouvelés aussi souvent, & continués de la même manière; que parmi ceux-ci il y en eût toujours un ou plusieurs à la suite de la Cour pour la correspondance des affaires. Ce seroit une Ecole où pourroient se former bien des Sujets utiles à l'Etat, soit pour les affaires étrangères par l'habitude de traiter avec les hommes, de concilier divers intérêts, &c. soit pour être employés dans l'intérieur du Royaume, par l'aptitude & les connoissances que leur donneroit celle des affaires de leur Province.

Que tous les emplois généraux fussent à la nomination des Etats assemblés. Pour cela je crois plus à propos de suivre dans les délibérations la forme reçue en Languedoc, où les Députés des trois Ordres délibèrent tous concurremment sur les affaires de la Province dans une salle commune, & où chacun des Députés a sa voix, que celle de Bretagne, ou de Bourgogne, où les trois Ordres s'assemblent & délibèrent séparément; car dans ces dernières le plus grand nombre des Députés du Tiers-Etat ne lui donne aucun avantage.

Voilà pour les détails ce que j'ai cru de plus indispensable à dire; j'évite d'entrer dans la discussion particulière, pour me donner le moins qu'il est possible l'air de faire un projet. Je pourrois d'ailleurs passer mes forces, & proposer des choses sujettes à des inconvéniens, au lieu que je ne pense pas que ce que j'ai dit jusques ici, puisse avoir deux faces. Gardons cet avantage; il vaut mieux omettre que de dire trop.

SECTION VI. ET DERNIÈRE.

Réflexions générales.

Les trois objets de mon plan sont remplis ;
 Avantages des Peuples , avantages de la
 Royauté, facilité & moyens de l'exécution.

Il est inouï , m'objectera-t-on, qu'un Prince ait appris à tout un Peuple accoutumé à ne connoître que sa voix & ses ordres, lui ait appris, dis-je, à se gouverner lui-même, à faire corps, & à se rédimer en quelque sorte de l'obéissance par des tributs. Les Souverains qui trouvent de semblables établissemens, les supportent pour ne pas mettre le Peuple au désespoir, & tâchent petit-à-petit de détruire tout ce qui n'est pas directement soumis à leur volonté arbitraire.

Je ne sais si ce sont les Sujets fidèles qui regardent les Princes sous ce point de vue ; mais je répéterai que tous les Souverains qui ont aimé leurs Peuples ; qui leur ont donné des loix fondamentales, des privilèges, &c. sont, après des révolutions de siècles, l'objet encore de l'amour & du culte de leurs Sujets ; & laissent à leur postérité une puissance ferme & assurée par le respect & l'affection des Peuples. Nous en avons des exemples domestiques ; & je ne parle que pour nous.

J'ai démontré, avec toute la vérité dont je suis capable, & parce que j'en suis intimement persuadé, que le Roi étoit bien mieux obéi, craint & servi dans les Pays d'Etats que dans les Pays d'Electiôn. Il est volontairement d'ail-

leurs, & n'est-ce rien que cela? Le Prince en établissant de nouveaux impôts, en ordonnant la continuation des anciens, &c. consulte sans doute son Conseil d'affaires, son Conseil de conscience, & plus que tout, cette voix intérieure qui parle au fond du cœur des Souverains, & qui leur dit qu'ils ne peuvent tout scier bas que pour vouloir le bien; mais ni lui, ni ceux qui l'entourent, ne peuvent bien connaître la misère des habitans de la campagne. On cite ce mot d'une Reine très-instruite, qui sur ce qu'on lui représentoit que les pauvres gens mourroient de faim, dit : *On peut vivre avec du pain & du fromage.* Je ne vis jamais campagnard dire, sur les choses de la Ville, une naïveté comparable à celle-là. Cette Princesse imaginoit, sans doute, que c'étoit le dernier période de la misère que de vivre ainsi; & je suis persuadé que les Princes ignorent encore que ce seroit le comble de la prospérité publique, que tous les Payfans eussent Été & Hyver du pain bien dur, ce qu'il leur en faut pour eux & pour leurs enfans. C'est ce que les Députés, qui composent les assemblées d'Etats, & qui viennent de tous les coins d'une Province, n'ignorent pas. Ils représentent au Maître leur accablement, ils mêlent ces représentations de mille protestations de zèle & de fidélité. Le Prince a-t-il des raisons pour insister, on accorde tout; ce consentement suppose de droit & de fait celui de tout le Peuple. Don gratuit pour la conscience & la bonté du Prince, autant que pour son trésor. Au lieu de cela tout est muet dans les Pays d'Élection. Jamais de plaintes qui ne soient des murmures, jamais de

160 *Utilité des Etats Provinciaux.*

rapport direct du Prince aux Sujets, jamais d'acclamations pour sa prospérité, de protestations pour le bien de son service, de renouvellement du serment de fidélité. Les hommes y vivent comme des troupeaux sans pasteurs, dont le loup ravit tantôt l'un, tantôt l'autre. Le Maître qui est le Pasteur universel, est trop éloigné, & la garde étrangère à laquelle ils sont confiés, est souvent celle qui les dévore.

Fin du premier Volume de la quatrième Partie.

L'AMI
DES HOMMES.
S U I T E
D E L A
QUATRIÈME PARTIE.

VINCET AMOR PATRIÆ.

Æneid. Liv. VI. v. 824.

M. DCC. LIX.

THE MILITARY REVOLUTION OF 1917

THE
MILITARY
REVOLUTION
OF 1917
BY
J. M. G. LEWIS
WITH
AN INTRODUCTION
BY
J. M. G. LEWIS
AND
AFTERWORD
BY
J. M. G. LEWIS

THE
MILITARY
REVOLUTION
OF 1917
BY
J. M. G. LEWIS
WITH
AN INTRODUCTION
BY
J. M. G. LEWIS
AND
AFTERWORD
BY
J. M. G. LEWIS

THE
MILITARY
REVOLUTION
OF 1917
BY
J. M. G. LEWIS
WITH
AN INTRODUCTION
BY
J. M. G. LEWIS
AND
AFTERWORD
BY
J. M. G. LEWIS

THE
MILITARY
REVOLUTION
OF 1917
BY
J. M. G. LEWIS
WITH
AN INTRODUCTION
BY
J. M. G. LEWIS
AND
AFTERWORD
BY
J. M. G. LEWIS

THE
MILITARY
REVOLUTION
OF 1917
BY
J. M. G. LEWIS
WITH
AN INTRODUCTION
BY
J. M. G. LEWIS
AND
AFTERWORD
BY
J. M. G. LEWIS

THE
MILITARY
REVOLUTION
OF 1917
BY
J. M. G. LEWIS
WITH
AN INTRODUCTION
BY
J. M. G. LEWIS
AND
AFTERWORD
BY
J. M. G. LEWIS



R É P O N S E

A U X

O B J E C T I O N S

*Contre le Mémoire sur les Etats
Provinciaux.*

UN Ecrivain qui a enrichi notre Langue d'une expression composée de deux mots, censés inaliables jusqu'à ce jour, (*le Financier Citoyen*) a combattu le *Mémoire sur les Etats Provinciaux* par des raisons dont il est bon, je crois, d'examiner la solidité. Rien n'est plus dangereux d'une part que l'esprit systématique mis en exécution; & s'il est vrai que l'Auteur du *Mémoire sur les Etats*, soit de ces *Auteurs systématiques qui n'ont voulu voir les choses que d'un côté*, en le louant de ses intentions, & lui sachant gré d'avoir occasionné un débar, qui, semblable à l'action de l'acier contre la pierre, fait éclorre la lumière, il faut le reléguer dans l'ordre de ces hommes dont heureusement les visions tournent du bon côté, & rejeter son projet; mais d'autre part, il seroit injuste, dans un siècle éclairé, d'adopter

des principes obscurs & suspects, & de réprover un plan simple & à découvert sur de pures allégations soutenues d'un ton imposant & d'un air de mystère & d'habileté.

Raisonnons donc sur les objets dont il est ici question. Raisonner est le lot de chaque homme en particulier; décider n'est dû qu'au Public: je vais, en conséquence, reprendre article par article, tout le Chapitre de cet Ouvrage qui concerne les Etats, & déduire, le moins mal qu'il me sera possible, les raisons qui peuvent combattre les objections.

Les Provinces d'Etats (dit le Financier Citoyen) qui jouissent, en apparence, d'un bien-être que les autres Provinces semblent leur envier, ont donné lieu à plusieurs Ecrivains d'exercer leurs talens. Les uns ont proposé de mettre tout le Royaume en Provinces d'Etats; les autres de supprimer les privilèges des Provinces d'Etats, & de les réduire à la condition des Provinces de l'intérieur. Des avis ainsi partagés annoncent des Auteurs systématiques qui n'ont voulu voir les choses que d'un côté.

On pourroit d'abord se plaindre de la sorte de niveau mis entre deux proposans si opposés d'objet & d'intention. Depuis le combat de saint Michel & de Satan, il ne se vit jamais des rivaux moins faits pour être mis en balance. En supposant la réalité de ce qui s'appelle droit ici-bas, (supposition qu'on me permettra de faire tant que le Créateur ne retirera pas la main de dessus le Globe que nous habitons) y a-t-il à faire comparaison entre celui qui calcule le mépris & la destruction du droit en son tout, ou en quelque-une de ses parties, & celui qui en démontre l'utilité & en propose l'extension? Un

Auteur didactique s'expose au soupçon de méconnoître des différences si essentielles, quand il les met en parallèle en les présentant de front & sans aucune note distinctive.

A l'égard du reproche de *n'avoir voulu voir les choses que d'un côté*, ce sont des imputations aussi aisées à avancer en passant, que difficiles à démontrer. L'Auteur du Mémoire sur les Etats Provinciaux a considéré & montré son objet de tous les sens. Il suffit de lire le Mémoire, pour être convaincu du fait & de l'intention.

La première Partie traite de l'utilité des Etats relativement au bonheur des Peuples, & dans les six Sections qui la composent, on met à découvert tout le régime intérieur & le prétendu mystère de l'administration municipale. La deuxième Partie considère les avantages des Pays d'Etats relativement à l'autorité royale, prouve que l'autorité y est plus présente, s'y montre avec plus de majesté, & fait porter le joug équitable de la Monarchie au Peuple entier en la personne de ses notables & de ses représentans; que le pouvoir y a des ressources pour se faire obéir & craindre, plus décisives & moins ruineuses que par-tout ailleurs. On y examine enfin les avantages de ce genre d'administration du côté des finances, du commerce & du crédit. La véritable façon de raisonner contre le projet des Etats Provinciaux, seroit d'exposer aussi à découvert l'administration intérieure d'une Province en Pays d'Election. Il faudroit montrer que la taille personnelle est plus équitable & moins sujette aux non valeurs que la taille réelle; que les répartitions faites par les élus, sont bien plus sûres que les Cadastres;

dire en quoi les dépenses générales de chacune de ces Provinces d'Etats, & celles qui sont particulières à chaque Communauté, sont abusives & de pure surcharge pour le Peuple; montrer l'abus de ce qu'on appelle liberté dans les Pays d'Etats; prouver que l'autorité n'y est présente que pour être combattue; que les différentes roues par lesquelles on prétend diriger son action, en énervent l'effort & la célérité. Il falloit encore taxer de faux ces calculs de finance, y en opposer d'autres plus réels, prouver qu'une Province voisine rapporte plus, & que la perception y coute moins, nier que les Peuples du Languedoc, de la Bretagne, de la Provence, soient industrieux, & montrer que ceux de la Guienne, du Poitou, & du Dauphiné le sont davantage; faire voir enfin que le crédit des corps est une idée auprès de celui des Particuliers. Voilà comment il falloit attaquer le plan des Etats Provinciaux, & en supposant que cette tâche entière eût été exactement remplie, il seroit demeuré constant, non pas que l'Auteur du Mémoire sur les Etats Provinciaux, n'auroit voulu *voir les choses que d'un côté*; mais qu'il les auroit mal vues. Examinons si notre Juge s'est donné cette peine-là.

L'un frappé de la nécessité de réunir toutes les lignes au centre, proposé de supprimer les privilèges des Provinces d'Etats, comme un moyen de donner une nouvelle force à la Monarchie, & de mettre plus d'égalité parmi les Sujets.

L'autre frappé du bonheur dont paroissent jouir les Peuples des Provinces d'Etats, auroit voulu procurer le même avantage à toutes les Provinces du Royaume.

On ne nie pas qu'il ne faille réunir toutes les lignes au centre ; mais le premier moyen pour cela, c'est de faire des lignes. Or, je prétens que ces lignes n'existent pas où il n'y a point d'autorité médiate & organisée, de façon que le Gouvernement ne soit que l'inspecteur, & non le précepteur éternel de ses préposés.

Il est certain que de supprimer les privilèges des Pays d'Etats, est un moyen de mettre plus d'égalité parmi les Sujets : celui que *côte à côte d'un pauvre on avoit inhumé*, le trouva son égal à tous égards. Quant à moi je propose un autre moyen d'établir l'égalité ; c'est de faire participer toutes les Provinces aux avantages de celles qui ont des Etats.

Dont *paroissent* jouir, dit-on, & plus haut, *qui jouissent en apparence*. Je m'attendois que ces expressions seroient suivies d'une preuve de l'illusion que cachent ces apparences ; mais puisqu'il n'en est pas question dans tout le Chapitre, je m'inscris en faux contre ce trait. Bien des gens peuvent n'avoir jamais été à portée de voir les différences sensibles qui se trouvent entre les habitans de ces Pays & ceux des autres Provinces ; différences qui sautent aux yeux en passant d'un Village à l'autre ; mais si sur la totalité peu de gens sont nés dans les Pays d'Etats, les autres, à la réserve d'un grand nombre des habitans de Paris, ont une Patrie : ils ont des biens dans quelque Province ; ils savent au moins comment on y impose & lève les contributions. Qu'ils comparent cela avec l'Exposé du Mémoire sur les Etats.

Le premier semble avoir mieux connu les principes du Gouvernement monarchique, & occupé des

progrès que le Royaume a faits depuis que toutes les forces sont réunies en la personne du Monarque : il auroit voulu détruire les privilèges des Provinces d'Etats, en augmentant le pouvoir monarchique, sans faire attention aux conséquences fâcheuses qui en pouvoient résulter pour le Roi & pour le Peuple, non plus qu'aux difficultés & aux embarras de parvenir à une pareille suppression, qui n'auroit pu se faire sans une contravention formelle au contrat de réunion de ces Provinces au Royaume de France.

Ce paragraphe rendroit l'administration des Pays d'Etats odieuse en un seul mot, si ce mot étoit bon. S'il est vrai que celui qui veut abolir les Etats Provinciaux, semble mieux connaître les principes du Gouvernement monarchique, qu'à cette abolition en augmente le pouvoir, & qu'on ne doive être arrêté dans cette opération que par la crainte des conséquences, & par la difficulté de parvenir à cette suppression, il s'ensuit delà que tout digne Languedocien, Provençal, &c. doit concourir à en faciliter les moyens, & à remettre dans les mains du Prince ce qui lui reste d'un privilège, abusif, sans contredit, dès qu'il barre l'autorité du Souverain. Nous sommes Bretons, Bourguignons, Artésiens; mais nous sommes & voulons être François. Nous savons que le pivot de l'Etat en France est l'autorité du Souverain, que dès qu'elle a été combattue, les Peuples ont été malheureux, les factions sans bornes, & les Provinces ravagées par les étrangers, à commencer par les Normands de Charles le Chauve-jusques aux Lorrains sous la minorité de Louis XIV. Que quelques malheurs qui

aient pu être la suite de l'abus que les Favoris & les Ministres ont fait de l'autorité en divers tems, les calamités ne furent jamais à leur comble que par les efforts de résistance, ou plutôt d'ambition auxquels ces abus ont servi de prétexte. Nous savons, en un mot, qu'il faut chez nous que le Roi soit le Maître & le seul Maître; mais si, sur des allégations hasardées, soit méchantes par l'intention, soit seulement indiscrettes, on prétend nous charger de la plus forte des imputations, ou détruire l'édifice non-seulement apparent, mais peut-être nécessaire du bonheur des Peuples, de la prospérité du Gouvernement & de la perpétuité de l'Etat, je me crois en droit de m'écrier : Jusques à quand, esclaves de l'intérêt, prétendrez-vous substituer une impure pagode aux déités tutélaires de l'humanité ? Savez-vous, sentez-vous l'étendue du crime de composer le Code des maximes d'Etat, d'axiomes barbares qui partent tous d'un principe faux ? Il s'ensuivroit de vos principes que depuis que les Monarchies existent, ce n'est au fond que la loi du plus fort civilisée ; que les Peuples ne songent qu'à éluder ou à restreindre cette loi, & que les Rois ne doivent penser qu'à l'étendre. Quand Dieu refusoit des Souverains à son Peuple, il prévoyoit dans leurs cours des Politiques tels que vous. Mais depuis il est venu lui-même autoriser la Monarchie : *Rendez à César ce qui appartient à César.* Par la plus grande des Monarchies il autorisa son culte dans l'univers. Cet acte fait, ces Souverains universels pesans à leurs Etats, puisque leurs Etats leur étoient à charge, disparurent : des Monarchies de pro-

portion se formerent des débris de leur puissance. La nôtre date de ces tems orageux & reculés, &, graces aux vertus héréditaires dans la maison qui l'a perpétuée, elle verra la fin des siècles.

Après avoir parlé le langage des faits, parlons celui de la raison. Qu'est-ce que la Monarchie ? Prenons-la dans son acception la plus rigoureuse, & dérivons-la du droit de conquête. Un Général absolu qui ne voit plus d'ennemis en état de lui faire tête, veut d'abord le repos du moment; il passe la nuit dans son camp, place des corps-de-garde, pose des sentinelles, distribue des rondes, & s'endort. Jusques-là son empire n'excède pas les limites de son camp. Le jour le réveille, il songe qu'il lui faut des vivres pour subsister, des hommes pour apporter ces vivres; sûreté dans son fort pour ceux qui y abordent à cette fin. Delà le droit des gens. Ce soin le ramène à la terre qu'il n'avoit sentie que pour la fouler, aux hommes qu'il n'avoit connus que pour les combattre. Dès lors son camp devient un Etat, & les soins du Général se changent en ceux du Monarque: ses gardes sont distribuées sur ses frontières, ses corps de troupes au-dedans. Les distances dilatent & distendent nécessairement le despotisme: les ordres du moment ne suffisent plus; il en faut qui soient généraux & durables; commencement de loix. L'esprit de domination embrasse tout. Il faut au-dedans de ce nouvel Empire, de la culture, de l'échange, des tributs; le Monarque ordonne tout. Delà les loix civiles, les pactes & statuts de commerce, les arrangemens de finance. C'est ainsi, je crois, que se forme une

Monarchie absolue dans l'hypothèse donnée.

Vous m'arrêtez, & je sens que je touche au point distinctif qui, selon vous, nous sépare. Je demande des loix fixes, & vous voulez des ordres absolus & movibles à volonté. C'est ici une grande question qui demanderoit un volume, & je me sens assez Citoyen & Sujet pour la traiter également à l'avantage de l'autorité & de l'obéissance; mais elle est hors de notre sujet. Je la crois décidée en vous disant, en vertu de l'exemple ci-dessus, que vous rétrécissez le véritable empire en proportion de ce que vous en assujettissez le régime à des ordres momentanés; que vous l'étendez en lui donnant des loix stables. Mais disons mieux, & définissons dignement la plus respectable des autorités d'ici-bas.

La Monarchie, de quelque façon qu'elle se soit établie, est un Gouvernement tempéré. L'autorité y est mixte & composée de celle du Général & de celle du Magistrat. Le premier donne des ordres & prépose à leur exécution. Le second maintient les premières loix, les explique, ou les étend au besoin & commet à leur manutention. Ces deux pouvoirs, se soutenant l'un l'autre, concourent à la prospérité publique. S'ils se combattent & empiètent réciproquement sur leur territoire respectif, ils détruisent la société. Les ordres doivent être adressés à un seul; c'est le Lieutenant du Général; il lui faut la célérité & l'exactitude. Les loix sont commises à plusieurs; il leur faut la justice, poids & mesure, & authenticité. Le Lieutenant empiétant sur les loix, devient tyran ou révolté, s'il est puissant par lui-même; dur &

concussionnaire, s'il ne l'est que par réverbération. C'est du moins la marche naturelle des choses. Si les préposés aux loix civiles & municipales veulent donner des ordres, tout devient cabale, faction & anarchie.

Indépendamment de cette définition fixe & claire, dont il est aisé de voir l'explication, examinons la chose d'un autre sens. On ne sauroit trop éclaircir une matière si intéressante, & sur laquelle les fausses opinions d'esprit ou de cœur, sont de la plus grande conséquence. *Les Princes doivent faire vider par des tiers les affaires sujettes à la haine, & se réserver celles de grace*, dit Machiavel. On a senti cette nécessité en France pour la Justice; on l'a départie avec une égale souveraineté dans les Provinces acquises ou réunies à la Couronne : dès lors elles sont devenues Françoises, quoi qu'en dise mon Antagoniste, & elles le sont demeurées. Les tributs & levées de deniers ne sont-ils pas aussi de ce genre d'affaires qu'il est bon de laisser vider aux tiers? Et quel tiers peut être plus respectable pour les Peuples, & se trouve de fait plus autorisé par leur affection & leur consentement, que les Etats?

Un Pays, dit ailleurs le même Politique, *ne se peut mieux conserver que par ses propres Citoyens*. En effet, que peut faire de mieux le Conquérant dont nous parlions ci-dessus, que de trouver un ordre d'administration par lequel il intéresse les notables de toutes les classes de ses Sujets à l'exécution prompte & à la répartition intérieure de ses volontés, le tout sous sa propre révision & celle de ses préposés directs? Un grand génie, & le Philosophe de la politi-

que l'a dit : *Les pouvoirs intermédiaires, subordonnés & dépendans constituent la nature du Gouvernement monarchique.* Ce que vous avancez, me dira-t-on, peut être bon pour un Etat qui se forme, & qui ne peut prendre de solidité que par des subdivisions où chacun trouve son compte : ainsi en agirent nos premiers Fondateurs. Ils envoyèrent des Gouverneurs, distribuèrent des fiefs grands & petits que la foiblesse du Gouvernement laissa devenir héréditaires. La spoliation du Souverain & le démembrement de l'Etat devinrent alors le crime universel. Les grands usurpateurs furent obligés d'avoir des ménagemens pour leurs complices : ainsi se formèrent ces assemblées dont vous réclamez aujourd'hui les droits, dont vous voudriez faire revivre la forme aux lieux où elle fut éteinte ; & vous oubliez sans doute tout ce qu'il en a coûté pour rendre à ces membres obstrués & indépendans, toute la flexibilité & l'obéissance nécessaires pour faire de l'ensemble un véritable corps d'Etat.

Ainsi les faits & la politique se tournent en venin au gré de nos petites passions ; & en systèmes imaginaires dictés par l'ignorance & l'illusion. Tâchons de redresser les préjugés à cet égard conséquemment aux grands principes, & qu'on me permette une digression historique, qui, ce me semble, répandra de la lumière sur la question.

Les Romains jetterent en tous sens des rameaux politiques & militaires, qui réunirent en un seul Empire tout le monde connu. Ils vainquirent au-dehors, prospérèrent & regnerent tant que sous le nom d'alliés ou de protecteurs,

ils se contenterent de *regere imperio populos*, & laissèrent aux Nations leurs usages, leur Magistrature municipale & le soin des détails de leur propre administration intérieure. Corrompus par les succès, bientôt les habitans de la Capitale trouverent ces petits pouvoirs immédiats trop gênans encore pour leur sordide cupidité. Ils prétendirent sans doute la nécessité de réunir toutes les lignes au centre. Ce centre devint un repaire de brigands publics, & le trône de la vénalité. Les Provinces ne furent plus administrées que par des Officiers députés de la Capitale. En vain leur orgueil & leurs rapines occasionnerent les plaintes les plus motivées : les Provinces ne pouvoient se faire entendre que par le moyen de protecteurs achetés à grand prix, & les coupables revenoient assez chargés de leurs richesses pour acheter les juges & l'impunité. Dès lors cet Empire n'eut plus que le tems de punir ses dévastateurs par les mains de leurs propres Compatriotes. Théâtre de meurtres & de dissensions pendant tout le tems où sa propre réputation le soutint encore, il finit par être la proie des sauvages & des brigands. Ceux qui l'attaquerent au Midi, Peuple à qui la nature semble avoir refusé d'enfanter des loix, n'établirent sur ses débris que des déserts. Les Conquérans du Nord au contraire, Peuples sauvages quant aux Arts, mais dont la société étoit dirigée sur les grands principes du vrai respect qui ne sauroit être qu'une subordination volontaire, apporterent dans leurs conquêtes le germe de la plus admirable police d'Etat, je veux dire, la féodalité. Par elle les Vandales & les Goths de toute dynastie, les Lombards, les Bourgui-

gnons & les Francs fonderent des Royaumes. L'esprit de la guerre, propre à ravir des Empires & non à les conserver, s'étoit fait des frontières trop distantes l'une de l'autre pour que l'esprit du Gouvernement pût faire un Etat des Pays qu'elles renfermoient. Ainsi Charlemagne, très-grand & plus grand Prince qu'on ne sauroit dire, devoit, comme tout Conquérant heureux, laisser après lui des guerres civiles, des scissions d'Etat; mais si ce qu'il fit comme Conquérant, prépara les malheurs de sa famille, ce qu'il fit comme Monarque, fonda les premières véritables Monarchies du monde connu; & quand les traces en seront entièrement effacées, l'Europe changera absolument de face, & les noms même des Nations présentes seront effacés du livre des vivans.

Plus le respect qu'inspirent le puissant génie & les actions héroïques de ce grand homme, nous attache à approfondir les annales obscures de ces tems reculés, plus on découvre que dans tout ce qu'il fit comme Législateur & comme Monarque, il ne perdit jamais de vue l'établissement des pouvoirs intermédiaires subordonnés & dépendans, qui constituent la nature du Gouvernement monarchique.

S'agit-il ensuite de discuter le prétendu droit que vous voudriez faire revivre sur les différentes Provinces que la fortune, la sagesse & la valeur de nos Princes ont réunies à la Couronne, nous verrons que ceux même qui les ont acquises, en ont jugé plus sainement que vous, & n'ont pas fondé leur droit sur l'hypothèse des réunions. Philippe-Auguste & Charles VII. s'ils eussent pensé comme vous, n'avoient pas

besoin de la raison de félonie pour dépouiller les Anglois de la Normandie & de l'Aquitaine : il suffisoit de les poursuivre comme descendants d'usurpateurs. Les testamens de Raymond de Toulouse, de Humbert de Viennois, & de Charles d'Anjou, le mariage d'Anne de Bretagne étoient des titres inutiles pour la possession du Languedoc, du Dauphiné, de la Provence & de la Bretagne. Les droits imprescriptibles de la Couronne suffisoient. Et quel Empire, quelle famille, quel homme ne pourroit, en vertu de quelque généalogie politique, se faire un droit à troubler le repos de l'univers par des prétentions toujours renaissantes & sans bornes ? Les dignes Fondateurs, Instituteurs & Restaurateurs de notre Monarchie avoient des notions plus justes & plus sûres du droit public. Ils savoient qu'il est des prescriptions politiques plus nécessaires même que les prescriptions civiles, & que la méthode de faire de la raison & du droit des esclaves de la force & du fait, est plus dangereuse encore pour l'oppressé que pour l'opprimé. Ils savoient que l'Etat démembré pendant un tems, ne fut plus qu'une ombre ; qu'il a pris croissances & lustre par les réunions légitimes. Ils ont tous acquis & n'ont rien envahi. La prodigieuse grandeur de leur postérité en est en même-tems l'effet & le témoignage. Quant à nous qui voudrions aujourd'hui être moins modérés dans nos systèmes ; apprenons qu'il ne nous appartient de tous les droits des anciens Francs, que le nom & l'émulation de leur ancienne valeur & générosité.

Mais les Provinces réunies eussent-elles été autrefois enlevées à la Maison regnante, à la Monar-

Monarchie actuelle, à la Capitale de nos jours, sur quel fondement en accuseroit-on ces assemblées auxquelles nous avons, au contraire, l'obligation d'avoir conservé les Provinces en corps ?

En effet, l'Italie du second âge reçut le même joug que les Gaules. Les Goths, les Lombards, les Francs & les Germains y apportèrent les loix & le régime de la féodalité. Dans les tems d'anarchie, qui succéderent, les Seigneurs de fief vexèrent la campagne & les citadins : delà la révolte des Villes, l'affujettissement ou l'expulsion de la plupart des Seigneurs, l'érection de tant de petites Républiques, toujours en guerre les unes contre les autres ; la naissance des tyrans au milieu d'elles ; tant de ravages enfin & de factions, qui, en expirant, ont laissé cette belle partie de l'Europe divisée en différens Etats, livrés la plupart à des Maîtres étrangers. Les mêmes principes en France devoient opérer les mêmes effets ; la même anarchie entraîne une égale barbarie ; les membres disloqués n'avoient plus de rapport ni de jeu ; mais le nerf principal tint bon, & ce nerf ne fut autre chose que l'assemblée des Etats généraux. Dans ces assemblées, aujourd'hui inutiles & peut-être dangereuses, si l'on veut, mais alors nécessaires, le Pair orgueilleux venoit reconnoître un Souverain dont il avoit plus d'une fois bravé la puissance, mais dont il respectoit les droits. Le fier Châtelain donnoit à ses Vassaux l'exemple de fléchir le genou, & le Citadin réfléchi trouvoit d'une part un tribunal où porter ses plaintes, & perdoit de l'autre ces semences d'esprit de République que son com-

Suite de la IV. Partie.

B

merce avec les Villes libres & anféatiques, avoit fait naître & germer dans fon fein.

Ce que furent les Etats généraux pour le corps entier, les Etats particuliers le furent pour les membres. Toujours fidèles à leur Prince, quels services les deux Maisons d'Anjou, si chéries des Provençaux, ne tirèrent-elles pas de cette souche de leur puissance dans les guerres malheureuses que leurs Etats & leurs prétentions en Italie leur firent soutenir? Toujours attachée à l'unité, que ne souffrit pas la Bretagne dans les célèbres querelles des deux Maisons de Penthièvre & de Montfort, sans pouvoir jamais être partagée par deux compétiteurs également puissans & accrédités dans différentes parties de cette Province? Aux deux bouts du Royaume, deux génies de Peuples si différens produisirent les mêmes effets. Voyez le même amour pour leurs Souverains, le même soin pour leur tutèle dans l'enfance, le même respect pour leur vieillesse, la même vénération pour leurs dispositions testamentaires. Bretons & Provençaux, nous devons à ces principes fidèlement gardés, le bonheur d'être au Roi, & nos anciens Maîtres, s'ils sortoient de leurs tombeaux, affirmeroient notre antique fidélité, comme les faits témoignent aujourd'hui que nous n'avons pas dégénéré, & que depuis que nous obéissons médiatement à la France, si notre zèle & notre amour est moins à portée de se peindre en sentimens, il se grave en effets & en obéissance.

Je crois qu'on ne sauroit lire avec attention & avec impartialité notre Histoire, sans tenir pour vrai : 1°. Que ce n'est point aux pouvoirs

intermédiaires qu'il faut attribuer les démembremens de l'ancien Empire François, mais à son trop d'étendue, à l'imperfection de ses efforts, & à la foiblesse de ses Maîtres. 2°. Que loin que ces pouvoirs aient causé la dissolution de l'Etat, ils en ont seuls conservé l'ombre & l'ensemble dans les tems de barbarie, jusqu'à ce que des Maîtres plus dignes, le tems, la civilisation & les arts aient amené notre Monarchie au point de réunion, de grandeur & de lustre où elle se trouve à présent. Il seroit plus aisé encore de prouver par nos annales, que ces assemblées ont donné naissance aux principales branches de la législation intérieure, à la civilisation de l'Etat.

„ Eh bien, dira-t-on, en vantant les bons
„ services que les Etats généraux rendirent autrefois à la Monarchie, vous avez avancé
„ vous-même que ces assemblées seroient inutiles aujourd'hui, & peut-être dangereuses.
„ Nous voulons bien attribuer aux Etats Provinciaux les mêmes avantages passés; mais il
„ en résulte la même inutilité présente. Quant
„ au danger de ces assemblées, l'autorité royale
„ est trop bien établie pour qu'il s'en présente
„ aucun aujourd'hui; mais si elle devenoit foible, les premiers inconvéniens se rencontreroient certainement aux lieux où les différens ordres ont droit de s'assembler, & franchissent ainsi le premier pas de la révolte & le plus difficile; aux lieux où le premier devoir du Citoyen est de tenir note des griefs, vrais ou faux, contre le Gouvernement; aux lieux où les besoins de l'Etat & les demandes du Prince sont l'objet d'une négociation

„ tion, & où l'on appelle zèle & don gratuit,
 „ ce que le Maître exige comme droit & de-
 „ voir; aux lieux enfin où l'on est inquiet &
 „ gêné de se soumettre à l'inspection des Pré-
 „ posés de l'autorité. Interrogez les Ministres
 „ & le Gouvernement; ils vous diront que les
 „ affaires municipales & les prétendus privi-
 „ lèges des Pays d'Etats leur donnent plus de
 „ besogne que toutes les autres Provinces du
 „ Royaume ensemble, & cette multiplicité de
 „ tracasseries de détail, n'est-elle pas précisé-
 „ ment ce qui empêche que toutes les forces
 „ d'un Etat ne soient réunies en la personne
 „ du Monarque?

Cette objection, dans laquelle ainsi que dans
 toutes celles que je me fais, je n'ai rien omis
 de ce qui peut fonder en raison mes antagonis-
 tes, renferme plusieurs articles qui méritent
 d'être discutés l'un après l'autre.

Les Etats Provinciaux ne représentent cer-
 tainement aujourd'hui qu'une partie de ce qu'é-
 toient les Etats généraux. Ils pouvoient, du
 tems de leurs Princes particuliers, avoir les
 mêmes fonctions, savoir la voix consultative
 sur les grands objets du Gouvernement du Pays;
 & le soin de notifier aux Peuples les volontés
 du Prince, & de promulguer ses loix avec l'au-
 tenticité nécessaire en un tems où la police ne
 faisoit pas encore partie des mœurs, & où l'o-
 béissance sembloit contraster avec le génie de
 la Nation. En ce sens, de même que les Etats
 généraux ne sont plus nécessaires dans un Etat
 orné de toutes ses parties, si ce n'est dans des
 cas rares & peut-être uniques, tels que le der-
 nier pour lequel on assembla les *Cortés* en Es-

pagne ; à plus forte raison cette portion des anciennes prérogatives des Etats Provinciaux doit-elle être anéantie, & elle l'est. Est-il question de les consulter sur la guerre & sur la paix, sur les alliances de l'Etat, sur les loix générales ou particulières ? Toutes ces choses sont dans la main absolue du Prince, & y sont bien. Est-ce aux membres à vouloir guider & éclairer la tête ? Non, sans doute, pas plus qu'à la tête de négliger le salut & la conservation de chaque membre en particulier, & de vouloir passer où les membres ne sauroient la suivre. En un mot, les Etats Provinciaux ne font en rien partie du Gouvernement ; ils sont seulement ses agens authentiques, avoués, soumis, prompts à l'obéissance, & toujours aidés par le consentement des Peuples & la plus ponctuelle exécution : ainsi à cet égard nous sommes d'accord. Les Etats Provinciaux sont inutiles comme consultants dans tout ce qui n'est pas de leur ressort, & leur ressort ne s'étend que sur la répartition & la levée des tributs, & sur l'administration municipale.

Si l'autorité devenoit foible, dites-vous, les premiers inconvéniens se rencontreroient aux lieux où l'on a droit de s'assembler sans crime. Pour bien répondre à cette objection, il faudroit convenir de ce que vous entendez par le terme *d'inconvéniens*, & peut-être que nos deux définitions seroient bien distantes l'une de l'autre. Vous supposez un état de choses bien difficiles à prévoir dans notre constitution actuelle ; mais en admettant votre supposition, ce qui vous paroîtroit le premier inconvénient, ne seroit en effet que la suite & le terme d'une infinité d'in-

convéniens accumulés & sous-entendus dans le tems, qui ne frappent & n'éveillent qu'au moment & dans le fait qui les démontre; & c'est en cela même que ce que vous appelez inconvéniens est presque toujours le salut de l'Etat, s'il n'est de l'ordre de ceux auxquels il n'y a plus de remède. Ce sont ces derniers, tout au plus, dont l'évidence se fait sentir à l'autorité aveugle & à ses flatteurs. Le premier inconvénient pour l'Empire des Perses, au dire des Courtisans du grand Roi, fut l'invasion d'Alexandre. La famille de Darius détruite, la Monarchie de Cyrus disparut de dessus la terre. Si des Princes foibles, ou accablés de leur propre grandeur, laissent flotter les rênes du Gouvernement, nous serons alors dans le même cas où nous étions dans le tems du démembrement; car les principes de l'anarchie sont toujours les mêmes, quoique les effets en soient différens à l'extérieur, selon les tems & les mœurs. En ce cas, ces assemblées dont vous m'avez tout-à-l'heure accordé l'utilité passée en des tems semblables, rendront à l'Etat les mêmes services qu'autrefois, & peut-être en cela même qui vous paroitroit inconvénient. Ils maintiendront l'ensemble politique dans leur partie, & les tems de régénération les trouveront prêts à remettre au Souverain le dépôt entier qui leur fut confié.

Mais ces tems que vous voulez prévoir, je les veux éviter. Quelle est la sorte de situation qui fait le mieux sentir au navire la foiblesse & la vétusté du timon? C'est, sans doute, quand les différentes parties n'ont pas un jeu relatif, quand les manœuvres de détail, les cordages, les voi-

les font hachées ou supprimées. Alors il faut que le gouvernail fasse tout ; & fût-il entièrement sain & confié aux mains les plus habiles, la manœuvre ne se fait qu'imparfaitement ; la nef prête les flancs à tous les coups de vent : l'orage survient-il ? ce qui eût été à peine un gros tems quand le vaisseau avoit tous ses agrès, est pour lui une tempête, il périt. Les ordres intérieurs & municipaux sont les agrès du navire politique. Une Monarchie n'est complète qu'autant qu'elle est fournie de tous ses mâts & de tous ses cordages ; en proportion de ce qu'elle en supprime, elle s'expose aux plus grands malheurs. Résumons : les petits inconvéniens sont penser au remède, & sont en cela le salut d'un Etat ; les grands inconvéniens ne sont que le terme & la fin d'une infinité d'abus ignorés ou accumulés ; ils sont la perte des Empires.

Il seroit difficile de prouver par le raisonnement ou par les faits, que les plus petits inconvéniens puissent naître des assemblées d'Etats Provinciaux ; mais il est impossible au plus habile Sophiste de faire soupçonner qu'elles puissent en occasionner de grands : on ne sauroit nier même que de leur nature ces assemblées ne soient toujours propres à les prévoir, & à en avertir avec respect le Maître.

Aux lieux où le devoir de Citoyen est de tenir note de griefs vrais ou faux contre le Gouvernement. Je demande en quoi cette forme d'administration blesse l'autorité. Nos Maîtres ont fait de l'amour de leurs Peuples un préjugé de nation connu de tout l'univers. Nous les avons vu pleurer sur les maux dont ils ont été les témoins : pouvons-nous croire encore qu'ils veuil-

lent autoriser ceux qu'ils ignorent, & ignorer ceux qu'ils peuvent connoître ? Mais il ne s'agit point ici de plaintes particulières & indéterminées, dont l'embarras & la vérification multiplieroient à l'infini les soins du Gouvernement, en le jettant dans l'inspection des détails. Au contraire, le propre de ces assemblées est de se charger du régime des détails, de les diriger sous l'inspection sommaire des Commissaires du Roi, & d'en épargner ainsi l'importunité au Gouvernement. Tous les griefs en question roulent donc sur les contraventions à un contrat formel renouvelé à toutes les tenues d'Etats, modifié dans presque toutes ses parties d'après la volonté du Maître, & dont les contraventions même ne peuvent être recherchées, sans obliger les Peuples & leurs représentans à se retracer, à chaque instant, les titres de leurs obligations envers le Souverain, de leurs devoirs envers le Maître. Eh ! comment sont-ils recherchés, ces griefs ? comment sont-ils exposés & répondus ? Une commission fixe & particulière est d'abord nommée pour cet objet, c'est-à-dire, qu'on désigne au Maître ceux qui doivent dresser un cahier de plaintes. Les objets de leur mission fussent-ils aussi indéfinis qu'ils sont fixés, seroit-il à craindre qu'ils s'écartsassent dans l'exécution de leur emploi, du devoir & du respect ? Ces cahiers sont ensuite présentés par les Députés des Etats.

O vous ! qui voulez réellement réunir toutes les forces de l'Etat en la personne du Monarque, venez & assistez au moment où l'on présente au Roi la députation de la Bretagne, par exemple : voyez les honneurs avec lesquels il

daigne les faire recevoir; type solennel de la véritable Monarchie, qui n'exige le souverain respect que par le moyen d'échelons de respects de proportion, qui enseigne aux Peuples la vénération qu'ils doivent aux hiérarchies qui toutes la représentent, en les faisant participer aux honneurs concentrés tous & réunis en la personne du Monarque. Au tableau de gloire succède celui d'amour & de respect. Le Prince admet les Députés dans son appartement; ils sont présentés par le Gouverneur de la Province, & par le Ministre du Département. Le Roi daigne se découvrir en les recevant. Le Député du premier Ordre, Ministre naturel de la parole, & désigné tel par le Roi des Rois, harangue son représentant sur la terre. Le Député de la Noblesse se tient debout, prêt à recevoir & exécuter les ordres d'un Maître adoré. Le Député du Tiers-Etat à genoux représente le Peuple entier, son respect, sa soumission & son amour. Une foule honorable de tous les notables de la Province, que leurs affaires ou leurs emplois attirent à la Capitale, peignent dans leurs yeux les sentimens que le Député exprime dans son discours. Ils voient, avec une joie mêlée de transports, briller le jour de leur Patrie, & le Soleil à qui elle doit tout son lustre & sa tranquillité. C'est en ce moment & au milieu de tout cet appareil de tendresse & d'hommage, qu'est présenté ce cahier de griefs. La réponse en est donnée six mois après, telle qu'il plait au Roi de l'accorder. Elle est annoncée par le Chancelier de France dans un tribunal où préside le Gouverneur de la Province, devant le Secrétaire d'Etat de la Pro-

vince, le Contrôleur-Général & les Conseillers d'Etat; & les Députés retournent dans leur Patrie raconter aux Peuples la bonté paternelle du Roi, l'affabilité & les vertus de la Maison Royale, la facilité ou les raisons des Ministres, & les nécessités de l'Etat.

Qu'on ne dise pas que je fais ici un tableau fardé plutôt qu'un portrait réel : indépendamment de ce que les choses sont telles que je les dis, il est de fait que toute autorité est plus péfante, & nécessairement plus tranchante de loin que de près. On fait au loin plus souvent peur au Peuple du nom du Roi, qu'on ne lui donne une juste idée de sa personne. En conséquence, quand on l'approche & qu'on ne voit que bonté, une sorte de terreur fait place à une douce surprise & à l'amour; & cette émotion, jointe à la satisfaction nouvelle d'être quelqu'un sur un grand théâtre & à l'appareil des cérémonies, se change en enthousiasme, tel à peu près que je l'ai peint. Ce sentiment rapporté par les Députés dans les Provinces, circule avec le détail des choses qui l'ont occasionné. Le Roi connoît ses Peuples, le Peuple apprend à connoître son Roi : tout y gagne & rien n'y perd, si ce n'est ce genre d'hommes les plus pernicious de la terre, à savoir, ceux qui par système voudroient entretenir la méfiance dans l'esprit des Princes, & qui tiennent pour principe de leur politique, cet axiome des tyrans : *Oderint dum metuant.*

Où les besoins de l'Etat & les demandes du Prince sont l'objet d'une négociation. Je ne puis m'empêcher de m'inscrire en faux contre cet article. Les besoins de l'Etat sont tenus pour

constans, aussi-tôt que le Prince daigne les annoncer. Il suffit même qu'il demande pour qu'on suppose la nécessité d'une nouvelle subvention. Nous connoissons nos Maîtres par une trop longue & trop heureuse expérience pour ne pas savoir qu'ils nous chérissent tous ; que jamais aucun d'eux ne fut atteint de cette aveugle cupidité, qui pense que qui peut tout ce qu'il veut ; peut tout vouloir. Ils nous ont dit cent fois dans leurs Edits & dans des actes autentiques, que toute levée sur le Peuple est rapine, si elle n'a l'utilité du Peuple pour objet.

L'auguste & royal Fondateur de la Branche regnante, ce Prince si grand à tant de titres, saint Louis recommandoit à son fils * “ *de*
 „ *ne lever tailles sur son Peuple*, (c'étoit de ne
 „ lever des deniers extraordinaires :) levées
 „ que le Peuple ne pouvoit goûter, les appel-
 „ lans *maletoultés*, comme deniers mal tollus
 „ & ostés, & ceux qui se mesloient de les lever
 „ *maletoultiers* : ce qui caufoit fort souvent des
 „ émotions populaires ; pour auxquelles ob-
 „ vier, les sages mondains qui manioient les af-
 „ faires de France, furent d'avis pour faire avec
 „ plus de douceur avaler cette purgation au com-
 „ mun Peuple, d'y apporter quelque beau res-
 „ pect. Ce fut de faire mander par nos Rois à
 „ toutes leurs Provinces, que l'on eût à s'as-
 „ sembler en chaque Sénéchaussée & Baillage,
 „ & que là le Clergé, la Noblesse, & le de-
 „ meurant du Peuple, qui fut appelé Tiers-
 „ Etat, advisassent d'apporter remède aux dé-
 „ fauts généraux de la France, & tout d'une
 „ main aux moyens qui étoient requis pour

* Testament de saint Louis.

„ subvenir à la nécessité des guerres qui se pré-
„ sentoient, & que après avoir pris langue entre
„ eux, ils députassent certains personnages de
„ chaque ordre, pour conférer tous ensemble
„ en la Ville qui étoit destinée pour tenir l'as-
„ semblée générale.... cependant l'impôt que
„ l'on accorde au Roi est fort bien mis à effet.
„ De manière que celui a bien faite d'yeux,
„ qui ne voit que le roturier fut exprès adjouté,
„ contre l'ancien ordre de la France, à cette
„ assemblée, non pour autre raison, sinon
„ d'autant que c'étoit celui sur lequel devoit
„ principalement tomber tout le faix & charge :
„ afin qu'étant en ce lieu engagé de promesse,
„ il n'eût puis après occasion de rétifver
„ ou murmurer. Invention grandement sage &
„ politique; car comme ainsi soit que le commun
„ Peuple trouve toujours à redire sur ceux
„ qui sont appelés aux plus grandes charges,
„ & qu'il pense qu'en découvrant ses doléances,
„ on rétablira toutes choses de mal en bien,
„ il ne désire rien tant que l'ouverture de telles
„ assemblées.

„ D'ailleurs se voyant honoré pour y avoir
„ lieu, & chatouillé du vent de ce vain honneur,
„ il se rend plus hardi prometteur à ce qu'on lui
„ demande; mais ayant une fois promis, il ne lui
„ est pas puis après loisible de reslir de sa parole,
„ pour l'honnête obligation qu'il a contractée avec
„ son Prince en une congrégation si solemnelle.
„ D'avantage qui est celui qui ne trouve un Roi
„ plein de débonnairété lequel par honnêtes remon-
„ trances veut tirer de ses Sujets, ce que quelques
„ esprits hagards penseroient pouvoir être exigé

„ par une puissance absolue. (*Voyez Pasquier, Ch. 7. Liv. 2.*)

Nous savons donc , que quand nos Maîtres demandent, c'est que l'Etat a besoin : & quand nous saurions le contraire , nous en croirions-nous plus autorisés à discuter ses intentions ? Cette discussion seroit une espèce de révolte ; & si quelquefois les Peuples osent représenter à leur Souverain , que dans l'immense rotation qui se meut sous leurs pieds , il est des parties plus ou moins accélérées , & que cette inégalité pourroit nuire à l'ensemble ; ce ne fut jamais par l'organe de ses notables , mais par celui des représentans d'un ordre absolument distinct & séparé , que le Prince a préposés à la manutention des Loix civiles. C'est en vertu de l'ordre primitif des Princes que les Magistrats dressent des cahiers de remontrances respectueuses. Ce ne fut jamais par l'instigation du Peuple qui ne sait qu'obéir. En conséquence , les Etats Provinciaux , qui ne sont autre chose que les représentans du Peuple auprès du Prince d'une part , & de l'autre les commis du Maître à l'administration municipale , n'ont jamais tenté la discussion des ordres du Souverain ; mais leur droit naturel & leur devoir est de représenter leurs propres besoins , c'est-à-dire , les nécessités de la Province qu'ils administrent ; de les faire connoître au Roi , de mettre sous ses yeux les subventions présentes , les efforts passés , les besoins actuels , de lui rappeler la constance de leur zèle , son peu d'équilibre avec leurs moyens , &c. C'est à quoi se réduit toute cette discussion que nos antagonistes prétendent ériger en négociation. De plus , ils savent eux-

mêmes que tout cela n'est que trop souvent de pure formalité.

Où l'on appelle zèle & don gratuit, ce que le Maître exige comme droit & devoir. C'est ici l'erreur la plus absurde, ou la plus cruelle dans ceux qui prétendent bannir la confiance & l'amour de la sorte de rapport où ces deux agens sont les plus nécessaires. Qu'est-ce qu'une Monarchie dont le ressort principal est la crainte ? Le sort de tous les tyrans, & la prison en apparence volontaire, mais réellement indispensable où vivent leurs successeurs, le disent assez. Au premier coup d'œil de l'Histoire & des annales de l'humanité, de l'expérience & des faits journaliers, il semble d'abord que l'amour seul dû être le lien universel des Empires. Il l'est en effet de la société, c'est-à-dire, de frere à frere, & nous ne sommes autre chose en tant qu'hommes; mais comme Magistrats, (or, tout est magistrature ici-bas, le Souverain & tous les ordres de Citoyens, juges, chefs, pères de famille, maîtres, &c.) le respect est un adjoint nécessaire, & ce respect, enfant de l'amour dans les âmes nobles & épurées, l'est de la crainte pour les autres qui, je l'avouerai, sont le plus grand nombre.

Mais parmi tant de différences entre ces deux mobiles d'une nature si diverse, (*l'amour & la crainte*) la plus considérable est que le premier, comme étant d'une espèce noble & éthérée, embrasse tout & s'étend à l'infini; l'autre au contraire est astreint à des mesures d'ordre & de progression par-delà lesquelles il devient terreur, c'est-à-dire, l'ennemi de toute société. Qu'on me pardonne à cet égard une comparaison bas-

se, mais peut-être expressive. Le bœuf, cet animal voisin utile de tous les premiers besoins de l'homme, connoit la main qui le gouverne, & qui lui distribue la litière & la nourriture. Il connoit la voix du valet de charrue qui le mène au travail, & qui dirige ses efforts sous le joug : le valet de charrue entend le maître laboureur ; celui-ci répond au fermier, qui lui-même rend compte à l'Econome & reçoit de lui les ordres du maître. Tout cela peut agir par un instinct d'attachement & de zèle. J'ai vu chez Mylord Duc d'Ormont des chevaux répondre à sa voix & hennir tour à tour quand il les appelloit par leur nom ; mais, hélas ! chez les hommes, ainsi que chez les animaux, l'espèce à sentiment est rare, & il ne nous appartient que de diriger la nature, & non de la vouloir changer. Il est donc, en général, nécessaire, dans la sorte de gradation que j'ai mise ci-dessus en comparaison, que si l'amour & le zèle ne maintiennent pas l'ordre de juridiction établie, la crainte supplée à leur défaut ; mais la crainte ne peut servir à l'ordre qu'en observant les degrés de subordination. Si le Maître inquiet de voir un sillon inégal, va déplacer le valet de charrue, prend lui-même le soc & l'aiguillon, pique le bœuf & prétend que tout aille bien, parce qu'il est le Maître & qu'il l'ordonne, le bœuf regimbe & se détourne, le labourage cesse, & le Maître qui maltraite inutilement son atelier, intercepte en un trait, & l'ordre présent, & l'ordre futur de tout son ménage. Il en est ainsi dans un Etat.

Si tous les hommes étoient gens de bien, le Monarque déposant à jamais les fonctions de

Général & de chef, n'auroit à exercer que celles de **Magistrat** & de pere; mais il est de fait que les meilleurs Princes ont besoin d'inspirer cette sorte de respect qui, chez les bons, provient de l'amour, chez les méchans, de la crainte. Tel est le premier plan que se fait un Roi sage. Il observe en même-tems deux points indispensables, & tellement principaux, que leur omission sape nécessairement les fondemens de la société. L'un est d'éviter la terreur, en établissant la crainte; l'autre d'être craint par le fait, & non par le droit. Je m'explique.

Éviter la terreur en établissant la crainte, je veux dire, que le laboureur ne doit craindre que le fermier, le fermier que l'économe, & l'économe que le Maître. Je veux dire, que le Prince ne doit se montrer aux petits que comme le pavois universel de l'égalité nécessairement accablée par l'ordre de la société, & relevée par la main de la justice; faire voir à la multitude Jupiter versant la rosée, & réserver Jupiter tonnant pour les Géants de la terre.

Je dis encore qu'il doit être craint par le fait, & non par le droit; & le voici. De ces deux principes d'obéissance, (*l'amour & la terreur*), l'un a l'aspect bienfaisant & divin, l'autre le regard imposant & terrible: l'un doit parler au grand jour, l'autre dans la nuit d'une conscience ténébreuse; en conséquence, l'extérieur de l'un doit être l'appareil des Rois, celui de l'autre la livrée des tyrans. Les plus légitimes & les meilleurs des Rois commandent à un grand nombre de méchans qui ne peuvent être contenus que par la terreur; mais ce sentiment alors n'a point son principe dans l'effroi qu'inspire le Gouvernement;

nement ; il est tout entier dans la conscience du coupable. La juste crainte que doit inspirer l'autorité , est celle qui dérive de l'amour & du respect ; c'est crainte de déplaire , crainte d'être mésestimé. La terreur est toute autre chose ; il suffit de la laisser naître dans les cœurs faits pour la ressentir. Le langage de l'amour pour les bons , est celui de la terreur pour les méchans. L'amour de l'ordre dans le cœur & dans les actions du Prince , est le glaive dont il effraie les mal-faiteurs. Les Rois , chefs de l'ordre universel , n'ont d'ennemis que le désordre & ses fauteurs. Malheur aux Princes qui ont cru pouvoir s'en faire des satellites ; c'est le délire de l'autorité. Les méchans n'ont d'idole que leur intérêt subdivisé en passions multipliées , & décevantes plus encore pour eux que pour les autres. L'autorité qui leur est & leur sera toujours , au contraire , d'institution & de nécessité , n'a de défenseurs contre leurs efforts que le consentement & l'union des bons , & ceux-ci ne peuvent être rassemblés que par la voix de l'amour & de la protection. Le Monarque donc doit toujours parler à ses Peuples le langage de l'amour ; tous l'entendront selon l'écho de leur conscience. *Adam ubi es ?* fit cacher notre premier Pere : un jour plutôt , ces mots l'eussent fait accourir.

Or , d'après ce petit nombre de principes simples & connus , dont tout le monde convient , je demande quelle sorte de contradiction implique le rite d'accorder au Roi , par zèle & comme don , ce qu'il demande comme droit & devoir. Ce droit , il l'a sans doute. Il veille au maintien général de la société. Seul il peut connoître & prévoir les besoins universels ; seul il

Suite de la IV. Partie.

C

peut demander les secours proportionnés : il a donc ce droit, & de ce droit dérive le principe qui nous fait un devoir de l'obéissance ; mais vous qui voulez qu'il exige, tandis qu'il n'a besoin que de demander, si sa bonté vous pardonne de lui ravir ainsi le plus bel attribut de sa puissance, je ne vous pardonne pas, moi, de nous ôter l'être de citoyen, & de nous défendre de donner ce que vous voulez qu'on nous arrache. Cette forme de don que vous enviez aux Pays d'Etats comme un privilège, est un droit inefaçable de tout Sujet vis-à-vis de son Maître légitime. Oui, nous voulons lui donner ce qu'il nous demande, & lui offrir le reste. Nous connoissons nos Maîtres & leur auguste Sang : c'est à eux seuls que nous obéissons en la personne même de ceux qui appésantissent le plus leur autorité. Si jusques à l'ombre des corps dans l'Etat, tout effraie votre frêle & dangereuse politique, songez que dans les Etats privés d'hierarchies, le sabre de la part du Peuple, le cordeau de la part du Souverain sont le terme ordinaire des autorités. Nous aimons nos Maîtres, nous en sommes aimés : n'interrompez pas ce commerce d'attachement, pivot de la Monarchie ; & si vos froides & fausses spéculations ne peuvent atteindre à ce sentiment d'où dérive une politique sûre & sublime, calculez du moins, voyez si nos dons sont moins forts & moins réels que les tributs que vous exigez ailleurs ; si les nonvaleurs sont les mêmes parmi nous que dans les autres Provinces, & si les murmures, avant-coureurs du découragement, y sont aussi répandus, aussi motivés parmi le Peuple. Voilà le point principal : le mal ne sau-

roit consister dans le mot; il est seulement dans la chose.

Aux lieux où l'on est inquiet & gêné de se soumettre aux préposés de l'autorité. Examinons ce point-ci. Une bonne cause ne craint point d'être approfondie. Examinons, dis-je, si les inquiétudes & les oppositions dont on se plaint, ne viennent pas faute de s'entendre, & si en les supposant telles qu'il soit en effet impossible de les éviter entièrement, ce ne sont pas de simples conflits de juridiction, qui n'importent au Prince qu'en vertu de l'intérêt général qu'il a à la concorde & à la conciliation, & qui ne touchent nullement à son autorité.

Tout homme ne peut rien ici-bas par lui-même au delà de ce qu'il peut voir & toucher; tout le reste il faut qu'il le fasse par autrui. Le Prince donc le plus absolu est forcé d'établir des préposés à tous les ressorts de sa puissance. Pour qu'un Prince, comme je l'ai dit, soit véritablement Monarque, il faut qu'il soit en même-tems Général & Magistrat, & qu'il tempère & anime ces deux qualités l'une par l'autre. Comme Général, il a des Lieutenans préposés aux ordres de fait & de célérité; comme Magistrat, il autorise de son nom des compagnies qui gouvernent les choses de forme & de détail; comme Monarque enfin, de même qu'il réunit en sa personne ces deux autorités qui semblent d'abord hétérogènes de leur nature, il les combine aussi dans l'Etat, il maintient les privilèges des différens ordres, établit des distinctions héréditaires, considère celles que la nature & l'usage ont établies, fixe les droits d'un chacun, arrête les entreprises respectives

des uns sur les autres, & de cet ensemble de soins particuliers qui se rapportent tous à un petit nombre de principes fixes, se forme la Monarchie la plus stable, & la puissance la plus absolue qu'un Roi puisse jamais exercer.

En cet Etat l'inquiétude, ou le ferment intérieur ne sauroit être que conflit de juridiction. D'entre ces conflits, ceux qui méritent l'attention directe du Souverain, proviennent certainement des entreprises que les Lieutenans du Général font sur le ressort des préposés du Magistrat souverain ou de celles que ces derniers font sur les droits des premiers, ou seulement des méfiances naturelles entre deux espèces, dont l'esprit est si différent & dont les habitudes sont si opposées. Ces méfiances, ces inquiétudes respectives ne sont point un mal; au contraire, elles rendent les différens ordres de l'Etat plus attentifs & plus vigilans; elles éveillent le corps politique & entretiennent sa force & son agilité, & le Prince impartial au-dessus de ces agitations de détail, autant que l'Eternel, (si l'on peut se permettre cette comparaison) est au-dessus du combat des élémens, en extrait l'harmonie universelle, les fleurs & les fruits de la société. Il fait combien l'équilibre est nécessaire; que si les Lieutenans prédominent, ils anéantissent sa qualité de Magistrat; que si les Magistrats civils ou municipaux servent seuls le Monarque, bientôt les loix seront sans force & sans exécution. Il soutient l'équilibre en maintenant chacun dans ses fonctions & dans ses droits fixes & constans; mais ni lui ni ses Ministres ne se regardent comme parties dans des débats, dont ils sont

de droit & de fait les températeurs & les juges.

En considérant donc les Etats Provinciaux comme les Magistrats municipaux des Provinces, dans quel sens sont-ils moins les préposés de l'autorité, que ne le sont en d'autres parties ceux à qui l'on prétend les soumettre ? Dans les tems d'assemblée le Roi donne aux Etats un chef pour représenter sa personne. Cet Officier a de droit toutes les prérogatives de la supériorité ; il s'abstient & doit s'abstenir, comme eût fait le Prince lui-même, de mettre la main au soc de la charrue ; mais il fait sur quels principes elle doit être conduite, & empêche qu'on ne s'en écarte. Les autres Commissaires du Roi sont aux Etats ce qu'est le Parquet aux Parlements, pour veiller aux intérêts du Roi, c'est-à-dire : *Ne quid detrimenti Respublica patiat*. Quelques idées qu'on puisse se faire de part & d'autre sur les droits, les privilèges & les usages qui ont constaté cette forme d'administration, en voilà le fonds réel.

Supposé néanmoins qu'on persiste à ne vouloir considérer comme préposés de l'autorité, uniquement que les Tribuns militaires & les Questeurs de l'Etat, il s'en faut bien que leur emploi ne soit ravalé par la concurrence de la Magistrature municipale. Plus un Etat forme de différens ordres ou hiérarchies utiles & équitables, plus il en devient puissant & illustre. Son éclat rejaillit sur la Couronne comme aussi le lustre de la Couronne fait la plénitude de l'ornement de l'Etat. Le Trône le plus élevé que puisse se fonder un Despote, c'est de fouler aux pieds ses esclaves prosternés pour l'adorer ; usage des Orientaux. Nos premiers Rois qui

n'étoient que Chefs militaires, ne pouvoient s'élever plus que les boucliers de leurs soldats, qui les portoient lors de leur inauguration. Un vrai Monarque compte autant de gradins à son trône, qu'il y a d'ordres distincts & séparés dans son Etat; il les domine tous également, mais par échelons, & la prééminence de chacun d'eux élève sa suprématie: ses préposés, planètes qui ne tirent leur splendeur que de l'astre fixe, intarissable & universel, participent pareillement à ce genre d'avantage. La question est évidente; mais le fait parle mieux encore de soi. Qu'on examine si les places dont il s'agit, n'ont pas un tout autre lustre & de plus forts émolumens dans les Pays d'Etats, que dans les autres Provinces.

Dans les tems de l'administration du courant, c'est-à-dire, pendant les interregnes de ces assemblées, il arrive encore, ou du moins il doit arriver que les Officiers municipaux se trouvent en compromis ou en jalousie avec les Lieutenans militaires ou Fiscaux du Souverain; mais le Roi regarde-t-il comme une atteinte à son autorité, la sorte d'indépendance où se maintiennent à cet égard les Officiers de justice? C'est lui-même qui l'a établie, sachant que le glaive doit veiller à côté de la balance, & qu'au moment où l'épée la surchargea de son poids, on vit éclore l'axiome barbare : *Va videtis*. Il fait aussi qu'il faut laisser aux ressorts de l'intérieur, & du Gouvernement économique, un jeu libre & paisible; qu'autant qu'il est possible, il faut donner à tout le branle du bon ordre & du respect du devoir, d'où résultent le respect & l'amour du Souverain; il fait que ses préposés & ses envoyés les plus directs n'ont que cela à

établir; & pourquoi l'attention du Citoyen lui-même à prévenir & seconder les soins paternels du Prince, lui deviendrait-elle suspecte? Pourquoi le Souverain aimeroit-il mieux avoir à contraindre, que de se trouver obéi? Pourquoi enfin ne verroit-il pas dans l'administration municipale, une juridiction émanée de son autorité? Je laisse à juger d'après ces réflexions, si l'imputation faite aux Etats Provinciaux de penchant à l'indépendance, n'est pas fautive dans le droit, & si en supposant ce penchant réel, relativement aux préposés de l'autorité sur d'autres parties du Gouvernement, elle est dangereuse dans le fait. Je demande encore si, à considérer seulement cette attention & cette jalousie du corps municipal comme nécessaire à sa conservation, l'autorité ne doit pas la regarder comme très-utile à l'Etat & à la dignité royale.

Interrogez les Ministres & le Gouvernement, ils vous diront que les affaires municipales, & les prétendus privilèges des Pays d'Etats, leur donnent plus de besogne en ce genre que toutes les autres Provinces du Royaume ensemble; & cette multiplicité de tracasseries de détail n'est-elle pas précisément ce qui empêche que toutes les forces d'un Etat ne soient réunies en la personne du Prince? Je n'ai point interrogé les Ministres, & je doute qu'il y en ait jamais eu d'assez aveugles pour imaginer que les sept Dormans eussent pu composer le Conseil utile d'aucun Prince quelconque : ils savent tous, au moins par expérience, que l'art de gouverner est l'art de veiller sur tout, & à la tête de tout; que, victimes décorées de la tranquillité publique, le repos général ne peut être que le fruit de leur action

continue; mais quand je répons ici à la conséquence absurde de cette supposition, ce n'est pas que j'en admette le principe, au contraire: il est aisé de démontrer que rien n'est plus conforme aux vues d'un Gouvernement sage, qui veut être libre dans son jeu, que la subdivision des détails renvoyés à des agens authentiques & astreints à des règles invariables. C'est par ce régime seul que les premiers d'entre les ordonnateurs peuvent se procurer quelque relâche, peuvent accroître & multiplier leurs forces en éloignant le point d'appui, & se réserver uniquement les fonctions principales qui sont les seules qui leur conviennent. Toutes les affaires, par exemple, qui occupent les différens Bureaux dans lesquels se partagent les membres des assemblées d'Etats, celles de révision pour le passé, celles d'examen pour le présent, celles d'arrangement pour le futur, sont autant d'objets de travail épargnés au Gouvernement. En supposant qu'un seul homme pût pourvoir à toutes ces parties, il n'est pas possible de lui en confier le maniement absolu. S'il rencontre une obéissance aveugle, encore faut-il qu'il rende compte de l'usage qu'il en a fait. Si, au contraire, il éprouve des contradictions, ou s'il excite des murmures, tout cela revient encore en poids sur le Gouvernement: ainsi dans l'un & dans l'autre cas, un administrateur unique & précaire est, ou doit être toujours plus embarrassant pour le Gouvernement qu'un corps solidaire & authentique qui agit à découvert & sur des règles fixes, & dont les membres se voient chaque jour à la veille de rendre compte de leur administration à ceux qui en ont été les

témoins , & qui en ont supporté le fardeau.

Si dans le fait il en arrive autrement , & qu'il revienne moins d'affaires des Provinces gouvernées que des Pays administrés , prenez garde que ce ne soit en vertu du proverbe qui dit qu'*où il n'y a rien , le Roi perd ses droits*. Comparez la population , l'aisance , l'agriculture , le commerce , le crédit , les tributs , & les nonvaleurs de ces différentes Provinces , proportion gardée , & relativement aux avantages du sol , du climat & de la situation qui ne dépendent que de la nature. Voyez de ces deux côtés lequel est le plus rapportant , lequel , en appliquant toutes ses forces à l'utilité générale , conserve le mieux le fonds qui peut seul les régénérer & les accroître , lequel enfin est le plus en état de redoubler ses efforts en un besoin pressant : c'est là la pierre de touche de l'administration. Si les représentations & les griefs sont intarissables d'une part , vous devez supposer les murmures de même de l'autre ; mais la différence est immense. Les uns ont un truchement authentique , & ne peuvent porter que sur des points fixes & connus ; votre volonté une fois déterminée sur ces objets , l'exécution & les détails en sont confiés à des agens qui ont l'aveu public , l'antique autorité & la routine du Pays : les murmures , au contraire , sont des monstres à mille têtes qui partent d'après des griefs souvent controuvés , toujours exagérés & multipliés en passant de bouche en bouche : le découragement des Peuples n'en est pas moins effectif ; ils appellent hautement les honneurs rendus à vos Préposés , *brûler une chandelle au diable*. Plus vous augmentez le pouvoir de ces

Officiers, & rendez leur administration abfolue, plus vous étendez jufqu'à vous les murmures du Peuple, qui en vient enfin à féparer la perfonne toujours chérie du Maître, de fon miniftère. *Ab! fi le Roi le favoit.* Ce langage du fentiment dans les Provinces ne fut-il pas toujours à la Capitale & à la Cour le mafque des chefs des troubles & des rébellions? Toujours le Roi féduit par un Miniftre, captivé par un parti, &c. Ces chofes ne font pas à craindre de la part du Peuple, je le fais : mais pourquoi laiffer germer cette difpofition dangereufe? Seroit-ce donc une découverte de nos jours, que le Gouvernement n'a plus befoin de l'amour des Peuples? En fupposant que cela fût, du moins eft-il très-important de les laiffer en paix, uniquement occupés de leurs pénibles & utiles travaux dont les murmures les détournent, que le découragement leur fait abandonner. Doit-on jamais perdre de vue que l'abattement & la ruine des cultivateurs font la ruine de l'Etat, & que la tyrannie diminue la puiffance du Souverain? car les forces du Souverain font dans les mains des cultivateurs. Ils font la fource des richesses, de la population & de la puiffance. Ecoutez-les en la perfonne de leurs chefs une fois par an : toutes les affaires qu'ils vous apportent, ne peuvent rouler au paffif que fur les atteintes portées à un code fixe & authentique du droit public de leur municipalité, à l'actif que fur des vues de police & d'amélioration. Toutes les affaires qu'ils vous donnent dans la Province, font de révision & d'infpection fur leur conduite, & c'eft là ce qui constitue vraiment le pouvoir & la dignité de vos Préposés.

Sont-ce de tels soins qu'on veut appeller des embarras pour le Gouvernement? Les grands hommes qui voulurent & acquirent de l'autorité, n'ont pas prétendu construire le Palais superbe d'un grand Etat pour le transmettre à des lâches avides d'émolumens & de dignités, & impatiens d'en supporter le fardeau. S'il s'en rencontre un jour de tels, la Nation ne manquera jamais d'ames fières & d'esprits élevés propres à les remplacer, & que les soins de la puissance & la confiance du Maître ne gêneront pas; mais ce qui n'entra jamais dans le calcul de ceux qui ont organisé cette vaste machine, c'est que leurs successeurs affaiblés un jour sous le poids & la multiplicité des détails, se vissent forcés de faire porter tout le mouvement intérieur de la machine sur un seul & unique pivot foible & movable.

Je ne sais si j'ai bien répondu à toutes les objections que je viens de me faire à moi-même; je fais du moins qu'au moment où j'ai cherché à m'opposer toutes les raisons possibles, j'ai désiré de les rendre les plus fortes qu'il se pourroit, & d'une tout autre trempe que celles qu'on m'a proposées jusques ici. J'ai voulu voir en effet si je ne me faisois pas illusion, & s'il ne se trouveroit pas vrai que mes adversaires eussent *mieux connu les principes du Gouvernement monarchique*, prêt à abandonner mes vues à cet égard; auxquelles je ne suis attaché qu'en ce que je crois qu'elles constituent la partie principale du bien public; à les abandonner, dis-je, si j'avois aperçu le contraire. Revenons sur les principes de notre Auteur.

Le second fondé sur des estimations imaginaires

du produit des impôts qui se lèvent dans les Provinces d'Etats, s'est persuadé que le Roi retireroit plus de ses Peuples si le Royaume étoit divisé en Provinces d'Etats & Provinces abonnées, que le Roi n'en retire présentement; & de cette supposition l'Auteur a conclu la nécessité de mettre toutes les Provinces de France en Provinces d'Etats, & de supprimer la régie des fermes & les recouvremens des Receveurs généraux des Finances, pour n'avoir plus que des Trésoriers.

Je ne puis mieux répondre à la première phrase de ce paragraphe, qu'en répétant ici le calcul que j'ai donné pour exemple dans le Mémoire cité. Le voici.

Les Finances.

„ C'est un préjugé presque général que les
 „ Pays d'Etats rendent moins au Roi, que les
 „ autres Provinces. Je ne crois pas difficile de
 „ démontrer que cette opinion est fausse de
 „ toute fausseté. Je crois qu'un des meilleurs
 „ argumens pour cela, est de produire un état
 „ des revenus & des charges relatives au trésor
 „ royal d'une des Provinces de cette es-
 „ pèce que j'ai plusieurs fois citée dans le cours
 „ de cet Ouvrage, (la Provence) parce que
 „ son administration intérieure m'a paru la plus
 „ économique de toutes, & que dans ces der-
 „ niers tems, sa situation l'a obligée à faire de
 „ plus grands efforts que tout autre.

„ Tous les biens-fonds de la Provence sont,
 „ comme j'ai dit, exactement évalués par une
 „ estimation intérieure, & dont les inégalités
 „ peuvent être redressées par le moindre de ses

„ habitans. Chaque portion de bien estimée
 „ 50000 l. est chargée d'un feu. Il y a dans la
 „ Provence 3037 feux ; ce qui fait 151800000 l.
 „ de fonds. Je ne pense pas que dans une Pro-
 „ vince aride , dont le climat passe sans cesse
 „ d'un excès à l'autre, où les eaux manquent
 „ ou sont des torrens, où toutes les récoltes
 „ sont ou fautives ou de pure industrie, vignes,
 „ oliviers, vers à soie, amandes, noix, figues,
 „ prunes, fleurs d'orange, &c. je ne crois pas,
 „ dis-je, qu'on m'accuse de diminuer les ob-
 „ jets, quand je mettrai le revenu de ces fonds
 „ à cinq pour cent, sans prélever ni entretiens
 „ ni réparations. Je doute qu'aucun des habi-
 „ tans voulût les prendre à ce prix ; cependant
 „ en dirigeant ainsi notre calcul, 151800000 li-
 „ vres de fonds font 7590000 liv. de revenus.
 „ Mettons maintenant sous les yeux l'état de
 „ ce que cette Province paie en gros.

„ Don gratuit, - - - - -	700000	ℒ.
„ Capitation & 4 sols pour livre, - - -	589765	..
„ Vingtième des biens roturiers		
„ à le prendre sur l'évaluation		
„ ci-dessus, - - - - -	320000	
„ Taillons & fouage, - - -	115497	
„ Vieux droits du Domaine, -	32306	
„ Abonnement des huiles, - -	42000	
„ Milices, - - - - -	24931	

„ Le sel étoit libre en Pro-
 „ vence : le Roi Louis XIV. par
 „ un Edit de 1661. établit un
 „ droit de 15 livres par minot
 „ pesant 100 liv. poids de marc,
 „ & au moyen de cette nouvelle

„ imposition, il déchargea la Pro-
 „ vince du don gratuit, de la
 „ subsistance des troupes en quar-
 „ tier d'hiver, du paiement des
 „ troupes dans les Places, de tous
 „ arrérages passés, de l'ustensile
 „ des vieilles & nouvelles Gar-
 „ nisons, du logement des Etats-
 „ Majors & Commandans & de
 „ celui des Troupes, & généra-
 „ lement de tout Edit ancien &
 „ nouveau, donnant de cela sa
 „ foi & parole royale pour lui &
 „ ses successeurs Rois. Il est à
 „ noter que cette grace n'étoit
 „ point à charge alors au tré-
 „ sor, attendu que la Province
 „ ne payoit d'autres impôts que
 „ cent mille écus de don gratuit,
 „ & que tout-à-coup le sel valut
 „ au Roi & vaut encore, - - 700000
 „ Charges de la Province, à fa-
 „ voir, intérêts des Créanciers,
 „ paiement des Gouverneurs,
 „ Lieutenans-Généraux, Maré-
 „ chaussée & autres fraix à la dé-
 „ charge du trésor, comme fraix
 „ des chemins, &c. - - - 1425200

Total des sommes ci-dessus, 3999699 £.

„ Je ne comprends point dans cet Etat les
 „ charges particulières de chacune des Com-
 „ munautés qui excèdent 600000 liv. par an
 „ en total, parce que l'on pourroit m'objecter

„ que ce sont des fraix volontaires. Je les ai
„ cependant mis sous les yeux pour démontrer
„ qu'ils sont tous de police & d'utilité publi-
„ que : mais si je pouvois dépouiller le total
„ des dettes contractées pour le besoin de l'E-
„ tat par chacune des Communautés dont le
„ Roi seroit chargé à leur place ; si la Province
„ n'étoit pas Pays d'Etats , cela seroit encore
„ un bloc immense , & l'on verroit que les
„ possesseurs des biens ne sont propriétaires
„ qu'à titre onéreux ; mais ce n'est point ici la
„ question. Il est de fait que sur sept millions
„ cinq cens mille livres de revenu , il en en-
„ tre quatre dans les coffres du Roi , ou à la dé-
„ charge du trésor. Il faut encore observer que
„ les nouveaux droits dont on connoit l'immen-
„ sité , le contrôle , l'insinuation , les doua-
„ nes , &c. ne sont point compris dans l'Etat ci-
„ dessus. Qu'on fasse maintenant la même opé-
„ ration sur le plus riche Pays d'Electon , sur la
„ fertile & industrieuse Normandie , & je défie
„ tous les calculateurs. Ce n'est pas ici un pré-
„ jugé ; ce sont des calculs de fait aisés à véri-
„ fier , & que je n'exagère en rien.

Je demande en quoi on peut m'objecter que
c'est là une estimation imaginaire , si ce n'est
en ce que je ne porte qu'à 320000 liv. l'arti-
cle du vingtième qui vient d'être abonné à
1100000 liv. pour les deux vingtièmes ; ce qui
fait 550000 livres pour chacun. Il faut y join-
dre , à la vérité , celui des biens nobles qui ne
devroient pas paroître ici comme n'étant point
entrés dans l'estimation faite du fonds total de la
Province. Mais en voici le calcul. Les biens no-
bles en Provence se divisent en *florins* , comme

les biens roturiers en feux. Chaque florin est de 600 livres de rente, comme chaque feu de 50000 liv. de fonds. L'état de l'afforinement de la Noblesse porte 2000 florins. Chaque florin étant, comme je l'ai dit, estimé 600 liv. de rente, cela compose 1200000 livres de rente dont le vingtième est 60000 liv. qui ajoutées à 520000 livres, font 380000 livres, au lieu de 550000 livres. Si la crainte & l'horreur des traitans porte une Province à autoriser ses Administrateurs à se racheter de leurs vexations, en donnant plus que le Roi ne demande, on en doit conclurre en faveur de l'activité, de la force & de l'utilité de ce genre d'administration.

Allégueroit-on contre les abonnemens, que cela établit une imposition sur un pied fixe, d'où il est difficile de les porter vers l'accroissement? Ce principe seroit matière à une longue discussion pour savoir si la soif du Fisc doit être celle de l'hydropique; mais il ne sauroit être question de cela ici. Je le répète, nous ne prétendrons jamais aucun droit de discussion; & quant à cette objection-ci, il suffit d'y répondre par le fait. Sans sortir des détails de cette Province que nous avons citée pour exemple, lisez l'Etat de la Provence par l'Abbé Robert, imprimé en 1693. Vous y trouverez, Tome I. page 15. que les impositions étoient alors à 200 livres par feux. Ils ont été portés à la dernière assemblée à 900 livres; & si l'on veut se rappeler l'année 1693. au fort d'une guerre générale soutenue contre toute l'Europe peu d'années avant le traité de Rîswick, où Louis XIV. sacrifia en entier ses conquêtes, fruits d'une guerre heureuse, pour donner la
paix

paix à ses Peuples dès lors épuisés, on verra que ce n'étoit point un tems de soulagement. Les feux ont néanmoins quadruplé depuis, & voilà la mauvaise volonté des Pays d'Etats. Mais, encore un coup, où est l'imaginaire des estimations que j'ai présentées? C'est un calcul consigné en tant d'endroits, qui peut être démenti par tant de témoins. Il en est d'autres moins autentiques que je fais aussi, & qu'il sera plus prudent à mes adversaires de me laisser sous-entendre.

Ce n'est pas précisément en ce que je suis persuadé que le Roi retireroit plus de ses Provinces, si l'on y établissoit des Etats, que je conseille cet établissement : c'est après avoir prouvé que tout ce qui seroit imposé sur les Peuples seroit au profit du Prince & de l'Etat; que le Peuple seroit plus heureux; que le commerce y seroit protégé & appuyé; que le crédit de ces corps solides seroit immense, & renforcé encore par une infinité de crédits subdivisés; que la police intérieure, & sur-tout la perception des impôts y seroient dans une harmonie fixe & claire. Ce n'est qu'au besoin que je mets tout ce redoublement de force aux mains du Roi, & l'on sait que l'arme la plus pesante est la plus sûre, quand d'ailleurs on a trouvé le moyen de la manier avec une égale facilité; mais au courant je crois satisfaire au devoir de Sojet, quand je remplis celui de Citoyen. En rendant les Peuples plus heureux, je fais que je rens le Prince plus puissant. Au fond la puissance du Roi ne m'est précieuse & sacrée, que parce que je fais qu'elle seule peut assurer le bonheur de ses Sujets; de même que je n'ai

Suite de la IV. Partie.

D

en vue le bonheur des Sujets, que comme devant concourir à la gloire & à la pleine puissance du Prince. Ces deux choses sont inséparables. Dieu ordonne de chérir l'une & l'autre, & Dieu n'ordonne rien de contradictoire.

A l'égard de la suppression de la régie des Fermes, je n'ai traité de cela que comme d'un accessoire qui n'est nullement lié à l'essence actuelle des Etats : je l'ai désignée comme un moyen qui semble plus court de simplifier le maniement des finances : c'est à ses ordonnateurs à en juger. Quant à ce qui est des Receveurs généraux transformés en Trésoriers, c'est une suite nécessaire du plan principal ; & à tout prendre, ils y gagneroient assurément.

Je ne me rends à aucun de ces deux partis, parce que je ne les trouve l'un & l'autre fondés, ni sur la justice, ni sur les principes d'une saine administration.

Ici, comme dans bien d'autres endroits, je ne me plains que du peu d'étendue que l'Auteur a donnée à ses pensées. Ce qu'il dit ici de la justice regarde sans doute mes adversaires, puisque, pour ce qui me concerne, je ne supprime rien. J'accorde, au contraire, & n'use d'aucuns moyens coercitifs. Le second point me regarde, & je ne saurois m'empêcher de regretter qu'un homme qui a d'ailleurs des vues & des connoissances, n'ait pas détaillé en quoi, selon lui, mon plan s'écarte des principes d'une saine administration. La suite nous le fera peut-être voir : je le désire ; car mon intention n'est assurément pas de rien omettre.

J'estime qu'il faut conserver les privilèges des Provinces d'Etats, en ce qu'ils n'ont rien d'abusif; en laissant subsister le privilège, il ne faut pas laisser subsister l'abus. Un privilège, si c'est ainsi qu'on doit regarder la faculté qu'une Province a conservée aux termes de son contrat de réunion à la Couronne, ne doit être perpétué qu'autant qu'il ne renferme point de lésion, & qu'il ne dérange point l'harmonie qu'il doit y avoir dans la balance respective des Provinces de France.

La première phrase de ce paragraphe accorde & refuse, donne & retire tout ensemble. Après avoir dit qu'il faut conserver les privilèges des Pays d'Etats, par l'adjonction *en ce qu'ils n'ont rien d'abusif*, l'Auteur remet tout-à-coup en question ce que la première partie de cette phrase a mis en fait; au moyen de l'exception que je viens de souligner, il n'y aura jamais rien ici-bas de stable & d'assuré. S'il étoit de mon sujet d'examiner ici ce que c'est qu'un privilège, il naitroit de cet examen la démonstration fixe que tout droit public & particulier n'est fondé que sur la stabilité de ces sortes de concessions ou d'établissémens, & que ceux qui proposent le droit d'examen, de l'utilité ou de l'abus des privilèges, sont, sans le savoir, les pires ennemis de la société: mais cet objet si sérieux, si important & si réel, est hors de notre question, d'autant plus que l'Auteur dans la phrase suivante semble tirer lui-même hors de ligne les droits des Pays d'Etats, en les appelant *la faculté qu'une Province a conservée aux termes de son contrat de réunion à la Couronne*. Mais comme n'étant point fondé des procurations des Pays d'Etats, & parlant ici unique-

ment pour l'avantage de la France en général, pour la stabilité de l'Etat, pour la gloire du Souverain, pour la tranquillité & le bonheur du Peuple, j'y renonce, moi, à ce droit autentique & sacré; que mes Compatriotes éloignés du soleil, & ne pouvant jouir de la lumière que par communication, élèvent & entretiennent avec soin de foibles abris contre le passage de la tempête & des orages: ce sont des précautions louables de qui ne sauroit avoir la connoissance des causes que par des effets de proportion; mais moi, qui vois de plus près, je fais que de même que toutes les influences célestes dont souvent les rapports disproportionnés à nos foibles vues étonnent nos calculs bornés, sont néanmoins des soins de la bienfaisance & de la paternité universelle: ainsi lors même que les ordonnateurs politiques paroissent ordonner notre surcharge, nous devons nous représenter les maux dont ils nous garantissent, supposer le bien général que nous ne saurions appercevoir, savoir en un mot que nos Maîtres sont nos peres, que leurs Ministres veulent le bien. Je suis témoin ici tous les jours de leurs soins pour le connoître, de leur accessible facilité à recevoir, à rechercher même toutes les instructions, les détails relatifs à cet objet. Je ne risque donc rien à remettre en leurs mains tous les droits que nous ont transmis nos peres. Oui, nous n'avons d'autre privilège que celui de nous montrer les plus ardens à servir la Patrie, à marquer notre zèle au Souverain. Loin de craindre pour nos droits, & de les défendre, je ne suis occupé que d'en étendre *la faculté* sur les Provinces qui vivent par *interim*, qui obéissent

à des ordres en attendant des loix municipales qui sont en effet terres adjacentes, & que je voudrois voir membres de l'Etat. En vain affecte-t-on toujours ici de nous appeller Provinces d'Etats au lieu de Pays, comme c'est l'usage. Nous sommes Pays d'Etats, mais Pays du Roi, membres inséparables de la France : bien plutôt serions-nous en droit de soupçonner quelque dessein sous cette affectation de se servir toujours du nom de *Province*, si de telles misères pouvoient avoir quelque chose d'essentiel. Les Romains réduisoient leurs conquêtes en Provinces, & cette dénomination entraîna bientôt par la façon dont elles furent gouvernées, une idée d'esclavage & d'oppression; mais cette idée d'asservissement ne fût-elle que de subordination, nous la refusons à la Capitale qui nous doit son lustre, & qui n'eut jamais de droit sur nous, ni d'empire, ni de supériorité; & quant au Maître, elle n'exprime rien. Nous ne sommes point ses Provinces, nous sommes ses Sujets, son Pays, son territoire, son bien. Il est Roi de France, & par-là reconnu le premier des Souverains; mais il ne dédaigne pas d'être Duc de Bourgogne & de Bretagne, Comte de Toulouse, de Provence & d'Artois. Tous les fleurons de sa Couronne, égaux entre eux, composent ensemble & sur le même plan le plus brillant diadème de l'univers.

Quel que soit le tarif auquel l'Auteur apprécie *cette faculté conservée aux termes du contrat de réunion*, il assure qu'elle ne doit être perpétuée qu'autant qu'elle ne renferme point de lésion. Il n'entend certainement pas dire tout ce qui peut résulter de son principe; mais sans le

chicaner sur l'expression, il s'explique & ajoute, *& qu'elle ne dérange point l'harmonie qu'il doit y avoir dans la balance respective des Provinces de France.* Si j'entens bien ce que cela veut dire, c'est que nonobstant tous privilèges & toute forme quelconque d'administration, il faut que, proportion gardée, une Province paie autant qu'une autre Province. Mais si je lui demande tout-à-l'heure de me donner un tableau de cette balance respective, il y seroit sans doute bien embarrassé; & je crois cela sans révoquer aucunement en doute ses lumières ni son expérience. En effet, le Ministre le plus absolu, le plus habile & le plus routiné dans l'administration des Finances, & dans la direction du commerce intérieur, ne pourroit faire une telle opération qu'à l'aide d'une multitude d'hommes qu'il faudroit former & faire travailler sur un plan de remarques long & suivi. Ce seroit sur un rapport exact de la quantité, qualité, & prix bon an, mal an, des productions de la terre, nourrissement, planturage, &c. sur le produit des manufactures, sur les rapports du commerce étranger, sur les détails de la population, consommation, &c. sur un état fixe de ce que le Roi y paie de troupes, d'Etat-Majors résidens, de Maréchaussées, de travaux publics, &c. qu'on pourroit former d'abord l'état de la valeur intrinsèque d'une Province, préliminaire indispensable pour pouvoir juger ensuite de sa charge ou surcharge. Or, ce premier pas seul ne peut se faire que par le moyen des Etats. C'est seulement dans le sein de cet ordre d'administrateurs que vous trouverez des hommes, dont l'habitude des affaires cultive &

dirige la capacité naturelle vers la connoissance de son Pays. Toujours ramenés sur les mêmes détails, bientôt l'intrinsèque de la Province leur est mécaniquement connu; & si vous dirigez leurs recherches sur un plan de recensement de ce qu'elle contient, à la longue ils viendront à bout de vous fournir des états aussi exacts qu'il est possible d'en avoir de ces sortes de choses.

Ce premier pas fait, il ne suffit pas de savoir ce que vous imposez de tailles sur une Province, ce qu'elle paie de vingtième & de capitation, ce qu'y valent les douanes & autres droits domaniaux, ce qu'y rapportent les Aides, Gabelles, &c. il faut encore calculer comme charges les corvées & autres travaux publics, & surtout les fraix énormes de la perception, souvent & presque toujours plus onéreux eux seuls que toutes les autres charges ensemble. Ce point seul sera toujours un mystère impénétrable pour le Gouvernement dans les Pays d'Election, puisque c'est le Pérou des Receveurs & de leurs sous-ordres. Cependant comme les fraix de la levée des deniers portent tous sur le Peuple, il est indispensable de les connoître pour savoir à quoi se montent les charges réelles. Pour remédier à l'impossibilité morale de cette opération, il est donc nécessaire d'abandonner le projet de pénétrer dans ce dédale de tortuosités, & reprenant cette opération au plus simple, il est indispensable d'établir un ordre de perception uniforme pour chaque partie, & montée sur le modèle des administrations les moins onéreuses en ce genre. J'en ai donné le tableau dans la VI. Section de la première Partie de mon Mémoire: S'il se trouve une forme de levée

moins dispendieuse, moins sujette aux fraix, moins incommode pour le cultivateur dans les Pays d'Election, qu'on la présente, nous la faisons; car tout est possible parmi nous, au moyen de la foi & de la confiance que nous avons en nos Administrateurs; mais quant à notre forme de perception, à celle du moins que j'ai offerte comme modèle, elle ne peut avoir lieu que par le moyen des Etats.

En effet, en vain nous opposeroit-on qu'il est des Pays d'Election où les terres sont encadrées, & où, par conséquent, la taille réelle est établie; qu'en conséquence la taille y est sur un pied fixe de répartition, au moyen duquel le Syndic ou Consul se trouve chargé de recueillir les deniers, & tient lieu de Collecteur, sans l'interposition des Etats. Tel est le plan; voici l'exécution.

On impose dans ces Pays-là sur le total de la généralité, une somme considérable en sus de la somme demandée, & ce surabondant est dans les mains d'un seul Administrateur, dans l'objet de soulager certaines Paroisses surchargées, primordialement lors de la confection du premier tarif, ou passagèrement affligées par quelque un des fléaux communs à la campagne. J'ai moins de droit que qui que ce soit à inculper un tiers, & moins d'envie de semer des scandales; mais si ces Administrateurs ne savent pas que jamais ces sortes de distributions devenues bienfaits & salaires, ne sont, ni ne seront faites sans élever toutes sortes de murmures, je le leur apprens. Ces murmures sont injustes, je le veux, mais motivés, en ce que d'une part un tribunal de répartition de deniers d'autrui ne

sauroit être trop éclairé, trop nombreux, trop autentique; de l'autre, en ce que non contents de répartir sur les Communautés, ils désignent les personnes, ils gratifient tel & tel *nominatim*, sans qu'il soit question d'une répartition au marc la livre, & relative aux divers recensemens du Cadastre. Or, ce pouvoir qu'ils s'arrogent & qui a passé en usage, ils ne l'ont pas, ils ne le sauroient avoir, personne ne le leur peut donner. Quand les assemblées d'Etats gratifient, elles disent pourquoi; lorsqu'elles dédommagent un canton, tout le monde s'en ressent pour sa quote part, & ces deux objets si divers, & si dangereux à confondre, n'y sont jamais confondus.

D'ailleurs, la levée & collecte convient-elle dans les mains des Officiers municipaux? La devise de la collecte est *rem quocumque modo rem*. Celle de la police est précisément le contraire. Quant à des Trésoriers, vous n'en sauriez avoir, dès que leur principal est Receveur. Chez nos Trésoriers généraux le Trésorier particulier, ou Collecteur qui paie le plus exactement & le plus près du terme, est le meilleur. Chez les Receveurs c'est tout le contraire.

En ceci, comme en toute autre chose, les plus petits chainons tiennent au total de l'administration. J'ai dit dans l'exemple cité qu'il n'est permis au Trésorier de donner qu'une seule assignation taxée 12 s. que dès lors les intérêts courent, & le fonds en répond; mais pour cela il faut avoir des fonds: il faut non-seulement que la taille soit imposée proportionnellement à ces fonds, mais encore qu'on n'en décourage pas le possesseur par l'exemple de son voisin sou-

lagé d'office ; que lorsque la surcharge arrive, le payfan apprenne de loin que la Province entière a reçu le même poids.

Cette nécessité seroit plus pressante encore dans l'état des nonvaleurs qu'elle ne l'est ici, (nonvaleurs, mot qui suppose la terreur, les larmes & la désertion dans les Pays d'où il arrive.) Il n'y en a pas même pour le Roi dans les Pays d'Etats ; il n'y en sauroit avoir, puisqu'il faut que la Province en corps, & solidaire, acquitte la somme demandée. Qu'on m'en montre autant dans les Pays d'Election : quoique taille réelle, les nonvaleurs sont par-tout un article considérable ; mais elles ne sont que pour le compte du Maître : voyez-y les Receveurs, & me dites lequel a succombé sous la surcharge du canton qui lui fut commis ?

Quoi qu'il en soit, nous avons dit ci-dessus que ce n'est que par le moyen des Etats qu'on peut connoître le produit & la richesse d'une Province. On voit encore que ce n'est que par l'administration des Etats qu'on en peut discerner & régler les charges & le rapport. Ayez des Pays d'Etats par-tout, le Gouvernement pourra alors, au moyen de quelque attention, connoître *la balance respective des Provinces de France.*

Mais après cette opération, où croiroient donc en être ceux qui nous parlent tant de cette balance ? Pensent-ils qu'il en soit des Provinces comme des pyramides d'Egypte, qui une fois bien & duement mesurées, se trouvent constatées pour des siècles ? Savent-ils qu'une denrée passagère, des troupes, un voyage du Prince, une manufacture de plus, font l'aïssance d'un canton ? Ils n'ont que trop cru qu'on pour-

roit tirer de Clairac & des environs les mêmes sommes qu'on en tiroit du tems des plantations de tabac. D'autre part, des mortalités de bestiaux, une grêle, des corvées, ou, qui pis est, une interdiction du commerce des bleds suffisent pour le ruiner. Il faut alors des forces majeures pour supporter le fardeau, ou il écrase les Peuples & les campagnes. Les Etats évitent une partie de ces maux, & se chargent du soulagement des autres; la somme du Fisc n'en souffre aucune diminution : ou si l'ame paternelle du Souverain s'ouvre aux besoins de ses Sujets, c'est un don du Prince, un trophée connu de sa bonté, un soulagement public, & qui par là ne sauroit être un prétexte aux accusations de monopole & de distributions accordées à la faveur.

Il est donc de fait qu'on ne sauroit se faire une espèce de tarif de *la balance respective des Provinces*, que par le moyen des assemblées & de l'administration des Etats; il l'est encore qu'on ne la peut maintenir que par ce secours. Voudroit-on remettre en avant l'ignare & absurde préjugé que ces Provinces paient infiniment moins que les autres, fondé sans doute sur ce qu'elles fournissent moins aux déprédations des financiers? J'ai tout dit sur cet article : j'ai donné mon point de comparaison, qu'on m'en donne un autre. Eh quoi! ces Docteurs en finance sont-ils muets? ou craignent-ils de révéler les secrets de l'initiation? Qu'ils me donnent seulement une Province en comparaison, estimée d'une valeur à peu près égale à celle que j'ai présentée, & je leur ferai, moi, un relevé de ce qu'on y impose pour le Roi

dans les espèces & natures d'impôts que j'ai produites. Il est constant, & il le demeurera tant qu'on ne m'aura pas réfuté par les faits, que les Pays d'Etats paient plus au Roi & à la décharge du Trésor royal, mais beaucoup plus, par proportion, que ne font les plus riches Provinces d'Elektion.

Il paroît néanmoins que si l'Auteur a eu un instant l'idée de réveiller le préjugé contraire à ce fait, (comme on ne peut s'empêcher de le penser d'après ses expressions,) cette idée a été fort passagère; car il revient tout de suite aux abus de détail de l'administration des Pays d'Etats; article sur lequel mon intention n'est pas de biaiser, ni de négliger de répondre. Ecoutons-le.

Il y a bien des usages abusifs dans l'administration de quelques Pays d'Etats, soit par les privilèges de certains ordres de Citoyens, soit par les excès dans les dépenses qui ne sont pas toujours économisées au plus grand avantage des Provinces, ni portées en compte avec une fidélité bien scrupuleuse.

Il y a certainement des abus par-tout. Depuis long-tems on a dit que le pire des abus étoit de penser pouvoir déraciner tous les abus; & loin de dire que l'administration des Etats en soit totalement exempte, je sens plus que personne combien la révision du Souverain par le moyen de ses Préposés, est nécessaire à cette forme de Gouvernement municipal, & combien il est important que tout y soit soumis en grand à la formalité de son autorisation. Ce n'est pas que je croie que le Gouvernement puisse mieux savoir ce qui convient à une Province que les

propres Citoyens ; ce n'est pas que je pense qu'il puisse être plus sûr de l'absolue intégrité de ses Préposés, que ne le seront les Peuples de celles de leurs représentans ; mais craignant par-tout la corruption humaine, & ne la supposant nulle part, je tiens que toute administration fiscale ne sauroit être trop éclairée dans sa manutention, trop débattue par des intérêts divers & difficiles à rapprocher. Ce mélange d'inspecteurs, dont les uns n'ont d'intérêt que sur leur territoire, les autres qu'auprès du soleil qui éclaire tout, forme un reflet opposé d'intérêts & de maximes, qui répand un jour salutaire sur la manutention de la chose publique. La paternité d'ailleurs étant le premier des attributs de la Souveraineté, il est juste, il est nécessaire que le Pere de famille connoisse l'état des affaires de ses enfans, leur conduite & la manière dont ils sont gouvernés. J'ai pensé tout cela, & si mon plan ne me permettoit pas de m'étendre dans le petit essai précédent, on peut revenir sur celui que j'y ai présenté comme un modèle pour ces établissemens ; on verra que ces vérités y sont par-tout sous-entendues, & que dans le fait tout y répond à cela.

Il y a donc des abus dans l'administration des Etats ; il y en doit avoir ; il ne sauroit cesser entièrement d'y en avoir. Voilà trois points de fait ; mais comme il est certain & prouvé par l'expérience que l'examen le plus réfléchi d'un abus doit précéder les tentatives pour le déraciner, attendu qu'on voit, sans cesse, que les moyens reprimans d'un abus sont précisément le germe d'une infinité d'autres plus dangereux ; examinons, avant tout, de quelle nature sont les abus qu'on nous reproche.

Soit par les privilèges de certains ordres de Citoyens. L'Auteur, quoique personnellement bien intentionné, je le veux croire, rentre ici dans une question dès long-tems traitée & suivie de fait, mais entamée de droit, seulement de nos jours; champ de bataille des Tribuns volontaires du Peuple, qui en sont, en effet, les véritables oppresseurs. L'égalité fait la devise de leurs étendards; fauteurs de prestiges, qui feignent d'ignorer qu'elle ne peut subsister que dans les Enfers. L'égalité morale existe; elle est établie parmi nous devant le Trône de l'Être suprême; le sentiment de cette vérité nous est ordonné comme la première des loix, ou plutôt comme l'entier accomplissement de toute la loi; mais ce n'est pas de celle-là dont ils se soucient; leur système lui est même opposé, puisque leurs prétentions altèrent la charité qui en est le fruit, en attaquant les ordres les plus accrédités de Citoyens; ce qui entraîne le trouble de la société. C'est l'égalité physique qu'ils prêchent, & celle-là ne sauroit exister, je ne dis pas trois jours, trois heures après l'établissement de la société; mais elle est même incompatible avec le dessein de la former.

Tout est privilège ici-bas. A l'instant où Dieu daigna souffler l'être sur moi, il me privilégia au moral sur tout être moins propre à penser & à sentir, au physique sur tout individu moins agile, moins fort, moins adroit, moins durable que moi. Sans me donner la liberté, il ne put me donner les facultés nécessaires à ma destination, qui fut de lui plaire. L'abus de cette liberté engendra un monstre à deux faces, *l'envie & l'orgueil*. La première regarde mes su-

périeurs, la seconde mes inférieurs; mais elles sont également hideuses & difformes, & ne forment qu'un corps, l'ennemi le plus cruel de l'humanité. O! vous qui enviez les privilèges & les droits des premiers ordres de l'Etat, avez-vous pensé que le même sentiment de leur part, seroit le désir de votre esclavage, & vous réduiroit à la plus vile servitude? En effet, si c'est l'orgueil, tout leur pouvoir, tous leurs moyens, toutes leurs vues ne seront qu'un concert affreux, dont le but & l'effet seront l'oppression des petits & l'asservissement du Peuple. Si c'est l'envie, ils ne regarderont les dignités, le plus haut rang, le sceptre même, que comme une injustice du sort, une barrière odieuse à leur élévation: ils conspireront & jetteront la société dans des convulsions dont le terme est toujours l'établissement de la loi du plus fort; vexation pour le foible & outrage à la nature entière.

„ C'est, direz-vous, ce que nous sentons
„ aussi; & c'est pour éviter la gradation de cette
„ marche, dont les tems passés nous fournissent des exemples, tems dont les privilèges
„ que nous attaquons sont les restes odieux,
„ que nous voulons en effacer jusqu'à la trace.
„ Que le Sacerdoce jouisse des prérogatives
„ annexées à ses fonctions, toujours dominantes sur l'esprit du Peuple, qu'il jouisse du fruit
„ de nos travaux, attribué, avec un immense
„ superflu, à des besoins qui n'impliquent que
„ le nécessaire; que la Noblesse conserve ses
„ domaines & ses juridictions, qu'elle se réserve les honneurs militaires, & par-là la supériorité de mœurs & de fonctions, nous

„ n'envions point leurs avantages réglés par la
 „ nature & par la fortune ; mais que , quand il
 „ faut fournir aux charges de l'Etat , au main-
 „ tien de son lustre , à sa conservation , ces
 „ ordres privilégiés prétendent l'être encore
 „ pour contribuer infiniment moins que nous
 „ aux fraix de la chose publique , dont ils re-
 „ tirent les principaux émolumens ; c'est une
 „ injustice de détail qui n'a rien de commun
 „ avec leurs possessions réelles , un abus par-
 „ lant , un reste de la loi du plus fort qui doit
 „ exciter le cri public , qui mérite l'animad-
 „ version de ceux même , d'entre les privilé-
 „ giés , qui ont quelque équité , une injustice ,
 „ enfin , qui demande le secours de l'autorité
 „ à laquelle Dieu & les hommes confient la
 „ justice distributive.

Tâchons de nous entendre. Vous comprenez
 d'abord dans la classe des privilégiés un ordre
 d'hommes distinct & séparé , *le Clergé*. Il entre
 aux Etats comme régisseur & représentant ; il
 contribue en détail à certaines charges des Pro-
 vinces ; mais à l'égard des tributs , il fait corps
 à part ; & ce privilège , non plus que l'immu-
 nité qu'il prétend de droit , comme uniquement
 administrateur des biens des Eglises & des pau-
 vres , ne servent , de fait , qu'à le faire contri-
 buer aux charges de l'Etat , dans une propor-
 tion si forte , qu'elle surpasse d'un tiers toute au-
 tre taxe que ce puisse être sur les biens & revenus
 des autres Etats. C'est un fait que je démon-
 trerois par calculs aussi authentiques , au moins ,
 que ceux que j'ai présentés sur d'autres objets ,
 si cela étoit de mon sujet. Si les apparences
 vous semblent contraires à cette allégation ,
 prenez

prenez garde que c'est qu'il n'y a que les grosses fortunes qui vous frappent en ce genre. On les accroit, en quelque sorte, chaque jour par la réunion de divers bénéfices, & par celle de plusieurs autres sur les mêmes têtes; mais le plus grand nombre de cet ordre vit dans la médiocrité, & plusieurs dans une misère qui seroit insoutenable, si elle n'étoit volontaire. Ils sont d'ailleurs restreints sur plusieurs dépenses qui épuisent les Citoyens ordinaires, & privés de plusieurs autres qui les accablent; mais il n'en est pas moins vrai que toutes leurs immunités & leur bien-être, consistent en l'épargne des fraix & de la terreur des exactions.

Quant à la Noblesse, ses premières exemptions furent de droit; mais je ne parle ici de ce droit, que parce qu'il étoit pris dans l'utilité générale. La Noblesse, en effet, servoit & défendoit l'Etat à ses fraix; c'étoit alors toute la dépense qu'exigeoit la Patrie; & cette dépense, la Noblesse la faisoit sustentée des secours qu'elle tiroit de ses propres Sujets. Ceux-ci s'en trouverent foulés quelquefois, & nos Rois, instruits que l'antécédent indispensable de toute discipline est de donner aux troupes une subsistance réglée & indépendante de toute rapine, établirent les premiers subsides pour fournir à la subsistance des Compagnies d'ordonnance, Francs-Archiers & autres. Telle fut l'origine des tailles, taillons, aides, &c. La Noblesse, de droit, en demeura dispensée, puisque c'étoit à son entretien en guerre que le montant de ces subsides étoit destiné. Depuis, les besoins de l'Etat se sont multipliés, le corps de l'Etat a reçu une extension & établi des rapports qui

Suite de la IV. Partie. E

ont changé l'ordre primitif des choses. Les Princes ont établi des arsenaux de terre & de mer, des Places de guerre, une multiplicité de grades & de charges appointées; ils ont entretenu de gros corps de troupes réglées, en paix comme en guerre. Tant de nouveaux frais, les engagemens de leurs Prédécesseurs, &c. tout les oblige à une dépense régulière & si forte, que leurs domaines & droits domaniaux, engagés par leurs devanciers, ou d'une nature à ne pouvoir être régis par une main, désormais appliquée toute entière à tenir les rênes du Gouvernement, ne sauroient suffire à aucune de ces dépenses. En conséquence, les subsides sont devenus presque les seuls revenus du Prince, & se sont multipliés ainsi que les charges. Il n'appartient qu'au Roi des Rois de leur demander compte s'ils administrent les revenus de l'Etat comme les biens de leurs Sujets, ou comme le leur propre. Aujourd'hui, donc, les impôts se sont multipliés à tel point, qu'une exemption universelle seroit une injustice. Mais à quoi se réduit, à cet égard, le privilège de la Noblesse? Est-elle exempte des droits sur les consommations, qui sont les plus forts? La capitation dont le taux est si fort accru par les titres & dignités, le dixième & autres impôts sur les revenus, les droits multipliés sur les actes, &c. tout cela porte en poids sur la Noblesse plus encore que sur les autres Etats. Elle n'a donc de privilège, ou, pour mieux dire, d'ombre d'exemption que sur les tailles. Je dis d'ombre, puisque ce privilège est réduit à deux charries dans les Pays de taille personnelle, & aux biens nobles d'ancienne nobilité dans les Pays de taille réelle;

biens qui même ont la plupart échappé à la Noblesse avec le tout, ou partie des juridictions. S'est-elle dispensée néanmoins du service militaire? Voudroit-on dire que la paie ou solde attachée aux emplois, fait aujourd'hui tous les fraix de ce service? Qu'on voie dans les familles, je ne dis pas chez les gens opulens, ou qui veulent être censés tels, qui font à la guerre des dépenses qui surpassent de beaucoup les nécessités de leur entretien, mais dans la pauvre Noblesse, à quel état la réduisent ses efforts pour soutenir ses freres & ses enfans au service? Qu'on compare ce que rapportent nos emplois avec la paie des mêmes grades chez les étrangers, chez ceux même que le Roi tient à la solde, & l'on verra si le service militaire ne coute rien à la Noblesse. La preuve & les fruits des exemptions de cet ordre sont dans le fait; la Noblesse se ruine & s'anéantit tous les jours, & le Tiers-Etat s'empare des fortunes.

Mais quand il seroit vrai que là où les Peuples s'administrent eux-mêmes, les restes de leur antique respect pour les races accréditées dans le canton, & qui les tenoient autrefois ensemble, seroient aujourd'hui réduits en finance, & opéreroient quelque décharge en faveur d'un ordre qu'ils ont aimé, de tout tems, à voir à leur tête, il ne l'est pas moins qu'ils fermeront à jamais les yeux sur cette prétendue inégalité, si du sein du gouffre de l'insubordination il ne sort des vapeurs qui les enlèvent & les préoccupent à cet égard. Ils vivent contents, pourvu qu'on leur laisse leur ancienne forme d'administration. On m'a assuré qu'en Bretagne où la capitation est abonnée à 1800000 livres, la

quote de la Noblesse est de 100000 liv. seulement. Allez en Bretagne , & voyez si nulle part au monde le payfan est plus attaché à la Noblesse.

Je ne prétens pas néanmoins autoriser , à cet égard , des disparités trop choquantes , supposé qu'il s'y en trouve , & l'on voit par le plan que j'ai présenté pour former de nouveaux établissemens en ce genre , que mon dessein fut d'y prendre toutes les précautions qui peuvent constituer l'égalité relative dans l'institution , & la maintenir dans l'exécution ; mais je ne saurois trop répéter qu'à l'égard des établissemens anciens & des formes d'administration dont les Peuples sont contens , on ne sauroit être trop en garde contre le désir d'innover , sous le prétexte de réformation dont l'expérience seule peut montrer les conséquences fâcheuses & inevitables.

Soit par les excès dans les dépenses qui ne sont pas toujours économisées au plus grand avantage des Provinces. Ceci ne regarde sans doute que les dépenses que font les Etats. Pour n'avoir pas à me reprocher d'affirmer sur cet article ce que je ne savois pas , je me suis procuré un état exact des recettes & des dépenses de cette vaste & énorme Province , (la Bretagne ,) dont les Etats ont souvent été accusés de pousser la générosité un peu loin , d'accorder par acclamation , & de ne pas assez douter de leurs forces. Il seroit ennuyeux pour le Lecteur , & certainement fâcheux pour un grand nombre (mais non des Citoyens de la Province) de donner ici au Public le relevé de ce registre immense de revenus & de fraix. Mais je suis d'autant

plus en droit d'affirmer ce que j'en dirai, que rien n'est plus à découvert que les compres de cette assemblée, & qu'un million d'hommes pourroit môme démentir.

Les Etats de Bretagne allouent beaucoup de fraix & de dons. Quant à ces premiers, ils sont tous de règle & la plupart en règle ; & s'il y a quelque chose à dire sur les fraix des compres, peut-être seroit-il aisé de montrer que l'influence volontaire du Gouvernement sur des détails d'administration, qui naturellement sont au-dessous de lui, a opéré la surcharge du Public à cet égard. D'autre part, on pourroit peut-être en accuser aussi la duennalité de ces assemblées qui grossit les compres, éloigne la date des articles, & multiplie les embarras & les fraix.

Je ne puis m'empêcher de répéter qu'une administration aussi vaste & aussi compliquée que l'est celle d'une grande Province, vaut bien la peine qu'on y regarde une fois tous les ans. Je l'ai dit dans mon essai : trente assemblées forment plus un homme que quinze ; & si par cette fréquence, les fraix de la présence des membres se trouvoient doublés, les avantages provenans de l'exacte révision le seroient aussi, & entre ces avantages il s'en trouveroit assez pour équivaloir au moins le surcroit de dépense. Il resteroit en profit clair la plus grande civilisation & fréquentation des membres entre eux, le plus facile rapport des besoins momentanés, le reversement annuel enfin dans la Province du produit de tous les dons qu'elle prodigue à ses Officiers royaux, & de la dépense qu'y viennent faire ses notables rappelés par ces assemblées.

A l'égard des dons, on ne sauroit appeler de la sorte les états & appointemens que l'assemblée paie aux Etats-Majors, Gouverneurs, Lieutenans-Généraux, Lieutenans de Roi, &c. non plus que les Garnisons, Maréchaussées, Officiers royaux & civils & autres, puisque ce sont dépenses ordonnées par le Roi & à la décharge du trésor. Il faut en excepter encore toutes les attributions des Commissaires du Roi & de leurs sous-ordres par la même raison, & c'est peu de chose par proportion. Les membres des Etats, à la réserve des chefs, n'ont point ici, comme en Languedoc, un honoraire fixe pour leur droit d'assistance; tout se réduit donc à l'état des gratifications, & voici ce que c'est.

1°. Celle du Commandant en chef de 30000 l. pour la première fois qu'il tient les Etats, & de 15000 liv. seulement pour les tenues suivantes. Je demande qui est-ce qui se chargera de faire la dépense du Commandant pour cette somme?

Celles appelées gratifications de la Cour qui se montent à 35300 liv. Heureux les Pays dont la Cour veut bien recevoir à découvert & empêcher qu'on n'en reçoive autrement.

2°. Celles que le Roi approuve, telles que celles des Procureurs-Généraux, Syndics, de leur Substitut, de l'Avocat au Conseil, du Grand-Prévôt, &c.

Pour les gratifications de ces deux premières espèces, Messieurs les Commissaires du Roi sont déclarer ses intentions aux Etats par le ministère d'un des Procureurs-Généraux-Syndics.

3°. Celles que les Etats de leur propre mouvement, ou sur les demandes particulières qui

leur en sont faites, se portent à accorder; & celles-là pour avoir leur effet, ont besoin d'être autorisées par un Arrêt du Conseil. Elles sont, comme les autres, employées dans l'état de dépense; mais Messieurs les Commissaires du Roi, lorsqu'ils approuvent cet état, les exceptent de l'approbation générale, & ne les approuvent que sous le bon plaisir du Roi.

Depuis plusieurs années il est défendu aux Etats par des Arrêts du Conseil enrégistrés à leur Greffe, de délibérer sur aucune gratification, qu'au préalable la permission ou le consentement du Roi ne leur soit notifié. On voit que depuis long-tems, & sans attendre le conseil de mes antagonistes, le Gouvernement s'est mis, comme de droit, à portée de remédier aux abus qui pourroient opérer la lésion du Public & des Particuliers par contre-coup.

Les gratifications enfin à la disposition des Etats sont bornées par ordre du Roi depuis 1684. à la somme de 48000 liv. & l'emploi de cette somme est fixement réglé selon l'ordre qui suit.

1°. On prélève d'abord les 6000 liv. destinées en aumône à la pauvre Noblesse, distribuées sur un état arrêté par leur Président, & dont la répartition se fait par des Gentilshommes nommés pour cela dans chaque Evêché.

2°. Un fonds de 1200 liv. payé à l'Hôpital où tous les mendiants sont renfermés pendant le tems de l'assemblée.

3°. La somme restante est partagée entre les trois Ordres. L'Eglise & la Noblesse ont chacun 15300 liv. & le Tiers 10200 liv. Chacun de ces trois Ordres fait ensuite une répartition de la somme qui lui appartient. L'Eglise & le Tiers

partagent la leur par égale portion entre leurs membres. La Noblesse en donne 500 liv. à son Doyen, 14000 liv. aux soixante plus anciens Gentilshommes présens à l'assemblée, c'est-à-dire, qui sont le plus anciennement inscrits sur les registres, à raison de 300 livres à chacun des vingt plus anciens de la première classe, 200 livres à chacun des quarante plus anciens de la seconde & troisième classe. Les 800 livres restantes pour parfaire la somme de 15300 livres, la Noblesse en fait ordinairement de petites gratifications aux jeunes militaires de terre & de mer présens à l'assemblée.

Voilà donc ce qui compose l'état des gratifications ou libéralités de l'assemblée d'une Province, dont les états de fonds & de levée excèdent seize millions, & l'on voit que toutes ces choses sont réglées & limitées par le Souverain. Mais quand ces dépenses seroient aussi excessives qu'elles le sont peu ; quand on ajouteroit ici un relevé de ce que coutent à la Province ses Officiers & ses députations, ce qui composeroit la totalité des fraix de cette respectable assemblée, sans m'arrêter à représenter ce qui pourtant est de toute importance, à savoir, que presque tout cet argent demeure & se consomme dans la Province, je ne voudrois qu'un seul argument contre les prétendus promoteurs de la règle & de l'économie. Ce seroit de leur présenter ici un précis du montant de ce que paie cette Province ou aux différentes caisses du trésor ou à sa décharge, ou en intérêts d'anciens engagemens contractés pour l'Etat, ou enfin en pensions & émolumens aux Officiers royaux civils & militaires, aux Garni-

sons , &c. faire un bloc , dis-je , de tout cela , & envoyer ensuite ces Docteurs en langue fiscale chargés d'amalgamer cet idiôme avec le dialecte Bas-Breton , & d'en construire des discours oratoires assez persuasifs pour démontrer à ces bonnes gens que *la balance respective des différentes Provinces du Royaume* exige qu'ils contribuent de tant pour leur quote-part : je crains qu'ils ne revinssent bientôt un peu effarés , & ne disent au retour que , puisqu'on a trouvé le moyen de leur faire entendre raison par le truchement de leurs notables , il faut continuer à s'en servir , quoique par ce moyen *les dépenses ne sont pas toujours économisées au plus grand avantage des Provinces.*

Jusques à quand serons-nous les dupes d'opinions hazardées sur de faux principes , avancées sans examen & répétées plus légèrement encore ? Si nos peres & nos anciens avoient été comme nous , nous en serions encore au premier paragraphe du code des loix barbares. Ils ne savoient rien , & pour cela même ils refusoient de décider de presque toutes les choses , & examinoient celles sur lesquelles il leur falloit porter leur jugement. Nous , au contraire , nous savons tout , ou le tenons pour assuré sur parole , en ce qui est à la portée de notre examen , & nous réservons notre esprit de discussion pour les choses qui le passent. Il ne tiendra pas à moi , du moins dans les choses dont je traite , de mettre à découvert les faits qui peuvent servir à la preuve de la vérité de mes principes. Je voudrois être démenti par des faits contraires , s'ils existent , puisque je ne cherche que la vérité.

Quant aux allégations précédentes au sujet

des dépenses, on ajoute, *ni portées en compte avec une fidélité bien scrupuleuse*. Je demeure muet, & j'avoue que voilà mon foible. Est-il bien vrai que dans nos Pays nous entendions un peu la mal-façon en ce genre, ou plutôt ce bel art de faire prospérer les comptes sous la main d'un habile Artiste, de les mettre en bataille par colonnes & par divisions, si exactement rangées & si bien disciplinées, que la plus forte recette ne sauroit tenir contre l'attaque également brusque & sagement compassée de ce flot arithmétique de chiffres & d'additions? Mais si cela est, de deux choses l'une; ou c'est un bien, ou c'est un mal. Si c'est un bien, vous-en avez tant d'autres, ne nous enviez pas celui-là : il faut bien laisser quelques pauvres manufactures en Province. Si c'est un mal, sitôt que nous ne régirons plus, il faudra que vous régissiez, & nos affaires apportées ici vous communiqueront notre mal. Or, quel dommage si cette exacte & intégrale Capitale alloit recevoir cette sorte de contagion! Quels ravages ne feroit-elle pas ici, vu la multiplicité de ces sortes d'opérations qui y sont nécessitées par le reflux naturel des affaires? Raillerie cessante, on sait que sitôt que non-seulement les Provinces, mais encore les Particuliers qui y résident, sont obligés de présenter des comptes un peu compliqués, sur-tout dans ce qui a trait à la sorte de friandise qu'on appelle *affaires du Roi*, c'est à Paris qu'il faut envoyer les pièces & matériaux pour y faire dresser les comptes, qui prospèrent en proportion de ce que le comptable, ou ceux qui répètent des avances, paroissent plus raisonnables au rédacteur : on sait qu'il y a à Paris des compa-

gnies de gens qui ne vivent & ne s'enrichissent d'autre chose. Je veux qu'à cet égard la volonté soit pareille en Province; certainement la facilité n'est pas la même. 1°. Parce que l'habitude ne l'est pas. 2°. Parce qu'il est question d'objets qui se sont passés sous les yeux de tous, & bien moins perdus dans la foule. 3°. Les Receveurs n'y sont pas accablés de semblables détails comme ici; en un mot, les Chambres des Comptes sont dans les Provinces, & n'y sont que difficilement forcées à recevoir & allouer sur l'autorité de simples signatures.

Je connois l'intérêt que croient avoir ces Provinces à tolérer ces abus pour empêcher l'accumulation des hors-fonds; (on appelle ainsi les fonds qui excèdent la somme demandée) de crainte que la grandeur des hors-fonds ne fît ouvrir les yeux au ministère sur l'aisance de la Province, & le pouvoir où elle est de donner un plus fort tribut qu'à l'ordinaire.

Ma conception, à moi, n'est pas si vive, car je ne connois rien à tout cela. Qu'est-ce que c'est d'abord que des hors-fonds? L'Auteur croit l'expliquer en disant, *on appelle ainsi les fonds qui excèdent la somme demandée*. Je n'y entends rien encore. Parlons clair. Par-tout, à moins que le Public n'ait des domaines, ce qui n'est nulle part un objet, il ne sauroit avoir de revenus que ce qu'il lève sur les Particuliers, soit par forme d'imposition capitale, soit sur les terres, soit enfin sur les consommations. S'il lève plus qu'il ne doit employer, il vole ce surplus; attendu sur-tout qu'il est notoire que les charges en tout & par-tout sont excessives aujourd'hui. Or, si j'ai fait pour mon voi-

fin une commission de 50 pistoles, & qu'il m'erre 55, j'ai 50 livres de hors-fonds; mais l'emploi naturel de cet argent est de le lui rendre. Si les Provinces ont de si gros fonds ou revenus, ce ne fut que par obéissance qu'elles se les firent; le Roi ne nous demande que tant : s'il se trouve que l'imposition ordonnée pour y faire face, produise davantage, diminuons l'imposition au prorata, & adieu les *bors-fonds*.

Quand on ajoute à cela qu'on *craint que la grandeur des hors-fonds ne fît ouvrir les yeux au ministère sur le pouvoir où est la Province de donner un plus fort tribut*; sent-on quel est l'attentat impie qui suppose nos Ministres semblables aux satellites du tyran Proustes, qui faisoit attacher les malheureux sur un lit de fer, forçant les uns à s'étendre jusques à sa longueur, & coupant aux autres tout ce qui excédoit cette mesure? Les Ministres savent que toutes les Provinces sont chargées; ils ne peuvent l'ignorer, puisqu'elles ne cessent d'implorer la compassion & l'indulgence du Maître. Depuis quand penseroit-on que cette Nation noble & généreuse se fût fait une politique d'opiniâtres & continuelles lamentations? On fait, on revoit chaque jour que dans tous les Pays de tarifs, l'inégalité qui se trouve dans bien des répartitions, vient de ce que la plupart se firent une gloire de faire grossir leur quote particulière dans les premiers tems. C'étoit peu de chose, dit-on, & nous gémissons aujourd'hui, c'est donc beaucoup de chose. Si nous ne sommes pas fils de ces gens-là, du moins le sommes-nous des laquais qui, lors de l'établissement de la capitation, furent en tumulte à l'Hôtel-de-

Ville pour se faire comprendre dans les rôles. Le François ne demande qu'à servir son Maître; & quand il crie qu'il n'en peut plus, un autre à sa place seroit mort.

Les Provinces donc sont chargées; c'est un fait connu de tous. Les besoins de l'Etat & les circonstances des grandes affaires qui ne s'accordent pas toujours avec les nécessités économiques, exigent souvent la continuation & quelquefois l'accroissement des charges; mais sitôt que le calme est revenu, les vues du Ministère se tournent vers l'économie.

Il arrive souvent que l'économie même est l'objet de ce qu'on appelle *bors-fonds*; que la Cour ordonne des impositions, dont la destination est de rembourser & liquider chaque année quelque partie des engagemens onéreux que la Province fut obligée de contracter pour le service du Roi dans des tems pénibles. Si dans ce cas, des administrateurs intéressés ou faciles vouloient disposer de cet excédent pour des dépenses prétextées, & le détourner de son véritable emploi, la main suprême les doit arrêter, & c'est ce qu'elle fait aussi. Jusqu'ici l'Autheur ou moi nous concevons mal. Quant à moi je m'explique : écoutons-le s'expliquer aussi.

Voilà le motif en faveur duquel on fait tolérer au Peuple les excès des dépenses, ainsi que les acceptions pour les privilèges; & le Peuple qui ne pénétre point plus avant, croit qu'en effet ces abus sont nécessaires & avantageux pour la Province.

Il faut, en ce cas, que je sois donc bien au-dessous du Peuple : car que je sois deshonoré si j'avois jamais osé parler dans mon Pays de

ces motifs , & si je connoissois ce diable de mot de la grammaire fiscale *bors-fonds*. Il me l'a fallu étudier pour y répondre. J'ai nié démonstrativement les excès des dépenses , j'ai terriblement émincé *les acceptions pour les privilèges* : il ne me reste plus à dire sur cet article-ci qu'un mot. Si nous avons le secret *d'avoir un Peuple qui ne pénètre point plus avant*, & qui est content de ses administrateurs, c'est une raison de plus pour qu'on nous confie partout l'administration; notre secret ne seroit pas à dédaigner à Paris, même à la Cour.

Je conviens que la dissipation des revenus de la Province, tournant au profit de quelques membres qui résident, & les deniers de cette dissipation s'employant dans la Province, le mal paroît moins sensible que si tous les deniers étant exactement levés & portés fidèlement à la trésorerie, ils formoient un hors-fonds considérable dont le Roi s'emparât.

Je le crois aussi; mais, encore un coup, il n'est pas question de cette dissipation.

Mais si l'on fait attention que la dissipation des deniers publics est un mal pour l'Etat, même pour la Province où elle se fait, sous quelque prétexte qu'elle soit tolérée, l'on conviendra qu'il seroit à désirer que les Provinces d'Etats fussent régies plus exactement sous la forme qu'elles ont adoptée.

Je suis très-précisément de cet avis. Reste à fournir la preuve à l'affirmative de ce dont je crois avoir démontré la négative.

La dissipation est l'effet d'une corruption dont le *venin* peut se communiquer dans tous les membres

en place, & porter un très-grand préjudice à la Province même. Je suppose qu'une Province quelconque paie trois millions de livres, & qu'il y a 500000 livres de revenus au delà dissipés sans utilité publique qui formeroient un hors-fonds, s'ils étoient économisés fidèlement.

Depuis le Collège où j'ai été quelque six mois en ma vie, je n'ai tant entendu parler de *dissipation*. J'ai répondu à cet article & au Chapitre des *hors-fonds*. Y a-t-il encore quelque autre chose à dire? Prenons ce mot sonore sous une autre acception. J'appelle hors-fonds dans les Pays d'Élection, les fraix de levées des deniers. Prenons le relevé des fraix de contrainte, des nonvaleurs qui ne sont pas telles pour tous, joignons-y les fortunes des Receveurs généraux & particuliers, & voyons si ces *hors-fonds* sont aussi disponibles que ceux dont on nous reproche la dissipation.

Une Province qui a 500000 livres de hors-fonds annuellement peut demander au Roi l'emploi de ces hors-fonds pour des ouvrages publics utiles à la Province; que la nécessité de ces ouvrages, & le bien qui en résultera, soient exactement reconnus & constatés par Messieurs les Commissaires du Roi, la demande sera octroyée en tout ou en partie. Or, en supposant que le Roi n'accordât que 250000 liv. & qu'il demandât les 250000 livres restantes, où seroit le mal? La Province seroit encore bien mieux que si les 500000 livres eussent été dissipés par les Administrateurs de ses revenus. Ainsi de quelque manière qu'on envisage la chose, l'économie & la fidélité sont très-désirables dans les Provinces d'Etats, pour les Provinces même, & singulièrement pour tout le Royaume; ce qui me fait insister à dire que le Conseil ne sauroit s'en occuper trop sérieusement.

La première phrase de ce paragraphe suppose une opération qui ne vaut rien, mais rien du tout, ni par le fonds, ni par la forme. Le Roi ne prétend pas avoir droit de rien lever sur ses Sujets que pour le besoin de l'Etat; à plus forte raison ne sauroit-il communiquer ce droit aux Provinces dont les Officiers & les assemblées ne sont en ceci que ses préposés. L'Etat des charges doit précéder celui des impositions que vous appelez fonds, & en former le tarif & le montant : en conséquence, les hors-fonds n'appartiennent ni aux premiers ni aux seconds administrateurs; ils appartiennent au Peuple. S'il se présente des objets d'utilité connue pour le Pays, qui exigent de nouvelles dépenses; cette utilité une fois constatée par les Commissaires du Roi, devient l'objet d'une nouvelle contribution; le montant de ces ouvrages donnés par entreprise, & adjugés selon les règles, est ajouté à l'état des charges & ensuite *nominatim* à celui des impositions, & cette partie cesse au moment où l'ouvrage est achevé. Telle doit être l'unique conduite d'une bonne administration, & l'on ne peut, sans crime de concussion, sortir des règles étroites dans une matière aussi délicate, mélanger & confondre les objets, & regarder les deniers du Peuple comme les fonds ou hors-fonds de l'administration.

Or, en supposant que le Roi n'accordât que les 250000 liv. & qu'il prit le reste... où seroit le mal? Quels politiques, bon Dieu! Sous quels points de vue veulent-ils donc que nous regardions nos Rois? Sont-ils conquérans? Une fois que les contributions sont payées, le conquérant
laisse

laisse le reste. Généraux d'armée? Comme tels ils sont les défenseurs de la société & des propriétés qui y sont comprises. Magistrats? La justice, l'intégrité & le désintéressement sont leurs premiers devoirs. Propriétaires enfin? Je le veux; mais quand j'ai donné mes domaines à des Fermiers généraux, suis-je en droit de m'approprier le profit qu'ils font sur les sous-Fermes? Quel est donc le point de vue sous lequel les satellites de l'intérêt prétendent nous faire envisager la souveraineté? Les fauteurs de la tyrannie sont, parmi nous, les premiers des criminels de lèse-Majesté, puisqu'ils ne sauroient faire prévaloir leurs vues de Gouvernement, qu'ils n'aient éteint la plus juste, la plus noble & la plus équitable des Monarchies. Oh! combien hideux sont les hommes, qui de sang froid, soit par malice & corruption, soit aussi par ignorance & travers d'esprit, se font un système de guerre intestine entre le Prince & son Peuple? C'est presque une cruauté que de leur présenter un miroir fidèle, & le tableau des conséquences qui résultent de ce principe vicieux: d'autre part, c'est un devoir, mais dont le détail me meneroit trop loin. Répondons seulement un instant dans leur style.

La Province seroit encore bien mieux que si les 500000 liv. eussent été dissipées par les Administrateurs. Point du tout, leur dirois-je; car si nous sommes volés chez nous, au moins cela nous reste-t-il. Les enfans des fripons en profiteront: ce sont nos cousins, & d'ailleurs nous pouvons espérer d'avoir, à notre tour, part au gâteau; au lieu que l'argent du Fisc ne nous revient point, & les frélons qui volent autour ne

Suite de la IV. Partie.

F

nous sont rien. D'ailleurs, le tems peut venir où en un tour de main on remettra le bon ordre dans nos dépenses, & nos 500000 liv. seront alors en épargne, au lieu que le Fisc ne recule jamais. La première année de recette est la date de la prescription du droit... Ne voilà-t-il pas une logique bien honnête réciproquement, bien amicale, bien honorable & bien propre à nourrir & à resserrer les seuls véritables liens de la société & des empires, à savoir, l'estime, la confiance & l'amour ? Disons mieux & disons vrai. L'économie est nécessaire partout; elle l'est dans le chef, elle l'est dans les membres : seule elle engendre la fidélité, parce que de sa nature elle est active & vigilante : elle voit clair, connoit & récompense le mérite & les talens d'ordre, & n'a jamais besoin de ceux de déprédation & de tyrannie. C'est au Maître à connoître les besoins de l'Etat, à les mesurer & à y proportionner les subventions des Provinces; à plus forte raison celles-ci doivent-elles user de la même règle dans leur District particulier. A les considérer de la sorte, les hors-fonds sont un excédent vicieux, & qui n'appartient à personne. Il est inutile de disputer ici de l'emploi du bien d'autrui.

Il est des Provinces d'Etats qui lèvent à leur profit des droits sur les boissons, dont elles font la régie; d'autres Provinces d'Etats où ces droits sont mis en ferme.

L'Auteur n'observe pas une suite & une gradation d'idées bien méthodique. Son objet n'est que d'être Financier. Il ne feroit pas juste d'exi-

ger qu'il fût Politique : je ne connois rien qui se ressemble moins. Les notions générales de finance sont très-nécessaires à un Politique; mais la science de la Politique ne sauroit non plus s'enter sur l'esprit financier, que le cédre sur un tronc de chou. Je n'ai sur l'article ci-dessus qu'une note à faire, note démontrée par l'expérience, & qui pourroit l'être par le raisonnement, si cela étoit de mon sujet : c'est que la régie facilite la ferme, & que la ferme exclut pour jamais la régie. Les gens qui entendent la finance, savent bien, en leur conscience, pourquoi; mais ils diront toujours que la régie est impossible, & que les Fermiers & Traitans sont nécessaires : mon affaire actuelle n'est pas de les contredire.

Dans quelques-unes de ces Provinces, comme la Bretagne & le Languedoc, les Etats ont admis au concours des enchères des Compagnies de Financiers résidens à Paris.

Qui dit enchère, dit dans le droit admission de toute offre folide quelconque. Il est certain que dans Paris aujourd'hui la fureur des entreprises de finance est à un point excessif; qu'en conséquence cette utile & terrible science s'y est singulièrement perfectionnée : d'où s'ensuit que les Compagnies Parisiennes peuvent connoître les ressources de l'économisation intérieure de ces machines pneumatiques; ressources telles que les Juifs, Fermiers autrefois des Rois d'Egypte & de Syrie, n'y feroient œuvre. Mais à cela il y a plusieurs inconvéniens dont je vais détailler quelques-uns.

1°. Il y a en général un intérêt premier à ce

que les profits faits sur un Pays, se consomment dans le Pays.

2°. Il est assurément de bonnes affaires de finance; on ne me soupçonnera pas de vouloir le nier. Les fermes générales, les sous-fermes autrefois, les différentes caisses, & charges à attributions furent, sont & seront toujours très-bonnes pour les gens sages, trop bonnes pour les fous; mais parmi le Peuple financier tous ne vont pas à Corinthe. Cet Etat est néanmoins privilégié: c'est que c'est le seul qu'on apprécie au tarif des extravagances de ses membres. Puisqu'aujourd'hui les facilités de l'or ont tellement éveillé les désirs, & émoussé les préjugés conservateurs, que rien n'est si rare que de voir les descendans des races les plus illustres, soigneux de conserver le patrimoine de leurs peres, de conserver ces maisons où gisent vermoulus les bustes de leurs ancêtres, ces meubles marqués de leurs armoiries, ces Châteaux où ils tenoient autrefois une Cour; puisque tout cela fuit & se perd dans le gouffre des revenus viagers, des décrets & des licitations; à plus forte raison un homme nouveau, gland transporté par un vent favorable, & jetté dans une terre fertile qui ignore l'arbre qui le conçut, à qui, par conséquent, les vues du futur sont interdites, puisqu'en général elles ne naissent que de celles du passé; à plus forte raison, dis-je, il est tout simple que cet homme éphémère, ébloui du présent, ne songe qu'à lui donner toute l'extension possible. Le préjugé général même lui en facilite les moyens. Sitôt qu'un homme est intéressé dans les affaires, on le croit un Crésus inébranlable: les fripons & les flatteurs lui pré-

tent du gout : le crédit, la place, les Marchands & les Ouvriers, tout est à son service : il ordonne, il exige, il s'oublie lui-même : sa dépense paroît son courant ; & si, par mégarde, il butte en chemin & fait le plongeon, c'est l'arc-en-ciel qui s'évapore ; cela ne fait aucun vuide dans l'ordre des choses. Mais les tems de son éclat ont monté le thermomètre de l'opinion publique sur les profits de ses affaires. Un million de commençans altérés s'empressent par tous moyens, & à tout prix, d'entrer dans la même carrière : les baux poussés par la concurrence, montent à un prix qui excède les calculs des intéressés dans les affaires. Si le proverbe qui dit qu'il faut que le Prêtre vive de l'Autel, est vrai, il ne l'est jamais tant que pour ce genre de sacrificateurs ; que plutôt le monde périsse que s'ils manquoient de retrouver au moins leur quinze pour cent de leurs fonds, leurs droits de présence, fraix de voyage, étrennes, &c. une affaire est au feu, noyée, perdue, si elle ne donne que cela. Or, pour faire mieux, il n'y a que deux moyens.

Le premier est tout simple ; c'est de ferrer la mesure, de forcer les droits, & de se procurer l'utile récolte des contrevenans. Etonné, un jour, de voir ces compagnies résidentes à Paris, qui afferment les terres des Seigneurs dans les Provinces, les porter à un prix fort au delà de ce qu'en donnent les Fermiers établis dans le Pays ; un de mes amis voulut savoir par quel secret ils pouvoient y trouver leur compte, & quelle étoit la forme de régie qui les mettoit de la sorte hors de pair : il croyoit d'abord que gouvernant en même-tems des fonds

dans différentes Provinces, des vues de commerce tirées des divers rapports que cette agence compliquée leur faisoit connoître, leur donnoient lieu de profiter sur le débit, ou sur l'emmagasinement des denrées, sur les bois, les bestiaux, &c. Point du tout : il vit que les plus habiles d'entre eux n'étoient ni agriculteurs ni commerçans ; mais il entrevit qu'ils comptoient sur les profits d'une régie exacte & dure, sur des recherches de vieux droits & d'arrérages périmés, & plus communément que de raison, sur le poids & l'autorité du notable possesseur, qui souvent incapable, par lui-même, de faire mal à un enfant, ne sait pas que son nom & ses recommandations sont dans les mains d'agents éveillés, la terreur de la campagne & l'appui de l'oppression. On ne lui exposoit pas cela, mais l'équivalent : *Et mes pauvres paysans*, s'écria-t-il, *qu'ont-ils fait à Dieu pour que je devienne si babile ? Ob ! j'aime mieux m'en tenir aux ignorans du canton : j'ai l'état de mes sous-fermes dans ma poche ; je sais ce qu'il faut qu'un Fermier gagne pour faire face aux avances & aux nonvaleurs ; c'est tout ce qu'il me faut ; & s'il y a quelque chose à regretter par-delà, Dieu défendit autrefois de museler le bœuf qui enlève la moisson, & j'ai regardé cet ordre comme une parabole.* Du petit au grand, ne pourroit-on pas faire le même raisonnement sur le haussement des baux qui opèrent des régies plus rigoureuses ?

Le second des moyens que j'imagine pour tirer parti d'un bail excessif, sera, de ma part, une pure supposition, du moins je le veux croire ; mais que ceux qui n'ont aucune forte d'expérience ni de notion de ces choses, & qui n'en

jugent que d'après les règles du bon sens, me pardonnent cette supposition qui leur paroîtra monstrueuse : gens mieux instruits & meilleurs prophètes pourroient leur dire qu'ils y voient quelque possibilité. Il pourroit donc arriver qu'un jour ces lumineuses & solides Compagnies Parisiennes, à force d'avoir intéressé à leur fait les Puissances honoraires pour en obtenir faveur, & les onéraires pour en recevoir appui & protection, ne seroient plus les maîtresses dans leur propre tripot; que les chefs & gros bonnets seroient obligés d'y recevoir tels & tels auxquels ils n'auroient aucune confiance, gens sans mérite pour la chose, & seulement protégés de Cour, ou prête-noms d'intéressés ou intéressées de toute robe & de tout état. Vous me regardez comme un fou & ne croyez pas la chose possible : & moi je vous dis que cela peut arriver. Oh ! dans ce cas c'est bien alors que les profits seroient encore émincés par ce tas de frélons qui devroient vivre sans travail quelconque ; mais il n'est aucun inconvénient dont des gens d'esprit ne puissent tirer quelque avantage. Que feroit-on alors ? On se plaindroit que le bail est au feu, & qu'on ne peut remplir ses engagements. En bonne règle, & dans toute affaire civile, tant pis pour celui qui a mis la folle enchère : s'il est en état de payer, il subira la peine de n'avoir pas bien considéré les objets ; mais en matière fiscale il faut moins de rigueur ; & le droit est que tous les engagements soient annulés respectivement de part & d'autre. Mais ce n'est pas là le compte des *compagnies de Financiers résidens à Paris* : leur enchère leur a servi à écarter leurs concurrens, & à s'introduire dans

les fermes de la Province ; maintenant il est question de démontrer d'abord qu'ils ont établi la régie du monde la plus utile & la plus lumineuse ; ensuite il faut compter de clerc à maître , & l'on démontrera que les Fermiers ne sauroient s'y sauver ; au moyen de quoi il ne sera plus question alors que de diminuer le bail & le mettre sur un pied juste & raisonnable. Les Provinciaux de ces tems-là seront si bêtes , qu'ils ne pourront comprendre l'équité de cette opération : ils diront que ces prétendus comptes de clerc à maître sont un grimoire inintelligible qui prête à tout sens & à tout calcul ; que s'ils avoient voulu entrer dans tous ces détails de perception , ils auroient régi & non affirmé ; qu'en un mot , puisque les Fermiers trouvent le bail trop fort , & que d'autres s'offrent à prendre leur marché , ils n'ont qu'à le résilier , chose toute simple. Pour faire entendre raison à ces idiots , & faire , malgré eux , leur avantage , il faudra les traduire au conseil , les obliger à plaider leur propre substance : alors l'escadron volant des surnuméraires , servira , du moins , à quelque chose , tant & si bien que le pré se trouvera fauché : mais le tout n'est pas au profit des tondeurs , & ces sortes de discussions ne feroient en somme qu'étourdir le Conseil , que scandaliser les Peuples , que transporter les affaires des Provinces dans la Capitale déjà surchargée , que les ruiner en frais & les avilir en sollicitations. Il n'est donc pas toujours si utile & même si indifférent qu'on le croiroit bien , d'admettre au concours des enchères des compagnies de Financiers résidens à Paris.

3°. Ces compagnies encore tôt ou tard dé-

truiront la réalité des enchères & les feront donner à la faveur; elles y intéresseront l'autorité par le moyen des sous-ordres. Il n'y a rien qui ne soit sujet à dits & contredits, & qu'un bon faiseur de Mémoires ne fasse toucher au doigt & à l'œil pour ou contre, selon qu'on le lui prescrira. Le seul moyen de se garantir de ces sortes de prestiges, c'est d'aller toujours le plus droit chemin. Or, le chemin droit en ces matières-ci n'est autre chose que l'autenticité & la liberté; mais au défaut de ce principe, les chefs les plus habiles & les mieux intentionnés voient clair comme le jour, & après l'étude la plus exacte, précisément ce qu'on veut leur faire voir. Les intéressés leur persuaderont qu'il est nécessaire que les détails des fermes des Provinces soient dans des mains affidées au Ministre, pour qu'il en puisse connoître les ressorts quand il le faudra; que les Fermiers du Pays s'entendent avec les Administrateurs; que telle ou telle autre compagnie a tel ou tel protecteur; que celle-ci est la seule solide, &c. Je suppose qu'on n'obtienne qu'une recommandation, elle vaut un ordre: toute enchère est désormais fictive, & toute ferme de Province & de Ville devient un rameau d'intrigues, une racine de péculation de plus.

Somme totale, qui dit enchère, dit un acte public où l'on reçoit toutes sortes d'offres en toute liberté. Le Gouvernement doit y avoir l'œil dans les Provinces; mais c'est uniquement pour y maintenir l'impartialité, & empêcher les subterfuges de la faveur. Les Compagnies Parisiennes y doivent être admises comme les autres, mais pour leur argent, & aux conditions

qu'elles n'y feront valoir aucune sorte de protection. Au fonds si la faveur pouvoit avoir lieu sans crime en fait d'affaires publiques, je la trouverois infiniment moins applicable aux clefs de meute de finance, aux colosses de fortune qu'aux commençans en ce genre. La nature, qui n'est point marâtre comme la fortune, répartit d'ordinaire ses dons au rebours de ceux de celle-ci. Les talens se trouvent au sein de la nécessité; elle force à l'application & au travail qui les mettent en valeur. On a beau dire qu'il faut des fonds considérables pour les entreprises, & que la fortune est le premier des talens : si la Providence qui veille pour tous ne souffloit sans cesse sur le sable qui sert de fondement à nos calculs, depuis long-tems il n'y auroit plus qu'une seule fortune dans le monde : ce seroit là le terme de nos systèmes. Ces fonds estimés si nécessaires dans les entreprises, & qui mettent les Princes, les Etats, les Communautés & les Villes dans la dépendance des derniers d'entre leurs agents, ne sont dans le vrai que des avances usuraires, destructives pour le fonds, & inutiles à la forme. Ayez d'honnêtes gens & entendus, votre attache donnera du crédit à quiconque la reçoit de vous. La promotion de Caligula ne devoit pas passer pour une extravagance, s'il eût fait son cheval Fermier au lieu de le faire Consul.

Depuis l'introduction de ces compagnies, les prix des baux ont considérablement augmenté, au grand avantage du Roi & des Provinces. Je pense qu'on doit attribuer ce succès autant à la bonne régie des compagnies, qu'à la faveur des circonstances qui viennent de jour en jour meilleures pour la consommation.

Disons ici un mot des inconvéniens du haussément des prix des baux. Si c'étoit votre propre fonds que vous affermez, encore seroit-il dangereux de le livrer à l'avidité du Fermier passager, & qui n'a qu'un objet. Le Propriétaire doit avoir l'œil à la taille de ses vignes, de peur que le Fermier qui n'a que quelques années de jouissance, ne laisse trop de brins pour se procurer de plus abondantes récoltes, & n'épuise ainsi la vigne; mais ici vous donnez à bail la gêne publique & les consommations du pauvre. Ce bail ne peut hauffer que par trois moyens, dont un seul est honnête & permis.

Le premier de ces moyens consiste en accroissement du tarif ou en de captieuses interprétations de son énoncé. Ce moyen est détestable. Si c'est par accroissement, depuis long-tems l'axiome est reçu qui dit: *Augmentation de douane, diminution de consommation*. Cela se sent & se voit tous les jours. Qui dit, diminution de consommation, dit diminution de production, d'agriculture, de population, & conséquemment de toute espèce de force; corrosion enfin de toute la nervure de l'Etat. Ainsi le mal qu'on ne croyoit que momentané, grave les traces les plus profondes; & le bien passager qu'on en espéroit, ne se trouve même pas, puisque l'on perd sur la quantité ce qu'on croyoit gagner sur l'espèce. Si c'est par des interprétations arbitraires du tarif, le murmure devient général, & passant de bouche en bouche, grossit & défigure les faits qui l'ont élevé: tout le monde se croit dans l'oppression; on ne cherche qu'à frauder les droits, & ces nouveautés élèvent une infinité de questions & de litiges. Or, on ne sauroit trop

se rappeler que la saine politique dicte sur ce dernier article précisément le contraire de ce que désireroit la finance.

Si l'on en croyoit cette dernière, les Edits & Déclarations portant ces sortes d'établissements, leurs tarifs, &c. ne sauroient être trop louches, attendu que ces embarras donnent matière à des explications qui, semblables au réseau de Vulcain, embrassent tout, & n'ont de clef que dans les mains de celui qui les a tissées. La saine politique, au contraire, veut que tous Edits burlesques, & toute pancarte statuant les engagements du Citoyen, soient tellement clairs & précis dans leur énonciation, que chacun y puisse lire son droit ou sa condamnation. En effet, rien n'est plus contre le bon ordre que de semer la zizanie entre les Peuples & les exacteurs des deniers publics. C'est cette malheureuse méthode qui les rendit infames chez tant de Nations : ce n'est point de donner une partie de sa subsistance pour la conservation de la totalité qui est dur en soi, c'est de se la voir arracher. Un procès entre le Citoyen & le Préposé du Fisc est toujours un inconvénient qui ne sauroit avoir qu'une fâcheuse issue. Il est dangereux de donner raison au premier, parce que l'autre a toujours besoin des apparences de la protection pour ne pas succomber sous le poids de l'animadversion & de la prévention publique. D'autre part, il est souvent injuste, plus souvent cruel, & toujours fâcheux pour un bon Gouvernement qui recherche l'amour du Peuple, & affecte les gestes de la paternité, de condamner le Citoyen en son recours à la justice. Quelque équitable que soit,

un semblable Arrêt, il passe toujours pour un jugement de faveur, & rien au monde n'altère autant l'amour du Peuple pour le Gouvernement. Tels sont les inconvéniens du premier de ces moyens.

Le second est une régie plus sévère, une forme de perception à laquelle rien n'échappe, & qui remédiant aux abus de facilité soufferts jusqu'à ce jour, augmente les profits par une exacte vigilance dans la forme, sans rien altérer quant au fonds. Mais entend-on bien ce que c'est que cela ? Sait-on à quels excès d'indécence publique on peut, sous ce prétexte, porter cette sorte d'inquisition ? Les visites dans les maisons les plus privilégiées, les attentats sur les personnes même n'eurent jamais d'autre origine. Je sais que les chefs de ces associations, uniquement attentifs à gagner du terrain sur la patience publique, sacrifient volontiers les enfans perdus de leurs troupes aux accidens qui proviennent de tems en tems de la mauvaise volonté d'un Peuple effarouché de ces innovations. La terreur qu'inspirent les recherches & la punition de ces sortes d'attentats, ouvre la voie aux établissemens qui cheminent pied à pied, & l'expérience fait croire aux exacteurs que tout devient habitude. Le Peuple souffre en effet ; mais il s'aigrit, il murmure, il se décourage, & si de ces trois points les premiers leur importent peu, le troisième du moins porte sur tout, sur le travail, sur la production & sur la consommation, & par conséquent sur le fonds & les fruits qui font la base des revenus publics. C'est ainsi qu'il est souvent très-contraire aux intérêts des Administrateurs de commettre la per-

1

ception de leurs revenus dans des mains si habiles à en étrangler la régie.

Enfin, le troisième moyen du haussement des baux, & le seul qui puisse donner un fondement réel à un accroissement de ces sortes de revenus, c'est une augmentation de consommation provenant d'une augmentation de Peuple & de richesse. Oh! quant à ce point, il se démontre de lui-même par bien des endroits; il frappe les yeux des Administrateurs comme ceux du Fermier, & il ne faut pas des Compagnies bien habiles pour faire que trois valent mieux que deux; mais ce qui est plus important, je le répète, à l'honnêteté & à l'utilité publique, c'est de confier la levée des deniers publics à des mains douces & pures. On en trouve & on en trouvera par-tout, sitôt qu'une clairvoyante économie prenant la place de l'infame avidité qui veut toujours faire argent de tout, & qui préfère un plus fort denier arraché à un moindre denier perçu, aura réprouvé tous haussemens de baux à l'aveugle. Il n'est point de ferme qu'une administration éclairée ne puisse mettre à son taux raisonnable, en connoissant les détails de la régie. Quand je connois la valeur des sous-baux de ma terre, je puis aisément fixer le prix de la ferme générale: je me fais un plan, & je rejette tout homme qui m'offre au delà, comme étant un fripon ou un fou.

C'est précisément, dira-t-on, ce qui est impossible en grand; & tout qu'on peut exiger des Administrateurs, c'est que sans avoir aucun égard de partialité ni de faveur, ils portent les revenus publics aussi haut qu'ils peuvent aller. Je nie d'abord cette impossibilité, du moins dans

les Provinces, & vis-à-vis d'une administration aussi nombreuse & aussi aidée que l'est celle des Etats; je la nie, dis-je, & je la mets au rang de tant d'autres défespoirs de la paresse qui font que parmi nous tant de Particuliers trouvent impossible de connoître & d'égaliser leur dépense & leur revenu. A l'égard du devoir de hausser les revenus publics, j'en ai dit assez pour faire sentir une partie du danger d'errer sur ce principe. L'argent n'est qu'un bon valet : malheur à l'administration quelconque qui en fait un mauvais maître. L'intérêt public consiste à avoir un Peuple nombreux, laborieux, plein d'industrie & de courage, un Peuple affectionné à ses Coutumes & à son Gouvernement, tranquille, faisant cas de la bonne foi, & peu ou point usage de l'astuce, du mensonge & de la fraude. Ce Peuple-là se trouvera riche, & même inépuisable dans l'occasion, entre les mains d'une autorité, qui, sans blesser les usages, exigera de doubles & triples efforts de son obéissance.

Les forces de celle-ci n'ont point de bornes quand elles sont guidées par la confiance & par le respect. Nos Peuples autrefois étoient bien pauvres de métaux, & les revenus publics bien bornés en ce genre. Examinons nos monumens anciens, les Eglises, &c. L'obéissance du Peuple acheva dans peu de tems & par-tout, ces édifices, que toutes les ressources de la finance aujourd'hui ne sauroient égaler par les travaux successifs de bien des années. Au lieu de cela, quand abusant de la langueur & de l'étourdissement du Peuple, nous l'environnons d'entraves multipliées & chaque jour plus tendues, ce Peuple se fait un code intérieur de malice & d'i-

gnorance volontaire; il ne regarde la société que comme une carrière d'injustice, où l'adresse & la friponerie doivent donner au foible la revanche des violences du plus fort; il craint tout, ne respecte rien, & n'a de confiance que dans les ténèbres. Le plus simple, le plus lumineux, & le plus invariable des principes politiques est que les vraies ressources d'un Etat se perdent en proportion de ce que la somme des méchans s'accroît, & que celle des bons diminue.

Il résulte de tout ceci que le haussément des baux des fermes publiques dans une Province peut être une fuite de la prospérité publique, mais ne sauroit jamais l'opérer, bien loin delà.

Il y a d'autres Provinces, comme l'Artois, où les fermes de la Province appelées fermes d'Etats, sont extraordinairement multipliées. Elles ont été jusqu'à présent régies par un homme du Pays, qui ne paroît point avoir l'ensemble des régies, ni posséder une fortune capable de cautionner un bail de cette importance. Cependant les Etats lui adjugent presque toutes ces fermes séparément, &, à bien dire, à l'exclusion de tout autre.

C'est ici que commencent les projets de régénération & de réforme pour la Province d'Artois, qui, pour son malheur, s'est trouvée sur le chemin de l'Auteur, & qui, je crois, n'adopteroit pas volontiers ses idées de restauration. Je lui ai l'obligation de m'avoir excité à m'instruire des détails de l'administration intérieure de cette Province. Je démontrerai clairement la vérité de ses allégations, & je dirai les faits, ou du moins ce qu'il en faut pour éclaircir notre question, sans tomber dans des détails trop étens-

étendus pour mon plan ; mais , avant tout , c'est du fond de ses propres objections que je tirerai les preuves de leur inutilité , & celles des faits que j'établirai ensuite , supposé toutefois que l'histoire de ce qui se passe de nos jours à notre porte & sous les yeux de tous , soit soumise à la preuve. Suivons d'abord le Financier dans ses raisonnemens.

Que les fermes soient multipliées en autant de parties qu'elles présentent d'objets , loin que ce fût un inconvénient , c'est un très-bon moyen , selon moi , pour répandre une clarté salutaire sur les différens ordres de régie. Si l'homme du Pays *qui ne paroît pas avoir l'ensemble des régies* (objection que je n'entens pas , je l'avoue) n'a pas non plus une fortune considérable , quoiqu'il régie depuis long-tems , c'est encore , ce me semble , un reproche qui lui fait honneur , ainsi qu'à l'administration dont il a la confiance. Je loue très-fort les Etats de lui adjuger toutes leurs fermes. Les Peuples de ces abondantes Contrées , comprises en général sous le nom de Flandres , quoique divisées en différens Pays connus sous des noms distincts & divers en coutumes , loix , & même en domination , ont un préjugé très-utile à la stabilité ; c'est de tenir beaucoup à leurs anciennes coutumes. C'est précisément ce dont l'Auteur les voudroit guérir. Nous discuterons cela tout-à-l'heure.

Il est d'usage dans cette Province d'accorder aux encherisseurs qui ne restent point adjudicataires , le tiers de leurs enchères , dans la vue de faire monter le prix des baux ; cette raison n'est point solide. Le vrai moyen de faire monter le prix des baux , seroit de réunir toutes les fermes en un seul bail , d'en por-

Suite de la IV. Partie.

G

ter la durée à trois ou six années , & de n'admettre en concours que des compagnies solvables , composées d'hommes capables de monter une régie solide & lumineuse.

L'usage de la gratification aux enchérisseurs, tel que l'expose l'Auteur, ne paroît en effet ni utile, ni même honnête; mais prenons garde que cette coutume ne dérive de quelque précaution de prudence dégénérée depuis en abus. Un Intendant * célèbre, l'un des plus respectables hommes & administrateurs qui ait paru dans notre siècle, a plus d'une fois gratifié de sa propre bourse, & fait payer aussi par sa Province, de ces ingénieux donneurs d'avis, descendants de l'inventeur du taureau d'airain de Phalaris, qui se présentoient à lui pour avoir son attache à des projets de nouvelles taxes : cet homme, à jamais mémorable, si l'histoire & la tradition sont les archives des vertus, détournoit ainsi ces malignes influences, à condition que le porteur sortiroit au plutôt de la Province, & n'y remettroit jamais les pieds. Il seroit possible que de semblables craintes eussent été jadis l'origine de l'abus dont nous parlons. Tel crut pétrir le gâteau passager de Cerbère, qui le vit dégénérer en tribut.

Le moyen qui consiste à réunir toutes les fermes en un seul bail, rentre dans l'inconvénient & la sorte d'injustice qu'il y a à ne faire qu'un monceau énorme d'un nombre de moindres portions. Voulez-vous gouverner plus aisément toutes les villes de l'Artois, réunissez-les en

* Feu Mr. Le Bret, premier Président & Intendant en Provence, mort en 1734.

une seule : pour tracer un beau sillon , ne faites qu'un seul champ ; pour avoir un bel atelier , qu'une seule manufacture ; des loix bien simples , n'ayez qu'un seul homme : assurément ce seroit diminuer de peine ; mais je doute que ce fût augmenter de profit.

J'en dis autant des fermes des octrois des Villes des Provinces de Flandres , Hainaut & Artois, Il seroit très-avantageux que ces fermes fussent régies par d'habiles gens résidens à Paris, afin de répandre la lumière dans l'administration des revenus publics de ces Provinces , & de multiplier les communications de ces Provinces avec la Capitale , pour y introduire plus facilement les mœurs & les maximes Françaises , & empêcher que les Officiers du Magistrat n'exercassent à l'avenir un despotisme dur & injuste envers les Sujets du Roi , comme cela leur est arrivé en plusieurs circonstances.

S'il est en général des raisons solides , dont j'ai déduit une partie , pour préférer des Fermiers du Pays à des Fermiers étrangers , toutes choses d'ailleurs étant égales , il en est une plus particulière encore pour ne point livrer les octrois des Villes à tout régisseur étranger quelconque. Un étranger n'est jamais , dans quelque Pays que ce puisse être , avec autant & quelquefois plus d'agrément passager que le naturel du Pays , que lorsqu'il vient y jouir de l'air de la société & de la liberté ; mais sitôt qu'il y veut prendre part aux affaires , & aux avantages solides , il recueille une double moisson d'envie , de traverses & de machinations. Cela s'est vu de tous les tems & se verra toujours. Physiquement parlant , cette plante mobile & éphémère qu'on appelle homme , ne se

soutient que par l'appui de ses semblables : elle croît d'abord à l'abri de celles dont elle est le rejetton ; elle s'affermir ensuite par ses propres provins ; mais est-elle transplantée , il lui faut long-tems pour prendre racine , & pendant ce tems elle ne tient à rien. L'étranger donc doit sur-tout éviter de se faire des ennemis , & c'est faire une imprudence marquée que de lui confier les détails les plus propres de tous à exaspérer le Peuple. Les Fermiers étrangers , dirait-on , se serviront des gens du Pays pour leur régie , & pour tenir la main aux détails de l'exécution : cela ne peut être. Un homme qui vient dans un Pays pour y faire ses affaires , regarde d'abord les naturels comme son troupeau , & il n'ira pas y choisir ses agents : d'ailleurs , il veut redresser les inattentions de la régie précédente ; il n'en prendra pas les sous-ordres : son propre préjugé même est contraire à ce plan ; il regarde ces gens-là comme des idiots , ou comme des prévaricateurs : il y place ses gens de confiance , ses parens , ses avoués , & voilà tout-à-coup une colonie d'étrangers intraitables , qui ont d'abord pour ennemis tous ceux qu'ils ont déplacés , & pour suspects tous les gens du Pays , qui de leur part les prennent en aversion & en horreur. Delà les méfiances , les plaintes , les murmures , les fraudes , les violences , & tous les inconvéniens que j'ai détaillés ci-dessus.

Comment se peut-il d'ailleurs que des Fermiers étrangers fassent les mêmes profits sur les baux que les gens du Pays ? Ces compagnies financières de Paris ne se déplaceront pas pour venir dans la Province ; en conséquence comme

ils ne vont pas aux profits, il faut que les profits viennent à eux. Chacun fait que le change n'est autre chose que le prix du transport de l'argent; ce prix reste par les chemins, & c'est autant de pris sur les gains d'une compagnie éloignée. D'ailleurs, ces gens de Paris, obligés de soutenir la cruelle dépense de ce Pays-là, accoutumés à voir, & souvent à partager les profits des affaires lucratives qui y abondent, ne sont pas, à beaucoup près, aussi aisés à contenter que les gens de Province, dont la conduite économe feroit dix fortunes de ce qu'un dépensier médiocre laisse gaspiller à ses valets à Paris. Il faut donc de plus gros gains aux compagnies de Paris, & ce surplus est en pure perte pour la Province, toutes autres choses étant égales.

Mais c'est sur ce dernier point qu'on prétend se retrouver, & l'on assure qu'il faut *des gens résidens à Paris, afin de répandre la lumière dans l'administration des revenus publics.* C'est cette lumière qu'on me permettra de révoquer en doute, jusqu'à ce qu'on m'ait fait voir celle qu'ils ont répandue sur les objets qui leur sont depuis long-tems confiés. Je vois ces objets assurément haussés de prix, les Receveurs plus riches, le Peuple pauvre au dernier excès, & le Public plus endetté que jamais. Un de mes voisins avoit de belles prairies; il amena tout-à-coup un jour trente chevaux de réforme dans ses écuries. Bon Dieu! lui dis-je, en voyant tant de rosses, que voulez-vous faire de tout cela? Leur fumier, me dit-il, engraissera ma prairie qui me rendra le double de foin. Et votre foin? Il nourrira mes chevaux. Heureux seroient bien

des Etats dont les revenus ont considérablement haussé, si cet apologue pouvoit leur convenir, & si leur industrie fiscale, semblable à la combinaison de mon voisin, n'étoit qu'absurde & inutile ! Quoi qu'il en soit, je nie tout net la lumière qui doit venir de Paris dans les Provinces sur l'administration des revenus publics, & je m'en tiens à cette simple négative, parce qu'on ne s'est pas avisé de vouloir prouver l'affirmative.

On assure que c'est le moyen de multiplier les communications des Provinces à la Capitale. Que veut-on dire par-là ? Qui dit communication, dit rapports respectifs entre deux points permanens, de façon qu'on donne & qu'on reçoit de part & d'autre ; & puisqu'il est question de communication dans un fait où je ne l'aurois pas attendue, il faudroit pour la justesse de l'application, que tandis que les Parisiens prendroient à bail les fermes de l'Artois, les Artoisiens affermassent les droits de Paris. Sans cela, au lieu d'établir les communications des Provinces à la Capitale, rien au monde n'accélère plus l'étranglement absolu en ce genre, que de grossir l'énorme balance dûe en tous tems à la Capitale ; de la grossir, dis-je, de tous les profits de finance, qui toujours & en tous lieux furent & seront un objet très-considérable. Plus les exacteurs, soit de guerre, soit de paix, visitent un Pays, moins ils en établissent & conservent les communications. C'est le commerce qui pénètre un Pays, en ouvre les chemins, y introduit des usages nouveaux, &c. & j'imagine que la finance est absolument autre chose.

Mais ici le fait peut venir à l'appui du rai-

sonnement. Les Etats de Lille, bien voisins de ceux d'Artois, ont eu leurs fermes administrées par une compagnie de Paris; dès lors ils ne furent plus les maîtres d'arrêter les vexations. Cette compagnie avoit, malgré eux, la facilité d'obtenir des arrêts du Conseil, & en abusoit. Un Administrateur de ces Provinces, homme très-éclairé, en fut si indigné, qu'après le bail expiré, il aida les Etats à rentrer dans toute leur autorité sur le choix & la régie de leurs fermes.

A l'égard de l'avantage d'y introduire les mœurs & les maximes Françaises, j'en parlerai dans le paragraphe suivant : quant à ce qui est d'empêcher que les Officiers du Magistrat n'exercent un despotisme dur & injuste envers les Sujets du Roi, voici la réponse de fait à une objection que je ne suis pas fâché qu'on m'ait faite, mais qui revient trop souvent pour ne pas demander d'être éclaircie.

1°. L'allégation est en soi fort exagérée.

2°. S'il y a quelquefois un peu de rigueur dans la conduite de ces Officiers, il en faut chercher la cause dans l'énorme surcharge de cette Province, dont on verra la preuve quand je la détaillerai tout-à-l'heure : les Officiers municipaux sont obligés de faire valoir leurs octrois pour subvenir aux dépenses dont les charge le Ministère.

3°. Si d'ailleurs ils abusent quelquefois de leur autorité; c'est qu'ils sont appuyés par certains Officiers absolus, distincts des Etats, opposés aux Etats. Ils se livrent souvent à ces Officiers pour se soustraire à l'autorité de leurs vrais supérieurs : ce qui ne seroit pas arrivé si

les mœurs & les maximes Françoises étoient moins en vogue dans le Pays. J'ai cru nécessaire de dire d'abord ici en passant, ce qui en est sur cet article intéressant & tant répété. Revenons à notre plan de combattre les objections par leur propre substance.

Comment ces lucides compagnies de Financiers empêcheront-elles les vexations du Magistrat ? Je n'imagine pas que l'idée de l'Auteur soit de leur attribuer une autorité de révision & un pouvoir coercitif sur les Magistrats des Villes. En supposant que la finance espérait de pouvoir faire un jour illusion jusqu'à ce point, du moins n'oseroit-elle pas encore s'en vanter aujourd'hui. L'idée de l'Auteur en ceci ne peut donc être autre chose, sinon que la suppression de la tyrannie bourgeoise seroit une suite de l'admission *des mœurs & des maximes Françoises*. En bonne foi, si nous connoissons ce remède-là : *Medice, cura te ipsum*. Si le municipal des Villes exerce encore d'antiques droits & usages qui effarouchent les calculs compassés & méthodiques de nos régénérateurs modernes, grands ennemis de toute jouissance authentique, & toujours attentifs à diminuer le territoire de la considération pour accroître celui de l'adresse ; si, dis-je, ces droits & usages sont réellement abusifs, j'ai donné le seul moyen d'y mettre ordre par le concours d'une puissance autorisée & également avouée de tous. Les Etats de la Province sont en droit & sont tenus de pourvoir à l'abolition de ces abus : ils sont à portée d'y tenir la main, & la surveillance du Gouvernement sauroit les y obliger, si, par connivence, ils vouloient en cela décliner leurs véritables devoirs.

Il me reste à parler des Abbayes qui sont en très-grand nombre dans les Provinces de Flandres, d'Artois & de Hainaut, & d'un très-grand produit. J'estime que le Gouvernement fera très-bien de les mettre en Commende le plus qu'il sera possible, afin d'accoutumer ces Provinces aux mœurs & aux maximes Françoises.

Je ne vois pas trop ce que les Abbayes régulières, ou séculières, ont à faire avec nos calculs de finance. Je passe un peu pour ne pas haïr les excursions étrangères à mon sujet; mais, en vérité, je ne les aime pas à ce point-là, surtout lorsqu'il s'agit d'ordonner du bien d'autrui en un trait de plume. Au reste, je ne crois point devoir traiter l'article des Commendes; je pense que quand le Gouvernement fait de ces fortes de changemens, il a ses raisons & fait où prendre son droit. Mais par quelle fureur de siffler le politique tranchant, nous qui sommes assez heureux pour n'avoir à régler des empires que sur le papier, osons-nous de sang froid nous charger du reproche d'avoir autorisé de tout notre pouvoir des révolutions dont le fonds & la forme sont faits pour effrayer des consciences tranquilles & délicates, ou, si l'on veut, foibles, mais telles néanmoins qu'il les faudroit, au moins, à ceux qui ne sont nés que pour obéir? Si, à l'exemple de notre Réformateur, je disois, *il me reste à parler des fiefs & grandes terres qui sont en grand nombre dans les Provinces de Flandres, d'Artois & de Hainaut, & d'un très-grand produit; j'estime que le Gouvernement fera très-bien de les réunir au domaine, le plus qu'il sera possible, pour les donner en jouissance à la nomination du Roi, afin d'accoutumer ces Provinces aux mœurs*

Et aux maximes Françoises : on crieroit , avec raison , au Machiavel. Or , je demande à nous autres nés pour l'obéissance , quel droit nous supposons aux Notables , ou simples Particuliers , sur leurs biens & propriétés de plus que n'en ont les Communautés quelconques sur leurs domaines ? Ce n'est pas sans doute l'ancienneté ; car il n'est pas de plus anciens titres que les leurs. Est-ce leur peu d'utilité ? C'est une raison scandaleuse que j'ai combattue & détruite ailleurs ; mais en la supposant réelle , le massacre des incurables seroit une des loix de ce code-là. Est-ce parce qu'ils tiennent tout ou presque tout de la munificence des anciens Souverains ? C'est en quoi leur titre est plus sacré. Qui de nous voudroit arracher à son vassal le bienfait de son pere ? Qui de nous encore ne tient pas des Souverains du moins l'investiture de ses fiefs ? La servitude éternelle résultante du droit de don , est un principe faux , honteux , & d'où résulteroit l'incendie des archives de la reconnaissance. Est-ce enfin pour l'utilité publique & en vertu de l'axiome : *Salus Reipublicæ suprema lex esto* ? Oh ! je vous apprens , moi , que cet axiome ne peut jamais s'entendre que des loix de forme ou de réglemeut , & dans des occasions extrêmes & si rares , qu'à peine dix siècles en fournissent-ils un exemple ; mais que c'est d'ailleurs un principe exécrationnable & sujet aux plus odieuses applications , dès qu'il peut intéresser le fonds. Il déchaîne en effet l'audacieux & le fort , disperse tous les liens de la loi naturelle , enchaîne le droit à la suite du fait , au gré d'une imagination échauffée , ou sous les ordres d'un cœur impur. Voulez-vous savoir le véritable

axiome politique, le principe de la sûreté publique & privée, l'axiome éternel? Le voici: *Que plutôt tout l'Etat périsse, que si la main sacrée du Souverain signoit la plus petite injustice.* Charles I. n'eût pas péri s'il eût écrit cet axiome, au lieu de son nom, au bas de l'Arrêt de Stafford. Eh! de quel droit nous foibles humains, lors de notre passage ici-bas, nous dont les écrits doivent déposer à la postérité des opinions & des façons de penser de notre siècle, nous chargeons-nous du reproche de le montrer uniquement occupé de calculs faux & vermoulus, puisque les idées du juste & de l'injuste n'y entrent pour rien; de calculs aveugles, puisque nul individu ne veut travailler au fond contre son propre intérêt, & que la conséquence de notre travail seroit de persuader à nos Princes (s'ils ne valaient mieux que nous) que tout ce qui est possible est permis? Contentons-nous de respecter ceux même de leurs décrets où l'autorité seule paroît avoir part, & laissons à leurs flatteurs à les leur suggérer. Malheur à qui fait l'injustice; mais double & triple malheur à qui se charge de la conseiller.

Les mœurs & les maximes Françoises ne sont point cela, & ce seroit un mauvais moyen d'y accoutumer ces Provinces. Un Commendataire, sur-tout d'une grosse Abbaye, n'influe en rien sur les mœurs & les maximes du Pays où elle est située. Il en tire la meilleure portion, & la mange à Paris. Voilà toute l'influence.

De tout tems tout ce qu'il y eut de bons Ecrivains se sont récriés contre les Commendes, qui privent en effet une Province, & de ses revenus, & d'une portion nécessaire de la Police.

En général, est-il possible qu'un Commentaire ait autant de soin de veiller à la régularité des mœurs des Religieux & à l'entretien des édifices, qu'en auroit un Régulier résident de nécessité sur les lieux ? Tout le soin du premier ou de ses agents, ne doit être que de grossir ses revenus, & d'en donner la régie à des traitans qui vexent tellement les Fermiers, que souvent ces derniers sont obligés d'abandonner leur exploitation.

Il s'en trouve, dans le Pays même dont nous parlons, un exemple bien frappant en l'Abbaye D.... Les Fermiers, depuis qu'elle est en Commende, & donnée en amodiation à une Compagnie Françoisé, sont pour la plupart ruinés; les édifices & les fermes qui en dépendent, mal entretenus; & les Religieux privés des deux tiers de leurs revenus qui sortent de la Province, ne sont plus en état de donner aux pauvres les mêmes soulagemens qu'ils donnoient ci-devant.

Les Abbayes en règle sont une des principales ressources du Pays d'Artois : elles font vivre quantité d'ouvriers; elles dépensent leurs revenus avec une sage économie; elles laissent un bénéfice honnête à leurs Fermiers, qui nourrissent les pauvres de leurs environs, & dans des tems de disette, elles alimentent quantité d'hommes, qui, sans ces secours, succomboient sous le poids de la misère.

Ces cas ne sont pas rares, & aux mois de Juin & de Juillet derniers, plusieurs Abbayes, telles que Dommartin, Saint-André-aux-Bois, &c. nourrissoient chacune onze à douze cens pauvres, tant du Pays que des Provinces voisines.

Quelle est l'Abbaye en Commende qui en fait & en peut faire autant ?

Un des plus recommandables & des plus habiles Administrateurs qu'il y ait eu de nos jours, que je ne nomme point, parce qu'il est vivant, & qui a long-tems été Intendant de Flandres & de Hainaut, étoit tellement convaincu de la nécessité de laisser en régle les Abbayes de ces Provinces, qu'il se déclara ouvertement contre le projet de réduire en Commende l'Abbaye de Marchiennes. Elle demeura vacante pendant plusieurs années. En 1754. le Roi accorda une élection, & en fit compliment à ce Ministre, qui lui dit alors que c'étoit la cause du service de Sa Majesté. Je n'ai pu me refuser de placer ici ce petit nombre de traits sur les Commendes; article que je n'aurois pas été chercher, si l'Auteur prévenu & peu instruit ne l'eût réveillé, & qui cependant a trait par bien des endroits à mon objet.

Mais examinons si c'est donc une chose si avantageuse d'ôter à une Province ses mœurs & ses maximes, pour y substituer celles de la Capitale. Un grand Génie a dit : *C'est la folie des Conquérens de vouloir donner à tous les Peuples leurs Loix & leurs Coutumes : cela n'est bon à rien ; car dans toute sorte de Gouvernement on est capable d'obéir.* Il considérait les choses en un sens absolument étranger à celui sous lequel je les envisage ; & dans ma façon de voir, je dis plus : non-seulement cela n'est bon à rien, mais encore cela est très-mauvais.

On sait qu'un des grands avantages de la France, est que se trouvant par sa situation au centre de toutes les Nations les plus diverses en génie

& en tempérament, elle participe par le moyen des habitans de ses Provinces frontières, aux propriétés de chacune d'elles; que ces propriétés & ces natures diverses, liées & amalgamées dans le creuset de la douceur & de la politesse Françoisse, qui est devenue le caractère des Peuples du centre du Royaume & de la Capitale, avec laquelle les Provinces ont toutes des rapports essentiels & souvent trop répétés, forment une des plus inépuisables ressources de la Nation. On ne sauroit croire combien on nous feroit perdre à chacun de nous, en nous ôtant notre naturel. Je suppose que le travail présent & passé, de tel qu'on pourroit citer, soit de quelque utilité à la Patrie; pense-t-on qu'il ne tienne rien du gout du terroir? Seroit-il en ce moment dans son cabinet? Y reviendrait-il aux heures où il voit ses semblables se livrer aux plaisirs de la société, auxquels il peut & doit être aussi sensible qu'un autre? S'il étoit né dans une Ville où les professions les plus graves, celles qui présentent à l'étude & à la retraite du cabinet le plus de considération, de profit & de supériorité, ne peuvent néanmoins former que des demi adeptes, & des hommes en tout inférieurs à ceux qui les ont précédés, parce que les amusemens & les plaisirs leur arrachent la seule chose précieuse, le tems; se feroit-il chargé la tête de connoissances, souvent très-étrangères à son état, s'il n'avoit été nourri, dès l'enfance, de l'idée qu'un chien mort, & un homme vivant sans aucun désir d'être utile à sa Patrie & à son Roi, sont également deux fardeaux sur la terre; si l'on ne lui avoit répété souvent ce passage de Salluste : *Eorum ego vitam,*

mortemque juxta astumo, quoniam de utraque filetur? L'éducation qu'on donne à la jeunesse dans la Capitale, peut être bonne pour les gens du Pays, & je ne prétens pas la blâmer; mais elle ne conviendrait pas à tous. Il faut des humeurs de toute espèce dans le corps humain; de même il faut de tout dans un Etat; des Philosophes, des gens de gout & de plaisir, &c. mais sur-tout il y faut des hommes ardens, désireux de gloire, laborieux & qui imaginent en grand; il faut de tout en un mot, & quiconque veut donner à toutes les parties de l'Etat les mêmes mœurs & les mêmes maximes, fait un échange de vingt contre un.

Paris est certainement le centre du gout & de la politesse. Il y a même, quoi qu'en disent ses détracteurs, bien des vertus civiles, ou incon nues, ou informes ailleurs; mais les agrémens de l'esprit, & encore plus les vertus du cœur y sont très-cantonnées, & ce qu'on y voit le plus communément au dehors, ne tient rien de l'un ni de l'autre. Conséquemment ce ne sont point ces réduits précieux qui envoient des influences dans les Provinces; c'est, au contraire, la folie & l'impudence qui fondent des colonies. Que rapporte dans les Provinces cette nombreuse jeunesse de tous états, élevée dans les Collèges, Académies, études des Notaires & des Procureurs, &c.? Licence, désordre, impiété, débauches & maladies. Qu'en rapportent les hommes faits? Faux airs, ébauche grossière d'urbanité, luxe étriqué, dédain des usages de la Patrie; beaux profits de communication! Que chacun conserve ses mœurs & ses maximes. Il seroit difficile de dire quelle est la Province qui

a mieux servi le Roi; mais il est impossible de reprocher à pas une d'entre elles un esprit d'indépendance & de révolte, & de s'être refusée en aucun tems aux efforts qu'exigea le service de l'Etat.

J'ose dire que, si depuis qu'elles ont été réunies à la Couronne, elles eussent été travaillées en finance, l'esprit François y feroit bien plus généralement répandu qu'il n'y est, & l'on ne verroit pas les Officiers du Magistrat se croire autorisés à faire des injustices atroces aux Sujets du Roi, sous le spécieux prétexte de conserver des usages particuliers; comme si l'usage abusif d'un privilège usurpé pouvoit devenir le fondement d'une injustice & d'un despotisme odieux envers un tiers, sur-tout au préjudice d'un acte qui prescrit ces usages abusifs, & dont ces mêmes Officiers ont rédigé & signé les conventions.

Miséricorde! *travaillées en finance*! Quel mot est-ce là? Oh! c'est bien pis que *scarii* & *bacinare*; mots étrangers que je disois autrefois n'avoir point de représentatifs dans notre langue, & je m'en vantois. Nos voisins triompheroient bien à leur tour, si jamais cette inhumaine & monstrueuse expression passoit parmi nous en usage. Travailler en finance, nous diroient-ils, vaut bien le *bacinare* pour la cruauté; il l'excede de beaucoup en dommages, puisque cette opération brûle tout un Pays à la fois, fleurs & fruits, bêtes & gens & plusieurs générations ensemble. Il le surpasse encore en réflexions, & présente à l'imagination une armée de *scarii* qui travaillent à civiliser un Pays comme les Romains civilisèrent autrefois l'Asie. *Travailler une Province en finance*; bon Dieu! combien une telle phrase nous supposeroit accoutumés

au langage & aux idées de la cupidité & de l'oppression, si elle passoit sans contradiction? On fait régir, ordonner, gouverner, administrer les finances; on fait en éclairer la marche, en réparer les conduits, en bonifier le produit, en étendre les rameaux. Je passe encore qu'on dise qu'un homme travaille bien en finance (quoique je défie qu'on me montre encore cette expression nulle part;) mais *travailler quelqu'un en finance*, cela ne se dit, ni ne se doit penser. Cela représente le bucher du dernier Empereur du Mexique.

Travail, dans sa première signification, veut dire peine & labeur. Un homme laborieux est un homme de travail. Dans une autre acception, mais toujours douloureuse, une femme est en travail: une montagne même y fut autrefois, & plutôt à Dieu que les travailleurs en finance n'engendrassent comme elle que ridiculement! On peut même *travailler en finance*, puisqu'on travaille en fer, en bronze, &c. Les choses inanimées même travaillent: du bois, des ressorts, du vin travaillent; mais j'ai toujours ouï dire qu'il n'y avoit que des fripons qui travaillassent leur vin & fissent travailler leur argent. On est soi-même travaillé d'un songe, de la fièvre, de la goutte, de la colique, de la pierre, mais jamais *en finance*; on n'y résisteroit pas. On se travaille, on travaille un cheval; mais *travailler une Province!* cela se fait peut-être, mais cela ne se dit pas.

De laquelle des acceptions ci-dessus veut-on faire dériver cette expression, *travailler un Pays en finance*? Que signifie cette façon de parler? Entend-on par-là éclaircir la recette & la dé-

Suite de la IV. Partie.

H

pense des revenus d'un Pays, en bannir les fraudes, les connivences & les abus, mettre au grand jour tous ces détails par une perception exacte & simple ? Je crois que c'est donner à ce nouvel arrangement de mots, la plus honnête signification qu'il soit possible de s'en promettre. En quoi cela s'appellera-t-il *travailler une Province en finance* ? C'est en bonifier les revenus, c'est y ranimer une portion de la Police.

Qui voudroit en croire l'esprit usurier & cupide, ver rongeur du nerf de tout Etat enrichi, laisseroit persuader à une Nation généreuse & altière dans son principe, audacieuse & avide de gloire dans tous les tems, que la finance est non-seulement quelque chose, mais encore qu'elle est tout. Elle demanderoit non-seulement des édits & main-forte, mais encore un rang, des distinctions & des troupes. Elle voudroit disséquer & apprécier le Clergé, soumettre la Noblesse, se soustraire aux décisions des Tribunaux réglés, anéantir les Officiers municipaux, ordonner du commerce.... Elle prétendrait enfin civiliser les Provinces à sa mode.

Le désordre dans les finances est, il est vrai, l'un des plus grands maux d'un Etat; mais est-ce une preuve de la prééminence fiscale ? Point du tout. Si dans une grande Maison le garçon de cuisine devient fou tout-à-coup, il peut en arriver plus de mal que si cet accident arrivoit au premier Officier; car il peut, en un tour de main, empoisonner toute la maison. De même, le désordre dans les finances empoisonne toute la société; il déplace tous les êtres, livre les Peuples aux traitans, met la considération & l'autorité aux mains faites uniquement pour le-

lucré, oblige à des opérations forcées, contraires à la bienfaisance & à la bonne foi, &, par un contre-coup prochain, très-pernicieuses pour les mœurs, nœud véritable de la société: c'est par-là que le désordre dans les finances est le plus grand des maux; mais pour inférer delà la suprématie de la finance, il faudroit établir d'abord que nos plus pressans besoins sont notre plus noble affaire, axiome du code des pourceaux.

Un des plus importants détails pour un grand Ministre, celui de tous peut-être par lequel il peut coopérer le plus utilement à la gloire du Maître & au bonheur des Peuples, c'est l'administration des finances; c'est le maintien & l'accroissement des revenus du Royaume. L'administration n'est qu'un mécanisme d'ordre & d'inspection; mais la science du Gouvernement économique pénètre jusqu'à la source des finances ou des richesses: elle dirige tous les canaux par où elles doivent passer pour multiplier les productions, & pour donner à celles-ci la valeur réelle qui constitue les revenus de la Nation & du Souverain. Les moindres erreurs sont en ceci d'une grande conséquence, & elles sont peu de choses dans l'administration des finances, quand la partie radicale du Gouvernement économique est bien conduite; car celle-ci redresse toujours celle-là: cette dernière n'exige que de l'habileté ou de la pratique, & la première suppose une intelligence supérieure; la finance bien ou mal établie n'a pas manqué de ministres; mais il ne s'est encore trouvé pour le Gouvernement économique qu'un Ministre, Sully. Qu'on examine ses

principes, on verra s'ils s'accordent avec ceux du Financier Citoyen. En peu d'années Sully paya les dettes de l'Etat, diminua les impôts, augmenta les revenus du Royaume, & forma un trésor public. Ces faits ne permettent pas de douter de la capacité de ce Ministre; mais ces grands génies sont rares, & les *Financiers Citoyens* sont trop communs. Ce ne sont point eux, à beaucoup près, qui rendent le Ministre des finances considérable. Ne méprisons personne en particulier; mais aussi n'altérons pas la nature des choses.

Par où donc pourroit-on prétendre que leur coopération au maniement des finances des Provinces, fût un moyen sûr d'y répandre l'esprit François? Est-ce que l'esprit François est l'esprit financier? Si je m'en doutois, je me garderois de le dire, de peur que les étrangers ne m'écoutassent; mais cela n'est pas vrai. L'esprit François est un composé de tous les esprits du monde, heureusement pour les autres découpé par la légèreté, & heureusement pour nous aidé de la facilité. Il a passé par tous les différens degrés de variations de l'esprit humain, & a conservé le fond de chacune de ces façons d'être. Il fut libre d'abord, conquérant ensuite, paladin après, puis successivement querelleur, brave, poli, amateur des Sciences, ensuite des Arts, du colifichet enfin, & paroît terminer sa course par la fureur pour celui qu'on appelle *or*. Il en quête à la Cour, il en cherche dans le commerce, il en ravit en travaillant en finance; mais ce dernier gout ne deviendra pas plus substance en lui que ne firent les autres. Le François, en général, n'est qu'un aimable étour-

di, capable du bien & du mal selon l'occasion, indifféremment, sans réflexion & sans conséquence. Je ne fais s'il est d'une si grande importance de répandre cet esprit; mais supposé que cela soit, il n'est pas besoin de se donner beaucoup de peine pour cela. Aux grâces près, qui au fond se passent comme tout le reste, il me semble que cela s'apprend tout seul.

Si ce ne sont pas les manières Françaises qu'on veut dire, quand on désire l'esprit François à celles de nos Provinces qui ont encore conservé du goût pour leurs anciens usages, ce n'est pas aussi sans doute le cœur François que l'on entend. On ne sauroit, sans une injustice & une calomnie atroce, en accuser aucune d'avoir donné occasion à des doutes sur cela; & sans perdre de vue les Artésiens, voyez ce qu'en dit en plusieurs endroits l'Intendant, Auteur du Mémoire adressé à Mr. le Duc de Bourgogne.

„ Ils sont dociles, ouverts, soumis & recon-
„ noissans. Ils sont presque tous tranquilles &
„ exempts des agitations d'esprit qui mettent
„ les autres hommes en mouvement; mais ils
„ n'en sont pas moins laborieux : appliqués
„ chacun dans leur Etat au genre de vie qu'ils
„ ont embrassé; exacts à leur devoir, mais sur-
„ tout attachés à la Religion, & jaloux de leurs
„ privilèges & de leurs coutumes, au point que
„ tout établissement nouveau, quoiqu'indiffé-
„ rent, les allarme & les égare; & il n'y a rien,
„ au contraire, qu'on n'obtienne d'eux, pourvu
„ qu'on s'accommode à leurs mœurs.

Voilà le Peuple dont on voudroit fabriquer les usages pour leur substituer les mœurs Françaises. En finissant le même Mémoire, il dit, en

parlant de leur administration, que rien n'égale le zèle & l'amour de ceux qui composent les Etats; que chacun y concourt, avec ardeur, à l'utilité publique; que personne ne se prévaut de ses droits; que rien n'égale leur obéissance aux ordres du Roi; qu'ils ne délibèrent jamais que pour exécuter ce qu'il désire & pour faire une égale répartition des charges. Je crois que c'est là le cœur François. Ils viennent d'en donner des preuves non équivoques & qui ne peuvent être fardées, à l'occasion du nom de Comte d'Artois, donné au Prince quatrième fils de France. Les festins, les bals, les feux d'artifices ont marqué la joie publique dans les Villes & aux Etats, & cette joie s'est démontrée dans les campagnes par l'enthousiasme le plus naïvement expressif.

Seroit-ce, enfin, la police Françoisaise qu'on veut leur donner? Entendons-nous; est-ce bien là notre fort? Je m'explique. Les grands chemins, chez nous, sont bien gardés; les campagnes sûres, quoique couvertes de mendiants, de porteurs de contraintes, de corvoyeurs & de miliciens. Tout voleur est pendu, s'il ne sait écrire; la filouterie proscrite a fait place aux droits d'usage & au tour du bâton; le petit peut, à l'aide d'un Procureur, faire face au plus grand jusqu'à l'extinction de son dernier écu; un voyage à la Capitale peut, ainsi qu'autrefois celui de la Terre-Sainte, laver toutes les iniquités d'un forfateur, & le sauver des mains de la justice.

Ce sont, sans doute, de grands avantages, & tels qu'ils sont, ils nous suffisent; mais ce n'est point là proprement ce qu'on doit appel-

1^{er} police. Elle consiste en la sûreté & la protection des bons, la crainte & l'abaissement des méchans. Ces deux points premiers & principaux, d'abord, sont bien plus aisés à établir aux lieux où s'est conservé ce qu'on peut appeler l'esprit de canton, & où le caractère national s'est préservé de l'alliage, que dans ceux où la refonte de tous les métaux, en ce genre, a décomposé la nature, pour lui substituer cet art fatal qui fait disparaître le vice & la vertu, & met à la place le ridicule & l'agrément.

La police consiste encore en respect des hiérarchies, subordination, déférence d'opinion, &c. Oh! Messieurs de la Capitale, je vous le demande : si les valets de votre voisin croient vous devoir quelque chose, & si, depuis le plus grand jusqu'au plus petit, toute prééminence ne consiste pas en argent, ou en autorité qui rapporte, promet ou distribue de l'argent? Laissons cela; ce régime nous est bon peut-être; mais, enfin, ce n'est point de la police.

Il résulte de tout ceci que ce ne sont ni les manières, ni le cœur, ni la Police Française qu'il est important de répandre dans les Provinces. Qu'est-ce donc que cet esprit François, qu'on veut s'appliquer à leur donner? Je pose un moment que ce soit tout ce que nous venons de dire, & que ce tout soit indispensable; en ce cas je ne connois pas de plus mauvais moyen que celui de les enfinancer à la Française. Un Gouvernement éclairé, qui voudra se concilier une Nation quelconque par le moyen d'une correspondance de personnes, lui enverra des hommes d'élite & remarquables par leurs vertus,

ou par leurs talens, ou par leurs agrémens. C'est peut-être précisément cela qu'on a cru trouver dans les travailleurs en finance, je le veux; mais ce n'est encore rien, & le point principal de la conduite de ces hommes choisis, doit être de se rendre agréables aux gens du Pays, & sur-tout d'éviter de choquer leurs intérêts, leurs idées ou leurs usages. Or, je demande si toutes ces qualités & conditions peuvent être compatibles avec les opérations des Envoyés, aux fins de *travailler en finance* une Province; d'où résulte absurdité de principes & de conséquences.

A l'égard de ces prétendues *injustices atroces*, commises par les Officiers du Magistrat; voyons à quoi l'Auteur en attribue l'origine.

L'Espagne, qui possédoit ces Provinces avant que Louis XIV. en eût fait la conquête, avoit de très-fortes raisons pour tolérer ces abus. Ce Royaume n'étoit pas en état de mettre des garnisons assez fortes dans ces trois Provinces, pour y contenir les Peuples & empêcher les incursions des étrangers. Il étoit donc indispensable d'attacher tous les Ecclésiastiques & tous les Officiers municipaux au Gouvernement, afin de contenir, par leur moyen, tous les Peuples dans la soumission & le devoir, & les engager à se garder d'eux-mêmes.

Je demande quel est le politique qui pourra penser que le moyen d'affectionner un Peuple au Gouvernement, sera de tolérer les *injustices atroces* des notables? Je comprends que les privilèges concédés par le Gouvernement aux notables d'un Pays, & seulement relatifs à des distinctions, soit honoraires, soit pécuniaires, vis-à-vis du Prince, attachent ces notables au

Gouvernement, & leur concilient le respect du Peuple. L'homme est un animal porté, de sa nature, à aimer ce qu'il respecte, & à se rallier à l'objet de ces deux sentimens. En conséquence, les privilèges des notables leur attachent le Peuple, & par eux l'attachent au Gouvernement. C'est la connoissance de cette gradation d'idées & de préjugés qui fit dire autrefois à Machiavel, en parlant du Royaume de France, alors constitué de la sorte, que cette Monarchie lui paroissoit la forme de Gouvernement la plus ferme & stable qui fût jamais. Mais le système le plus naturel de l'ordre & de la stabilité devient le principe de l'anarchie, si ces privilèges des notables sont aux dépens des Peuples & de la justice. Je m'explique.

Le Prince, en considération du zèle du Clergé, des services & de la fidélité de la Noblesse, ou des Officiers municipaux d'un Pays, & pour engager les uns & les autres à lui être attachés, sentant, d'ailleurs, la nécessité des considérations & des attachemens subalternes pour servir de gradins au respect & à l'amour pour le Souverain, vrai pivot de tout Etat, sachant, enfin, qu'une roue seule ne peut donner le mouvement à toute une grande machine, si ce n'est par le moyen de roues intermédiaires; le Prince, dis-je, peut & doit, sans doute, accorder à ces corps des privilèges d'honneur & de juridiction, des privilèges d'exemption, &c. Tout cela n'est point aux dépens du Peuple; la mise proportionnelle & autres axiomes modernes des hérauts des saturnales sont des délires de l'esprit d'anarchie. Cette attention du Gouvernement à accorder des privilèges, lui conciliera l'atta-

chement des notables, & par eux celui des Provinces les plus exposées aux incursions de l'ennemi & aux épreuves de leur fidélité ; mais si, au contraire, un Gouvernement foible ou aveugle gratifie les notables aux dépens du Peuple & des Sujets, tolère l'oppression des petits, la dissipation des revenus publics, le monopole, en un mot, les *injustices atroces* ; dès lors tout se perd à la fois : le Peuple n'a plus que de la crainte & de l'horreur pour ses tyrans ; la voix publique réclame sans cesse contre des usages abusifs, loin que ces usages passent en coutume & soient scellés par l'attachement du Peuple. De leur côté, les notables s'accoutument aux forfaits, & cherchent à couvrir l'un par l'autre. Comme toutes les erreurs & tous les vices de l'esprit & du cœur se tiennent, ils deviennent féroces, ambitieux, rebelles enfin ; & le Souverain, s'il veut conserver ces Provinces, est bientôt obligé de les conquérir.

Ce tableau peut présenter à l'esprit l'histoire des révolutions des Pays-Bas, & faire en apparence une forte d'argument pour mes adversaires ; mais ce seroit donner une terrible entorse à l'histoire & aux faits. Chacun sait que Charles-Quint étoit adoré de ses Flamands ; que le régime Espagnol commença à les indisposer, & acheva de les désespérer par des rigueurs déplacées & à contretems ; que cependant, si Philippe II. eût voulu paroître dans ces Provinces, il y eût été le maître ; que son absence laissa fermenter l'antipathie des Nations ; & qu'enfin la réforme fut un point de scission éternelle qui brisa les liens de l'Etat, & aliéna pour jamais l'esprit des Peuples. Mais sans nous jet-

ter dans une discussion trop étendue & absolument étrangère à notre objet, il est une pierre de touche pour reconnoître le vrai, ou le faux de cette allégation. Le Peuple de l'Artois est-il attaché à ses notables, & tranquille spectateur de ces abus que vous appelez injustices atroces ? ou bien révolté contre ses Officiers municipaux, réclame-t-il le secours de la police Françoisse ? C'est là le point décisif pour juger de la qualification que mérite cette allégation. Ce point va bientôt être décidé par l'Auteur lui-même.

Mais comme ces raisons n'existent plus aujourd'hui, & que le Peuple de ces Provinces simple & superstitieux conserve des préjugés contraires aux loix & aux maximes Françoises, préjudiciables à l'harmonie du Gouvernement, je crois qu'il seroit important de travailler ces Provinces en finance ; c'est la seule voie d'y répandre plus facilement les mœurs & les manières Françoises, par la plus grande communication qu'il y aura entre ces Provinces & la Capitale.

Selon cet exposé, le Peuple de ces Provinces, simple & superstitieux, demeure attaché à ses usages ; voilà la question décidée. Nulle part l'homme n'est assez simple pour aimer la tyrannie : il y demeure soumis ; elle l'avilit même au point de n'oser chercher les moyens d'en secouer le joug, & de n'imaginer rien au delà de cet ordre de choses dont il est la victime. On voit & l'on a vu de tout tems des exemples de cela ; mais voir un Peuple, après avoir changé de Souverains, & s'être soumis désormais à un Gouvernement modéré qui lui tend les bras pour sortir de l'esclavage de la barbarie & de la servitude de canton ; voir ce Peuple, dis-je, s'a-

heurter à conserver ses usages, quoiqu'ils lui soient en tout & par-tout onéreux, & ne soient au fond qu'un tissu *d'injustices atroces* dont il est le plastron, c'est ce dont il n'y a point d'exemple. Nul homme n'est assez borné pour ne pas connoître ses intérêts essentiels. Ce n'est pas ici le lieu de démontrer que la plus odieuse des tyrannies est celle qui se pare du dessein de rendre les hommes heureux malgré eux ; Dieu seul le pouvoit, & ne le voulut pas. La douceur & les bienfaits ouvrent les yeux à toute l'espèce humaine sur la vraie carrière du bonheur, sur les avantages de l'équité & de l'honnête liberté. Tout autre moyen renferme une ou plusieurs injustices.

Ce Peuple est simple, dit-on. Eh ! qu'ils nous envoient des travailleurs en mœurs, au lieu de recevoir de nous des travailleurs en finance. Que pouvons-nous demander de mieux au Peuple que d'être simple ? Heureuse & bienfaisante simplicité, truchement de la confiance, vertu des grands, agrément des petits, devoir des grands génies, ame de la société ; si quelque canton privilégié te consacre encore des autels parmi nous, faut-il que notre élégance parricide & nos aveugles calculs s'étudient à te bannir de ces foibles & derniers asyles ! J'aime à connoître les ressorts de la civilisation, je tâcherai de les entendre ; mais je crois pouvoir avancer que sitôt que toute simplicité nationale & personnelle sera perdue dans un Etat, les vains efforts des subtiles calculateurs de l'intérêt, ni les louables travaux des plus grands Princes, Ministres, Magistrats & autres Ordonnateurs du régime de la société, n'en sauroient retarder la ruine pro-

chaîne. En vain l'élégance & la recherche en subtiliseront les ressorts, & chercheront à farder cet intérieur cadavéreux : toutes les vertus d'une belle ame, tout l'effort d'un esprit élevé, toutes les Sciences, tous les Arts portent à faux, si la simplicité n'en est la base & le pilotis. Et qu'est-ce qu'un Etat, dont les Sujets n'ont plus de vertus que fardées, & d'idées que basses, ou folles & imaginaires ?

A l'égard de la superstition, cette imputation est ici établie d'une manière si vague, que je n'ai rien à répondre à celle dont on accuse les Artésiens en particulier ; mais je n'ai rien ouï dire d'eux sur cet article qui pût intéresser l'Etat. Je sais que c'est ici une question délicate, & sur-tout en un siècle anti-superstitieux, & en un tems où des dissonances de fait, entre la Jurisdiction Ecclésiastique & la Jurisdiction Civile, ont donné occasion de motiver les précautions actuelles, de la crainte des conséquences & des abus passés. Il n'appartient pas à un Citoyen de vouloir péser la sollicitude Ecclésiastique, ni la vigilance des Magistrats ; mais comme étranger à toute discussion, & partisan public de la vérité, il ose dire, que si, comme il est vrai, la superstition est le vice qui se cache à côté de la vertu de simplicité, ce n'est plus de ce vice-là dont nous avons à craindre les atteintes. Dans le fait, l'extirpation des superstitions populaires sont l'objet du soin pastoral des Evêques ; & je ne vois pas ce qu'elles ont de commun avec la municipalité dont il est seulement ici question.

Ce Peuple simple & superstitieux conserve des préjugés contraires aux loix & aux maxi-

mes Françaises, préjudiciables à l'harmonie du Gouvernement ; je crois qu'il seroit important de travailler ces Provinces en finance. Il me semble qu'un homme qui écrit pour le Public, ne devoit jamais hasarder des imputations telles que celle-ci. J'appelle hasarder, quand on avance en passant une accusation grave, sans la motiver & la démontrer. Pour motiver & démontrer celle-ci, il eût fallu, par exemple, détailler en quoi consistent les préjugés des ces Peuples, mettre ensuite à découvert ce qu'on appelle les loix & les maximes Françaises, & montrer enfin en quoi les préjugés des Artésiens leur sont contraires. Cette discussion eût été vaste & peut-être laborieuse ; mais elle étoit d'obligation. Tout Auteur regarde son Ouvrage comme devant influer sur les opinions de ses contemporains & de la postérité. Est-il permis dans ce sens-là de négliger aucun soin & aucun travail pour s'éclairer soi-même, & pour éclairer les Lecteurs ? est-il permis de s'exposer, par sa propre négligence, à semer des scandales calomnieux contre de sages Concitoyens & contre des Nations entières ? Faute de cette attention néanmoins de la part de l'Auteur, je me crois en droit de lui nier le principe qu'il avance & les conséquences qu'il en tire.

Les loix Françaises ne sont autre chose, à les considérer dans le point de vue politique, que l'obéissance des membres au chef d'une part, & de l'autre l'engagement du chef au maintien & à la conservation du droit public & des loix particulières des membres. Voilà nos loix à cet égard, & quand à des loix on ajoute des maximes, on n'entend sans doute qu'un régime

de détail émané des loix, correspondant aux loix; sans cela ce mot *maximes* exprimeroit un sacrilège. Qu'on me démontre par les faits que les Artésiens ont manqué à l'obéissance, qu'ils ont cru devoir y manquer, & je conviendrai alors que leurs préjugés sont contraires à nos loix & à nos maximes; mais je crois être loir de cet aveu.

On ajoute subsidiairement, *préjudiciable à l'harmonie du Gouvernement*. Autre question à débrouiller. Qu'est-ce que l'harmonie du Gouvernement? Je crois l'avoir définie ailleurs; mais disons encore. Consiste-t-elle en ce que toutes les cordes soient d'égale proportion? Je doute qu'un instrument de cette espèce fût susceptible d'aucune sorte d'harmonie. D'ailleurs, pour opérer dans le politique une telle chose, il faudroit démembrer les Provinces, différer l'Etat & en former un certain nombre de portions égales en population, produit, industrie, commerce, &c. Belle & facile opération à proposer! Je crois donc que l'harmonie du Gouvernement consiste en ce que les cordes considérées & maintenues telles qu'elles sont, soient toutes tendues en un point relatif à leurs proportions sur un même diapason, de façon que le Gouvernement puisse tirer de chacune d'elles le service proportionnel & l'harmonie politique. Oh! je laisse à décider maintenant lequel des deux systèmes est le plus propre à opérer cet arrangement, ou de celui qui ne fait qu'envoyer des *travailleurs* à l'effet de détruire tous usages, & d'y substituer un régime de rapacité universelle, énigmatique & arbitraire de la part des agents, aveugle & craintive de la part des

patiens; ou de celui qui propose de laisser à chacun ses usages & ses loix municipales, d'en donner de justes & mesurées à ceux qui n'en ont point, de commettre & d'intéresser à la manutention de ces loix la totalité des Citoyens, d'éclairer jusqu'au moindre d'entre eux sur la marche, le tarif & l'emploi des subventions onéreuses, & d'en tirer, par ce moyen, le double de services, d'obéissance & d'argent.

Mais c'est ici le lieu d'énoncer en bref, comme je l'ai promis, la teneur & valeur du Pays d'Artois.

Le Pays d'Artois a vingt-quatre lieues de longueur sur dix à douze de largeur.

Ce Pays est extrêmement déchu de sa première & seconde prospérité. La première, il la devoit à la résidence de ses Maîtres, puissans par tant d'autres possessions, & qui tenoient à Arras une Cour brillante. Les Hôtels que les Seigneurs de cette Cour avoient dans cette Ville, maintenant divisés en habitations de simples Particuliers, en sont les seuls restes; & les manufactures que cette richesse avoit attirées, sont entièrement tombées, de manière qu'il n'y en reste absolument aucune.

Ce que j'appelle sa prospérité seconde, fut relatif depuis à l'avantage d'être frontière; avantage souvent onéreux en tems de guerre, mais qui lui donnoit néanmoins les moyens de se rétablir. Toutes les Villes étoient fortifiées, & l'entretien de ces fortifications, les dépenses des armées, &c. faisoient une sorte de produit. Aujourd'hui elle n'est plus frontière; mais seulement assez voisine pour avoir le poids du régime militaire qui porte plus loin ses avantages.

Plu-

Plusieurs de ses Places, comme Lens, Saint-Pol, Pernes, Lillers, ne sont plus fortifiées, non plus que plusieurs Bourgs autrefois Villes, tels que Therouane, Vitri, Avesne-le-Comte, Aubigny, &c.

Son commerce est nul, à la réserve de celui de ses denrées.

Quant à sa population, selon le dernier dénombrement de la France, dont je parlerai ci-dessous, on lui donne 310000 habitans.

Elle n'a de produit quelconque que celui de ses terres, qui sont de bonne qualité, mais nullement de la première, puisqu'elles reposent toutes la troisième année. Tout consiste donc en fonds de l'étendue ci-dessus circonscrite, en labour & en économie.

Voilà ce qu'est l'Artois, voilà son produit. Voyons maintenant de combien il contribue aux charges de l'Etat.

Il seroit inutile, & peut-être hors de place, de transcrire ici en détail l'état des charges de cette Province. Je me contenterai de dire (& je n'avance rien dont je n'aie la preuve en main) que ce que la Province d'Artois paie en cette année 1757. ou directement, ou à la décharge du trésor royal, excède la somme de quatre millions.

On reculera de frayeur, en se rappelant ce qui est dit ci-dessus de l'étendue de cette Province, de sa population, de son commerce. Il est vrai que dans la somme énoncée, entre l'abonnement des deux vingtièmes qu'ils ont porté à 1100000 liv. somme incroyable que la terreur que ce bon Peuple a des traitans, lui a persuadé, qu'il pourroit porter, ou que peut-être

Suite de la IV. Partie.

une politique plus fine que l'on ne les en croiroit capables, leur a suggéré d'offrir pour se tirer, à quelque prix que ce fût, des mains de ces gens-là, sachant bien qu'un Gouvernement juste & équitable, ne les laissera pas succomber sous le faix.

Pour acquitter toutes ces charges, les Etats n'ont que deux moyens. 1°. Le produit des octrois. 2°. Les centièmes.

Le produit des octrois dépend des adjudications qui se font chaque année par le Commissaire départi & par les trois Députés ordinaires.

Tous les habitans de la Province sont admis aux enchères libres; mais on n'y reçoit point d'étrangers.

Le produit des octrois une fois déterminé par le tableau des adjudications, qui est porté dans l'assemblée, les Etats, pour suppléer à ce qui leur manque pour fournir au service de l'année, imposent le reste par la voie des centièmes; de sorte qu'on les porte au double, au triple & au quadruple, suivant la quantité des charges.

Les Etats, depuis leur institution, n'avoient connu que ces deux voies d'imposition; ils sont aujourd'hui soumis aux deux vingtièmes & aux deux sols pour livre. Aussi la surcharge est-elle absolue, & les effets en sont destructeurs.

La grande attention & l'économie de l'administration l'ont seules soutenue jusqu'à présent. Les Ecclésiastiques & les Nobles ne jouissent de presque aucune exemption. Ils n'ont d'autre privilège que celui de ne payer qu'un centième & demi pour les biens qu'ils font valoir par leurs mains. Enfin, chose presque in-

croyable, mais connue de tous & facile à prouver, c'est qu'il n'en coûte pas 100000 liv. pour les fraix d'administration & de recette de tous les deniers de la Province.

Oh ! défenseurs de la prétendue harmonie, j'explique, j'énonce de mon mieux ; faites-en de même, & cessez de croire parler à des aveugles.

Je viens de démontrer que sans supprimer les Etats, le Ministère doit s'occuper à réprimer les abus qui se sont glissés en plusieurs Provinces des Pays d'Etats dans l'administration des revenus publics.

Il falloit indiquer, détailler, prouver ces abus. Je suis persuadé qu'il y en peut avoir, qu'il y en doit avoir, qu'il y en a même ; que le Gouvernement doit toujours se conserver une inspection particulière & très-étendue sur l'administration des Provinces, non pour la gêner d'autorité ni de faveur, ce seroit tout anéantir, mais pour tout ramener sans cesse à l'ordre & à l'autenticité prescrite par les loix.

La transgression des loix même dans les plus petites & minutieuses circonstances est la source des abus ; il faut les prévoir tous en ce seul point, *la transgression des loix*. Rien n'y est minutie, tout est de conséquence ; mais il ne faut pas perdre de vue le grand principe qui doit servir de direction à tous les soins du Gouvernement, dont l'objet n'est que de maintenir le bon ordre & d'éterniser la durée des Etats. Ce principe part d'une spéculation sûre, à savoir, qu'une société ne peut avoir été formée que par des loix, & maintenue que par l'observation de ces loix ; que tous abus quelconques ne sont autre chose que la violation petite ou grande des loix ;

qu'on les retrouve tous en ce point, & que conséquemment le remède à tous les abus est de remettre en vigueur les loix primitives.

Il s'ensuit de ce principe que le remède aux abus qui se sont glissés dans l'administration municipale, se trouve dans la réintégration même des loix constitutives de cette administration. Tout autre point de vue ne conduiroit qu'à accroître le mal. Le remède aux abus prétendus, & même visibles, par l'altération des loix fondamentales de tout ordre de choses quelconques, fut de tout tems le tableau de proscription de l'ordre & de la justice.

Ce que je viens de dire, prouve qu'on ne doit point attribuer le bien-être des Provinces d'Etats à la manière dont les deniers publics sont administrés, mais seulement à leur position. Elles ont toutes les facilités d'un commerce étranger; elles reçoivent un argent immense par la consommation des troupes qui y sont en garnison, & les tributs en général y sont moindres que dans les Provinces intérieures. C'est donc partir d'un faux principe que d'attribuer une meilleure régie en finance aux Pays d'Etats, pour en conclure qu'il faudroit diviser toutes les Provinces en Pays d'Etats; puisqu'il est démontré que l'aïssance de ces Provinces n'a d'autre fondement que la facilité d'un commerce étranger, la consommation des troupes, & la modicité des tributs.

Oh! l'étrange Dialectique que j'ai à combattre! Reprenons donc article par article; car c'est ici le paragraphe imposant de démonstrations passées & de conclusion présente.

Ce que je viens de dire prouve qu'on ne doit point attribuer le bien-être des Provinces d'Etats, à la manière dont les deniers publics y sont

administrés, mais seulement à leur position. Ce qu'on vient de dire, ce me semble, ne prouve rien, ou je ne sais plus ce que c'est que preuves. On a dit qu'il y avoit des abus, que les Peuples toléroient en certains lieux ces abus, de peur que la Cour ne mît la main sur les horfonds, qu'ils les souffroient ailleurs par simplicité, superstition & préjugé; mais on n'a rien prouvé de tout cela. Ce qui est plus singulier, c'est qu'on prétend avoir prouvé ce dont on n'a pas dit un seul mot encore, à savoir, que nous devons notre aisance à notre position. C'est ici certainement la première fois qu'il en est parlé. Voyons donc ce que c'est que cette position.

1°. *Elles (les Provinces d'Etats) ont toutes les facilités d'un commerce étranger.* 2°. *Elles reçoivent un argent immense par la consommation des troupes qui y sont en garnison.* 3°. *Et les tributs, en général, y sont moindres que dans les Provinces intérieures.* Examinons ces trois points l'un après l'autre.

Il est sûr que la Bretagne & la Provence ont toutes les facilités d'un commerce étranger; mais pas plus, je crois, que la Normandie & la Guienne. Quant au Languedoc, s'il participe à ces facilités, son industrie se les est procurées; car la mer qui baigne les côtes du bas Languedoc, n'est presque pas navigable, & les commerçans ainsi que les navigateurs, savent combien sont redoutées ces funestes plages, connues sous le nom de *golphe de Lyon*. Les travaux immenses & les dépenses continuelles faites pour la construction & l'entretien du Port de Cette, ont procuré un abri pour les médio-

cres bâtimens sur cette mer dangereuse. Qu'on demande au Conseil, si, malgré toute la puissance de Louis XIV. cette entreprise eût été aussi promptement achevée sans le secours & les dépenses des Etats de cette Province ; qu'on lui demande aujourd'hui ce qu'elle fournit chaque année pour l'entretien de ce Port. Le célèbre canal de Languedoc vivifie tout l'intérieur de la Province, & la rend l'entrepôt de la communication des deux mers ; mais malgré toute la protection du grand Colbert, le génie recommandable de l'illustre constructeur de ce bel ouvrage, fût demeuré dans la poussière à côté des mémoires de tous les faiseurs de projets, si les secours des Etats n'avoient aidé à ceux du Prince, & à la fertilité du génie de ce grand homme pour les expédiens. Quant à l'Artois, il n'a point de commerce étranger, & la Bourgogne est dans le même cas que l'Artois ; première allégation qui contient bien des erreurs de fait.

A l'égard de l'argent que laissent dans les Pays d'Etats les troupes qui y sont en garnison, c'est encore une erreur de fait. Il n'y a jamais de troupes en Provence en tems de paix ; à la réserve d'un bataillon dans les Citadelles de Marseille & un à Toulon. L'Arsenal de cette dernière Ville est, à la vérité, un objet de grande dépense pour le Gouvernement ; mais on ne fait que trop que les principales de ces dépenses vont chercher chez l'étranger les matériaux & les agrès des navires. Les bois, les chanvres, les toiles, les canons, ne se tirent point de la Provence : tout l'argent qu'y laisse l'Arsenal de Toulon, se borne à la consommation des em-

ployés & des troupes, & cela se peut apprécier comme un Régiment.

Il en faut dire autant de la Bretagne, qui a de plus quelques quartiers de Cavalerie, mais peu nombreux; & les Bretons regardent si peu comme un avantage, le séjour des troupes dans leur Province, qu'ils ont toujours chargé leurs Députés de demander le rappel de ces troupes: c'est un article répété dans les instructions de tous les Députés. En Languedoc, à la réserve de quelques bataillons d'Infanterie dans les Cévennes, point de troupes. L'Artois, moins frontière que la Flandre & l'Alsace, en a beaucoup moins aussi; & quant à la Bourgogne, par un arrangement de ses anciens traités faits aux tems où les troupes étoient onéreuses, & qu'on laisse subsister malgré elle, elle paie pour n'en avoir point du tout. Seconde allégation dont on voit la foiblesse.

Quant à ce qui est des tributs, nous y revoilà donc: en vain continuerois-je de demander qu'on m'offre un point de proportion à opposer au calcul que j'ai mis à découvert de l'étendue des tributs dans une Province administrée par ses Etats; il faut que je découvre moi-même des détails de comparaison, & voici ce que j'ai à présenter.

En 1745. la longueur de la guerre obligeant le Gouvernement à chercher de nouveaux secours, le Ministre des finances demanda à Messieurs les Intendans des *Mémoires concernant les nouvelles ressources dans chaque Généralité du Royaume pour l'augmentation des revenus du Roi en tems de guerre.* C'est une chose à comparer que l'embarras des Intendans des Généra-

lités d'Élection, avec la confiance de ceux des Pays d'États; & si à cette comparaison de droit on joint celle de fait, l'argument se trouve singulièrement en faveur de mon système. Venons au relevé des détails.

Ces nouvelles taxes arrêtées au Conseil monterent en Dauphiné à 120000 liv. Passons delà en Provence. L'Intendant dit: *On peut demander à l'assemblée des Etats une augmentation annuelle de 5 à 600000 liv.* On demanda cette dernière, elle fut accordée sur le champ. En Languedoc, *les Etats de cette vaste Province sont disposés à accorder une augmentation tous les ans de 1200000 livres.* Cette Généralité est vaste, il est vrai; mais elle ne l'est pas plus que celles de Montauban, d'Auch, & de Pau réunies. Ces trois cependant pour lesquelles sont les mers, les rivières, les plaines, les montagnes & le meilleur sol de la France; ces trois, si accablées néanmoins, firent ensemble pour les nouvelles taxes 210000 liv. Partons ensuite depuis les Pyrénées, & faisons le tour jusques en Bretagne; ce qui comprend les Généralités de Bourdeaux, la Rochelle & Poitiers. Cela renferme de beaux Ports, une Ville, qui à elle seule vaut une Province, des terres de la première abondance, telles que les bords de Garonne, le Médoc, le Pays appelé d'entre deux mers, la Saintonge, le Poitou, &c. & une région immense; le tout ensemble produisit néanmoins aux nouvelles taxes 670000 liv. à savoir, la Généralité de Bourdeaux 450, celle de la Rochelle 120, & celle de Poitiers 100. Nous entrons en Bretagne: *J'ai conféré avec les principaux membres des Etats pour augmenter dans*

cette Généralité les revenus du Roi de 1200000 liv. par an ; ce qu'ils ont accordé sur le champ, à commencer en la présente année 1745. par augmentation sur leurs dons gratuits. Si la Bretagne a eu tant d'avantages sur les Provinces de sa gauche, elle a d'autre part de grands désavantages sur celles de sa droite. Elle touche par-là à cette plantureuse Normandie aussi favorisée qu'elle par la mer, infiniment plus par le génie de ses habitans tout autrement industrieux par nature : au lieu des landes de la Bretagne, la Normandie a ces célèbres herbages dont la fertilité paroît fabuleuse : les grandes Villes & les manufactures y sont sans nombre, & le voisinage absorbant de la Capitale, excite l'industrie des cultivateurs, & donne un débit prodigieux à toutes sortes de denrées, de nourrisages, &c. Enfin, la Normandie a toujours passé pour la prunelle de l'œil de l'Etat, & le plus beau fleuron de la couronne de nos Rois : aussi cette vaste & abondante Province a-t-elle exigé trois Généralités. Sans doute que, proportion gardée, & attendu que l'autorité n'y est point gênée par le privilège des Etats, elles vont à elles trois fournir au moins trois millions. Comptons. Rouen donna 500000 liv. Caen, 400000 liv. Alençon, 300000 liv. Cela ne fait en tout que 1200000 liv. même somme que celle que les Etats de Bretagne ont accordée sur le champ, & en précomptant l'année même où se fait la demande. Guillaume le Roux eût été bien étonné, si on lui eût dit que son vassal, le Comte de Bretagne, étoit aussi puissant que lui. Oh ! mais la ville de Nantes, les Malouins, un Arsenal maritime. Eh bien ! pas.

sez en Bourgogne, elle n'a ni mer, ni commerce, ni troupes; elle n'a que des vins & des bois, elle donne un million, & regardez les autres Provinces auprès.

Voulez-vous une autre estimation relative de la valeur réelle de la Normandie, prise comparativement avec la Bretagne, indépendamment de ce que chacun fait, & de ce qui saute aux yeux des différences de fertilité & d'industrie entre ces deux Provinces? En 1755. on demanda à Messieurs les Intendans un dénombrement général des Peuples de leur Généralité. Ce dénombrement qu'on a pris pour bon, mais qui du moins l'est à peu près également dans toutes les parties, porte la totalité des Peuples dans le Royaume à 18107000. Dans ce nombre la Bretagne est portée pour 847500 ames; & les trois Généralités de la Normandie font ensemble 1665200, savoir, la Généralité de Rouen 655800, celle de Caen 522800, & celle d'Alençon 486600; le tout ensemble faisant près du double de la Bretagne. Peut-être que les ames Normandes sont moins éveillées que les Bretonnes: quoi qu'il en soit dans un besoin de l'Etat, toute l'industrie de trois Intendans ne peut parvenir à grossir les revenus que de la même somme qu'au premier mot on obtient des Etats de Bretagne, même pour l'année courante.

Je présente des calculs; qu'on m'en oppose d'autres. Au reste, j'avertis que je ne dis ici que le nécessaire. Je pourrois mettre en opposition les moyens de ces levées onéreuses dans les Généralités, répandus ici sur les denrées les plus nécessaires; là, sur la sortie de celles dont.

le débouché fait la base absolue de la subsistance des habitans ; je pourrois, dis-je, mettre en opposition la dureté de ces moyens avec la facilité, du moins proportionnellement parlant, de ceux dont se servirent les Etats ; mais je n'en dis ici que ce que je crois démonstratif & propre à faire voir, que les Pays d'Etats contribuent en une portion beaucoup plus forte aux charges, & qu'en un mot, si je conseille de sortir de la routine des usages, ce n'est pas sur de simples idées que je me détermine, mais sur une connoissance exacte & détaillée de ce que je combats & de ce que je propose.

Mes démonstrations ne s'accordent guères avec celles de l'Auteur : c'est au Lecteur à juger qui de nous deux s'est donné le plus de soin pour mettre la vérité & les connoissances de son côté.

De même, ce seroit mal conclurre de l'aïssance de ces Provinces que de supprimer leurs privilèges, sous prétexte qu'une saine politique exige que toutes les Provinces d'un Etat soient mises au même niveau ; parce que ces Provinces ne doivent pas uniquement leur aïssance à ce qu'elles sont Provinces d'Etats, mais parce qu'elles sont dans une position plus avantageuse que celles de l'intérieur. Il seroit mieux de mettre dans le même degré d'aïssance les Provinces de l'intérieur par la diminution des tailles dans leur masse, ou par plus d'égalité dans leur répartition : d'où je conclus qu'il faut laisser les Provinces d'Etats dans leurs privilèges, mais veiller à ce qu'il ne s'y exerce, ni despotisme, ni injustice, & travailler sérieusement à la réformation de tous les usages abusifs sur les principes de l'équité & de la justice que le bien du Roi & des Provinces exige ; que le Ministère doit s'occuper sérieusement du soin de mettre

les Provinces de l'intérieur dans le degré d'aisance où peuvent être les Provinces d'Etats; que tous les Sujets du Roi intelligens & solvables, doivent être admis aux enchères des Provinces d'Etats, & à celles des baux des fermes des octrois des Villes, afin de porter les prix à leur valeur, & de répandre dans ces Provinces & ces Villes les maximes & les mœurs Françoises; qu'enfin les grandes Abbayes de Flandres seront mieux en Commende qu'en régle, tant parce que le Roi pourra les donner à des Abbés de distinction en naissance & en mérite, que parce que c'est un moyen de plus pour multiplier les communications de ces Provinces avec la Capitale.

Cette fin du Chapitre n'est qu'un résumé du tissu de raisonnemens dans lesquels j'ai relevé beaucoup d'erreurs. Mais je n'ai cet Ouvrage en vue qu'en ce qu'il touche au plan le plus salutaire de régénération politique parmi nous, du moins, à mon sens, pour l'anathématiser. Si pendant un long travail dans une partie purement mécanique, l'Auteur a su élever ses vues au-dessus de la sphère de sa profession, il n'en a pu également secouer les préjugés, & il a négligé les moyens de les combattre & de les éclairer.

Le résumé de mes idées à cet égard, entrera dans celui que je vais faire des différentes parties de cet Ouvrage, & de tout le système qu'il renferme. Je vais seulement répondre aux conclusions de l'Auteur. 1°. Il avoue lui-même que plus d'égalité dans la répartition des tailles est nécessaire; cela ne se peut que par les cadastres, & les cadastres ne seront bien faits que par l'autorité des Etats, & par l'opération de leurs délégués. 2°. Il recommande la vigilance au Gouvernement: je suis à cet égard de même.

avis que lui. Il craint le *despotisme* de la municipalité; j'en établis la dépendance hiérarchique sous la surveillance du Gouvernement, & d'après des loix fixes. 3°. Il veut mettre les Provinces de l'intérieur dans la même aisance que les Pays d'Etats; & moi aussi. Mais le plus sûr moyen de rapprocher les effets, est de rapprocher les causes. 4°. Il veut que les enchères des fermes publiques soient ouvertes à tout le monde; & moi aussi : mais le moyen qu'elles soient bientôt exclusives, c'est d'y recevoir les Compagnies Parisiennes. Elles ne nous apporteront que la même liberté qu'elles ont chez elles. D'ailleurs, il est permis au municipal d'une Province de ne connoître d'autre monde que les gens du Pays. Que chacun vive chez soi, y sème, y recueille, y consomme, je ne vois à plaindre en cela que le Juif errant. 5°. Quant aux maximes & aux mœurs Françoises, j'ai tout dit. 6°. Quant aux Abbayes en Commende, j'ai parlé aussi; mais ce n'est pas notre affaire. On observera seulement que tout revenu d'un Pays consommé dans un autre, est un tribut onéreux que paie le canton du produit à celui de la consommation.

R É S U M É.

JE vais finir par le résumé de mon Ouvrage, quoiqu'il ne soit qu'un corps de pièces rapportées; & je pense que par cela même, un résumé n'en est que plus nécessaire pour présenter, en un même point de vue, les principes, le détail & les conséquences de ce que je propose.

Ces trois choses sont l'objet particulier des trois parties de cet Ouvrage. La première, qui n'est elle-même qu'un précis très-abrégé & conséquemment difficile à extraire, renferme les principes. La seconde comprend le plan & l'explication des détails. La troisième envisage & parcourt toutes les conséquences; mais déterminé dans sa marche & dans ses écarts par les objections d'un Auteur qui a lui-même peu de suite, elle n'est pas aisée à résumer.

Je ne devrois pas résumer le Dialogue. Ce n'est qu'une fantaisie, en apparence, uniquement propre à égayer le Lecteur, à qui la recherche des principes & des détails suivans prépare assez d'ennui. Cette plaisanterie toutefois rentre dans l'objet de cet Ouvrage. Elle montre d'abord :

Que le commandement & l'obéissance ne tombent en contradiction, que faute de s'entendre.

Ensuite, que les facilités & les moyens ne se trouvent que dans les règles.

Qu'il faut au Peuple, considéré comme bête de somme, sa charge & son entretien.

Que la plus dure politique & la plus intéressée doit avoir soin des pauvres, attendu que, s'ils défont dans l'Etat, il faudra que les riches les remplacent.

Que ce soin nécessaire gît tout entier en un point; c'est de régler le poids, & sur-tout la distribution de leur charge.

Précis de l'Introduction.

En toute opération quelconque, & sur-tout en matière de Gouvernement, où toutes les opérations sont délicates & importantes, il faut

d'abord bien approfondir les principes comme étant la base de tout. Sitôt qu'on est assuré que le plan qu'on se propose d'exécuter, est conforme aux principes bons, immuables & certains de leur nature, il convient d'en examiner les détails pour s'assurer des moyens, de leur facilité, de leur marche & des rapports qu'ils peuvent avoir avec les principes. Il faut enfin, avant que d'opérer, parcourir & se représenter, autant qu'il est possible, le tableau des conséquences, pour avoir tout prévu & n'être étonné de rien.

C'est le premier de ces objets qu'on a voulu remplir dans le Discours préliminaire. Les principes sont vastes en matière de Gouvernement. Un semblable discours n'a d'étendue que pour en placer la semence.

Intérêt particulier, *premier lien de la société.*

Tous ces intérêts individuels, comprimés les uns par les autres, font l'ensemble & la force de la société.

Le plus fort intérêt est le plus fort lien.

Le plus fort intérêt est *la propriété*; donc le plus fort lien, *la propriété.*

Ce lien est malléable & extensible; il est la base des plus chers sentimens de la nature, & une main habile peut l'étendre sur tout ce qu'il est de l'intérêt de la société de nous rendre cher.

Du gout pour la propriété naissent les questions entre voisins; des questions, l'arbitrage; *commencement d'autorité.*

La décision devenue règle pour d'autres questions semblables, *racine de loix.*

Ces règles promulguées & connues, *commencement de loix.*

Loix, sauve-gardes de la propriété, premier appui de ce lien.

De la nécessité des loix, qui ne sont autre chose que la contradiction de la cupidité, naît la nécessité d'un pouvoir exécuteur des loix, *c'est le Gouvernement.*

Qualités inhérentes au Gouvernement, *équité & force.*

L'équité, qualité morale, doit commander. La force, qualité physique, doit lui obéir.

La force, dirigée en un sens contraire à l'équité, *tyrannie.*

Le Gouvernement ne peut avoir de force que par les loix.

La tyrannie n'est point force; elle naît aussi souvent de l'astuce & de la déception.

La violence n'a détruit que les sociétés qui avoient préparé les voies à leur destruction, & ne sauroit en avoir fondé.

Si le conquérant veut jouir, il faut qu'il se conforme aux loix qu'il trouve, ou qu'il en fasse.

La chose publique est un tissu de choses particulières, condensées de façon qu'elles forment un tout.

Il est aisé, il est nécessaire d'attacher le Citoyen à la chose publique par son panchant à la propriété.

De tout ce que dessus, il résulte la preuve que la propriété est, en grand comme en petit, la base & le vrai lien de la société. De cet examen on passe à celui de la nature des Gouvernemens.

On n'en admet que de deux sortes, l'un équitable, qui respecte & maintient la propriété ;
l'autre

l'autre tyrannique, qui attaque & viole la propriété.

La nature des Gouvernemens, établie par une définition qui démontre qu'il n'en est qu'un qui mérite ce nom. On analyse les différens points de l'organisation civile, remise en ses mains.

Administration & subministration. Définition de l'une & de l'autre.

Le Gouvernement, semblable à la clef d'une voûte, tire sa force & son effet de la force & de l'effet de toutes les parties réunies & combinées.

L'autorité suprême distribue à chacune des parties du bâtiment politique, la portion de force motrice qui lui convient.

Extension du Gouvernement sur un grand nombre de têtes, *force & solidité*. Pouvoir dans un petit nombre de mains, *débilisé*.

Monarchie, pouvoir d'un seul tempéré par l'obéissance.

Les mandemens manquent à la tyrannie, & ne lui laissent de moyens que la terreur.

Dans la Monarchie les moyens sont les loix.

A chaque ordre de choses, un ordre d'hommes choisis préposés à la manutention.

Ces ordres d'hommes liés à la constitution, peuvent être censés Ordres constitutifs.

Des Pays héréditaires, aquis ou conquis, ne forment une puissance solide que quand ils sont corps d'Etat.

Cela ne se peut que par le moyen des Ordres constitutifs.

Dans la Monarchie, quatre Ordres constitutifs : Ordre ecclésiastique, Ordre militaire, Ordre civil, Ordre municipal.

Nature & ressort de l'Ordre ecclésiastique.

Suite de la IV. Partie.

K

Ordre militaire, sa nature & son ressort.

Essence & ressort de l'Ordre civil.

Ordre municipal, proprement Ordre citoyen, ressortit aux Assemblées générales du Pays.

Ces quatre Ordres indépendans entre eux, ne relèvent que du Souverain quant à leur essence, & sont soumis les uns aux autres pour les cas qui ressortissent à chacun d'eux.

Après avoir établi les principes constitutifs & actifs, on passe à l'examen des ressorts de la constitution & de l'action.

Ces ressorts sont les loix ; il en est de deux fortes. Loix fondamentales ou constitutives, loix de titre ; loix de restauration & d'entretien, loix de règlement.

Loix de titre, inviolables & supérieures à tout. Tout arrangement qui constate la propriété quelconque dans la société, est loi de titre, loi fondamentale.

Liberté de conscience, *propriété morale.*

Liberté de Religion, *incompatible avec le repos & la sûreté de l'Etat.*

Propriétés physiques ; 1°. celle de notre propre personne ; 2°. nos droits & actions prises dans la nature ; 3°. nos meubles, immeubles, & toutes propriétés de convention ; 4°. la propriété publique.

Réponse à l'objection de restreindre la Souveraineté. Exemples qui démontrent l'étendue de son pouvoir par la loi de règlement, & la barrière où cette loi s'arrête pour ne point atterrir à la loi de titre.

Loi de règlement, comprend tout le régime intérieur, est dans l'absolue disposition du Gouvernement.

Loi de réglemeut a droit sur la commission, & non sur l'omission.

La stabilité & l'uniformité de toute règle, est ce qui en assure le plus l'exécution.

Tout est loi de réglemeut sous les pieds de l'Etre créateur; cependant il a daigné s'astreindre à l'uniformité de ces loix.

Objection tirée du lustre prétendu de certaines sociétés, attribué à l'autorité absolue du Gouvernement; tant sur les loix de titre que sur celles de réglemeut. Réponse.

Après cette énumération distinctive des loix de titre & de celles de réglemeut, on parcourt les différens objets d'administration & de subministration.

Objets d'administration.

I. Point d'administration : les Mœurs. Le Gouvernement les fait ou les détruit.

II. Point : la Politique. L'art de rendre les hommes heureux, fait partie des mœurs, en ce que c'est l'art de les rendre sages.

III. Point : le Militaire, dont l'esprit doit prédominer dans l'Etat, a besoin d'être contenu sans être avili, ne peut être contenu que par un Chef. Grand argument pour la Monarchie contre la République.

IV. Point : l'Agriculture, aliment de la société, premier objet de la protection du Gouvernement au physique, comme les mœurs le sont au moral.

V. Point : les Arts primitifs. Les Arts les plus voisins de l'agriculture sont les premiers de tous.

VI. Point : industrie en tant que fabrication. Création en ce genre, plus nuisible qu'utile, si elle n'est dirigée par des vues bien claires; &

par une attention fixe aux principes. Le déplacement, en ce genre, entraîne les plus fâcheuses conséquences.

Objets de subministration.

I. Point : la Religion, ame morale de la société, la seule base des mœurs. Admise dans l'Etat ; elle y est loi de titre ; & comme telle, sous la protection du Gouvernement.

Règle sûre pour garantir le Gouvernement des deux écueils de se resserrer, ou de trop s'étendre dans l'exercice de ce devoir ; c'est de s'en tenir à la loi de titre, & ne rien permettre en-deçà, ni au-delà.

II. Point : Justice & Police. La première ne doit avoir pour règle dans ses arrêts que de se tenir au plus près de la loi de titre. La seconde ne doit connoître de moyens de s'exercer, que ceux qui sont fondés sur la loi de réglemeut.

Différence essentielle entre les deux. La Justice doit tout entendre & ne rien voir. La Police doit avoir l'œil à tout.

III. Point : la Finance. Est tout par ses effets, rien par elle-même. La profession de recevoir les deniers publics n'est point un Etat à part : affermer les revenus publics devroit être à jamais prohibé dans toute société bien réglée.

Analyse des différentes natures d'impôts.

IV. Point : le Commerce. Objet en général de la société au-dedans, son truchement au-dehors.

Le commerce est subordonné à la production.

L'esprit de commerce prédominant dans une Nation, gangréne de tous les liens de la société.

Après cette analyse des différens points d'ad-

ministration & de subministration, on repasse en un trait sur la distribution de tous ces objets entre les différens ordres de l'Etat, on finit par l'ordre municipal.

Réponse aux objections sur la tyrannie & la partialité municipale.

Impossibilité de faire remplacer la municipalité par toute autre administration, vu la multiplicité de soins indispensables qui lui sont départis.

L'organisation de ce Royaume manque quant à ce point. Le projet de l'achever ou rétablir étoit le dessein principal d'un-des plus dignes Princes qui aient été destinés à porter la couronne.

En somme il résulte de ce discours, 1°. Que la propriété est la base & le lien sacré de la société. 2°. Que le Gouvernement qui est la clef de l'édifice construit sur cette base, est fondé sur l'équité, & agit par la force qu'il ne peut recevoir que de l'équité; d'où résulte qu'il n'y a que deux sortes de Gouvernemens, l'un favorable, l'autre nuisible à la propriété; force & tyrannie. 3°. Que cette force vient de l'ensemble de toutes les parties de l'Etat condensées & réunies par le Gouvernement. 4°. Que cet ensemble n'est soutenu que par les ordres constitutifs. 5°. Que ces ordres ne sont fondés que sur des loix constitutives, loix de titre; n'opèrent qu'en vertu de loix actives, loix de règlement. 6°. Que les loix de règlement embrassent tous les objets d'administration & de subministration. 7°. Que ces loix ne peuvent avoir d'action juridique sous les loix de titre & sous la protection du Gouvernement, que par l'intervention des ordres constitutifs.

150 *Réponse aux Objections*

On voit par le tableau de la subdivision de tous ces rameaux, que l'ordre municipal est celui de tous dont la juridiction active & de détail est la plus subdivisée, & qu'il est aussi contraire, au moins, à la solidité & à la prospérité de l'Etat de prétendre anéantir cet ordre & le remplacer dans ses soins par des Officiers uniques & surchargés, qu'il le seroit de leur confier encore tout ce qui ressortit aux autres ordres, & d'en faire en même-tems des Muphtis, des Bachas & des Cadis.

Précis du Mémoire.

Après avoir établi, ou, pour mieux dire, parcouru les principes, & démontré que loin d'être contraires à l'opération proposée, ils en constatent la nécessité, il faut passer à l'examen des détails. C'est cet examen qui forme la seconde Partie de cet Ouvrage. Elle est elle-même subdivisée en trois Parties, contenant six Sections chacune. Les deux premières Parties démontrent l'utilité des Etats Provinciaux. La troisième présente la facilité de les rétablir dans tout le Royaume.

Première Partie.

La première Partie établit d'abord l'utilité des Etats Provinciaux, relativement au bonheur des Peuples.

La I. Section traite de la taille réelle, de ses avantages, de l'inutilité des soins qu'on s'est donné pour établir par-tout la taille tarifée sans l'intervention des Etats.

II. Section, Affouagement. Ce que c'est dans les différens Pays d'Etats. Comment il se fait en Provence.

III. Section, Cadastres. Sont à chaque Communauté ce qu'est l'affouagement au Général de la Province. Formalités préliminaires de la confection des Cadastres. Subdivision & estimation des biens des Particuliers dans les Cadastres.

IV. Section, Dépenses générales de la Province. Leur objet & leur utilité.

V. Section, Dépenses particulières des Communautés : leur objet. Organisation de la municipalité. Formalités nécessaires pour autoriser les dépenses. Assistance des Officiers Royaux ou Seigneuriaux aux Conseils des Communautés.

VI. Section, la Liberté. Les Peuples croient jouir de la liberté quand ils sont admis à l'administration de leur canton. Détails de liberté dans la privation d'esclavage fiscal pour le Colon. Etat, hiérarchie, & pouvoir coercitif du Peuple financier dans les Pays d'Etats, quant aux levées de deniers ordonnées par la Province. Réponse à l'objection que, selon ce système, les fonds portent tout.

Seconde Partie.

Du bonheur des Peuples naissent naturellement les avantages de l'autorité ; mais cet axiome, tout vrai qu'il est, a besoin d'être démontré par les détails, quand il s'agit d'attaquer des préjugés d'usage, qui depuis long-tems ont servi de masque à l'intérêt particulier, seul promoteur de l'autorité arbitraire & impatiente des règles.

Ce sont donc les détails relatifs à cet axiome qu'on traite dans la seconde Partie.

I. Section, présence de l'autorité. Plan général des assemblées des Etats Provinciaux. Le droit de représentation ne sauroit être suspect à l'autorité.

II. Section, hiérarchie de l'autorité. Toute hiérarchie dans l'Etat reçoit son lustre & son éclat du Souverain. La haute naissance est dépendante du Prince par l'intérêt de sa subsistance; elle l'est aussi par celui de son maintien. Tout est égal en obéissance devant le Souverain; mais tout ne l'est pas en dignité. Les Princes aiment & considèrent naturellement la naissance, & pourquoi. La Noblesse a donc intérêt au maintien de l'autorité. L'autorité la plus chère aux Peuples, est celle de leurs notables. Peu de gens sont incapables de prendre part à l'administration municipale de leur canton. Le Clergé d'ailleurs plus dépendant encore de l'autorité, dont il tient & espère tout, tient le premier rang dans ces assemblées. Le Tiers-Etat éclairé par la nécessité, retenu par la médiocrité, y a autant d'influence que les autres corps. C'est ainsi que l'harmonie de l'autorité confiée à toutes les hiérarchies naturelles de l'Etat, se trouve parfaite en raison de la permanence des tons différens qui entrent dans son accord.

III. Section, pouvoir de l'autorité. On a démontré que l'autorité étoit plus présente dans les Pays d'Etats que par-tout ailleurs, comme aussi qu'elle étoit mieux organisée; on prouve ici qu'elle y est mieux obéie. Démonstration de cette allégation par celle de la plus grande facilité dans la perception des impôts, point tou-

est le plus difficile de l'obéissance. Exemples tirés du Languedoc & de la Provence. Moyens que l'autorité a de plus là qu'ailleurs de punir & de se faire craindre. Preuve tirée d'un fait.

IV. Section, les Finances. Après avoir déduit les moyens & les facilités générales que l'autorité trouve dans ce genre d'administration, on passe à ceux de détail qui renferment toutefois dans chacun d'eux une infinité de branches de subministration : on commence par les finances. Preuve destructive du préjugé que les Pays d'Etats rendent moins au Roi que les autres Provinces. Moyens de simplifier les opérations & le maniement des finances, tirés de cette démonstration. Facilité d'améliorer les finances par ces mêmes moyens. Simplification des canaux de circulation de l'argent des Sujets au trésor, & du trésor aux différens objets de dépense.

V. Section, le Commerce. Population, unique principe de richesses. Deux moyens pour se la procurer, police & vivification. L'une fait la sûreté, l'autre la subsistance. Abonnement des droits d'entrée & de sortie aux Provinces, faciliteroit la suppression de toutes obstructions intérieures de l'Etat. Arts & Manufactures protégés par les Etats; agriculture sur-tout. Suc alimentaire ramené dans la Province par la dépense qu'occasionnent ces assemblées qui ramènent les Commissaires du Roi, les Notables, &c.

VI. Section, le Crédit; ses avantages. Le vrai principe du crédit est la confiance. La confiance a deux pivots, opinion de richesses, opinion de probité & sûreté. Le Prince a pour lui

154 *Réponse aux Objections*

la première. Il est trop hors de pair pour avoir la seconde. Le crédit des Particuliers n'est que momentané, ou borné. Crédit des Financiers, borné, dépendant & onéreux. Crédit des banques, idéal & abusif. Crédit des corps est le seul, & d'entre les corps, les plus puissans & les plus immuables, sont les Etats.

Troisième Partie.

Tous les avantages de l'administration des Pays d'Etats se trouvent en un précis fort abrégé dans la première & seconde Partie de ce petit Mémoire. On passe dans la troisième au détail d'une opération effrayante aux yeux de la paresse, qui se fait un monstre de l'intervertissement des usages les plus fautifs, tandis qu'elle laisse corrompre l'ordre par les détails, & anéantir les loix, seul objet du respect de la vraie prudence. Cette troisième Partie traite donc de la façon d'établir des Etats dans les Provinces où l'ordre municipal est comme anéanti.

Le Duc de Bourgogne, Prince à jamais chéri & honoré des François, en avoit formé le plan, & pris toutes les informations nécessaires pour le faire réussir.

I. Section, inconvéniens des corps. Objection que les corps ont toujours fait ombrage aux plus puissans Ministres, &c. Réponse. Tous nos mouvemens sont venus de la Cour qui ne fait point corps. Le parti Huguenot, la Ligue, les troubles de la régence de Médicis, ceux sous Louis XIII. Louis XIV. &c. Que les Princes soient toujours en garde contre leur Cour, & jamais contre leurs Peuples.

II. Section, précis de la forme de l'assemblée des Etats dans les quatre grandes Provinces qui en conservent. Languedoc, convocation & composition de ses Etats. Commissaires du Roi; leur action & séance à l'assemblée. Leurs fonctions pendant la tenue, réduites à deux commissions. 1°. Vérification des dettes. 2°. Rapport des impositions. Détail des affaires traitées aux Etats. Clôture. Ce que c'est que les assises.

Bretagne. Assemblée duennale. Convocation & composition des Etats. Proclamation. Accord du don gratuit. Députation particulière des Etats. Deux conférences, l'une pour régler les conditions des baux futurs; l'autre pour convenir de celles du contrat à passer avec le Roi. Clôture.

Bourgogne. Assemblée triennale. Convocation & composition. Commissaires du Roi. Séparation & communication entre les différentes Chambres. Deux Chambres réunies au même avis, l'emportent. Elus, quels ils sont. Commissaires ou Alcades. Ce que c'est.

Provence. Assemblée annuelle, mais tronquée. Convocation & composition. Ouverture. Délibérations à la pluralité. Procès-verbal. Assemblée intermédiaire des Procureurs nés pour l'administration courante. Dans les cas importants, assemblée des Procureurs joints. La nomination aux charges & les nouvelles impositions réservées à l'assemblée générale.

III. Section, défécuosités de ces assemblées. On avertit d'abord que tout respect est dû aux usages reçus, & dont les Peuples se contentent, & que ce qu'on va noter n'est représenté comme défécueux, que relativement à la formation

d'autres assemblées pareilles. Préférence donnée à celles des Etats du Languedoc. Note sur la facilité qu'ont les membres des Etats de se faire représenter par Procureur. Cela nuit à la splendeur des Etats : on ne sauroit d'ailleurs trop accoutumer les Principaux d'une Province à être Citoyens.

En Bretagne, note sur la duennalité. On ne sauroit donner trop de vie à une telle administration, & sur-tout il faut obvier au trop d'autorité des Administrateurs de l'interregne. Note sur la multiplicité des Députés de la Noblesse.

En Bourgogne, l'un & l'autre de ces inconvénients. L'Election d'ailleurs (on appelle ainsi l'assemblée qui administre pendant l'intervalle) paroît un représentant disproportionné à l'assemblée & à la Province.

En Provence, l'assemblée peu solide, peu égale, pas assez forte pour se soutenir.

IV. Section, établissement de nouveaux Etats. La Guienne prise pour exemple. Moyens d'y rendre les tailles réelles par l'intervention des Etats. Facilités tirées d'ailleurs pour cette opération.

V. Section, administration intérieure. Distinctions, toutes de déférence, & nulle d'autorité absolue. Attention à bien composer le municipal des Villes. Mutation de ce municipal, de façon qu'il y demeure toujours des anciens Officiers. Syndics généraux de la Province, doublés, continués & renouvelés de la même manière. Tous les emplois généraux à la nomination des Etats. Délibérations selon la forme usitée en Languedoc.

VI. Section, réflexions générales. Objection

que les Princes aiment à gouverner seuls, & non à apprendre aux Peuples à se gouverner eux-mêmes. Réponse. Tous les Princes qui ont donné des loix fondamentales, des privilèges, &c. ont joui d'une puissance ferme & assurée, & l'ont laissée à leur postérité. Le Prince ne peut connaître la misère des Peuples que par leurs représentans. Don gratuit pour la conscience du Prince. Au lieu des acclamations & protestations des Sujets représentés par les municipaux, tout est muet dans les Pays d'Electi^{on}. Les hommes y sont troupeaux sans pasteurs.

En somme il résulte de ce Mémoire que l'administration municipale, ou des Etats Provinciaux, assure la tranquillité du Peuple, organise l'intérieur de l'Etat, de façon que les charges & les avantages de la société sont répartis avec toute l'équité & l'impartialité possibles en fait de Gouvernement; qu'en conséquence, l'obéissance y est plus prompte, la contrainte moins onéreuse, & l'administration plus attentive; que le Gouvernement y voit plus clair, & qu'il y est mieux obéi & plus redouté; que de tous ces avantages combinés il résulte une force & une réputation ou crédit qui tournent au profit de l'Etat & du Prince, qui n'est possesseur que du bonheur de ses Sujets, puisqu'il n'a de richesse réelle que tirée de leur superflu, & que la contribution du nécessaire est presque aussi infructueuse qu'elle est odieuse. Il résulte ensuite que ce projet démontré si utile, seroit de très-facile exécution, & que les moyens, ainsi que les modèles, s'en présentent d'eux-mêmes.

Résumé de la Réponse.

Le discours préliminaire ou introduction, pris ici pour la première Partie de cet Ouvrage, a fait voir, en reprenant l'anatomie entière de la société, que dans tout Etat, & sur-tout un Etat monarchique, le concours de l'ordre municipal, ou Citoyen à l'administration & subministration, étoit nécessaire & même indispensable, & que conséquemment une des parties nobles du corps politique, & peut-être la plus agissante, étoit altérée en proportion de ce que le ressort de l'ordre municipal étoit en vahé. Le *Mémoire sur les Etats Provinciaux*, qui ne sont autre chose que le tribunal supérieur de l'ordre municipal, a démontré que dans le fait, la preuve de l'allégation ci-dessus étoit patente parmi nous, par la comparaison de la tranquillité, de l'harmonie & de la force qu'on trouve encore dans les Pays d'Etats, toute ébranchée que soit leur municipalité, avec la terreur, le désordre & l'abattement qui se rencontrent ailleurs. Ce *Mémoire* a mis au jour les détails & la marche de cette administration, si peu connue, puisqu'elle fut tant attaquée. Il a donné l'esquisse des moyens d'en établir une pareille dans les Provinces qui ne sont point encore administrées. La troisième Partie va répondre aux objections faites & à faire contre ce plan & à toutes celles qu'on a pu imaginer. C'est ainsi que nous remplirons les trois points projetés, en posant les principes, montrant les détails, & prévoyant les conséquences.

Le résumé de cette dernière Partie est diffi-

cile, en ce qu'il doit embrasser deux points qui se croisent. L'un est d'idée, l'autre d'exécution. Le résumé des idées devoit embrasser graduellement toutes les conséquences, les rassembler en un tel ordre, qu'elles pussent naître l'une de l'autre, & les discuter par degrés. Le résumé de l'exécution est le précis de ce morceau tel qu'il est, c'est-à-dire, dans la forme indéterminée que lui ont donné, d'une part, l'Auteur des Objections, qui n'observe, lui-même, aucune suite; & de l'autre, ma propre irrégularité, qui a très-fructueusement usé de la commodité de n'avoir pas de plan à se faire. Je ne noterai donc, quant à cette Partie, que les points principaux, pour rendre moins sensible ce désordre qui le fera encore assez.

Réunion de toutes les lignes au centre, point avoué nécessaire; mais qui ne peut exister que par le moyen des pouvoirs intermédiaires.

Loix & ordres.

La Monarchie est un Gouvernement modéré, une autorité mixte, composée de celle du Général, & de celle du Magistrat. Le Général donne des ordres, le Magistrat des loix.

Les Princes doivent faire juger, par un tiers, les affaires sujettes à la haine, & se réserver celles de grace.

Un Pays ne se peut mieux conserver que par ses propres Citoyens.

Objection. *Ce qui reste d'États Provinciaux sont des traces des tems de foiblesse & de démembrement, où les usurpateurs cherchent à intéresser les Notables & les Peuples au maintien de leur usurpation.* Réponse en précis historique, qui démontre que si, de tous les Peuples

du Nord qui fonderent des Empires sur les débris de l'Empire Romain, nous sommes les seuls dont le nom & le territoire aient subsisté en corps d'Etat; c'est aux assemblées d'Etats généraux que nous devons cet avantage.

Ce que furent les Etats généraux pour le corps entier, les Etats Provinciaux le furent pour les membres.

Objection. *Puisque les Etats généraux sont désormais inutiles, à moins que nous ne fussions tombés dans quelque grande calamité, il en est ainsi des autres.* Réponse qui porte sur la différence de l'autorité & de l'étendue des soins de ces assemblées. Les Etats Provinciaux ne font point partie du Gouvernement supérieur; ils font seulement ses agents authentiques.

Objection. *Si l'autorité devient faible, les premiers inconvéniens aux lieux où l'on a droit de s'assembler sans crime.* Réponse. Discussion de ce que c'est qu'inconvéniens. Les grands inconvéniens ne sont que le terme & la fin d'une infinité d'abus ignorés & accumulés; ils sont la perte des Empires. Ceux-là ne sauroient naître des assemblées d'Etats Provinciaux. Les petits inconvéniens font penser au remède, & sont en cela le salut de l'Etat. Les Etats Provinciaux sont plus que tous autres, en état de les sentir, & en droit de les faire connoître.

Objection. *Le municipal se fait un devoir de tenir note de griefs, vrais ou faux, contre le Gouvernement, office suspect.* Réponse. Qu'est-ce que ces griefs? Ils portent tous sur les contraventions, à un contrat formel, dont la révision seule retrace au Peuple tous ses devoirs, en tout genre, envers le Souverain. Comment ils sont

sont recherchés ; comment ils sont répondus.

Objection. *Les besoins de l'Etat & les demandes du Prince sont l'objet d'une négociation.*

Réponse. Toute cette négociation se réduit à de simples représentations qui ne sont, même trop souvent, que de pure formalité.

Objection. *On y appelle don gratuit ce que le Prince exige comme droit & devoir.*

Réponse. Discussion des mobiles du Gouvernement ; respect & crainte. En établissant la crainte, il faut éviter la terreur. Il faut être craint par le fait & non par le droit. Le langage de l'amour pour les bons est celui de la crainte pour les méchants. Pourquoi seroit-il défendu d'accorder au Roi, par affection & zèle, ce qu'il demande comme droit & devoir ? Le point principal est de savoir si les dons sont moins forts & moins réels que ne le sont ailleurs les dépouilles.

Objection. *On y est inquiet & gêné de se soumettre aux Préposés de l'autorité.*

Réponse. Savoir si ces discussions ne sont pas des conflits de juridictions entre divers Préposés du même Maître, & qui, conséquemment, ne touchent point à son autorité.

Objection. *Les affaires municipales & les prétendus privilèges des Pays d'Etats, donnent plus de besogne au Ministère que tout le reste du Royaume ensemble.*

Réponse. Les infractions sont les germes des représentations. Différence notable entre les représentations & les murmures.

Répétition du calcul de finance donné pour tableau dans le Mémoire précédent ; demande en quoi ce calcul est imaginaire.

Suite de la IV. Partie. L

Démonstration que les abonnemens ne supposent pas un pied fixe d'impositions : bien au contraire.

Ce que veut dire *la balance respective des Provinces de France*. Impossibilité de la connoître.

S'il se trouve une forme de levée moins dispendieuse, moins incommode pour le cultivateur, dans les Pays d'Election, que celle que j'ai présentée, qu'on nous la fasse connoître, nous la saisissons. Inconvéniens de la taille réelle, établie dans certains Pays d'Election.

Ce n'est que par le moyen des Etats qu'on peut connoître le produit & la richesse d'une Province ; ce n'est encore que par leur administration qu'on en peut discerner & régler les charges.

Il y a des abus dans l'administration des Etats ; il y en doit avoir ; il ne sauroit cesser entièrement d'y en avoir. Voyons quels sont ceux qu'on nous reproche.

Objection. *Les privilèges de certains ordres de Citoyens*. Réponse. L'égalité ne sauroit subsister que dans les enfers. Tout est privilège ici-bas. Les privilèges sont le premier effet de l'ordre ; & l'envie & l'orgueil sont également ennemis de l'ordre & des privilèges.

Objection. *Les Ordres privilégiés ne doivent point l'être pour s'exempter de contribuer aux fraix de la chose publique*. Réponse. Il est de fait que le Clergé paie sur ses biens le double des autres. Noblesse. Ses premières exemptions fondées en justices ; venues à rien dans l'ordre actuel. Que deviennent chaque jour les fortunes de la Noblesse ? Que devient celle des Roturiers ?

Objection. *Les dépenses ne sont pas économi-*
sées à l'avantage des Provinces. Réponse. La
Bretagne donnée en exemple.

Objection. *Infidélités dans les comptes.* Ré-
ponse. Ni la volonté, ni les talens, ni la pos-
sibilité ne sont les mêmes à cet égard dans les
Provinces que dans la Capitale.

Erudition des *bors-fonds*; qui a occasionné
une sorte d'initiation du Répondant dans les
délicatesses de la langue financière. Il en étoit
bien, à savoir, que la Science des finances n'est
rien, & ce qui s'appelle rien du tout; que les
finances sont dans un Etat ce que le Gouverne-
ment veut qu'elles soient. Si le Gouvernement
est mal-habile & hors de mesure entre ses dé-
penses & ses revenus, le meilleur chef de finan-
ces qu'il puisse avoir, est un de ces ingénieux
faiseurs d'affaires qui trouvent des expédiens
pour ruiner les jeunes gens, jusqu'à ce que leur
fortune entière soit subdivisée & livrée au plus
offrant: si, au contraire, le Gouvernement est
sage & éclairé, la plus forte tête du Conseil, &
l'homme le plus en crédit auprès du Prince,
est le meilleur Financier, ne fût-il pas un mot
d'arithmétique; attendu que tout est à mesurer
ses forces & ses desseins, & qu'il faut d'ailleurs
un bras de fer & un homme très-autorisé pour
veiller à la garde du trésor, & pour écarter les
déprédations, les demandes, les prévarications,
& autres insectes qui rodent sans cesse autour
de leur proie. A cela près, la liberté fait la ri-
chesse, les besoins ordonnent la quotité de la
levée, les municipaux font la recette, les ré-
gles détaillent la dépense, les chambres à ce pré-
posées, allouent les comptes, & tout est dit.

Je savois cela ; mais j'ignorois les détails du grimoire qui a pris la place de ce simple tableau, & quoique j'en sache peut-être autant au fond que certains d'entre ceux qui le font valoir, la langue m'en étoit peu familière ; mais,

On apprend à hurler, dit l'autre, avec les loups.

Et j'ai presque deviné tout seul ce que c'étoit que des *bors-fonds*.

Discussion des enchères, & de l'utilité des Compagnies Parisiennes.

Inconvéniens du haussement des prix des baux. Ce haussement peut être une suite de la prospérité publique ; mais il ne fauroit jamais l'opérer, bien loin delà.

Le premier des principes politiques. Les vraies ressources d'un Etat se perdent en proportion de ce que la somme des méchans s'accroît, & celle des bons diminue.

Allégations contre les Etats d'Artois, & réponses détaillées.

Travailler en finance, excellent mot ! Réflexions sur cette nouvelle expression.

Teneur, valeur, produit & charges du Pays d'Artois.

Examen des trois allégations suivantes. Les Provinces d'Etats en France ont toutes, 1°. les facilités d'un commerce étranger. 2°. Elles reçoivent un argent immense par la consommation des troupes qui y sont en garnison. 3°. Les tributs en général, y sont moindres que dans les Provinces intérieures. Nouvelles démonstrations sur cette dernière question déjà détruite ailleurs.

Que chacun vive chez soi, y sème, y recueille, & y consomme.

En finissant ce résumé, trop resserré sur certaines parties, & qui paroitra, peut-être, trop étendu dans d'autres, mais que j'ai cru nécessaire pour mettre sous les yeux de ceux qui n'ont pas le tems de lire les points principaux qui peuvent attirer leur curiosité, ou de fixer leur jugement sur un objet de régénération aussi important que l'est celui que je propose, je crois devoir ajouter ici, que les assemblées d'Etats, telles que sont celles qui ont conservé leur ressort le plus entier, n'apportent encore à leur Province, & par contre-coup à l'Etat, que la plus petite partie de l'utilité qu'elles pourroient leur procurer. Une fois la protection du Gouvernement déclarée pour cette portion de l'agence générale; une fois la confiance des Peuples pour le Gouvernement solidement établie; plus des deux tiers des soins qui consomment le tems des Administrateurs disparaistroient; plus de craintes contre l'invasion fiscale; plus de griefs & de notes d'infractions aux privilèges; plus de plaidoeries au Conseil; de clientelles, de misères; le Gouvernement alors ordonneroit au municipal la direction de toutes ses vues & de tous ses travaux vers l'amélioration du territoire de l'Etat. On pourroit, on devroit former dans la Capitale de chacune des Provinces, une société d'hommes savans & laborieux, de Citoyens recommandables, dont l'étude & les recherches auroient pour objet la connoissance de tous les moyens d'utilité. Ils rechercheroient ceux d'augmenter les revenus des biens de la Province, les obstacles qui s'y opposent, les causes physiques ou morales qui déterminent les habitans à des usages plus ou

moins avantageux aux progrès des revenus & du produit; ils examineroient les moyens de remédier à ces causes, sans contraindre la liberté des économes ou des particuliers qui gouvernent leurs biens. En effet, les cultivateurs ne suivent de mauvais usages que parce qu'ils ne peuvent mieux faire. En vain voudroit-on les gêner ou les assujettir à d'autres règles, si l'on n'ôte la cause qui les arrête. Pour connoître la multitude d'objets dignes d'une telle étude, qu'on jette les yeux sur le tableau des Questions ci-après, qu'un excellent Citoyen a bien voulu placer à la suite de cet Ouvrage; on verra de quelle étendue & de quelle importance est cette étude.

Des Sociétés académiques, entretenues par les Etats Provinciaux pour étendre la science du Gouvernement économique de chaque Province, auroient des correspondans dans tous les cantons du Pays; elles éclaireroient les Etats auxquels leur travail seroit présenté, & par lesquels il seroit départi dans les divers bureaux d'examen. Les Etats instruiroient le Gouvernement sur ses propres intérêts & sur ceux de la Nation. Le Gouvernement qui tient le tout en faisceau dans ses mains, jugeroit de ce qui fait le bien d'une Province, sans nuire aux autres Provinces; mais tout, à cet égard, est renfermé dans un seul mot, *liberté*; point de réglemens prohibitifs, point de privilèges exclusifs; tout ce que le Gouvernement auroit approuvé, seroit ordonné par les Etats, & remis à l'administration intermédiaire; & l'exécution, cette sœur de la spéculation qui seule

la fait valoir, & qui cependant paroît en tant d'Etats être sa pire ennemie, hâteroit à chaque instant la moisson de la prospérité.

Ces Académies donneroient les tables des poids & mesures de tous genres & de tous les lieux pour la correspondance du commerce. Leurs Mémoires imprimés sous le sceau des Etats, seroient des instructions réciproques pour toutes les Provinces, & le ferme appui de la prospérité publique; car les connoissances devenues publiques, en imposent à l'intérêt particulier, qui, enveloppé de faux calculs, tend à la faveur des ténèbres, à intervertir toutes les règles. Combien d'abus de ce genre a-t-on favorisés depuis un siècle, au grand détriment du Souverain & de la Nation? On a souvent plaint le pauvre Peuple, & l'Etat n'a pas aperçu que c'étoit lui-même & le Souverain qui étoient à plaindre. Un Royaume qui perd son produit, perd sa puissance & sa considération.

Qu'on se rappelle encore un grand principe qui peut aller à tout, & que je puis, en conséquence, placer ici, comme ayant trait à bien des points d'appui de cet édifice; c'est *que les hommes veulent être menés par la confiance*. La machine politique perd ainsi que toute autre de sa solidité, en proportion de ce qu'on en complique les ressorts. Bien mal-habiles ont été les hommes qui ont cru perfectionner l'administration en la chargeant de réviseurs en titre. A peine a-t-on créé un genre d'inspection, qu'il faudroit créer l'inspection de l'inspection même. On multiplie les êtres, on les désintéresse, on diminue leurs soins ainsi que leur ressort; tout vit sur la chose publique, & personne ne vit

pour la chose publique. Les plus honnêtes d'entre les agents laissent tout aller; les autres (& c'est le plus grand nombre) justifient le funeste proverbe : *Un Barbier rase l'autre*. Tout languit, tout sèche, tout meurt, & l'on oublie, on n'imagine pas même l'anathème éternel que mérite toute fortune particulière, qui grossit dans le tems où la fortune publique décroît & s'anéantit. Du petit au grand, toute administration ne sauroit aller rondement & bien que par la confiance. Tous les Gouvernemens vraiment prospères ont suivi ce principe-là : les hommes même qui ne surent point être habiles jusqu'au désintéressement, mais qui furent prudents en détail, selon le siècle & à leur profit, ont agi selon cette maxime. Louis XI. étoit méfiant; jamais Prince ne donna son pouvoir plus entier à ceux qu'il honoroit de sa confiance.

Que ne devons-nous pas attendre de Princes qui n'ont à confier que des volontés de Pere, à recommander que des vertus? C'est à vos pieds, mes Princes, que vos Peuples prosternés osent vous la demander cette confiance dont les moindres rayons nous rendront dignes de la mériter, rétabliront nos mœurs, nous donneront la force & la prud'homie de nos peres. Oui, mes Princes, nous sommes les neveux de ces Ministres du Très-Haut qui nous chérit puisqu'il vous fait regner sur nous; de ces dignes Ministres dont la voix instruit les Peuples de l'obéissance qu'ils doivent à l'Oingt du Seigneur: nous sommes les fils de ces Guerriers, qui préféreroient à tous les biens, l'honneur de mourir aux pieds de vos augustes Ancêtres, & de défendre leur Couronne; de ce Peuple qui, de

toutes les extrémités de votre vaste Empire, mêlé en hâte dans vos moindres légions, ne voyoit plus la mort en entendant ce cri, *le Roi vous voit* ; de ce Peuple qui, courbé sous le poids des plus durs travaux, affaibli sous l'habitude de la plus pénible obéissance, retrouva toujours toute l'étendue du sentiment, toute la force de l'amour, à la nouvelle de quelque calamité qui pût intéresser vos Personnes sacrées. Nous sommes les héritiers de ces sentimens ; nous ne vivrons, nous ne respirerons que pour nos Maîtres, sitôt que nos Maîtres voudront savoir que nous vivons, que nous respirons. Nous vous demandons le privilège de vous offrir nous-mêmes notre sueur, notre sang & notre vie, l'honneur de promulguer vos ordres, le bienfait de les exécuter. C'est en cela seul que nous voulons être heureux. Nous le ferions, si le régime qui nous écarta de votre confiance, tiroit de notre abrutissement les fruits de votre abondance & de votre prospérité. Prononcez, grands Princes : êtes-vous riches comme vous le devriez être ? Votre trésor est-il intarissable ? Prononcez : si cela est, nous sommes heureux. Mais vos Edits ont prononcé ; ils témoignent des besoins, ils démontrent la difficulté des ressources ; vous connoissez des besoins plus puissans que vous ; Vous nos Maîtres, Vous nos bienfaiteurs, Vous nos peres, vous connoissez des besoins. Ah ! nous sommes malheureux, & très-malheureux. Oui, nous le sommes, nous vous le célerions en vain. Le premier qui fit passer sous votre sceau un ordre d'arrêter aux frontières vos Sujets fugitifs, vous dit plus à cet égard que nous ne pourrions

vous dire. Parmi la foule d'hommes inconnus & avilis par la misère, il en est qui, trop affaiblés pour élever des regards d'espérance jusqu'au Soleil de notre hémisphère, ne sentent que l'influence des brouillards qui leur cachent le jour, & qui poussés par la nécessité, loi suprême, croient trouver ailleurs un ciel moins nébuleux. Vos frontières sont entourées d'émissaires qui cherchent à les attirer. Ces missionnaires de l'apostasie ont même un nom; on les appelle *propasans*. Voit-on de telles gens aux portes de vos appartemens, aux lieux où l'on peut se flatter de vous voir une fois seulement? S'il est là des barrières, c'est pour arrêter la foule qui s'empresse à jouir du bonheur de vous voir & d'être vu de vous. Si votre esprit regnoit dans vos Etats, il en faudroit peut-être de pareilles sur vos frontières pour arrêter l'inondation des étrangers qui accouroient pour venir vivre sous vos heureuses loix; & vos enfans vous fuient... faites cesser ce renversement de la nature; que la bonté, la grandeur, la bienfaisance, l'honneur & la vertu ne soient plus concentrés sur les gradins qui environnent le Trône; que les Nations étrangères cessent de nous reprocher qu'il n'est plus de sang François que dans la race illustre de nos Maîtres. Daignez donner l'impulsion aux ordres différens de vos Sujets, leur commettre le soin de vous faire obéir, leur attribuer le droit de se dépouiller pour votre gloire. Sans cela, la justice, la police, la production, le commerce, la Finance, tout seroit, par un abus long & accru chaque jour, dans des mains étrangères à Vous, à votre Peuple, à elles-mêmes; tout or-

dre seroit marqué au coin de l'oppression, toute exécution porteroit avec elle le droit de résistance. Délivrez-nous : daignez confier à vos notables le soin de maintenir le bon ordre dans votre Pays, les réintégrer dans le droit de vous marquer eux-mêmes leur zèle ; vous les verrez soigneux de se revêtir de l'habit de noce, avant de paroître au banquet du pere de famille. L'Ordre Ecclesiastique, savant, grave & mesuré dans toutes ses démarches ; la Noblesse brave, ardente à la gloire, dédaignant l'or & jalouse de son lustre & de sa pureté ; la Magistrature modeste, imposante & désintéressée ; tous les ordres, toutes les classes de Citoyens enfin, reprenant l'esprit antique dont notre âge a tant dégénéré, tâcheront à l'envi de se rendre dignes de paroître dans ces assemblées destinées à communiquer directement avec le Maître & ses Ministres. Vous connoîtrez tout, vous serez connu de tous ; toute régénération doit partir de là. Il ne s'agit que d'un point, c'est de rétablir la communication directe entre les meilleurs, les plus augustes des Maîtres & les plus fidèles des Sujets.

Je n'ai pas ici détaillé tous les chaînons visibles par lesquels il est démontré que la seule opération du rétablissement de l'Ordre municipal dans toute son intégrité, rendroit à l'Etat plus de force & de vigueur qu'il n'en eut jamais. Ceux qui ont le génie propre à ces sortes de spéculations, les trouveront aisément ; les autres eussent été rebutés sur l'essentiel de cet Ouvrage par la longueur de ces inductions ; mais je les vois, je les conçois toutes, & il me sera facile de les déduire quand il conviendra. Je suis

si persuadé de leur importance, que, s'il ne tenoit qu'à cela, je consentirois volontiers à mourir le lendemain du jour où je verrois l'entière perfection de cet établissement; & si on le vouloit bien, le terme ne seroit pas long; mais je le répète, & puisse le Dieu vengeur des faux sermens me reprocher celui-ci au jour de vérité, si je ne prenois, avec satisfaction, congé de ma Terre natale, content d'avoir aussi essentiellement coopéré à son bonheur, & résignant à la bonté de mes Maîtres l'établissement des enfans d'un serviteur laborieux & zélé, & à la reconnaissance de mes Concitoyens le lustre d'un nom qui chercha toujours à mériter de sa Patrie.

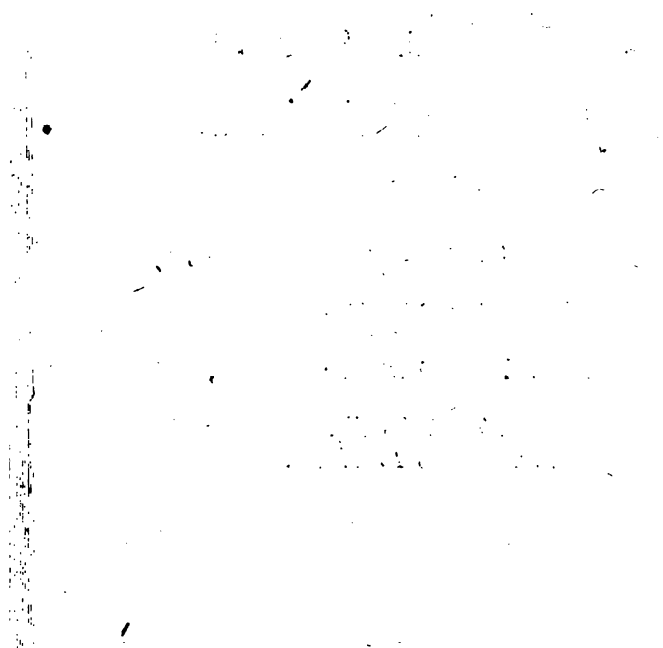
F I N.

**QUESTIONS
INTÉRESSANTES**

S U R

**LA POPULATION,
L'AGRICULTURE
ET LE COMMERCE,**

*Proposées aux Académies & autres Sociétés
savantes des Provinces.*



AVERTISSEMENT.

CES Questions ne sont pas de l'Auteur du Mémoire sur les Etats Provinciaux; on le reconnoitra aisément.

Il ne faut pas inférer de ce Tableau de Questions, que l'idée des deux Auteurs combinés qui n'ont d'autre intérêt à ceci que celui de Citoyen, soit de mettre dans les mains de l'administration municipale, le soc de chaque charrue, le manche de chaque bêche. Ils savent, au contraire, que tout ce qui peut donner atteinte à la liberté, attaque directement la production courante, & , à plus fort raison, l'amélioration. Ils n'ignorent pas que l'intervention scientifique aux choses usuelles est souvent dangereuse, en ce que le tic des Savans est la découverte; qu'une prétendue découverte entraîne tout aussi-tôt chez eux l'anathème sur tout usage contraire, ou qui ne dérive pas de ce nouveau principe; d'où résulte opposition entre les spéculateurs & les agents, & conséquemment danger de l'autorité dans les mains des uns & des autres.

Les véritables découvertes naissent d'un rien, & ce rien se rencontre au hasard parmi les baliers d'une pénible expérience. Dieu le voulut ainsi en vertu de l'attentive providence avec laquelle il pourvoit, sans cesse, à confondre l'orgueil de l'esprit humain; mais il n'en est pas moins vrai que l'expérience éclairée est l'ame des découvertes utiles, & que Dieu bénit le savoir modeste, parce que le savoir est un travail ainsi que le labeur, & que s'il a promis à la sueur sa subsistance, double sueur doit obtenir double subsistance: ce qui est notre objet.

Le plus sûr moyen de rendre utiles les Académies économiques, est celui qu'ont pris les Académies d'Ecosse, & qu'on pratique à la Chine. On y donne un prix à celui qui fait rendre le plus de bled à son champ, qui tire le plus de croît de son troupeau : à cela près, c'est l'affaire des Agriculteurs. Mais ces Questions qui ne supposent aucune autorité dans ceux qui les proposeront, tendent au même but, en ce qu'elles accoutumeront les automates de l'Agriculture à penser qu'ils exercent un Art, & un grand Art ; les vils troupeaux de l'oisiveté, à sentir qu'ils foulent aux pieds les moyens d'être utiles à eux-mêmes & aux autres ; tous les suppôts de l'industrie, enfin, à se dire : Gascons, le Gouvernement vous voit.

*Depuis cent ans on a corrigé notre Nation d'un gout enraciné pour les changemens & pour les troubles, en détournant notre vivacité vers les Spectacles, les beaux Arts, la Musique, les Madrigaux, vers le voyage * de Cérès enfin. Tout cela tombe, parce que les ustensiles de décoration n'ont rien de réel, rien d'utile, si elles s'écartent de leur point d'appui, qui est le noble, le grand, le délassement, & que le gout pour la nouveauté qui est inhérent à notre substance, s'écarte nécessairement de ce point d'appui dans les choses bornées : en effet, le jeu, le luxe, les misères ont pris leur place parmi nous.*

Il n'y a que la nature d'infinie. Ne seroit-il pas tems que nous appliquassions la vivacité de notre intelligence & les efforts de notre infatigable activité sur ce grand & digne canevas ? Ne regardons pas comme un apologue le récit des vertus

vertus de Cincinnatus. C'est à la tête d'une grande ferme bien administrée, que nous trouverons l'élevation d'ame & la modeste sévérité de Servilie dans la mere de famille, les talens & la gravité du Gouvernement dans le pere, la valeur & la force de l'équité offensée, vengeresse ou défensive, l'hospitalité du patriotisme, la douceur & l'égalité des mœurs qu'engendre une vie pure, attentive, économique & désintéressée. Que chacun apprenne qu'il a quelque chose de très-important à gouverner, des profits indépendans à faire, nous verrons l'avarice & l'ambition se replier sur elles-mêmes, & leurs incursions au-dehors cesser presque entièrement : plus d'oisifs, plus de mécontents, plus de disgraciés. Quand ce changement ne produiroit que cet avantage dans un Etat, ne seroit-ce pas beaucoup pour son repos ?

Un très-bon Citoyen & très-habile homme avoit proposé à l'Auteur d'un Ouvrage qui a fait du bruit l'année passée, de faire une sorte d'instruction abrégée & simple d'Agriculture pour des gens de la campagne. Il lui répondit, qu'il en faudroit une différente pour chaque canton, chaque village, chaque bameau. Les Questions obviennent à cet inconvénient, en ce qu'elles demandent des instructions, au lieu d'en donner ; elles établissent une communication d'idées, & non un Empire sur les idées. La perfection des travaux naîtra de cette communication aidée de la liberté.

L'écueil des Gouvernemens est de perdre de vue cette liberté si nécessaire à tout ce qui travaille sous leur protection. Les plus sages administrations laissent des traces du dangereux oubli de ce grand principe. Sous le regne de Henri IV. notre grand Restaurateur, sous l'adminis-

Suite de la IV. Partie.

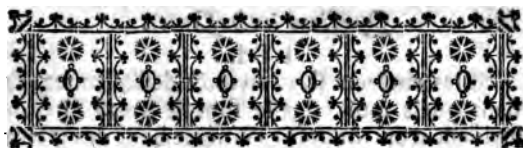
M

tration de Sully, son digne Ministre, on voit une Ordonnance portant défense de semer du bled noir ou sarrafin. Cette Ordonnance n'eut pas d'effet ; elle n'en pouvoit avoir, puisqu'elle croisoit la nécessité : ôtez la nécessité, l'homme saura bien choisir ce qui lui est le meilleur.

On est donc bien éloigné de vouloir attribuer à l'administration municipale, le droit de gêner, ni même de diriger l'Agriculture, la production & aucune de ses branches : on sait que l'administration, quoiqu'elle exige des connoissances très-étendues, & fort au-dessus de la portée d'un Particulier, ne sauroit être trop simple & trop débarrassée de détails ; mais le tems que lui doit laisser la simplification de ses ressorts, il faut qu'elle l'emploie à spéculer sur l'utilité publique, à se procurer des instructions, à les rendre communes parmi les Peuples, dont elle rend compte au Maître, à faire enfin, comme le bon serviteur de l'Evangile, fructifier ses dix talens.

C'est ce que ne peut faire un seul Administrateur isolé, & surchargé de tous les détails du courant qui le suffoque ; un Administrateur auquel l'impatience & la légèreté publique imputent toute la rigidité de ses fonctions, qui par cela même n'a pas la confiance & ne sera jamais secouru, & qui quand son équité personnelle commence à percer la voile épais des préventions, est enlevé aux Peuples pour faire place à un autre. Il ne peut d'ailleurs réunir seul tant de points divers, & de l'importance desquels on va juger par la lecture.

Les Citoyens zélés pour le bien de l'Etat, qui voudront répondre en particulier à quelques-unes des Questions suivantes, pourront rendre leurs réponses publiques, en les faisant imprimer dans le Journal Economique.



QUESTIONS INTÉRESSANTES

SUR

LA POPULATION,
L'AGRICULTURE

ET LE COMMERCE,

*Proposées aux Académies & autres Sociétés
savantes des Provinces.*

CLIMAT DES PROVINCES.

ARTICLE I.



'IL est chaud ou froid, humide ou sec;
si des montagnes ou d'autres causes y
dérangent l'ordre des saisons, y assu-
jettissent à des cultures particulières,
& à n'y élever que quelques espèces de bestiaux?

I I.

Si l'hiver y dure long-tems; quels sont les
mois les plus froids; ceux où les travaux de la
culture finissent, ceux où ils recommencent?
Quels sont les travaux pendant l'hiver?

M 2

I I I.

Si les chaleurs sont vives & desséchantes, & dans quels mois elles le sont le plus? Si elles arrivent trop tôt après l'ensemement des grains de Mars. Si cet ensemement peut être plus ou moins avancé, ou retardé avec plus ou moins de succès, conformément à la température la plus ordinaire du Pays? Quelle est l'espèce de culture de grains, qui, par cette raison, y réussit ordinairement plus ou moins bien; si les ombrages des arbres, ou des clôtures de haies, sont favorables?

I V.

Si les neiges séjournent long-tems sur la terre, & quand elles commencent; s'il y a beaucoup de givres ou frimats; quels en sont les inconvéniens pour le succès de la culture, & pour les pâturages des bestiaux?

V.

Si les grêles y sont fréquentes?

V I.

Si les orages & tonnerres y sont fréquens & considérables; s'ils causent une grande variété dans la température de l'air?

V I I.

Si les pluies d'orage y occasionnent des ravines ou des torrens; si ces torrens causent beaucoup de dommages dans le Pays?

V I I I.

Si les brouillards y sont communs; le tems de ces brouillards, leur nature?

I X.

S'ils nuisent à certaines productions; s'ils sont favorables à d'autres; si les clôtures de haies sont à cet égard avantageuses ou désavantageuses?

X.

Quelle est leur influence sur les habitans, & s'ils sont nuisibles ou salutaires ?

X I.

La même question pour les bestiaux ; à quelles espèces de bestiaux ils sont avantageux ou nuisibles ?

X I I.

S'ils ne donnent point aux herbes quelque qualité nuisible aux bestiaux, & sur-tout aux bêtes à laine ; quelles sont les maladies qu'ils leur causent ?

X I I I.

Si l'on mène les bestiaux, même les bêtes à laine, aux champs pendant les brouillards, & lorsque l'herbe est encore mouillée ; quelle est la conduite qu'on doit observer à cet égard pour le gouvernement des bestiaux ?

X I V.

Si le Pays est sujet aux grands vents & aux ouragans ; d'où ils viennent le plus communément ; s'il y en a plus ordinairement dans une saison que dans toute autre ; s'il y a des vents dominans ou ordinaires ; quels sont leurs effets sur les productions du Pays ; enfin s'ils paroissent avoir quelque chose de réglé dans leur durée, la direction de leur cours, le tems de leur arrivée, les attentions qu'on doit y apporter par rapport à la culture ; si les clôtures de haies & les plantations d'arbres procurent des abris avantageux ?

X V.

Quelles sont les espèces d'arbres qui viennent le mieux dans ce Pays tant pour les plantations d'arbres fruitiers, que pour les forêts, & sur

toutes les espèces dominantes dans l'un & l'autre cas; les effets des vents ou des brouillards sur les fleurs des arbres & sur les fruits?

T E R R I T O I R E.

A R T I C L E I.

L'Etendue & circonscription la plus exacte des lieux auxquels peuvent convenir les observations particulières que l'on doit faire dans les différens cantons de chaque Province.

I I.

Si toutes les terres comprises dans cette circonscription, sont de nature semblable ou différente; remarquer leurs différentes qualités, déterminer l'espèce de culture qui leur convient, & les productions particulières que l'on doit en attendre pour obtenir le meilleur revenu que l'on puisse en tirer?

I I I.

Les bonnes & mauvaises qualités des terres; les espèces d'herbes qui y croissent naturellement? Ce qu'on peut conclurre pour la qualité des terres. Remarquer la nature du lit qui est dessous l'*humus*, ou la terre végétative; l'épaisseur de cette terre; les indices qu'on peut en tirer pour les produits de l'Agriculture: les terres qui ont le lit d'argile fort près de la superficie, qui n'ont pas de pente, qui gardent l'eau, qui sont froides, humides, lavées & maigres; celles où le lit d'argile est plus profond, & dont la terre végétative est lourde, tenace & forte; celles qui ont le lit de pierre

plus ou moins près de la superficie, qui sont en pente, ne gardant point l'eau, qui restent sèches & arides; celles qui ont un lit de marne, ou de cailloutage, ou de terre franche, ou de terre bolaire, ou de terre cimolée, ou de craie, ou de tuf, ou de sable, &c. qui tiennent plus ou moins de la nature de leur lit, & que la pluie peut pénétrer plus ou moins profondément; celles que la pluie délaie facilement, & rend gluantes & limoneuses, & qui deviennent arides, légères, maigres, & friables par la sécheresse; celles qui sont battues par la pluie, & qui deviennent croueuses par la sécheresse; celles à qui les années sèches ou pluvieuses sont plus ou moins favorables; les différentes couleurs de ces espèces de terres; la manière dont les bons Laboureurs les cultivent; les noms distinctifs qu'ils leur donnent; les qualités qu'elles indiquent; les améliorations dont elles sont susceptibles?

I V.

Le prix du loyer par arpent de celles qui sont affermées, soit en argent, soit en denrées; & marquer le rapport du loyer au prix de l'acquisition. Si le loyer des Fermes a augmenté ou diminué depuis cent ans, ayant égard aux variations du numéraire des monnoies?

V.

Le prix de chaque arpent, du fort au foible, dans les acquisitions, & la variation de ces prix, leur augmentation ou leur diminution depuis cent ans, conformément aux variations du numéraire des monnoies?

V I.

Le produit, du fort au foible, de la récolte

qu'elles donnent par arpent ; selon les genres de productions qu'elles rapportent, étant toutes examinées en détail ?

V I I.

La quantité de terres cultivées ; le bon ou le mauvais état de leur culture ; les espèces de productions auxquelles on se borne dans le Pays ; si ce sont les plus avantageuses pour le profit, & les plus convenables au territoire ?

V I I I.

La quantité de celles qui sont incultes, mais qui pourroient être cultivées, & à quoi elles seroient le plus propres ; les dépenses qu'elles exigeroient pour les mettre en valeur ; si elles couteroient plus à défricher ou à essarter, que le prix de l'achat des terres en culture ; & quel seroit le produit qu'on pourroit en espérer, & la valeur selon l'état du débit & du prix des productions dans la Province, ou selon les facilités que l'on peut y procurer pour le commerce ?

I X.

Les raisons pour lesquelles ces terres ne sont pas cultivées ; si c'est par le défaut de dépenses de la part des Propriétaires à qui elles appartiennent ; si c'est que les Fermiers manquent dans le Pays ; & s'ils manquent, parce qu'il n'y a pas de profit à cultiver faute de débit des denrées ; si ces terres sont au moins de quelque ressource pour les bestiaux ; les moyens d'écarter les obstacles qui s'opposent à leur culture, & ceux par lesquels on peut exciter les Propriétaires ou les Fermiers à les cultiver ?

X.

La quantité des terres absolument incultes &

stériles; la quantité de celles qui ne produisent que des herbes très-maigres, & qui ne profitent point aux bestiaux; la quantité de celles qui sont en bruyères & landes, & si la Province a beaucoup des unes ou des autres de ces terres; si les terres sont mauvaises, parce qu'elles sont trop humides & froides, ne pourroit-on pas les rendre plus saines par des plantations d'arbres ou par des clôtures de haies, qui par l'abondance de sève qu'elles tireroient, pourroient épuiser l'humidité superflue de ces terres; si les terres abandonnées comme trop mauvaises, ne seroient pas propres à y planter des bois, ou y faire d'autres plantations dont on pourroit tirer du profit?

X I.

S'il n'y auroit pas des moyens d'amélioration pour ces terres; s'ils sont dispendieux; si c'est par abandon, par négligence, ou par défaut d'habitans ou de richesses, qu'il y a beaucoup de ces terres en nonvaleur; si les Propriétaires se refusent aux dépenses nécessaires pour les améliorer; si c'est parce qu'ils sont absens, ou parce que les impositions mal réparties enlèvent tout le revenu qu'elles produiroient; ou si c'est parce que le haut intérêt de l'argent prêté à rente, soustrait les richesses nécessaires à l'entretien & à l'amélioration des biens?

X I I.

Les prairies, leur qualité; si elles sont entretenues ou négligées; faire différence de celles qui sont arrosées par des fontaines & petits ruisseaux; d'avec celles qui se trouvent situées sur des rivières orageuses & qui débordent; les avantages des prairies artificielles, leurs espèces,

leurs cultures, les terres qui leur conviennent selon leurs espèces, leur produit & la valeur?

X I I I.

S'il n'y a point de ces prairies qui soient trop marécageuses, & s'il seroit possible de les dessécher & améliorer, soit en curant le lit des rivières, soit en faisant des fosses & saignées qui pussent égoutter les eaux, soit en y plantant des arbres, ou en les entourant de haies dont la séve enlèveroit une partie de l'humidité du terrain?

X I V.

Si la quantité des prés secs excède celle des prés humides; le produit ordinaire que chaque espèce d'arpent peut rendre de foin année commune, & nature des foins; si tout ou partie des prés porte de regains; si on fauche ces regains, ou s'ils servent à engraisser les bestiaux, ou à la simple nourriture ordinaire pour les élever ou les entretenir?

X V.

Le prix des différentes espèces de foins; leur consommation dans le Pays, ou bien leur exportation pour les grandes Villes, soit par terre, soit par eau: facilité, difficulté, frais de cette exportation?

X V I.

S'il s'est perdu des prés dans le Pays, & si l'on en pourroit faire de nouveaux; s'il y en a beaucoup qui dépérissent, & qui auroient besoin d'être renouvelles; si la dixme des novales n'empêche pas les Propriétaires de faire les changemens ou les réparations nécessaires, parce que les Curés voudroient s'attribuer la dixme sur ces prés, sous prétexte de quelque labour, & ensemblemens nécessaires pour les réparer?

X V I I.

Dans les circoncriptions de territoire fixées par des limites remarquables, déterminer, à l'aide des mesures de la nouvelle carte de France, combien il y a d'arpens de terre; les quantités qui sont en bois, en vignes, en prés, en culture, en friches cultivables & non cultivables; en parcs, en habitations, en rivières, en étangs, en chemins, &c. y rapporter en détail les observations que l'on aura faites sur toutes ces parties?

CULTURE DES TERRES.

A R T I C L E I.

Cultive-t-on les terres avec des bœufs ou avec des chevaux; la différence du produit & des frais de ces deux sortes de cultures; pourquoi on ne préfère pas celle qui seroit la plus profitable; quelle est celle qui exige d'abord de plus grandes avances, & qui est ensuite moins onéreuse par les frais relativement au produit? Le défaut des Fermiers en état de faire les grandes avances que l'une exige, ne seroit-il pas la cause qui oblige de se fixer à l'autre? Laquelle

* Voyez dans l'Encyclopédie les Art. CULTURE: FERME (*Écon. rurale*), FERMIERS, (*Écon. polit.*) GRAIN (*Écon. polit.*) les Articles auxquels on renvoie: Essai sur l'amélioration des terres: Essai sur la police des grains; discours sur les vignes: les avantages & les désavantages de la Grande-Bretagne: Observations sur la culture de la Guiane: l'Ami des hommes, recherches sur les Finances, imprimé en 1758. remarques sur plusieurs branches de commerce & de navigation.

de ces deux cultures occupe plus d'hommes ? Pourquoi les terres se vendent à plus bas prix dans les Pays où l'on cultive avec des bœufs, que dans ceux où l'on cultive avec des chevaux ?

I I.

De quelle espèce de harnois & instrumens se fert-on ? est-ce de la charrue, de l'areau, ou de toute autre espèce qui varie suivant les différens Pays ? Ces variétés sont-elles fondées sur quelques avantages réels & particuliers au Pays, ou aux différentes sortes de cultures ; ou si elles se sont établies simplement par quelques préventions dégénérées en usage ?

I I I.

Combien de bœufs ou de chevaux pour l'ordinaire sur chaque espèce de charue ? Combien une charue tirée par des bœufs ou par des chevaux, laboure-t-elle de terre par jour ?

I V.

Combien de labours pour le bled ; à quelle profondeur à peu près pour les labours de chaque espèce de terre, & quel tems il faut choisir ?

V.

Si les terres sont bien fumées ; si on a suffisamment de fumiers ; les moyens de les multiplier ou d'y suppléer ; en quelle saison les voit-on dans les champs ? les espèces de fumiers qui conviennent à chaque espèce de terre ; s'il est d'usage de parquer les bestiaux pour engraisser les terres ; s'il y a de la marne dans le canton ou à portée, de quelle espèce ; si on s'en sert ; ses propriétés ? S'il y auroit des terres propres à être glaisées faute de lien & de corps ; si d'autres ont besoin de gros sables pour les rendre plus légères & moins tenaces ?

V I.

Si on cueille plus ou moins de seigle ou de froment ; ou si on ne cultive que des productions de vil prix , comme bled noir , pommes de terres , &c. qui ne procurent pas de richesses dans le pays , qui entretiennent la paresse & la misère de l'habitant de la campagne , qui rendent la consommation & ses travaux peu profitables à l'Etat ; si c'est la mauvaise qualité des terres , ou le défaut des bestiaux qui fait manquer de fumier , ou si c'est faute de facultés pour faire les avances d'une bonne culture , qui réduit le Pays à se borner à ces récoltes ingrates ?

V I I.

La mesure de bled , froment & des autres grains réduite à la livre de seize onces ; si la mesure est la même dans toute la Province ; même question sur les mesures , de poids , d'aunages , de futailles , & des mesures de liqueurs en détail ?

V I I I.

Le prix commun des grains & des légumes depuis cent années consécutives du fort au faible , conformément aux variations du numéraire des monnoies ; s'il y a eu de fortes & fréquentes variations dans les prix ; les causes de ces variations ?

I X.

Si les grains & les légumes se consomment tous dans la Province , où s'ils s'exportent dans les Provinces voisines , même hors du Royaume ; si cette exportation se fait par eau , par charrois , ou par sommes ; les facilités ou les difficultés de ce commerce , frais , les droits , les péages de rivières , & leurs effets sur le débit & le prix des denrées , sur le revenu des

biens-fonds, sur la culture, & sur l'état des habitans du Pays.

X.

Si la culture se fait par des Métayers, ou par des Fermiers ; s'il y a plus d'avantages pour les Propriétaires absens de faire cultiver leurs terres par des Métayers, ou de les affermer à des Fermiers en état de les bien cultiver ; s'ils n'ont recours aux Métayers que parce qu'ils manquent de bons Fermiers ; si les Fermiers paient en argent ou en grains ?

X I.

S'ils sont presque tous aisés, ou pauvres ; s'ils manquent de bestiaux pour faire des fumiers, & de moyens pour soutenir les frais d'une bonne culture, & pour procurer du travail aux paysans, ou s'ils ne peuvent pas eux-mêmes se procurer convenablement leurs besoins, & s'ils sont réduits à vivre de mauvaises productions de la terre, qui s'obtiennent avec peu de dépense & de travail ; si le déperissement de la culture augmente de plus en plus dans la Province depuis plusieurs années, à en juger par les terres incultes depuis plus ou moins long-tems, par les terres mal cultivées, & par l'appauvrissement des Fermiers, des Métayers, des Vignerons, & des autres Paysans, par la diminution des troupeaux, par la diminution de la culture avec les chevaux, par l'augmentation de celle qui se fait avec les bœufs, par les productions du Pays ?

X I I.

Si, outre les Métayers & Fermiers, il y a des paysans qui tiennent des terres pour les exploiter eux-mêmes ; si c'est avec la charrue, ou

à bras; s'ils ont des bestiaux à eux, & quelle sorte de grains ils cultivent; si les Fermiers & les payfans sont assujettis à des corvées qui dérangent la culture, en leur ôtant les moyens d'en faire les avances & d'en soutenir les travaux; s'il est plus avantageux que les payfans cultivent la terre avec leurs bras pour se procurer de quoi vivre, ou qu'ils soient occupés par des Fermiers en état de satisfaire aux fraix de grandes entreprises de cultures; combien un homme peut labourer de terre par jour avec ses bras?

X I I I.

Si les terres sont partagées en petites ou en grandes fermes, les avantages ou les désavantages qui en résultent par rapport aux fraix de la culture, au profit des laboureurs, au fermage, aux gains des payfans occupés par les laboureurs, & aux dépenses pour l'entretien des bâtimens, des fermes?

X I V.

La meilleure manière de régler la répartition de la taille, pour conserver aux Fermiers les richesses nécessaires pour la culture. * Les

* On estime à 900 millions les dépenses annuelles qu'il faudroit faire pour une bonne culture du Royaume, sans y comprendre les fraix d'achat & du gouvernement des bestiaux, les fraix de la culture des vignes, &c. qui montent plus haut que ceux de la culture des grains. Les dépenses de la culture actuelle sont insuffisantes; elles ne sont évaluées qu'à 400 millions, & ne produisent que 40 pour cent; au lieu que celles qu'il faudroit pour une bonne culture, produiroient cent pour cent, & plus. Voyez *Essai sur l'amélioration des terres*. La considération la plus importante dans l'imposition de la taille, est que cette imposition porte sur les revenus du Propriétaire, & non sur le Fermier: elle sera moins onéreuse à l'un & à l'autre. Voyez l'*Encyclopédie*, art. GRAINS, *Observations sur la taille*.

effets destructifs de l'imposition des droits préjudiciables au commerce, au débit, au prix, à la consommation, à la production des denrées, aux revenus des biens-fonds, & la source des revenus du Roi?

X V.

L'état de la culture actuelle, les progrès dont elle est susceptible dans chaque Pays, les obstacles à lever, les facilités & les moyens à procurer pour la faire prospérer. Si les Pays d'Etats Provinciaux sont mieux cultivés que les autres; si les Etats Provinciaux entrent assez dans le détail des connoissances nécessaires pour favoriser la culture & le débit des productions du cru? La Société de Savans, établie par les Etats de Bretagne pour les progrès de l'Agriculture, embrasse-t-elle dans ses études & dans ses recherches toutes les connoissances, & toutes les vues de la régie de l'économie générale de la Province, & tous les rapports qu'elle peut avoir avec celles des autres Provinces?

X V I.

Les espèces de culture qui pourroient être les plus favorables & les plus profitables au Pays, soit en grains, vignes, herbages, légumes, lin, chanvre, bois, arbres fruitiers, &c.

X V I I.

Les avantages qu'on doit attendre des Sociétés savantes, qui s'appliquent à faire des recherches & des essais * pour améliorer la culture,

* Voyez l'accroissement dont l'agriculture est susceptible en France, & la nécessité de la liberté générale du commerce extérieur & intérieur des grains, dans *l'Encyclopédie*, article GRAINS, & dans *l'Essai sur l'amélioration des terres*, où l'on prouve que les revenus de la culture peuvent augmenter
des

ture, pour instruire les cultivateurs, pour procurer le débit des productions du cru, & pour faciliter par leurs observations & par leurs connoissances, la régie de l'économie du Royaume.

POPULATION.

ARTICLE I.

L'Augmentation ou diminution de la Population dans les Villes & dans les campagnes de la Province, sur-tout dans les endroits éloi-

des quatre cinquièmes pour le Roi, pour les Propriétaires, pour la dixme & pour les Fermiers, par les avantages qui résultent de la liberté du commerce, de la répartition réglée & proportionnelle des impôts, des ménagemens sur la rigueur des corvées, & sur la levée des milices dans les campagnes. Plus de 1200 laboureurs anéantis en peu d'années dans une seule Province du Royaume, selon l'affertion la plus authentique, firent reconnoître aussi-tôt la nécessité d'y remédier. Cette protection de la part du Gouvernement, est essentielle pour tout le Royaume; parce qu'elle intéresse radicalement la prospérité & la force de l'Etat. Mr. de Colbert, qui avoit cru que la culture des terres pouvoit se soutenir sans le commerce extérieur des grains, en apperçut lui-même le dépérissement; mais trop prévenu en faveur du commerce de marchandises de main-d'œuvre, il étoit persuadé que la Nation seroit dédommagée par ce commerce postiche de petite mercerie qui nous a si long-tems séduit, qui ne peut être une ressource que pour de petits Etats maritimes bornés à un petit territoire, & qui nous a fait perdre de vue le commerce de propriété, ou des denrées du cru, que Mr. de Sully regardoit avec raison, ainsi qu'il l'a prouvé par les succès de son ministère, comme le commerce essentiel d'un grand Royaume situé avantageusement pour la navigation. En effet, la France, par l'étendue & par la fertilité de son territoire, par sa situation favorable pour le commerce extérieur de ses denrées, peut s'élever à un tel degré de puissance, qu'elle ne laisseroit à la sagesse du Souverain d'autre ambition que la gloire d'être l'arbitre de ses voisins, & le pacificateur de l'Europe.

Suite de la IV. Partie.

N

gnés des grandes Villes; prendre dans ces éloignemens vingt Paroisses de la Province, plus ou moins, tirer des Registres de Baptêmes, de Mariages, les résultats sur l'état successif de la Population depuis cent ans?

I I.

La diminution ou augmentation des hameaux, ou habitations dans les Paroisses? *

I I I.

En quoi les hommes contribuent-ils à la prospérité de l'Etat? Les productions que procure le travail d'un homme, ne font-elles pas partie des richesses de l'Etat, à raison de leur quantité & de leur valeur vénale? Sans la consommation qui se fait pour satisfaire aux besoins, aux commodités, aux plaisirs & à l'ostentation des hommes, les productions seroient-elles des richesses? Un homme n'est-il pas profitable à l'Etat à raison de ce qu'il produit, & à raison de ce qu'il dépense de son gain ou de son revenu? N'est-ce pas par la consommation & la reproduction que les hommes perpétuent & augmentent les richesses? Si le Paysan qui a bon aliment, bon vêtement, l'arrangement de son petit ménage, quelques bestiaux, n'est pas plus profitable à l'Etat par sa consommation & par son activité, A SOUTENIR UNE AISANCE QU'IL CRAINT DE PERDRE, que ne feroit un Paysan découragé & réduit à vivre misérablement? Si c'est par la consommation que les productions se perpétuent, qu'elles ont une valeur vénale & qu'elles sont des richesses, comment ceux qui les

* On ne compte plus dans le Royaume, y compris les Pays conquis, qu'environ quatre millions de feux; on estime quatre personnes par feu, adultes & enfans.

conformement, ne diminuent-ils pas eux-mêmes leurs richesses ou leur aisance ? Un Paysan qui se nourrit de pain de froment, qui a plus de valeur vénale que les autres grains, ne contribue-t-il pas par sa consommation à l'augmentation de la production de cette denrée, & n'est-il pas dans l'aisance ? parce qu'il peut, si quelque besoin particulier l'exige, diminuer sa dépense, car il peut vivre de pain de seigle ; & si cette épargne ne suffit pas, il peut se rabattre au pain d'orge, & même, s'il le faut, au pain de bled sarasin, ou de bled noir : ainsi ce Paysan, en consommant du froment, ne contribue-t-il pas à l'avantage d'une culture qui procure un meilleur revenu dans l'Etat ? & n'a-t-il pas, en cas de besoin, plusieurs degrés d'aisance qu'il n'auroit pas, s'il étoit réduit par la misère à ne consommer constamment que du bled noir ; si ce n'étoit pas avec raison que Mr. de Sully regardoit la culture du bled noir comme désavantageuse dans le Royaume ? N'est-ce pas dans la consommation soutenue & perpétuée par l'aisance du Peuple, que consiste la prospérité & la force constante d'un Royaume ? n'est-ce pas en ce sens que François I. disoit que ses *Sujets lui gardoient ses richesses* ? Un Souverain auroit-il des richesses de ressource dans un Royaume où les Sujets n'auroient que le nécessaire pour satisfaire à leurs besoins ? Les revenus des Propriétaires, qui sont le premier entrepôt des richesses que produisent les biens-fonds, & qui se distribuent par les dépenses même de ces Propriétaires à toute la Nation, ne forment-ils pas le fonds des richesses annuelles qui attirent & fixent les hommes dans un Royaume à propor-

tion qu'elles leur procurent des gains & de l'aisance ? L'aisance des Propriétaires ne seroit-elle donc avantageuse à l'Etat, qu'autant qu'elle favoriseroit la population, & qu'elle entretiendrait l'aisance de la Nation ? & l'aisance de la Nation ne seroit-elle donc avantageuse aussi qu'autant qu'elle perpétueroit les richesses du Royaume par la consommation & par la reproduction annuelle de ces richesses, & qu'autant qu'elle en soutiendrait par la consommation même la valeur vénale, dans laquelle consistent les revenus des Propriétaires & l'opulence de la Nation ? Ainsi la consommation en bons alimens, bons vêtemens, &c. entretenue par l'aisance du bas Peuple, qui est le plus nombreux, ne seroit-elle pas la principale cause de la prospérité d'un Etat ? Comment quelques-uns ont-ils pu se persuader qu'il est avantageux que les Payfans soient pauvres ? Qui a pu introduire ce préjugé barbare & destructif ? Ne seroit-ce pas parce que le Paysan, accoutumé à la misère & à la paresse, se refuse au travail dans les années abondantes ? N'en voit-on pas le principe ?

I V.

Le loyer d'une journée de charrue à bœufs ou à chevaux ; le prix de la journée du manœuvrier dans chaque Province ?

V.

Le soin ou négligence pour les enfans ; si les peres & meres peuvent pourvoir à leurs besoins & à leur conservation dans la Province ?

V I.

S'il seroit avantageux de distribuer les terres aux Payfans pour les cultiver par le travail des bras, ou s'il est plus profitable qu'elles soient

affermées à de riches Fermiers, qui les font labourer par des animaux, & qui ont les bestiaux nécessaires pour se procurer les fumiers qui fertilisent les terres; si la culture des grains, exécutée par le travail des bras, pourroit suffire à la subsistance des différentes classes d'hommes nécessaires dans un Royaume florissant; à quel prix reviendrait le septier de bled, si les terres étoient cultivées par le travail des bras; si les Payfans seroient en état de faire les avances de cette culture, dont les travaux sont fort multipliés, & dont la moisson se fait attendre long-tems? Ne doit-on pas préférer les manières de cultiver qui épargnent les travaux des hommes, qui coutent moins de fraix, & qui procurent plus de productions & plus de profit, ou plus de richesses dans l'Etat? N'en est-il pas de même de tous les ouvrages qui peuvent s'exécuter avec moins de travail d'hommes & moins de fraix? Les ouvrages qui ne valent que les fraix de la main-d'œuvre, ne sont-ils pas les moins profitables? Si les ouvrages qui emploient plus d'hommes, contribuent plus à la population que ceux qui emploient moins d'hommes & qui produisent plus de gain ou plus de richesses; si le profit ou l'augmentation de revenus que procurent ces derniers, ne fournissent pas des gains à d'autres hommes employés par ceux qui jouissent de ces profits ou de ces revenus? Si on ne doit pas conclurre delà qu'il faut augmenter les productions & diminuer les fraix, autant qu'il est possible, par le secours des animaux, des machines, & de tous autres moyens qui peuvent suppléer aux dépenses de main-d'œuvre? S'il y a, à cet égard, des usages désa-

vantageux, & des inconvéniens à les réformer, n'est-il pas encore plus préjudiciable de les perpétuer? *

V I I.

Le prix du salaire des domestiques, valets de charrue, bouviers, pâtres, charrons, maréchaux, bourelriers, &c. dans la Province?

V I I I.

L'activité ou la paresse des Métayers, ou manœuvriers, leurs causes; s'ils sont déconcertés par l'indigence, & par la modicité du salaire trop disproportionné aux travaux pénibles de la campagne, & trop insuffisant pour leur procurer la subsistance convenable pour supporter & soutenir ces travaux avec courage?

I X.

Si on manque d'hommes dans la Province pour la culture de la terre & les travaux de la campagne, & sur-tout dans les saisons des grands travaux, moissons, &c.

X.

Si c'est la paie trop foible, qui en est la cause, ou la pauvreté des Fermiers & Métayers, qui par le défaut de débit de leurs denrées, ne sont pas en état de procurer en tout tems du travail, & un gain convenable aux habitans de la Province, ou si ce sont les charges ou les impositions arbitraires qui leur enlèvent toute espérance de pouvoir se tirer de la misère, & de se procurer les alimens, les vêtemens & les petites commodités qui peuvent soutenir le courage & l'activité?

* On doit examiner l'état actuel des Provinces pour faire sur chacune l'application convenable de ces questions générales.

X L

Si la paie trop foible vient de la nonvaleur des denrées, & du peu de profit & revenu de ceux qui emploient les domestiques & manœuvriers; si le salaire des ouvriers & des domestiques de la Province est augmenté ou diminué depuis cent ans, ayant égard aux changemens de la valeur numeraire de l'argent?

X I I.

Si les paysans quittent le Pays, ou s'absentent pour chercher de l'ouvrage dans d'autres Provinces; si beaucoup vont à Paris ou dans les autres Villes chercher de l'ouvrage, ou se faire laquais par la crainte de la milice; ou si c'est faute de ressource dans le Pays, de travail, de salaire suffisant, ou l'impossibilité par leur misère de s'occuper pour eux à la culture, & se procurer de quoi vivre & s'entretenir? Combien la désertion des enfans des laboureurs inquiétés dans les campagnes, contribue au dépérissement de l'agriculture, en enlevant les richesses que leurs peres employoient aux dépenses de la culture des terres? Les effets de l'inquiétude de la milice annoncée dans le tems de travaux pressans de la campagne. De la milice permanente; combien cette sorte de milice a été préjudiciable à l'Etat; en comparaison des avantages qu'on s'est proposés dans un tel établissement; la France bien cultivée & bien peuplée, manqueroit-elle de richesses & d'hommes de bonne volonté, pour sa défense & pour la navigation?

X I I I.

Si la mendicité disperse les paysans, ou si leur indigence les rend inutiles à l'Etat, étant bornés à un travail ingrat, n'ayant rien à ven-

dre, ne pouvant rien acheter pour leur besoin, ni contribuer convenablement aux impositions, étant réduits à une mauvaise nourriture & à de mauvais vêtemens, & privés de tout autre secours ?

X I V.

Ce que la mendicité ou la désertion en ont enlevé par Paroisse depuis cinquante ans ou plus ; si leur désertion causée par l'indigence, n'est pas plus avantageuse que leur résidence en trouvant ailleurs du travail, ou en se fixant dans les Villes à l'état de domestique, qui les rend plus utiles par leur service & par leur consommation en alimens, vêtemens & autres dépenses qui contribuent au débit des denrées du cru, & des marchandises de main-d'œuvre, & qui en soutiennent le prix & la production ?

X V.

Le nombre de personnes par feux ou par familles, en comptant les enfans depuis l'âge de deux ans accomplis ? S'il y a des Paroisses sujettes aux maladies épidémiques ; si on peut attribuer ces maladies aux mauvais alimens, ou aux qualités du territoire, ou à des étangs, à des marais & à des eaux croupissantes, ou aux dessèchemens d'étangs, de rivières, de marais qui ont beaucoup de vase bourbeuse & fétide ; ou si elles ne dépendent point de certains vents qui sont ordinaires, ou qui durent long-tems, qui viennent de la mer ou de lieux marécageux ; ou si elles viennent au printemps, lorsqu'on commence à remuer la terre sur-tout après des hyvers pluvieux, & qu'il n'est pas survenu des vents suffisans pour dissiper les exhalaisons de la terre ? Quels sont dans la Province les rap-

ports de la durée de la vie relativement aux différens âges, à commencer dès la naissance; si ces rapports sont les mêmes dans les Villes & dans les Campagnes?

X V I.

S'il est vrai que les Ecoles soient nuisibles dans les campagnes; s'il ne faut pas que les enfans des Fermiers, & de ceux qui exercent le commerce rural, sachent lire & écrire pour s'établir dans la profession de leurs peres, pour pouvoir mettre de l'ordre & de la sûreté dans leurs affaires & dans leur commerce, & pour lire les livres qui peuvent étendre leurs connoissances sur l'Agriculture; s'il n'est pas utile pour l'Etat de Collecteur, de Syndic, &c. dans les Paroisses, qu'il y ait des Payfans, qui sachent lire & écrire? Si ce sont les Ecoles, ou la misère, ou d'autres causes aussi fâcheuses qui déterminent les Payfans à abandonner les campagnes pour se retirer dans les grandes Villes? Si, par cette désertion, Paris & les autres Villes sont plus peuplées aujourd'hui qu'elles ne l'étoient autrefois; ou si la dépopulation ne dépend pas d'un décroissement de richesses & de population, qui fait d'abord plus de progrès dans les campagnes que dans les grandes Villes, où résident ceux qui jouissent de profits, d'appointemens, de pensions, de rentes, &c. qui sont payées par l'Etat & qui se tirent des campagnes; en sorte que les degrés du décroissement général de richesses & de population dans les campagnes & dans les Villes, seroient proportionnés à ces circonstances, * sans qu'il fût vrai que les grandes

* Il est prouvé par les Registres des Baptêmes, des Mariages, des Enterremens, & par la consommation du bled

Villes enlevassent aujourd'hui plus d'habitans des campagnes qu'autrefois ?

dans Paris, que cette Ville n'a pas augmenté en habitans depuis long-tems : ainsi la dépopulation des campagnes n'est pas dédommée par la population de cette Capitale ? Mais il suffit de connoître le déperissement des revenus de la Nation, pour s'assurer de la diminution de la population ; car les Royaumes ne sont peuplés qu'à peu près en raison de leurs richesses. 200 millions de revenus dans un Etat, y entretiennent environ un million d'hommes. Ainsi le déperissement des revenus entraîne nécessairement celui de la population ; au lieu que l'augmentation des revenus dans un Etat y attire des hommes de toutes parts. Ce n'est pas la population qui répare les richesses ; ce sont les richesses qui repèrent la population : les hommes perpétuent les richesses ; mais il faut préalablement des richesses pour accroître la population & les richesses. *Voyez l'Essai sur l'amélioration des terres.* Mais par augmentation de richesses, il ne faut pas entendre simplement une augmentation d'argent monnoyé ; car cette richesse, à moins qu'elle ne soit occupée & renouvelée annuellement par l'agriculture & le commerce, est une richesse stérile. On ne doit juger de la richesse d'un Etat que par ses revenus annuels ; le pécule des Nations, dont les richesses se tirent du territoire, n'est à peu près qu'en raison de la moitié de leurs revenus annuels. On présume que la découverte de l'Amérique a beaucoup augmenté la masse de l'argent monnoyé en France, & que cette augmentation a fait monter le prix des denrées : cela est difficile à prouver par les faits ; car dans le tems de la conquête du Pérou en 1557. le prix commun du bled étoit aussi haut & même plus haut qu'à présent. Il est vrai qu'après les guerres des Anglois en France, depuis Charles VII. jusqu'à François I. les prix des denrées avoient fort baissé ; mais dans les tems précédens, à remonter jusqu'à Charlemagne, ils étoient à peu près comme aujourd'hui. On peut en juger par le salaire des ouvriers, qui est toujours réglé non par le prix annuel, mais par le prix commun des grains dans les Provinces.

G R A I N S.

A R T I C L E I.

SI on s'attache dans la Province à la culture la plus profitable ; si c'est à celle du bled, froment & seigle, ou des orges, sarrasin, millet, bled de Turquie, &c. leur produit, leur valeur vénale, leur usage dans le Pays, leurs avantages ou désavantages par rapport aux revenus des terres & à l'emploi des hommes ? Est-il de l'intérêt de l'Etat d'étendre la culture du bled, lorsque le prix commun de cette denrée ne restitue pas les fraix, la taille & le loyer des terres ?

I I.

Si la culture du bled est augmentée ou diminuée dans la Province ?

I I I.

Si le moins peut être imputé aux acquisitions faites par les riches Propriétaires qui ont augmenté l'étendue de leurs fermes ? Si les terres en sont mieux ou plus mal cultivées, selon que les laboureurs sont ou ne sont pas assez riches pour soutenir de grandes entreprises de culture ?

I V.

Si on s'attache dans la Province à la culture des légumes, comme fèves, pois, haricots, lentilles, &c. si cette culture y est fort profitable ?

V.

S'il y a débit & exportation de ces légumes ? Si après les années d'abondance en bled, on ne s'apperçoit pas que la culture de ce grain est

négligée, & que les cultivateurs s'adonnent à d'autres, ou qu'ils se bornent au pâturage de leurs bestiaux ; si les nonvaleurs des denrées sont fréquentes, & font dégénérer en perte les fraix de la culture, la font abandonner, anéantissent les revenus des biens-fonds, suppriment les travaux & le salaire des payfans, empêchent le payement des impositions, attirent des famines & diminuent la population ?

V I.

Si l'exportation particulière des grains d'une Province hors du Royaume, n'est pas contraire à la sûreté de la subsistance des habitans ? Si l'on peut attribuer les mêmes inconvéniens à la liberté générale d'exportation pour toutes les Provinces du Royaume ; si l'Agriculture réduite à la subsistance de la Nation, pourroit soutenir un accroissement de culture, sans faire dégénérer le prix des grains en perte, & sans anéantir les revenus des biens-fonds ? Quels sont les avantages de la liberté de l'exportation des grains ? * Quelles sont les Nations qui manquent de grains ? Combien elles en achètent annuellement ? Quelles sont les Nations qui leur en vendent ? Si leur commerce d'exportation de grains est assez étendu pour les exposer à des chertés ; & s'il est suffisant pour leur éviter les nonvaleurs & les grandes variations des prix des grains, qui détruisent l'Agriculture ?

V I I.

Si, sous le prétexte spécieux d'entretenir l'abondance dans les Villes, le débit des grains est

* Voyez l'Essai sur l'amélioration des terres ; l'article GRAIN, dans l'Encyclopédie, sur les effets de la liberté de l'exportation des grains.

géné dans les campagnes, ou ne préjudicie pas à l'Agriculture, aux revenus des Propriétaires, & à la prospérité des Villes, qui ne peut se soutenir que par les richesses des Propriétaires qui habitent ces Villes, & qui les vivifient par leurs dépenses?

V I I I.

Si en empêchant la communication du commerce des grains entre les Provinces, sous prétexte d'assurer la subsistance aux habitans de chaque Province, on ne détruit pas l'Agriculture dans les unes, & les hommes dans les autres par la famine?

I X.

S'il est avantageux que les denrées de premier besoin soient par proportion plus chères que les marchandises de moindre besoin? N'est-ce pas le prix commun des denrées de premier besoin qui règle le salaire des ouvriers? Les laboureurs qui vendroient leurs grains à trop bas prix, à proportion de ce que leur coutent les frais de la culture, pourroient-ils soutenir ces dépenses? Ne feroient-ils pas contraints de diminuer le salaire des ouvriers qu'ils emploient, ou d'en occuper un moindre nombre? Les gains des ouvriers ne feroient-ils pas alors trop bornés pour leur procurer les secours convenables à leur état? Cet inconvénient n'est-il pas une des causes qui leur font abandonner les Provinces où le blé est à bas prix, & les gains à proportion? Si la consommation des marchandises qui ne sont pas de premier besoin, & dont on peut se passer, n'augmente ou ne diminue pas à proportion que ces marchandises sont plus ou moins chères, ou plus ou moins chargées de

droits; si leur consommation diminue, leur production & les revenus qu'elles rapportent, ne diminuent-ils pas aussi? Ne s'ensuivroit-il pas qu'il seroit plus avantageux que les denrées de premier besoin fussent constamment à plus haut prix par proportion que les autres marchandises, puisque le bon prix de part & d'autre favoriseroit l'Agriculture, accroitroit les revenus de la Nation, augmenteroit le salaire des ouvriers, procureroit les douceurs de la vie, l'aisance & les commodités qui attirent & fixent les hommes dans les Pays où ils peuvent jouir de ces avantages? Seroit-ce donc la valeur vénale des denrées de premier besoin, considérée relativement au prix des autres marchandises, qui décideroit en partie de la prospérité & de la force des États?

X.

Quels seroient les dangers & les abus que l'on auroit à redouter pour les revenus des biens-fonds & pour la subsistance du Peuple, des établissemens de magasins de grains formés par des compagnies protégées, ou privilégiées; quels prétextes les compagnies pourroient alléguer pour gêner le commerce des grains, & décider des prix dans les achats & dans les ventes?

X I.

Si les greniers de bled multipliés par les marchands de grains dans les années abondantes, ne sont pas des magasins qui assurent la subsistance du Peuple dans les mauvaises années; si l'achat des grains par les marchands dans les années abondantes pour garder dans des greniers, ne facilite pas aux Fermiers le débit de leurs grains; si on doit craindre le monopole de ces

marchands dans les mauvaises années; si la concurrence de ces mêmes marchands, & si ces greniers de bled fort multipliés, ne s'y opposent pas? Si la liberté entière & constante du commerce des grains n'établit pas entre les Nations un prix général qui est commun à toutes ces Nations; de sorte qu'elles ne peuvent pas être plus exposées aux chertés les unes que les autres, & que l'abondance & les disettes qui varient successivement chez les Nations, se compensent réciproquement & entretiennent, par la liberté du commerce, un prix toujours à peu près égal par-tout; y a-t-il eu des famines sous les regnes de Henri IV. & de Louis XIII. où le commerce des grains étoit libre?

X I I.

Comment peut-on concilier la conservation des grains surabondans & l'empêchement du magasinage; des vues si bornées & si contradictoires ne conduisent-elles pas aux nonvaleurs, aux dégâts, aux famines, à la dégradation de l'agriculture, au dépérissement des revenus du Royaume & à la dépopulation? y a-t-il rien de plus préjudiciable à un Etat qui tire ses richesses de son territoire, que la déperdition & les nonvaleurs des denrées du cru?

B E S T I A U X.

A R T I C L E I.

SI le Pays est riche en moutons; de quelles espèces ils sont, grands ou petits? Si les manufactures d'étoffes de soie & de coton, font

multipliées dans le Royaume, n'ont pas fait diminuer l'usage de la laine; d'où s'en suivroit une diminution de troupeaux, & des engrais qu'ils procurent pour fertiliser les terres?

I I.

Si la campagne fournit des abris contre les vents de l'hyver & les chaleurs de l'été, qui peuvent nuire aux troupeaux; si le Pays n'est pas trop humide & trop abondant en mauvaises herbes qui leur sont nuisibles; quelles sont les maladies auxquelles ils sont plus sujets dans le Pays; quelle est l'espèce de moutons qui y convient le mieux, & quelle est la manière de les gouverner pour en éviter le dépérissement?

I I I.

De quelle qualité sont les laines, & quel en est le prix?

I V.

Le produit de la laine de chaque mouton; si les laines sont employées dans le Pays, ou exportées; où, & en quelle quantité? Si le prix des laines a augmenté ou diminué depuis cent ans, ayant égard à la valeur numéraire de l'argent? Si les dépenses en étoffes de laine ne sont pas plus profitables à l'Etat que les dépenses en étoffes de soie & de coton?

V.

Le produit de la vente des animaux; s'ils sont consommés à la boucherie dans le Pays, ou s'ils sont exportés; pour quel Pays, & en quelle quantité à peu près, & à quel prix?

V I.

Si on élève dans la Province des bœufs, des chevaux, des porcs, des chèvres; & si le produit de chacun de ces objets est considérable?

Si

Si la petite culture qui se fait avec les bœufs, auxquels il faut beaucoup de pâturage, ne préjudicie pas à la multiplication des autres animaux, & même des bœufs pour la boucherie; si elle n'empêche pas aussi d'élever une plus grande quantité de chevaux de toutes espèces, dont les moins beaux ou ceux qu'on élève avec moins de succès, se vendroient du moins pour le labourage qui en occuperoit beaucoup, si la grande culture se rétablissoit dans le Royaume?*

V I I.

Si les bœufs qu'on élève dans la Province, sont communément d'une grande ou petite taille; s'ils sont forts ou foibles; s'ils sont délicats; s'ils résistent à la fatigue?

V I I I. †

Le prix ordinaire de la paire de bœufs du Pays, du fort au foible, à l'âge de quatre ans?

I X.

Si les vaches ont beaucoup de lait; si on fait beaucoup de beurre & de fromage?

X.

Si le beurre & le fromage se consomment dans le Pays; leur prix ordinaire; s'il s'en exporte; en quelle quantité? Comment s'en fait l'exportation? Pour quel Pays? & que peut-elle produire à la Province? Jusqu'à quel degré ces denrées sont un objet de commerce profitable & avantageux dans le Pays relativement aux dépenses, à l'emploi des pâturages, & à l'occupation des habitants?

X I.

Si on engraisse des bœufs & vaches dans le

* Voyez dans l'Encyclopédie, l'Article FERMIER, sur la culture qui se fait avec les bœufs.

Pays; si c'est avec les herbages, racines, foin, ou grains; en quelle quantité; quels en sont les frais & le profit?

X I I.

Les bœufs gras sont-ils, en tout ou partie, consommés aux boucheries du Pays? où sont-ils transportés? en quelle quantité?

X I I I.

Le prix d'un bœuf gras & d'un jeune bœuf de travail à raille & forme égales, est-il différent ou le même? Quel est le prix de ces bœufs lorsqu'ils sont usés par le travail, en distinguant ce prix de celui auquel on les vend lorsqu'on les a engraisés pour la boucherie? Ces bœufs sont-ils meilleurs pour la boucherie que les jeunes bœufs gras qu'on n'auroit pas fait travailler?

X I V.

Est-ce un inconvénient de souffrir que les bouchers achètent indistinctement pour la boucherie, les jeunes bœufs de travail & les vieux qui sont hors de service?

X V.

Les chevaux qu'on élève dans le Pays sont-ils d'une grande ou petite taille? s'en élève-t-il beaucoup? sont-ils plus propres aux attelages qu'à monter? sont-ils de fatigue? & à quel âge commence-t-on à les faire travailler?

X V I.

Y'a-t-il des haras en règle dans la Province, ou si les habitants ont seulement quelques jumens poulinières? Si ces jumens sont de taille; d'où ils les tirent?

X V I I.

Le Roi entretient-il des étalons dans la Province en quantité suffisante? ou si les Particuliers

en ont; d'où ils les tirent? s'il n'est pas plus sûr d'avoir des étalons du Royaume, que de les tirer des Pays étrangers? Les négligences & les abus?

X V I I I.

S'il s'élève quantité de porcs; si on les engraisse dans le Pays; si c'est au gland, ou avec la châtaigne, graine de hêtre, racines, herbagés, ou grains; quel est le succès de ces différentes nourritures relativement à la qualité de la chair de ces animaux & relativement aux fraix; si ces porcs se consomment dans le Pays, ou s'ils sont exportés vifs, ou en salaison?

X I X.

Si on nourrit beaucoup de volailles; de quelle espèce? s'il y en a un grand débit; si elles se transportent, où, & comment; leur prix ordinaire?

X X.

S'il se fait un commerce considérable en cuirs & peaux de toutes espèces?

X X I.

S'il y a beaucoup d'étangs; si le poisson se vend à bon prix dans les grandes Villes de la Province, ou s'il est exporté, où, & comment?

X X I I.

S'il y a beaucoup de gibier; de quelle espèce; s'il se vend cher & se transporte; s'il cause beaucoup de dommage aux cultivateurs?

X X I I I.

Si on élève des abeilles; s'il s'en élève en assez grande quantité pour faire un objet, & le produit ordinaire du panier par an?

X X I V.

Si le miel & la cire en font de bonne qualité?

X X V.

Si on élève des vers à soie; si le climat y

est propre ; quels en sont les fraix , les profits , les risques , & quelle est la qualité de la soie ?

X X V I.

S'il y a des meuriers ; si le terrain y est propre ; s'ils occupent de bonnes terres au préjudice d'une culture plus avantageuse ; si on les préfère à cette culture pour en éviter les fraix , faute de facultés pour y subvenir , ou faute du débit des grains dans la Province ?

X X V I I.

S'il y a du gland , des châtaignes qui se consomment par les porcs ; si les châtaignes y sont d'un bon revenu ; ou si elles servent de nourriture aux Payfans , & les rendent paresseux ?

X X V I I I.

Le préjudice que cause la cherté du sel dans le gouvernement des bestiaux & dans le commerce des salaisons ; combien les gages & la régie litigieuse des Commis contribuent en pure perte à cette cherté , & sont à charge à l'Etat & au Peuple ? Les avantages d'un plus grand usage du sel pour le produit des bestiaux & pour la conservation des hommes ? La manière la moins onéreuse de percevoir les revenus du Roi sur cette denrée ?

LINS, CHANVRES & HUILES.

A R T I C L E I.

SI on s'adonne dans la Province à la culture des lins & chanvres ?

I I.

De quelle qualité ils sont ?

I I I.

S'il y a beaucoup de terres qui y soient propres ? Les fraix de culture & les produits ?

I V.

Si on les broie & pile à bras ou avec des moulins ; enfin , la façon de les préparer jusqu'à ce qu'ils soient en état d'être filés ?

V.

Si le filage occupe beaucoup de monde ?

V I.

Si on fait beaucoup de toiles , & de quelles espèces ; leur prix ; si on fait des dentelles , & de quelles espèces ?

V I I.

Si ces toiles ou dentelles se consomment dans la Province , ou si elles s'exportent , & dans quel Pays ? Si ce commerce est considérable ?

V I I I.

S'il y a des blanchisseries , & si cette partie est , ou pourroit devenir un objet ?

I X.

De l'usage des toiles peintes ; si le préjudice qu'il pourroit causer aux manufactures de soie & de coton , est une raison solide pour s'y opposer ; si on doit mettre la Nation à contribution pour soutenir un luxe forcé , toujours pernicieux dans un Etat ? Si on démontre qu'il est nécessaire de défendre l'usage des toiles peintes dans le Royaume , pour soutenir les manufactures de luxe ; n'est-ce pas nous prouver que ce luxe porte sur la Nation , & non sur l'étranger ? Si on dit que nous achetons les toiles peintes des Hollandois , qui enlèvent notre argent ; oublie-t-on que plus nous achetons de l'étranger , plus l'étranger achète de nos vins & d'autres denrées de notre

cru, & que plus ce commerce réciproque s'étend, plus il nous est profitable.

X.

Si on fait des huiles d'olives, de noix, faine ou graine de hêtre, navettes, de lin, de graine de chanvre, &c.

X I.

Si elles s'exportent ou se consomment dans le Pays; si ces productions sont fort profitables?

V I G N E S.

A R T I C L E I.

YA-t-il beaucoup de vignes dans la Province, & combien estime-t-on qu'il y en a d'arpens à peu près? S'il y a des terres propres pour augmenter la plantation des vignes; si cette augmentation seroit profitable; si on retireroit de ces terres le meilleur revenu qu'elles puissent produire? Si on s'oppose à cette culture; sous quel prétexte? Si c'est pour étendre la culture du bled, & pour en faire baisser le prix? Manque-t-on de terres en France, où il n'a pas de débit? d'ailleurs, les progrès de la culture du bled & la diminution du prix du bled peuvent-ils se concilier avec les fraix de cette culture, le fermage & la taille que paient les cultivateurs?

I I.

Les fraix de culture par arpent, les fraix de récolte & futailles du fort au foible?

I I I.

La diversité des vins; leurs différentes qualités, avec le prix courant de chaque différente

espèce du fort au foible ; reconnoître l'avantage de la culture des vignes par le produit total de la récolte, les fraix compris, parce que les fraix que ce produit restitue, sont profitables à l'Etat, puisqu'ils consistent dans l'achat des échallats & des tonneaux, dans les dépenses de la vendange, dans le salaire des cultivateurs ; & que les fraix sont des gains pour ceux qui en profitent ; que l'on juge delà si les terres employées à la culture des vignes, pourroient être occupées plus avantageusement pour l'Etat à une autre culture : quant au profit particulier de celui qui a la récolte, c'est lui qui doit le connoître, & on doit présumer qu'il lui est plus avantageux que celui d'une autre culture, puisqu'il le préfère : ainsi ce n'est que relativement au bien de l'Etat qu'on doit envisager les avantages de cette culture, tant par rapport au produit total, que par rapport à la population qu'elle procure ? *

I V.

Combien un arpent produit de muids de vin pour chaque année du fort au foible ?

V.

La facilité ou difficulté du débit ; si la consommation s'en fait dans la Province ; s'il s'exporte, pour quel Pays, & par quelle voiture ? S'il peut soutenir la navigation des mers ; si le commerce avec l'étranger en est considérable ?

V I.

Si l'on fait des eaux-de-vie du vin du Pays ;

* On estime le produit d'un arpent de vigne du fort au foible, à 200 liv. Un Vigneron peut en cultiver trois, & produire à l'Etat 600 liv. Il est prouvé par le produit de la Ferme des Aydes que depuis 1683. celui des vignes est diminué de trois cinquièmes.

ce qu'il rend en eaux-de-vie; si elles sont consommées dans le Pays; si elles sont exportées; si ce commerce est considérable dans la Province?

V I I.

Si on fait des liqueurs de quelque espèce que ce soit?

V I I I.

Les droits que paient les brûleurs, ceux de la vente pour chaque barique de telle contenue?

I X.

Les fraix de façon pour chaque barique de telle contenue; les déchets & coulages par chaque mois sur chaque barique; le prix des bariques avec leur mesure relativement à celle de Paris?

X.

Les mesures des terres plantées en vignes réduites à l'arpent royal; la mesure des futailles pour le vin dans la Province réduite au muid de Paris?

X I.

Si les vignes sont bien ou mal cultivées; si les Vignerons sont en état de les bien cultiver; s'ils peuvent attendre les tems favorables pour vendre leur vin?

X I I.

Les droits sur les vins, & les privilèges particuliers, s'il y en a?

X I I I.

Si le bas prix du vin ne contribue pas à la paresse & à la débauche des Paysans dans la campagne, & des Artisans dans les Villes; si, au contraire, l'usage du vin ne les soutient pas dans le travail; s'il ne tempère pas les peines & la dureté de leur état; s'il ne ranime pas leur

courage & leur activité ; si dans quelques Pays de vignobles les Payfans sont paresseux ; si dans d'autres ils sont laborieux ; quelles sont les causes de ces différentes dispositions dans les différens Pays ? cela ne dépend-il pas du prix des grains dans ces différentes Provinces où il causeroit l'aisance & l'activité, ou la misère & la paresse des habitans ? Si les Pays de vignobles sont favorables à la culture des grains, en procurant des moissonneurs aux Fermiers ; s'ils fournissent pendant l'hyver des ouvriers pour l'exploitation des bois ou pour d'autres travaux ? Si la consommation du bled par les Vignerons n'étendroit pas la culture du bled, à proportion des progrès de la culture des vignes ?

X I V.

Comment le Gouvernement peut-il procurer le rétablissement de la culture des vignes, étendre le commerce extérieur des vins, dont on pourroit tirer un grand produit par la vente que l'on en feroit dans les Pays étrangers qui ne produisent pas de vins ? Comment on pourroit retrancher les droits sur la vente des vins, & établir l'imposition sur le revenu des vignes, sans préjudicier au commerce des vins, ni aux progrès de la culture des vignes, ni à la population que cette culture pourroit procurer par le grand nombre de cultivateurs qu'elle occuperoit ? Ces droits ne pourroient-ils pas se convertir en espèce de dixme prise en nature ? cette dixme se trouveroit-elle par-tout dans la même proportion relativement aux fraix de culture, aux différentes natures de vignes, à leur produit & au prix des vins qu'elles produisent ? Si cette imposition seroit moins onéreuse que les droits

des Aydes sur la vente des vins, ayant égard à la facilité du commerce qui en résulteroit, à la suppression des fraix de perception, des gages, & de l'inspection gênante & litigieuse des Commis?

X V.

Si les droits établis sur le commerce extérieur des vins, ne préjudicient pas à ce commerce, aux progrès de la culture des vignes & aux produits de cette culture, & au fonds des revenus du Roi; si le produit de ces droits ne se retrouveroit pas d'ailleurs dans l'augmentation des revenus du Roi, qui résulteroit de l'influence des richesses de ce commerce sur l'Agriculture & sur la Population?

X V I.

Les avantages que les étrangers qui n'ont pas un climat favorable à la culture des vignes, retireroient du commerce de nos vins & de nos eaux-de-vie pour leur usage? Les mauvaises qualités de leurs boissons & de leur eau-de-vie; combien elles sont préjudiciables à la santé & aux progrès de la population? Les obstacles qu'ils opposent à l'importation des vins chez eux, par les droits qu'ils imposent; les progrès d'un commerce réciproque de nos vins & de leurs marchandises, qui s'étendroit entre eux & nous, & qui seroit profitable de part & d'autre; combien il est avantageux de contribuer mutuellement aux facilités & aux progrès de ce commerce?

X V I I.

S'il y a dans la Province des cidres, bières ou autres boissons; quel est l'avantage de ces productions?

ARBRES FRUITIERS, BOIS *futaies & revenans.*

A R T I C L E I.

S'il y a beaucoup d'arbres fruitiers dans la Province; de quelles espèces; si les fruits qu'ils produisent, forment un objet considérable de commerce, & s'il est fort avantageux?

I I.

S'ils sont consommés dans le Pays, ou s'ils sont exportés; pour quel Pays, en quelle quantité, & comment?

I I I.

Si on les transporte cuits, ou crus, ou deséchés?

I V.

Si on en fait des cidres & des huiles, & en quelle quantité?

V.

S'il y a beaucoup de futaies; si le bois d'ouvrage qu'on en tireroit, pourroit aisément être transporté dans les Ports du Royaume ou dans les grandes Villes?

V I.

Par quelles rivières flottables ou navigables?

V I I.

Si le terrain est propre pour les futaies; si elles y viennent belles & propres à la marine?

V I I I.

S'il y a beaucoup de bois taillis ou revenans?

I X.

S'ils se consomment aux forges & autres usines, ou pour le chauffage des Villes & Villages

circonvoisins, & s'il y a beaucoup de forges & autres usines; s'il n'y a pas de gêne nuisible sur l'exploitation & le commerce des bois?

X.

Si on les transporte dans les grandes Villes par flottage ou train; les fraix de transport, les péages, les droits de rivière?

X I.

Si en curant quelques ruisseaux, on ne pourroit pas faire flotter ces bois, & les faire arriver dans quelque rivière navigable qui pût les conduire dans de grandes Villes?

X I I.

Le prix de la corde de bois à brûler & à charbon sur la feuille, & ses mesures réduites au pied de Roi?

X I I I.

Si les bois sont bien entretenus & gardés; s'il y en a beaucoup au Roi ou en mains-mortes?

X I V.

Si le Pays est fort chargé de haies & de buissons?

X V.

L'utilité qu'on en tire, ou les inconvéniens qui en résultent?

X V I.

S'il y a dans la Province beaucoup de terres occupées par des bois peu profitables; si elles sont de bonne qualité; si elles pourroient être mises en culture, dans le cas où le commerce des grains ne seroit plus gêné, & où le débit dédommageroit avantageusement de la dépense?

X V I I.

S'il ne seroit pas plus avantageux que les forêts fussent près des grandes Villes & des rivières?

res, que dans les Provinces éloignées ; le bled qui est plus facile à transporter relativement à sa masse & à son prix, exige-t-il les mêmes circonstances pour le débit ?

R I V I È R E S.

A R T I C L E I.

L Es rivières & les canaux qui passent dans la circonscription du Pays que l'on examine ; donner la longueur de leur cours à peu près, en y comprenant les sinuosités & leur largeur commune, les fraix de leur entretien ?

I I.

La nature du terrain de leur lit ; si elles charrient des sables ?

I I I.

Celles qui sont navigables, & celles qui pourroient le devenir ?

I V.

Celles qui sont flottables, & celles qui pourroient le devenir ?

V.

Les avantages des rivières navigables ou flottables, & de celles qui le deviendroient ?

V I.

Le commerce qu'elles facilitent ou faciliteroient, les Villes où elles conduisent ou conduiroient, & le débit qu'elles procurent ou procureroient ?

V I I.

Les canaux de communication que l'on pourroit exécuter ?

V I I I.

Les dégâts & inondations que les rivières causent ?

I X.

Les moyens d'y remédier ?

X.

Le nombre des moulins à bled, écorce, papier, draps & autres usines qui sont sur les rivières navigables, ou qui pourroient le devenir ?

X I.

Le retard & empêchement qui en résultent pour la navigation ?

X I I.

Les remèdes qu'on y pourroit apporter ?

X I I I.

Si la suppression en seroit avantageuse ou désavantageuse pour le Pays ?

X I V.

Si on ne pourroit pas suppléer aux moulins à eau par des moulins à vent, & sur des ruisseaux & à la chute des étangs ; s'il y a des emplacements propres aux uns ou aux autres ?

X V.

Ce que couteroit l'indemnité due aux Propriétaires pour leurs moulins & usines supprimés, déduction faite des fraix de réparation & entretien ?

X V I.

L'état des droits que l'on fait payer sur les rivières ; les désavantages qui en résultent pour le commerce, pour le débit des denrées dans les Provinces éloignées, & pour le revenu des biens-fonds ?

X V I I.

L'état des chemins de communication avec

les rivières, avec les grandes routes, avec les Villes & Bourgs où se tiennent les marchés; les tems de l'année où ces chemins sont praticables; les endroits qui ont le plus besoin de réparation; si les dépenses en seroient considérables; si on trouveroit sur les lieux les pierres, les grais, le cailloutage, le sable pour les réparations?

U S A G E S.

A R T I C L E I.

Pourquoi on s'adonne dans le Pays à telle culture, à tel nourrissage, à tel travaux plutôt qu'à d'autres?

I L.

Si d'autres cultures, d'autres nourrisages, d'autres travaux ne seroient pas plus avantageux?

I I L.

S'il y a des empêchemens; si on peut y remédier?

I V.

S'ils dépendent de l'indigence, du défaut de débit, de la difficulté des transports, du défaut de rivières, de grands chemins, de l'excès des droits de péage & des droits de rivière qui augmentent trop les fraix de transport & font dégénérer en perte le prix des denrées?

V.

S'il y a quelque empêchement politique?

V I.

S'il y auroit moyen d'établir dans la Province des usages plus avantageux, de tirer de meilleur

leurs produits; quels seroient ces moyens, ces produits?

V I I.

Si la régie du Pays, ou la police gêne le commerce des vins, du bled, des laines, des chanvres, &c.

V I I I.

Quel est le caractère des habitans; d'où il vient; ce qui le détermine?

I X.

Les mesures du Pays; leurs variétés pour toutes les différentes denrées, les poids, les aunes, les mesures de terres, les mesures des grains, &c. en donner le détail par livres, onces, pieds & pouces?

X.

S'il y a des communes dans le Pays pour le pâturage des bestiaux; seroient-elles plus avantageuses si elles étoient employées à la culture dans le cas où le débit des grains rendroit cette culture profitable? Si à cause de ces communes les payfans ont plus de bestiaux qu'ils ne peuvent en nourrir pendant l'hiver, n'ayant pas, faute de culture, les fourrages de réserve pour cette saison; si par cette raison ils ne tirent de profit en laitage, beurre & fromage que dans le tems du pâturage; si leurs bestiaux ne dépérissent pas pendant l'hiver?



C O M M E R C E des Dénrées du cru.

A R T I C L E I.

L Es avantages & les désavantages des réglemens, des prohibitions, des permissions de commerce relativement à certaines marchandises, à certaines Provinces, à certaines Villes, à certains Ports, leur influence sur les autres marchandises, sur les autres Provinces, sur les autres Villes, sur les autres Ports, sur les progrès de l'agriculture & du commerce ?

I I.

En quoi la conduite & les vues intéressées des commerçans peuvent être nuisibles au commerce des denrées du cru, & à l'agriculture ? Les privilèges exclusifs des compagnies marchandes, les privilèges particuliers de certaines Villes, de certaines Provinces, de certaines sociétés d'entrepreneurs protégés, la gêne du commerce, le monopole, les assujettissemens dans les dépenses des Citoyens, les préjudices que ces privilèges causent à l'agriculture & au commerce.

I I I.

Si la liberté de l'entrée de nos Ports aux étrangers, quoiqu'elle pût être défavorable à nos commerçans, ne seroit pas fort avantageuse au commerce des denrées du cru & aux progrès de l'agriculture, & fort profitable à la Nation dans le commerce d'exportation & d'importation ; si, à quelques égards, elle seroit désavantageuse à

Suite de la IV. Partie.

P

la marine, & si, à d'autres égards, elle lui seroit plus favorable, tant par l'accroissement de la population, que des productions de l'agriculture qui augmenteroient le commerce, qui procureroient plus d'hommes pour la navigation, & plus de revenus au Roi pour les dépenses de la marine ?

I V.

Si le cabotage qui s'exerce dans nos ports par les étrangers, n'est pas favorable au commerce des denrées du cru par le bon marché du fret de transport; car les fraix, ainsi que les droits, qui augmentent le prix des denrées, n'en diminuent-ils pas la consommation & la production ? S'il seroit plus avantageux pour la marine que le cabotage fût réservé à nos vaisseaux, quoiqu'il se fît à plus grands fraix; si cet avantage pour la marine dédommageroit l'Etat du préjudice qui en résulteroit pour le commerce des denrées du cru, & pour la population ?

V.

Les avantages du commerce extérieur des denrées du cru, ou des dons de la terre, sur le commerce extérieur des marchandises de main-d'œuvre ?

V I.

Les avantages des manufactures qui fabriquent des matières du cru sur celles qui fabriquent des matières étrangères ?

V I I.

Le produit du commerce des dernières, déduction faite de la valeur des matières premières achetées de l'étranger, ne se borne-t-il pas à la restitution des fraix de main-d'œuvre & au gain particulier des Marchands ?

V I I I.

Si l'emploi des hommes à l'agriculture, (le commerce des denrées du cru étant libre,) est plus profitable à l'Etat que l'emploi des hommes aux manufactures?

I X.

Si l'emploi des hommes aux manufactures, qui fabriquent des matières du cru, est plus profitable à l'Etat, que l'emploi des hommes aux manufactures qui fabriquent des matières étrangères?

X.

S'il est possible d'augmenter la population, & de rétablir les revenus des biens-fonds du Royaume, qui sont en nonvaleur ou mal cultivés, sans la liberté du commerce intérieur & extérieur des denrées du cru & sans la conservation des richesses nécessaires pour la culture? *

X I.

Les avantages de la pêche pour la marine, & pour l'accroissement des richesses & de la population?

X I I.

Les moyens de procurer les progrès de la pêche : quels sont les obstacles aux progrès de la pêche?

X I I I.

Les avantages & les désavantages de l'enclassement des matelots occupés à la pêche?

* On estime les richesses nécessaires pour les fraix de la culture des grains à neuf cens millions, qui doivent être conservés aux cultivateurs, sans y comprendre leur profit: ces neuf cens millions produiroient dix-huit cens millions; la culture actuelle des grains ne produit que six cens millions, faute de richesses pour cette culture, & le Roi perd plus de cent cinquante millions de revenu sur cette partie.

X I V.

Si le commerce étranger a pour objet l'acquisition de l'argent monnoyé, ou la vente réciproque des denrées entre les Nations ?

X V.

Si on doit éviter d'acheter de l'étranger dans la crainte qu'il n'enlève notre argent ; & si nous ne devons avoir avec l'étranger , qu'un commerce actif pour enlever son argent ; ou s'il est plus avantageux pour le progrès de notre commerce, & pour faciliter le débit des denrées de notre cru, d'entretenir avec les étrangers un commerce réciproque ; si les Nations qui ont à vendre beaucoup de denrées de leur cru, ne doivent pas tirer des autres des marchandises de luxe pour se procurer un commerce réciproque, & faciliter la vente de leurs productions ?

X V I.

Si la quantité d'argent dans chaque Nation n'est pas proportionnée à l'Etat & à la facilité de son commerce, à la quantité, & à la valeur vénale des denrées qu'elle vend & qu'elle achète ? Si l'argent peut lui être profitable autrement qu'en le faisant valoir par le commerce, ou en l'employant à l'amélioration des terres, & à l'accroissement des revenus des biens-fonds, ou en le plaçant à rente, & dans ce dernier cas l'argent n'est-il pas aussi-tôt employé par l'emprunteur ? *

* Dans un Etat tout se réduit à l'homme & à sa conservation ; sa conservation consiste dans sa défense & dans sa subsistance ; sa subsistance consiste dans les biens qui lui sont nécessaires pour exister, & ceux dont il peut jouir utilement pour sa conservation & pour son bonheur : les biens sont, ou gratuits, ou commercables ; les biens gratuits sont ceux qui sont surabondans & dont les hommes peuvent jouir par-tout & gratuitement : tel est l'air que nous respirons, la lumière du soleil qui nous éclaire, &c.

S'il ne résulte pas de là que l'argent est distribué dans les Nations à raison des richesses commer-

Les biens commercables sont ceux que les hommes acquièrent par le travail & par échange : c'est ce genre de biens que nous appellons richesses, parce qu'ils ont une valeur vénale relative & réciproque les uns aux autres, & en particulier à une espèce de richesse que l'on appelle monnoie, qui est destinée à représenter & à payer la valeur vénale de toutes les autres richesses.

Ce n'est que dans cette destination & non dans la jouissance que consiste l'usage de la monnaie. Ainsi l'argent, en tant que monnaie, n'est point du genre des richesses que les hommes recherchent pour satisfaire à leurs besoins ; celles-ci ne sont qu'un flux de productions continuellement détruites par la consommation, & continuellement renouvelées par les travaux des hommes : ainsi les hommes sont aussi nécessaires pour perpétuer les richesses, que les richesses sont nécessaires pour la conservation des hommes ; mais une même quantité d'hommes n'est pas toujours nécessaire pour produire une même quantité de richesses ; parce que la production des différentes richesses exige plus ou moins de travail d'hommes : par exemple, deux millions d'hommes peuvent faire naître, par la culture des terres, la valeur d'un milliard en productions ; au lieu que trois millions d'hommes ne produiront que la valeur de sept cens millions en marchandises de main-d'œuvre : ainsi dans un Royaume où l'on cultive la terre, les hommes pourroient être, par proportion, plus riches & en moindre nombre que dans un autre Royaume où les hommes seroient occupés à fabriquer des marchandises de main-d'œuvre. A la vérité, dans l'un & dans l'autre cas, la valeur vénale de ces richesses suppose un commerce d'exportation ; car dans un Royaume où les productions du cru surpasseroient la consommation, l'abondance les feroit tomber en nonvaleur : si le superflu n'étoit pas vendu à l'étranger, & dans un autre Royaume où les hommes seroient occupés à fabriquer des marchandises de main-d'œuvre, non-seulement les hommes ne pourroient pas se nourrir de ces marchandises, mais ces marchandises elles-mêmes n'auroient pas de valeur vénale, si elles n'étoient achetées par d'autres Nations. Voilà ce qui établit la nécessité du commerce entre les Nations, & ce qui leur procure un profit réciproque en marchandises qu'elles acquièrent de part & d'autre pour satisfaire

cables qu'elles vendent & qu'elles achètent, & à raison de la valeur vénale de ces richesses, à

à leurs besoins. Mais par la différence des marchandises qu'elles s'entrevendent, les unes peuvent gagner plus que les autres, sur l'emploi des hommes & sur la production de leurs richesses.

L'argent est une matière qui peut servir aux hommes à différens usages, & , dans ce sens , il est, par lui-même, une richesse commercable; mais comme monnaie, ce n'est qu'un moyen pour faciliter l'échange dans le commerce des richesses; la quantité dans les Etats y est conforme à cet usage, & les Nations qui ont un commerce libre & facile, ne manquent de monnaie qu'autant qu'elles manquent de marchandises.

Si la monnaie formoit elle-même la richesse des Nations, il seroit facile à un Souverain d'enrichir son Royaume; il pourroit, avec celle qu'il tire annuellement de ses Sujets, acheter de la matière d'argent & la faire monnoyer; celle avec laquelle il auroit payé cette matière, resteroit dans le Royaume, & celle qu'il seroit fabriquer, s'y distribueroit par ses dépenses: ainsi successivement il parviendrait à multiplier abondamment la monnaie dans ses Etats; car il y trouveroit toujours de la matière d'argent à acheter, comme ses Sujets y en trouvent toujours pour faire fabriquer de la vaisselle & d'autres ustensiles, parce que l'argent en matière est un objet de commerce comme toute autre marchandise; il se vend & s'achète de même dans le commerce réciproque, par lequel chaque Nation se procure les marchandises dont elle a besoin. Mais comme ce sont les productions toujours recherchées, toujours consommées, & toujours renaissantes qui sont la vraie source des richesses & de la population, on n'a jamais pensé que la simple multiplication de la monnaie fût un expédient pour enrichir un Etat. Ainsi on ne doit juger des richesses & de la force des Nations que par leurs revenus, & non par leur pécule, qui n'est qu'un ustensile de commerce qui peut être diminué par les achats en argent, & qui peut être réparé par la valeur vénale des denrées que l'on a à vendre.

On dira, sans doute, que les mines d'or & d'argent, qui sont la source particulière de la monnaie, peuvent suppléer aux denrées; mais ces mines doivent être envisagées comme tous les autres genres de productions, qui exigent des dépenses pour la subsistance des ouvriers qui

raison de son emploi utile, & que, par conséquent, chaque Nation (excepté quelque réserve de précaution) ne retient de l'argent chez elle qu'à proportion de la circulation nécessaire pour en jouir ou pour en tirer du profit?

X V I I.

Les avantages du commerce des marchandises du cru sur le commerce de trafic, où une Nation qui n'a pas de denrées de son cru, en achète de différentes Nations pour les revendre à d'autres Nations; la différence des profits de l'un & de l'autre; l'influence de ces commerces sur les mœurs, sur le gouvernement & sur la constitution des Nations qui les exercent?

X V I I I.

Si dans la régie du commerce extérieur on ne doit pas être attentif à ce que les commerçans tirent leurs gains de l'étranger & non de la Nation; si on ne doit pas éviter qu'ils ne surprennent des réglemens qui tendent à faire baisser le prix des marchandises du Pays pour gagner sur l'achat, & tirer leur profit sur leurs concitoyens; si dans ce cas leur commerce, en devenant plus étendu, n'en seroit pas plus préjudiciable; si ses progrès établis sur cet abus, n'en imposent pas; si la défense de l'exportation des grains, qui d'abord a été faite pour procurer à bas prix la subsistance des ouvriers des manufactures, n'est pas un de ces abus où l'on a

les procurent par leur travail; car la consommation continue des denrées nécessaires pour satisfaire à leurs besoins, oblige de convertir perpétuellement la matière que l'on tire des mines en d'autres productions, & le profit au delà des fraix forme un revenu à l'Etat, de même que l'agriculture en produit un aux Nations qui s'appliquent à la culture des terres.

sacrifié les revenus des biens-fonds de la Nation aux intérêts de ceux qui exercent le commerce des marchandises de main-d'œuvre ? Si cet abus n'est pas dégénéré en préjugé fondé sur la crainte de la cherté des grains ; si les chertés passagères & excessives des grains sont aussi fréquentes en Hollande & chez les autres Nations, où le commerce des grains est libre, qu'en France, où l'exportation des grains est défendue ?

X I X.

Les revenus de l'Etat, les revenus des Particuliers, les loyers des maisons, les rentes de l'intérêt de l'argent, les appointemens des charges, les émolumens des emplois, les honoraires des Professions savantes, les profits des marchands bornés au commerce intérieur, le gain des artisans qui fabriquent des marchandises de main-d'œuvre pour l'usage de la Nation, le salaire des ouvriers, ont-ils d'autres sources que le commerce des marchandises du cru des habitans de la campagne ?

X X.

Quel est en France le produit du commerce de trafic étranger, & celui du commerce extérieur de marchandises de main-d'œuvre fabriquées en France, déduction faite des matières premières du cru, ou achetées de l'étranger, d'avec ce qui se réduit au produit de la simple industrie, & de l'emploi des hommes bien ou mal placé ? Si ce petit produit exige de grandes attentions de la part du Gouvernement, ou si les entreprises des négocians doivent être abandonnées à la liberté du commerce ?

X X I.

Si la balance du commerce entre les Nations

peut servir de règle pour juger des avantages du commerce de chaque Nation, lorsqu'on n'examine pas les profits du commerce réciproque des différentes denrées, du commerce de trafic, du commerce de marchandises du cru, du commerce de marchandises de main-d'œuvre, déduction faite des matières premières; & lorsqu'on n'en juge que par le produit en argent?

X X I I.

Si dans un Royaume qui a un grand territoire à cultiver & beaucoup de productions à vendre, le commerce de trafic & les manufactures de matières étrangères ne s'opposent pas à la Population des campagnes, à la culture des terres, au commerce extérieur des denrées du cru, en vendant ce qu'on nous devoit acheter pour favoriser, par un commerce réciproque, le débit des denrées du Pays? Ne seroit-il pas absurde de vouloir vendre de tout aux étrangers & ne rien acheter d'eux? Les avantages du commerce des productions de l'agriculture & de l'industrie des Nations, ne consistent-ils pas à varier, de part & d'autre, les richesses usuelles, par les ventes & les achats réciproques, & à gagner sur les marchandises que l'on achète, par la vente de celles qui peuvent procurer un plus grand profit? Quelle est la Nation qui gagne le plus dans le commerce réciproque? n'est-ce pas celle qui achète des autres Nations plus de marchandises de main-d'œuvre que de marchandises de leur cru, & qui leur vend plus de marchandises de son cru que de marchandises de main-d'œuvre, & où l'achat des marchandises de main-d'œuvre procure la vente des marchandises du cru?

X X I I I.

Le commerce de trafic, qui consiste à acheter des marchandises de Pays étrangers pour les revendre dans d'autres Pays, n'est-il pas fort borné ? ne peut-il pas être enlevé à une Ville maritime par une autre Ville maritime ? peut-il former le commerce d'un grand Etat ? ne se soutient-il pas par l'épargne chez ceux qui l'exercent, & qui ont peu de territoire ? le commerce des denrées du cru n'est-il pas, au contraire, soutenu dans un grand Royaume par la consommation & les dépenses de la Nation ?

X X I V.

Si le commerce de la Métropole avec ses colonies, qui procure de grands gains aux commerçans, par la gêne de ce commerce, n'est pas plus séduisant que réel & avantageux à la Nation ? Les marchandises que l'on vend aux colons trois fois plus qu'elles n'ont coûté, & celles que les colons vendent sur le même pied, procurent-elles, par ces prix excessifs, de véritables richesses ? Le commerçant achète-t-il plus cher les marchandises qu'il exporte ? & ne vend-il pas, à un prix exorbitant, celles qu'il rapporte ? ne consommeroient-on pas, de part & d'autre, beaucoup plus de ces marchandises, si elles se vendoient meilleur marché ? ces prix excessifs ne diminuent-ils pas la consommation & la production des denrées qui sont l'objet de ce commerce ? la Nation est-elle dédommée de ces désavantages par les gains du commerçant, même par ceux qu'il fait avec l'étranger par le commerce des marchandises qu'il rapporte de nos colonies ? la cherté n'en diminue-t-elle pas aussi la consommation chez l'étranger, &, par con-

féquent, la production dans les colonies, & la production aussi d'une plus grande quantité de denrées qu'on exporteroit de la Métropole, & qui se consommeroient dans les colonies si on les y vendoit moins cher? * Cette augmentation

* On estime le profit du commerce de nos colonies à 15 millions : c'est un objet intéressant pour les commerçans ; mais une petite ressource pour un grand Royaume qui perd des milliards par la dégradation de son agriculture : encore ce profit est-il pris en grande partie sur les marchandises que l'on survend aux colons & sur celles de retour que l'on nous fait suracheter ; d'où il résulte que ces prix excessifs diminuent, de part & d'autre, la consommation, le débit & la production, & tous ces désavantages réduisent à peu de chose le profit de ce commerce boursoufflé.

Néanmoins ce même commerce est plus favorable que celui de nos manufactures, qui fabriquent des matières étrangères, qui est encore plus borné ; ce qui se réduit à la restitution des fraix de la main-d'œuvre : au lieu que le commerce des colonies consiste, du moins en partie, dans la vente des denrées de notre cru. Un commerce de marchandises de main-d'œuvre, fût-il de 500 millions, les dépenses, y compris le gain des entrepreneurs de manufactures, seroient également de 500 millions ; le profit au delà seroit zéro. Supposez, au contraire, un commerce de marchandises du cru de 500 millions, les dépenses, y compris les gains de l'entrepreneur-laboureur & du commerçant, seront de 300 millions ; mais le profit au delà de ces dépenses sera de 200 millions, que l'on tire des dons de la terre qui forment le revenu des Propriétaires, dont les dépenses procurent des gains à diverses classes d'hommes qui exercent différentes Professions dans le Royaume.

On ne voit point dans le commerce de marchandises de main-d'œuvre, de revenus pour faire subsister ces différentes classes d'hommes nécessaires dans un Etat. Le fabricant ne travaille que pour sa propre subsistance : les gains de l'entrepreneur & du commerçant vont un peu plus loin ; mais, à cet égard, il en est de même des gains du laboureur & du négociant dans le commerce de marchandises du cru ; d'où résulte, de plus, des revenus qui se distribuent à l'Etat militaire, à tous les genres de professions, qui sont la source du revenu du Souverain, & qui

de production n'accroît-elle pas, de part & d'autre, les richesses de la culture? La réalité

sont d'autant plus multipliés, que le territoire est étendu & bien cultivé. Ainsi ne nous laissons point abuser par le nom vague & général de *commerce*, ni éblouir par l'éclat de nos belles étoffes, qui nous fait croire que nous jouissons d'un *commerce florissant*.

Dans le commerce de marchandises de main-d'œuvre, sur-tout de marchandises du luxe, on achète à peu près autant de ces sortes de marchandises de l'étranger, qu'on lui en vend; ainsi ce commerce stérile par lui-même est payé par les revenus des biens-fonds : il ne peut donc subsister & s'étendre dans le Royaume que par le produit de ces biens; & plus ce commerce augmente, plus aussi le luxe de décoration s'étend à toutes les classes de Citoyens, & devient un luxe de besoin, qui alors est un luxe défordonné & destructif; car le luxe n'est utile qu'autant qu'il est libre, varié & conforme aux états & aux richesses des Particuliers, & qu'il contribue à la consommation, à la production & à la valeur vénale des denrées du cru; mais un luxe particulier, dominant & déplacé qui ne peut se soutenir que par des épargnes sur d'autres dépenses, & même sur la propagation des hommes, est très-désavantageux dans un Etat.

Le commerce d'exportation des denrées du cru, est le seul commerce fondamental, & il est d'autant plus précieux, qu'il appartient en propriété au Royaume; au lieu que le commerce d'exportation de marchandises de main-d'œuvre & de luxe, ne tient point au sol, qu'il peut être partagé & envahi par les autres Nations qui veulent s'y livrer : ainsi ce n'est qu'un commerce précaire & ingrat qui ne peut convenir que par surcroît à un Etat qui a un grand territoire à cultiver, & qui est situé avantageusement pour jouir d'un grand commerce d'exportation des denrées de son cru. Ce n'est donc que sous ce point de vue que nous devons envisager la principale branche de notre commerce, je veux dire, le commerce de nos colonies, qui ne mérite attention qu'autant qu'il peut contribuer à augmenter, de part & d'autre, la culture & le débit des denrées du cru. Le profit du commerce du vendeur ne se tire pas de l'acheteur. Dans un bon commerce le vendeur & l'acheteur doivent profiter, & c'est dans la marchandise même qu'ils doivent trouver réciproquement leur profit; & le négociant intermédiaire ne doit pas l'envahir ou le

du profit de ce commerce pour la Métropole ne se réduit-elle pas à la quantité & à la valeur vénale des denrées que le commerçant y achète pour transporter dans ces colonies ?

V I L L E S.

A R T I C L E I.

S'il y a de grandes Villes dans la Province ; en quelle quantité ? Leur population , leur commerce ; si elles font valoir les denrées du Pays par commerce , manufactures , ou consommations internes ?

I I.

Les Corps & Compagnies qui composent les différentes classes d'habitans de ces Villes ?

I I I.

S'il y a dans ces Villes beaucoup de Noblesse ou autres Propriétaires de terres qui soutiennent

détruire. Le négociant porte chaque année pour 60 millions de marchandises de France dans nos colonies , où il les vend si cher , & où il achète à si haut prix celles qu'il rapporte en retour , que ces dernières reviennent ici à 140 millions. Ne nous seroit-il pas beaucoup plus avantageux qu'il portât à nos colonies pour 100 millions de nos marchandises , & que , par des prix plus modérés dans le commerce réciproque avec nos colons , les marchandises de retour , montant aujourd'hui à 140 millions , fussent aussi en plus grande quantité , puisque par un plus grand débit de nos marchandises , il nous procureroit un plus grand profit , & qu'il pourroit nous vendre moins cher les marchandises qu'il rapporteroit à plus bas prix & en plus grande quantité ? Son gain particulier seroit , à la vérité , moins exorbitant ; mais l'interlope vous assurera qu'il seroit encore assez considérable que le commerce & la population des colonies augmenteroient , & que le profit de la Métropole doubleroit.

X V.

Si les grandes fortunes qui se forment dans les grandes Villes, ne sont pas préjudiciables à l'agriculture, lorsqu'elles ne se font pas par l'amélioration des terres, & par l'accroissement des revenus de l'agriculture, ou par les gains du commerce avec l'étranger; ces grandes fortunes ne prouvent-elles pas que les richesses s'accumulent dans les Villes, qu'elles ne retournent pas dans les campagnes, que la consommation ou la dépense de ceux qui font ces fortunes, ne répond pas à leurs richesses? Et parmi ces fortunes n'y en a-t-il pas une grande partie qui se font par l'épuisement des richesses nécessaires à l'agriculture?

X V I.

Si les fortunes que feroient les cultivateurs, en multipliant par la culture les richesses de la Nation, ne feroient pas plus profitables, que celles des marchands bornés au commerce intérieur qui ne produisent rien, & dont les gains sont payés par la Nation? Ne juge-t-on pas de l'opulence du commerce à l'aspect éblouissant des boutiques des marchands de la Capitale? & les richesses stériles de ces marchands n'ont-elles pas paru mériter par leur éclat séduisant toute sûreté & toute protection de la part du Gouvernement, lorsque le laboureur craint que ses bestiaux & ses moissons exposés dans les plaines, ne lui attirent des impositions ruineuses? Par quelle forme d'imposition peut-on rassurer les cultivateurs contre cette inquiétude, qui est si préjudiciable aux progrès de l'agriculture, qu'on la regarderoit malheureusement comme une profession interdite, sous peine de la confiscation, de

de prohibition du commerce de ses productions, & du mépris des citadins ? *

X V I I.

Si on doit craindre l'accroissement des Villes, causé par une opulence préjudiciable aux campagnes; s'il en seroit de même de l'accroissement des Villes, & même de la Capitale; si cet accroissement avoit pour cause l'accroissement des revenus des biens-fonds des Propriétaires qui habiteroient ces Villes ?

X V I I I.

Si le rétablissement des revenus des biens-fonds exige que les Propriétaires, & ceux qui peuvent faire de grandes dépenses, résident dans les campagnes ? La consommation qu'ils font dans les Villes, n'est-elle pas aussi profitable aux campagnes, que si elle se faisoit dans les campagnes même, pourvu que les Propriétaires qui habitent les Villes, soient attentifs à l'entretien & à l'amélioration de leurs biens, & que le débit des denrées soit assuré dans toutes les Provinces par la liberté du commerce ? Les dépenses des riches dans les Villes ne soutiennent-elles pas l'industrie, les talens, & tous les différens genres de professions lucratives qui entretiennent la population, & la consommation des productions des biens-fonds ? Les Villes bien peuplées ne soutiennent-elles pas les campagnes par la consommation, comme les campagnes bien gouvernées soutiennent les Villes par la culture ? Si la population & les richesses d'un Royaume ne dépendent pas de ce concours mutuel ?

* Voyez l'Encyclopédie, à l'article GRAINS : Observation sur la forme de l'imposition de la taille.

X I X.

Si on a à craindre que les Villes dépeuplent les campagnes bien gouvernées; la distribution de la population ne se fait-elle pas naturellement dans les Villes & dans les campagnes bien gouvernées, à raison des richesses, des profits, des gains, & de la liberté qui attirent & qui retiennent les hommes de part & d'autre?

X X.

Si les mauvais succès & le dépérissement de l'agriculture ne contribuent pas à l'établissement d'un trop grand nombre de marchands dans les Villes pour le débit en détail de marchandises de tous genres, parce qu'on ne trouve pas de sûreté dans l'état de Fermier pour le profit ni pour l'emploi des avances que cet état exige? Ne résulte-t-il pas de là, que les Propriétaires ne trouvent pas à affermer leurs terres à des laboureurs qui puissent faire les frais d'une bonne culture; & que le commerce de débit, surchargé de marchands, devient onéreux par les gains que cette surabondance de marchands tire de la Nation par la fraude & par l'augmentation du prix des marchandises? Le rétablissement de l'agriculture, soutenu par la sûreté de l'emploi des avances nécessaires pour la culture, & par la sûreté du profit que procureroit la liberté du commerce des grains, n'attireroit & ne fixeroit-il pas dans les campagnes des laboureurs en état de faire les dépenses de la culture, & ne remédieroit-il pas à ces inconvénients, qui seroient causés par la désertion des habitants aisés de la campagne qui n'oseroient se livrer à l'agriculture, si elle étoit obsédée par la milice permanente, par les impositions arbitraires, par la

gène du commerce des denrées, par des corvées à des travaux publics dont l'exécution exige des siècles, & qui doivent être payés par une imposition générale; car ces causes perpétuées devasteroient les campagnes par la destruction des cultivateurs ?

RICHESSES.

ARTICLE I.

SI c'est dans la valeur vénale ou dans la valeur usuelle que consiste l'opulence des Etats? Deux Royaumes produisent la même quantité de denrées; ces denrées peuvent fournir, de part & d'autre, la subsistance à une même quantité d'hommes; dans l'un de ces Royaumes, les denrées peuvent être exportées facilement chez les étrangers: elles ont par cette raison une valeur vénale double de celle des denrées de l'autre Royaume, où le commerce extérieur est difficile ou empêché: dans celui-ci la valeur vénale du total des denrées ne seroit, par exemple, que de deux milliards, & dans l'autre de quatre milliards: si les revenus du Souverain sont dans l'un & dans l'autre le vingtième du total de la valeur vénale des denrées, il sera dans le premier de cent millions, & dans le dernier de deux cens millions. Cependant chaque Souverain ne peut-il pas lever la même quantité de troupes pour la guerre, & leur fournir la subsistance dans ses Etats conformément au prix des denrées du Pays? ne peut-il pas aussi faire construire l'artillerie, les instrumens & autres

machines de guerre dans son Royaume, où ces dépenses seroient encore dans la même proportion ? Les Souverains de ces deux Royaumes, seroient-ils donc, quoiqu'avec des revenus si différens, également riches & également puissans ?

Mais s'ils portent la guerre hors de leurs Etats; s'ils font des alliances avec d'autres Puissances, & leur paient des subsides; s'ils paient des troupes auxiliaires; s'ils font des achats chez les étrangers où les prix ne se trouveront plus dans la même proportion avec les revenus de ces Souverains, celui qui a plus de revenu ne sera-t-il pas plus riche & plus puissant que l'autre ?

Les mêmes rapports de richesses n'ont-ils pas lieu aussi à l'égard des Propriétaires des biens-fonds ? La valeur vénale des denrées leur procure une fois plus de revenu dans un Royaume que dans l'autre : ceux qui ont dans l'un de ces Royaumes, la moitié moins de revenu, payeront moitié moins cher ce qu'ils achèteront chez eux : la dépense sera donc, à cet égard, dans la même proportion de part & d'autre ; mais le prix de ce que les uns & les autres achèteront de l'étranger, ou de ce qu'ils achèteront les uns des autres, ne sera pas dans cette même proportion ; ainsi ceux qui tirent un plus grand revenu de la valeur vénale de leurs denrées, ne seront-ils pas effectivement plus riches que les autres ?

N'en est-il pas de même à l'égard des Provinces d'un même Royaume, où dans les unes les denrées sont chères & dans les autres en non-valeur ? & n'est-ce pas par cette raison que celles-ci sont toujours bien peuplées & bien cultivées, & que celles-là sont toujours peu peuplées & mal cultivées ? Ne s'enfuit-il pas que c'est la

cherté des denrées, soutenue par le commerce extérieur, qui fait prospérer les Etats?

I I.

Si de deux Royaumes l'un étoit plus peuplé, & si l'autre avoit à proportion plus de revenu, toutes choses étant d'ailleurs égales, lequel seroit le plus puissant? N'y auroit-il pas plus d'aïssance dans l'un de ces Royaumes, & plus de besoins dans l'autre? Si l'un ne soutiendrait pas mieux les dépenses de la guerre que l'autre; si celui-là ne pourroit pas augmenter ses armées par ses richesses; si l'autre pourroit suppléer aux dépenses par sa grande population, sur-tout depuis que l'artillerie a fort augmenté les dépenses de la guerre, & qu'elle est devenue formidable: d'ailleurs, l'augmentation de troupes ne seroit-elle pas une augmentation de dépense? Si dans l'un de ces Royaumes les Sujets étoient plus dans l'aïssance, & si dans l'autre ils avoient plus de besoins, à cause de leur plus grand nombre, ces Sujets pourroient-ils, de part & d'autre, fournir à leur Souverain, à raison de leurs facultés, des subsides dans la même proportion? ne s'ensuivroit-il pas delà qu'un Royaume qui auroit moins de revenus & qui seroit plus peuplé, seroit moins puissant & moins dans l'aïssance qu'un autre Royaume qui seroit moins peuplé & qui auroit plus de revenus?

I I I.

Comment un Royaume pourroit-il être plus peuplé & moins riche, ou plus riche & moins peuplé? Les hommes ne sont-ils pas attirés dans un Royaume à proportion des richesses? Cependant si les productions & le commerce exigeoient moins de travail d'hommes dans un

Royaume que dans un autre, le premier ne pourroit-il pas se trouver plus peuplé & moins riche que le dernier? car si un Royaume produit beaucoup de denrées qui soient chères, faciles à cultiver & à exporter, & si, pour s'en procurer la vente, il tire avec profit, pour sa consommation, beaucoup de marchandises de main-d'œuvre de l'étranger, n'occupera-t-il pas moins d'hommes, & ne sera-t-il pas plus riche? n'y aura-t-il pas dans ce Royaume plus d'aisance & moins de besoins, que s'il lui falloit un plus grand nombre d'hommes pour se procurer les mêmes richesses? ne s'ensuit-il pas delà, que le Gouvernement doit être plus attentif à l'accroissement des richesses qu'à l'accroissement de la population, & que ce sont les richesses que procure le travail des hommes qui doivent régler, comme il convient, l'état de la population?

I V.

Si l'or ou l'argent qu'un Royaume, qui a un grand & fertile territoire, tire des mines, faisoit négliger la culture, & si les mines produisoient moins que ce que procureroient l'agriculture & le commerce des denrées du cru, ne s'ensuivroit-il pas que ce Royaume seroit moins riche & moins peuplé que si ses mines étoient fermées & son territoire bien cultivé? si les richesses pécuniaires que fourniroient les mines, se distribueroient & circuleroient autant dans ce Royaume que celles que procureroient l'agriculture, & si une plus grande distribution & circulation des unes ou des autres ne contribueroit pas à enrichir un plus grand nombre d'hommes, & à étendre davantage l'aisance & la population? D'ailleurs, l'agriculture ne pro-

cüreroit-elle pas autant de richesses pécuniaires que les mines, & de plus des richesses réelles que l'on n'acheteroit pas de l'étranger, & qui fourniroient la subsistance à une grande population? N'est-ce pas parce que les richesses que l'on tire des mines, n'ont pas ces avantages, & parce qu'elles n'entretiennent qu'un commerce passif avec l'étranger, qu'elles enrichissent peu d'hommes, qu'elles font tomber l'agriculture, qu'elles induisent les hommes à la paresse, & qu'elles diminuent la population?

V.

On demande si les colonies ne dépeuplent pas le Royaume qui les fournit? Ne faudroit-il pas plutôt demander, si elles n'en diminuent pas les richesses par les dépenses & par les guerres qu'elles occasionnent?

V I.

Le luxe utile, le luxe nuisible? N'est-il pas nécessaire pour que la population & les richesses se perpétuent, que les hommes dépensent continuellement leurs gains & leurs revenus? les hommes eux-mêmes n'ont-ils pas toujours voulu jouir de leurs richesses? Depuis que les grands & les riches se sont retirés dans la Capitale, leurs dépenses n'en sont-elles pas devenues plus remarquables, & ne jugeroit-on pas delà que le luxe seroit augmenté? Le luxe n'a-t-il pas toujours été proportionné aux richesses de la Nation? sans cela les richesses auroient-elles pu se perpétuer? Lorsque les grands Seigneurs résidoient dans leurs terres, & étoient dispersés dans les Provinces, leurs dépenses n'y étoient-elles pas proportionnées à leurs richesses? Quelles étoient ces dépenses? Quelles qu'elles fussent, le luxe

n'étoit-il pas plus grand alors, s'ils étoient plus riches dans ces tems-là qu'aujourd'hui ?

Nos manufactures de luxe ont-elles effectivement augmenté le luxe, ou si elles en ont seulement changé l'espèce ? n'ont-elles pas au fond diminué le luxe par la diminution des richesses, causée par la gêne qu'on a établie dans le commerce des denrées du cru, pour favoriser, aux dépens des revenus de la Nation, la main-d'œuvre de ces manufactures ? L'espèce de luxe de décoration, qu'elles ont rendu trop général & comme forcé, n'est-il pas devenu un luxe préjudiciable en dérangeant l'ordre des dépenses convenables & utiles dans les différentes classes de Citoyens ? Ce luxe dominant de décoration qui assujettit les hommes à des dépenses de vêtemens & d'ameublemens, disproportionnées à leurs facultés, n'empêche-t-il pas le Propriétaire de réparer & d'améliorer ses biens, le Marchand de faire valoir son argent par le commerce, l'Artisan de se fournir suffisamment des matières premières nécessaires pour les ouvrages qu'il fabrique, le pere de famille de former des arrangemens convenables pour l'établissement de ses enfans, le débiteur d'économiser pour payer ses créanciers ? Ainsi les dépenses de décoration qui entraînent d'autres dépenses d'ostentation, & qui sont devenues des dépenses de besoin, plutôt que des dépenses de luxe, ne forment-elles pas une espèce de luxe défordonné & destructif ? ce luxe dominant ne porte-t-il pas les Citoyens à épargner sur la propagation ou à éviter le mariage, pour soutenir des dépenses forcées ? n'induit-il pas les femmes à chercher des ressources dans le dérèglement ? n'inspire-t-il pas aux hom-

mes vains toutes les intrigues & tous les expédiens irréguliers pour subvenir aux dépenses du faste ? ne répand-il pas du mépris sur les états médiocres ? n'écarte-t-il pas du travail, ne provoque-t-il pas aux plaisirs, ne corrompt-il pas les mœurs, n'énervet-il pas le courage, ne plonge-t-il pas dans la mollesse, ne débilitet-il pas les forces du corps ?

V I I.

Les terres, les hommes, les productions, les richesses pécuniaires, ne peuvent-elles pas tomber en nonvaleur par les méprises de l'administration d'un Royaume ?

Les terres, lorsqu'elles ne sont pas cultivées ; lorsque leur produit ne restitue pas les frais de la culture ; lorsqu'on n'en tire pas le meilleur revenu qu'elles puissent produire ; lorsque les grands Propriétaires négligent leurs terres, & cherchent d'autres ressources moins avantageuses à l'Etat ; lorsque les impositions mal établies portent sur le cultivateur & enlèvent les richesses nécessaires pour les dépenses de l'agriculture ; lorsque l'on force les enfans des laboureurs à désertter les campagnes, à s'établir dans les Villes, où ils portent les richesses que leurs peres employoient aux dépenses de la culture ; lorsqu'il n'y a pas de sûreté à exposer des richesses dans les entreprises de la culture ; lorsque l'on gêne le commerce & les travaux des Fermiers ; lorsqu'un luxe désordonné s'oppose aux dépenses de l'amélioration & de l'entretien des biens ; lorsque ceux qui sont chargés de la subministration des Provinces, ne prévoient pas les causes du déperissement des revenus des biens-fonds ?

Les hommes, lorsque ce qu'ils produisent &

ce qu'ils conformément n'est pas profitable à l'Etat, & lorsqu'ils ne sont pas employés aussi avantageusement qu'ils le pourroient être; lorsque une surabondance de marchands de détail multiplient les dépenses du commerce intérieur, & le rendent onéreux à la Nation; lorsque l'indigence des payfans les rend inutiles & dépeuple les campagnes; lorsque la perception des impôts occupe un grand nombre d'hommes qui ne produisent rien, & qui sont à charge à l'Etat par leurs appointemens & par l'exercice litigieux & abusif de leurs fonctions; lorsqu'on accumule les hommes aux manufactures de luxe au préjudice de l'agriculture; lorsque les Provinces, faute de richesses, sont réduites à cultiver la terre avec les bœufs; culture qui produit peu, & qui emploie beaucoup d'hommes; lorsque les hommes sont occupés à des travaux qui peuvent s'exécuter à moins de fraix par des animaux, par des machines, &c. lorsque la population diminue par un luxe défordonné, par le dépérissement des revenus des biens-fonds, par la désertion en Pays étranger, par la misère des campagnes qui s'oppose à la propagation & à la conservation des enfans des payfans; lorsque l'intolérance de religion expulse d'un Royaume une partie des hommes & des richesses; lorsque par ces causes de dépopulation on manque de soldats & de matelots de bonne volonté, & qu'on enlève les cultivateurs pour la guerre & pour la marine?

Les productions, lorsque leur prix ne restitue pas les fraix, & dégénère en perte; ou lorsqu'elles n'ont pas la valeur vénale qu'elles devroient avoir; lorsque leur débit est borné à la

Nation, que leur prix est assujetti aux variations des récoltes & aux vicissitudes du commerce intérieur, & qu'il n'a point de fondement permanent & assuré par le commerce extérieur; lorsque leur prix est surchargé de droits qui en diminuent la valeur vénale, la consommation, & le commerce avec l'étranger; lorsque des prohibitions, des privilèges exclusifs de compagnies protégées gênent le commerce, occasionnent des monopoles & autorisent le gain des négocians sur les cultivateurs, & favorisent un commerce onéreux à la Nation; lorsqu'on ne facilite pas le débit des marchandises du Pays, sur-tout des denrées du cru par un commerce extérieur réciproque; lorsque la Nation est assujettie & bornée à une espèce de luxe de marchandise de main-d'œuvre qui l'épuise & qui nuit à la production & au commerce des denrées du cru?

Les richesses pécuniaires, lorsque les achats, les ventes, les emprunts, ne sont pas profitables à la Nation; lorsqu'on ne fait pas valoir ces richesses assez avantageusement par l'agriculture, par le commerce & par les dépenses; lorsque la forme & la perception des impositions exigent de trop grands frais; lorsqu'il y a une déprédation destructive dans la régie, & dans les dépenses des revenus du Souverain; lorsque l'argent n'est pas conservé aux hommes qui l'emploient pour le renouvellement perpétuel des richesses de l'Etat; lorsqu'on établit la puissance de l'Etat sur le pécule de la Nation & non sur les revenus du Royaume; lorsque les dépenses ou la détention de l'argent éteignent la reproduction de ces revenus?

Tout le Gouvernement économique ne se rapporte-t-il pas à ces quatre sources de richesses, de population, de force, & de félicité? Les moyens de les diriger, sans contrainte, par le profit, par les instructions, par les facilités, par la protection, & par la bonne administration?

F I N.

